This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

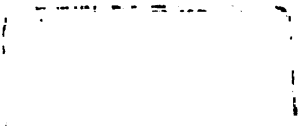
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06183946 4



VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

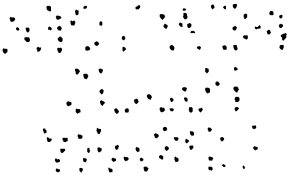
23

TOME VINGT-TROISIÈME.

STOR LIBRARY NEW-YORK

PARIS,
C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue des Poitevins, n°. 14.

1821.



PLANS

CONTENUS DANS LE TOME VINGT-TROISIÈME.[1]

Le Tome vingt-troisième est accompagné de cinq cartes, dont trois triples et deux doubles; ce qui forme treize plans.

	Pages.
Carte pour l'intelligence des batailles et combats de Brienne, la Rothière, Trannes, etc. (planche triple).	60
Carte pour l'intelligence des combats de Champ-Aubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps, etc. (planche triple).	88
Carte pour l'intelligence des batailles et combats de Soissons, Craône, Laon et Reims (planche triple).	140
Plan de la bataille de Paris (planche double).	283
Plan de la bataille de Toulouse (planche double).	348

[1] Tous ces Plans sont dessinés par M. Ambroise Tardieu, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

TABLE

DES

CHAPITRES DU VINGT-TROISIÈME VOLUME.

LIVRE X.

CHAPITRE PREMIER.

1814.		Pages.
	Situation politique et militaire de la France.	1
	Négociations entamées avec l'Espagne et avec les puissances coalisées.	4
	Communication faite au sénat et au corps législatif; ce dernier est ajourné.	7
	Mesures préparatoires de Napoléon.	8
	Plan d'invasion des alliés; force et emplacement de leurs armées.	9
	Insurrection de la Hollande et invasion de ce pays par l'armée du prince royal de Suède.	11
	Force et emplacement des armées françaises au 31 décembre 1813.	17
	Mouvemens des armées alliées depuis le Rhin jusque dans les hautes vallées de la Marne et de la Seine.	19
	L'armée alliée dite de Silésie passe le Rhin.	29
Janvier.	Passage du Rhin par le corps d'armée russe du général Winsingerode; retraite du duc de Tarente jusqu'aux anciennes frontières de France.	35

1814. Page.

Suite des opérations militaires sur la frontière de la Hollande et de la Belgique ; défense d'Anvers. 38

Février.-Mars. Le général Maison se rapproche des frontières de France, et manœuvre l'ennemi. 44

8-9 mars. Surprise de Berg-op-Zoom ; belle défense de la garnison de cette place ; défaite des Anglais. 49

Mars. Derniers mouvemens des troupes françaises et alliées en Belgique. 51

CHAPITRE II.

Janvier. Dernières mesures prises par Napoléon avant de quitter Paris pour se mettre à la tête de l'armée réunie sous Châlons. 56

24. L'impératrice Marie-Louise est nommée régente. 60

26. L'empereur arrive à Châlons, et prend l'offensive ; combat de Saint-Dizier 60

29. Combat de Brienne. 62

30-31 janvier. L'armée ennemie se concentre à Trannes. . 69

1er février. Bataille de la Rothière. 71

3. L'armée française se retire sur Troyes. . . . 77

6-7. Napoléon continue sa retraite sur Nogent. . . 81

7. Entrée des alliés à Troyes. . . . . *Ib.*

Dispositions prises par l'empereur pour défendre le passage de la Seine à Nogent, Montereau et Auxerre. 82

1er-10 février. Opérations du duc de Tarente ; défense de Châlons et de Vitry ; les Français évacuent ces deux villes ; retraite successive des troupes du maréchal sur Epernay, Château-Thierry, la Ferté-sous-Jouare et Meaux. 83

1814.		Pages.
10.	Mouvement rétrograde du feld-maréchal Blucher pour concentrer ses troupes. . ,	88
10 février.	Napoléon réunit son armée à Sezanne ; combat de Champ-Aubert.	88
11.	Bataille de Montmirail	90
12.	Combat de Château-Thierry.	93
	Combat de Vauxchamps.	95
13.	Retraite de l'armée de Silésie au-delà de Châlons.	98
14.	Prise de Soissons par le général Winzingerode.	100
10-14.	Marche de la principale armée alliée sur Fontainebleau et Nangis ; combats de Sens, de Nogent, de Guterelle.	101
15.	Les maréchaux ducs de Reggio, de Bellune et de Tarente concentrent leurs troupes sur l'Yères.	108

CHAPITRE III.

17.	Napoléon reprend l'offensive sur la grande armée des alliés.	111
	Combats de Mormant et de Valjouan. . . .	113
	Combat de Montmirail.	116
18.	Combat de Montereau.	*Ib.*
	Reprise de Provins.	120
	L'armée française reçoit une nouvelle organisation.	121
22.	Combat de Méry.	122
24.	L'armée française rentre dans Troyes. . . .	125
	Nouveau plan d'opération des alliés.	127
	Nomination de commissaires pour traiter un armistice.	128
	Napoléon prend la résolution de marcher une seconde fois contre l'armée de Silésie.	129
28.	Combats de Doulencourt et de Bar	129

1814.		Pages.
26 février.	L'armée de Silésie s'avance vers Paris par la vallée de la Marne, et le duc de Trévise se réunit au duc de Raguse à la Ferté-sous-Jouare.	130
27.	Retraite des deux maréchaux; combat de Meaux.	132
28	Blucher suspend sa marche sur Paris.	*Ib.*
	Les ducs de Trévise et de Raguse demandent des renforts au conseil de régence.	133
	Combat de Gué-à-Trême.	134
1er mars.	Combat de Lizy.	*Ib.*
	L'ennemi s'empare de la Fère.	135
2.	Napoléon s'avance sur les derrières de l'armée de Silésie, et passe la Marne à la Ferté.	136
3.	Le feld-maréchal Blucher se retire sur l'Aisne; combat de Neuilly-Saint-Front.	*Ib.*
	Capitulation de Soissons.	138
4.	Jonction des deux armées alliées du nord et de Silésie.	138
5.	Reprise de Reims sur les alliés.	140
6-7.	Combat et bataille de Craone.	*Ib.*
9-10.	Attaque infructueuse faite par l'armée française sur Laon.	146
11.	L'armée française se retire sur Soissons.	152
12-13.	Les alliés rentrent dans Reims et en sont chassés une deuxième fois.	153
14.	Poursuite de l'ennemi sur Bery-au-Bac; reprise de Châlons et d'Epernay par les Français.	156
27 février.	La grande armée alliée reprend l'offensive; Combats de Bar et de la Ferté.	159
2 mars.	Combat de Bar-sur-Seine.	164
3.	Affaire des ponts de la Barce.	165

1814.		Pages.
4 mars.	L'armée française, retirée sous Troyes, abandonne cette ville.	167
5-15.	Suite de la retraite du duc de Tarente; ce maréchal prend une ligne de défense sur la Seine.	169
14-15.	La grande armée alliée se concentre sur Arcis.	172
17.	Le duc de Tarente continue sa retraite sur Provins	173
	Marche de Napoléon sur l'Aube.	174
18-19.	Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry.	175
20-21.	Affaires d'Arcis	177
22-23.	L'armée française marche sur Saint-Dizier.	183
24.	Les alliés prennent la résolution de marcher sur Paris.	185
	Les ducs de Trévise et de Raguse cherchent, d'après les ordres de Napoléon, à se rapprocher de lui.	187

CHAPITRE IV.

Fin de janvier.	Défection du roi de Naples.	193
3 février.	L'armée franco-italienne se retire sur le Mincio.	194
8.	Bataille du Mincio.	195
10-14.	Affaires de Borghetto, de Salo et de Gardone.	198
	Les Français attachés au service du roi de Naples l'abandonnent.	201
	Evacuation de la Toscane et des Etats romains par les Français.	202
24.	Le vice-roi détache le lieutenant-général Grenier sur le Pô et sur le Taro; combat de Guastalla.	203

1814.		Pages.
4 mars.	Combat de Parme.	203
	Affaire de Sostinente.	204
7.	Les Napolitains occupent Reggio.	205
Février-Mars.	Débarquement d'un corps anglo-sicilien en Toscane.	206
Janvier.	Commencement des opérations dans le sud-est de la France ; le général autrichien comte Bubna se porte de Genève sur Lyon.	207
	Le duc de Castiglione prend le commandement d'un corps d'armée français sur le Rhône	209
	Conduite timide du comte Bubna.	210
	Les Autrichiens envahissent la Savoie.	211
31.	Retraite du général Dessaix sur l'ancienne frontière de France ; combat des Echelles.	213
6 février.	Affaire du fort Barraux.	214
	L'ennemi s'empare de Châlons et du pays compris entre l'Ain et la Saône.	215
17.	Le duc de Castiglione reprend l'offensive. .	215
18.	Les Français rentrent en Savoie.	217
21-23.	Affaires d'Aix et d'Annecy ; combat du pont de la Caille.	218
	Napoléon blâme le plan d'opérations du duc de Castiglione.	219
1er mars.	Combat de Saint-Julien sous Genève. . . .	221
5.	De nombreux renforts ennemis s'avancent sur la Saône, combat de Poligny.	226
11.	Combat de Mâcon.	227
18.	Combat de Saint-Georges.	229
20.	Le duc de Castiglione se replie sur Lyon ; bataille de Limonest.	229
21.	L'armée française évacue Lyon et se retire sur l'Isère.	232

1814. Pages.

Fin de Mars. Les Français abandonnent une seconde fois la Savoie. 232

Janv. - Févr. Opérations militaires sur la ligne des Pyrénées; position des armées du duc de Dalmatie et de lord Wellington. 234

14 février. Les alliés passent les Gaves. 237

27. Bataille d'Orthez. 240

1er mars. Retraite de l'armée française; combat d'Aire. 243

Passage de l'Adour par les Anglais au-dessous de Bayonne. 245

Un comité royaliste formé à Bordeaux propose aux Anglais de marcher sur cette ville. 246

12. Le maréchal Beresford entre à Bordeaux. . . 248

Le duc de Dalmatie veut manœuvrer sur la droite de l'armée alliée. 249

16. L'armée française se replie sur Tarbes. . . . 249

19. Affaire de Maubourguet; combat de Vic-Bigorre. 250

20. Combat de Tarbes. 251

Position des armées française et alliée en Catalogne. 252

15 janvier. Attaque du pont de Molins-d'el-Rey. . . . 252

Février. Les Espagnols surprennent les places de Lérida, Méquinenza et Monzon. 254

L'armée française se replie sur Figuières. . . 254

24 mars. Le roi Ferdinand est rendu aux Espagnols. 255

CHAPITRE V.

19. Rupture du congrès de Châtillon. 257

Le pape Pie VII rendu à la liberté. 265

L'Angleterre médite la restauration des Bourbons. 266

1814. Pages.

Situation intérieure de la France. 267
25 mars. Les alliés marchent sur Paris ; double combat de Fère-Champenoise. 270
26. Combats de Sezanne et de Chally. 276
Combats de la Ferté-Gaucher et de Moutis. 278
27. Combats de Trilport et de Meaux. 280
28. Combat de Montmaigle près Ville-Parisis. . . 281
29. Passage de la Marne par la grande armée alliée. . . . . *Ib.*
Topographie du champ de bataille sous les murs de Paris ; situation de cette capitale au 29 mars. 283
Mesures de défense arrêtées. 289
Dispositions d'attaque des alliés. 292
Bataille de Paris. 294
Le roi Joseph quitte le champ de bataille et la capitale. 299
Derniers momens de la bataille. 301
Le duc de Raguse demande une suspension d'armes pour traiter d'une capitulation. . 307
Arrivée d'un aide-de-camp de Napoléon auprès du duc de Trévise. 310
Suspension d'armes et conventions verbales entre les deux partis. 315

CHAPITRE VI.

Capitulation de Paris. 317
Députation des préfets et du corps municipal aux souverains alliés. 319
Agitation des partis dans Paris. 321
Entrée des alliés à Paris. 320
1er avril. Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France ; nomination d'un gouvernement provisoire. . . 323

1814.		Pages.
3 avril.	Le sénat prononce la déchéance de Napoléon.	324
25 mars.	Dernières opérations de la grande armée française ; affaire d'Hoiricourt.	325
26.	Combat de Saint-Dizier.	327
	L'armée française revient sur Fontainebleau ; Napoléon part en poste pour Paris.	328
	L'armée française prend position sur la rivière d'Essonne.	330
	Pourparlers entre le duc de Raguse et le prince de Schwartzenberg.	331
3 avril.	Abdication conditionnelle de Napoléon.	331
	Marche du corps d'armée du duc de Raguse sur Versailles.	332
5-6 avril.	Négociation des maréchaux chargés de porter aux souverains alliés l'abdication de Napoléon.	333
	Constitution délibérée par le sénat.	334
	Armistice ; insurrection des troupes du duc de Raguse à Versailles.	336
Fin mars.-Avr.	Abdication définitive de Napoléon ; le comte d'Artois fait son entrée dans Paris.	337
	Dernières opérations militaires sur la frontière du nord ; combat de Courtray.	338
Avril.	Opérations du corps d'armée aux ordres du duc de Castiglione ; combats de Voiron, de Voreppe et d'Aiguelle.	342
Mars-Avril.	Derniers événemens militaires en Italie.	334
17 avril.	Combat de la Sturla.	346
10.	Dernières opérations de l'armée des Pyrénées ; bataille de Toulouse.	348
	Rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français.	356

1814. Pages.

14-19. Soumission des deux armées au gouvernement provisoire. 357

Convention militaire du 23 avril. . . . . *Ib.*

Arrivée du roi Louis XVIII en France, et son entrée à Paris. 358

30 mai. Traité de paix entre les quatre grandes puissances alliées. 360

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU TOME VINGT-TROISIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms de Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le vingt-troisième volume.

A

Adine, 212.
Ahrenschild, 351.
Alberg (duc d'), 321, 323.
Albert, 30, 84, 85, 87, 162, 163, 165.
Alexandre, empereur, 81, 82, 127, 185, 186, 189, 269, 273, 275, 292, 310, 311, 315, 319, 320, 321, 322, 330, 333, 334.
Alix, 83, 102, 103, 113, 121, 169.
Allent, 299, 315, 318, 319.
Alsusiew, 34, 35, 63, 66, 69, 75, 88, 89, 99, 106.
Alten, 238, 241, 242, 350, 352, 353.
Ambert, 14, 15, 38, 39, 40, 41, 43.
Ambrosio, 192.
Ameil, 125.
Amey, 12, 162, 165, 273, 275.
Anger, 275.
Angoulême (duc d'), 236, 246, 247, 248, 249.
Antonio (don), 255.
Apraxin, 319.
Arrighi (duc de Padoue), 15, 36, 84, 87, 137, 139, 147, 296, 297, 299, 303, 304, 306.
Artois (comte d'), 82, 127, 267, 237.
Augereau (duc de Castiglione), 11, 56, 59, 128, 162, 164, 185, 209, 211, 215, 217, 219, 220, 221, 225, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 233, 234, 342, 343, 344.
Avy, 40.
Aymar, 39, 42, 49.

B

Barclay-de-Tolly (comte), 20, 24, 25, 29, 69, 71, 78, 106, 164, 173, 175, 292, 293, 295, 297, 299, 302, 305, 306, 315, 331.
Bardet, 216, 221, 222, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 232.

Bardin, 49.
Barral, 213.
Barrois, 16, 39, 41, 44, 46, 47, 48, 338, 341.
Baste, 66, 68, 178.
Baurot, 242, 355.
Beaufort-d'Hautpoul, 197.
Beauvais, 13, 36, 87.
Béchaud, 242.
Beckers, 26.
Belair, 160, 161, 172.
Bellegarde (comte de), 192, 194, 195, 197, 198, 199, 204, 206, 346, 347.
Belliard, 93, 145, 148, 154, 270, 297, 312, 314, 330.
Bénévent (prince de), 269, 320, 321, 322, 323, 337.
Benkendorf, 37, 38, 146.
Bentinck (lord), 193, 206, 207, 252, 344, 346.
Berckeim, 152, 154, 174, 175, 179
Béresford, 239, 244, 248, 249, 350, 352, 353, 354, 355.
Bergnon, 275.
Berlier, 352, 353.
Bernadotte (prince royal de Suède), 10, 11, 36, 54, 128, 269, 399.
Berthier (prince de Neufchâtel), 30, 34, 41, 46, 62, 67, 80, 185, 187, 264, 288, 328, 330, 357, 358.
Berton, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 249, 250, 251, 351, 354, 356.
Bertrand, 3, 92, 332.
Bessières, 3.
Beurmann, 230.
Beurnonville (comte de), 323.
Bianchi, 20, 21, 102, 103, 109, 112, 121, 128, 226, 227, 228, 229, 230.
Bigarré, 87, 146.
Bignon, 49.
Bisanet, 49, 50, 51.
Blucher, 10, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 54, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 71, 74, 79, 83, 86, 87, 88, 90, 95, 96, 97, 98, 106, 108, 109, 111, 123, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 138, 140, 144, 146, 148, 149, 151, 153, 156, 159, 172, 183, 185, 186, 188, 189, 260, 281, 290, 292, 293, 295, 299, 300, 303.
Blucher, fils, 137.
Bois, 214, 217.
Bonaparte (Napoléon) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 25, 31, 32, 33, 34, 37, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 162, 164, 167, 170, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 190, 193, 200, 209, 210, 219, 220, 223, 233, 234, 246, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 261, 262,

263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 272, 282, 288, 290, 292, 293, 294, 299, 300, 310, 322, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 341, 344.
Bonaparte (Joseph), 56, 58, 99, 108, 110, 133, 288, 290, 291, 292, 299, 300, 307, 311, 313, 329.
Bonaparte (Louis), 264.
Bondy (comte de), 210.
Bonfanti, 192, 199.
Bonnemain, 196, 197, 198, 203, 204.
Bonté, 275.
Bordesoulle, 59, 78, 82, 88, 97, 114, 115, 136, 154, 271, 272, 297, 302, 303, 304, 305, 307.
Borghèse (prince), 221, 233.
Borstell, 13, 39, 41, 43, 44, 46, 47.
Boudin, 72, 92.
Bourmont, 104, 105.
Boyer, 196.
Boyer (P.), 123, 126, 141, 142, 145, 146, 154, 155, 155, 156, 160, 177, 178.
Boyer de Rebeval, 121, 142, 143, 147, 149, 151, 296, 298, 305, 307.
Brayer, 61, 84, 85, 87, 162, 163, 165.
Briche, 26, 32, 63, 70, 74, 79, 80, 114, 162, 163.
Bricqueville, 42.
Bubna (comte de), 20, 55, 59, 128, 207, 208, 210, 211, 214, 217, 219, 224, 225, 233, 234, 345.
Budinger, 24.
Bulow, 11, 15, 16, 35, 36, 39, 40, 41, 45, 46, 51, 55, 123, 127, 135, 136, 138, 142, 148, 149, 269.

C

Callier, 345.
Cambacérès, 288.
Cambronne, 178.
Campi, 197.
Caraman, 141.
Carascosa, 193, 200, 347.
Carlos (l'infant don), 356.
Carlos (duc de San-), 4, 253, 255.
Carnot, 7, 43, 47, 48, 83.
Carra-Saint-Cyr, 46.
Cassagne, 26.
Castlereagh (lord), 266.
Castex, 17, 37, 38, 39, 41, 44, 46, 53, 338.
Caulincourt (duc de Vicence), 4, 5, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 322, 330, 332, 333, 334.
Chabert (Théodore), 223, 225, 298, 304.
Chambarlhac, 44.
Chancel, 23.
Chaptal (comte), 210.
Charles (archiduc), 197, 269.
Charpentier, 109, 113, 121, 144, 145, 147, 149, 151, 152, 154, 187, 270, 296, 309.
Chastel, 302, 303, 304, 305, 307, 331.
Chasteller, 196 197.
Château, 64, 117, 118, 120.
Chaudron, 51.
Christophe, 276, 309, 314.
Choisi, 30.
Christiani, 28, 93, 95, 134, 154, 270, 272, 276, 297, 309.

Clarence (duc de), 41.
Clarke (duc de Feltre), 133, 209, 219, 233, 282.
Clausel, 235, 236, 238, 239, 240, 243, 244, 245, 251, 351, 354, 355.
Clavel, 304.
Clinton, 238, 241, 242, 251, 253, 350, 354.
Cobourg (prince de), 228, 230.
Coëtlosquet, 102, 103, 119.
Colbert, 70, 73, 74, 93, 95, 144, 145, 146, 156, 175, 176, 177, 227.
Cole, 242, 350, 352, 354, 355.
Collaert, 23.
Collorédo (comte de), 20, 21, 29, 69, 71, 78, 80, 81.
Compans, 276, 277, 280, 281, 282, 291, 294, 296, 298, 304.
Constantin (grand-duc), 271.
Coock, 50, 51.
Copons, général, 252, 253, 254, 255.
Corbineau, 140, 153.
Couin, 97.
Crenneville, 20.
Cubières, 342, 343.
Curely, 154, 179.
Curial, 142, 143, 144, 145, 149, 152, 154, 270, 296, 299, 305, 309.
Curto, 77.
Czernichew, 36, 37, 38, 101, 139, 146, 326, 329.

D

Dalhousie (lord), 357.
Damas, 215, 216, 234.
Daring, 118.
Dariule, 340.
Darmagnac, 240, 242, 351, 353.
Darricau, 236, 240, 241, 243, 351, 352.
Daudenarde, 47, 48.
Daumerc, 70, 75, 97, 116, 131, 135, 137.
Dautancourt, 297, 308, 314.
Dauture, 236, 355.
Davigneau, 26, 175, 188.
Davoust (prince d'Eckmulh), 11, 17, 18, 256.
Decaen (comte), 14, 15, 16, 37, 267, 357,
Deconchi, 197.
Decouz, 32, 34, 64, 66, 67, 70, 178.
Defrance, 68, 70, 79, 92, 93, 95, 153, 154, 156, 183.
Dejean, 118, 310, 329.
Delaborde (Alexandre), 318, 319, 322.
Delamarre, 225.
Delort, 102, 103, 118, 119, 120, 274, 275.
Denis, 317.
Deroy, 26, 27.
Dessaix (général), 128, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 343.
Dessaix, aide-de-camp, 225.
Dessoles, 323, 324, 333.
Diebitsch, 106, 116.
Digeon, 215, 216, 221, 225, 230, 231, 232.
Dommanget, 14, 84,
Drouet (comte d'Erlon), 235, 238, 242, 243, 244, 245, 249, 250, 251, 351.
Drouot, général, 75, 97, 143.
Drouot, colonel, 275.
Dubois, 225.
Duca (comte), 128.
Duchâtel, 250.

Ducos, 13.
Dufour, 59, 61, 62, 68, 70.
Duhesme, 25, 26, 27, 35, 61, 65, 65, 70, 73, 118, 119, 130, 165, 167, 173.
Dujon, 281.
Durevoir, 275.
Duroc (duc de Frioul), 3.
Durutte, 29, 30, 31, 185, 328.

E

Elio, 232.
Emmanuel, 280, 308, 312, 313, 315.
Escard, 213, 218, 225.
Estève, 228, 229.
Eugène, vice-roi d'Italie, 12, 18, 59, 99, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 206, 264, 343, 345, 346, 347.
Evain, 292, 302.
Excelmans, 14, 84, 86, 130, 141, 143, 156, 175, 176, 177.

F

Fabvier, 133, 150, 298, 317.
Fane, 245.
Favart, 275.
Faverot (baron), 240.
Favre, 343.
Ferdinand, roi d'Espagne, 4, 253, 255, 260, 356.
Ferdinand IV, roi de Naples, 193, 207.
Flahaut, 129.
Flamant, 39, 40, 42.
Flaugergues, 6.
Fontanes (comte de), 6.
Forestier, 75, 196, 197.
Foucher, 165.
Fournier, 298.
Foy, 238, 240, 242.
Francois II, 186, 193, 207, 261, 262, 266, 310, 329.
François-Xavier-Joseph, fils de Ferdinand IV, 206, 207.
Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, 82, 159, 186, 273, 292.
Fresia, 192, 203, 345, 346.
Fresnel, 163.
Fressinet, 94, 195, 198.
Freudenrich, 94.
Freyre, 246, 350, 352.
Friant, 16, 22, 28, 80, 91, 92, 95, 130, 137, 141, 145, 147, 149, 154, 155, 175, 176.
Frimont (baron de), 23, 106, 107, 164, 168, 177.

G

Gablentz, 340, 341.
Gagarin (prince), 17.
Gain de Montagnac (comte), 269.
Gall, 229.
Gallois, 6.
Garin, 224, 225.
Gauthier, 106.
Gay, 231.
Gérard (comte), 59, 61, 62, 68, 70, 72, 75, 79, 81, 104, 114, 115, 118, 119, 121, 122, 124, 129, 136, 159, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 172, 173, 174, 182, 184, 220, 325, 327, 329.
Gérard, chef de bataillon, 113.
Ghénéser, 116, 304.
Ghigny, 276, 314.
Gilly, 13, 51.
Girardin (comte), 89.

Giuky, 19, 21, 22, 28, 29, 69, 71, 72, 77, 78, 80, 113, 122, 125, 126, 163, 165, 169, 173, 175, 177, 182, 270, 281, 293, 295, 315.
Gober, 205.
Gorre, 50, 51.
Gortschakow (prince), 24, 160, 161.
Gouault, 127.
Gourgaud, 67, 147.
Graham, 40, 49, 51.
Gratien, 92, 94, 205.
Grenier, 194, 195, 196, 198, 203, 204, 347.
Grimmer, 75.
Grouchy (comte) 63, 66, 68, 72, 74, 82, 95, 96, 97, 98, 111, 116, 124, 139, 140, 143.
Grouvelle, 148.
Gruyère, 123, 124.
Gudin, 215, 226, 228.
Guériot, 156.
Guillaume (prince), 49, 94, 150, 278, 300, 308, 309.
Guillemet, 231.
Guye, 281, 291.
Guyot, 70, 73, 74, 139.

H

Hamélinaye, 159.
Hardegg, 74, 104, 106, 107, 112, 113, 114, 122, 130, 228, 230.
Harispe, 235, 230, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 351, 352, 355.
Hecht, 22.
Helwig, 46, 338.
Henders, 65.
Heurion, 179.
Hesse-Hombourg (prince de), 19, 20, 29, 128, 226, 228, 232, 234, 342, 344.
Hill, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 249, 251, 350, 351, 353.
Hiller, 231.
Hohe, 47.
Hochberg, 24.
Hope, 245, 246, 249.
Horn, 308.
Howard, 246.
Howen, 40.
Hullin, 289, 292, 294, 299, 300, 315.

J

Imert, 161.
Jacquinot, 30, 125, 325.
Jagow, 153.
Jamin, 271, 275.
Janssens, 140, 154, 174, 176, 178.
Jarry, 165, 167.
Jaucourt (comte de), 323.
Jeanin, 204.
John, 245.
Jordy, 20.
Joubert, 74, 279.
Jugrats, 95.

K

Kaisarow, 175, 177.
Kapzewitsch, 85, 86, 88, 90, 95, 134, 135, 137, 300, 313, 314.
Karnielow, 300, 308.
Katzler, 84, 300, 303, 305, 308.
Kellermann (duc de Valmy), 2, 52, 82, 85.
Kellermann (comte de Valmy), 83, 113, 126, 130, 159, 161, 165, 166, 168, 171, 327, 328.
Kersaint, 15.

Klebelsberg, 218, 219, 222, 224, 232, 233.
Kleist, 83, 86, 88, 90, 95, 133, 134, 136, 137, 142, 144, 149, 189, 276, 278, 279, 299, 300, 310.
Klopstein, 217.
Korf, 122, 131, 132, 134, 273, 274.
Kozietulski, 308.
Kraff, 41, 43.
Krasinski (comte de), 156.
Kretow, 295, 296.

L

Lacoste, 154.
Laferrière, 16, 22, 93, 96, 130, 140, 141, 143, 144.
Lafitte, 314.
Lafitte, général, 349.
Laforêt (comte), 4.
Lagrange, 30, 32, 34, 35, 61, 69, 70, 89, 90, 97, 137, 304.
Lainé, 6.
Lambert, 21, 208.
Lamorandière, 351, 352, 355.
Lamotte, 106, 107, 115, 327.
Landskoy, 35, 61, 146.
Langeron (comte), 29, 30, 33, 142, 136, 280, 297, 300, 367, 308, 309, 311, 312, 313, 314.
Lapointe, 310.
Laptiew, 146.
Laraitrie, 40.
Laroche, 211.
Laroche-Jacquelin (marquis de), 247, 248.
Lastours, 48.
Latour-Foissac, 271.
Lauberdière, 12.
Laville, 302.
Lebrun (duc de Plaisance), 13, 14, 41, 42, 43.
Lecapitaine, 272, 309.
Lecchi, 202.
Leclair, chef d'escadron, 243.
Leclerc, colonel, 149, 272, 276, 314.
Lecoq, 46, 52.
Ledru-des-Essarts, 44, 45, 280, 298, 304.
Lefebvre (duc de Dantzig), 84, 92.
Lefebvre-Desnouettes, 16, 17, 38, 65, 67, 70, 90, 93, 96, 179.
Legrand, général, 208, 214.
Legrand, capitaine, 23.
Lery, 153.
Lesueur, 351.
Letort, 28, 93, 175, 176, 179, 327.
Leval, 96, 97, 111, 159, 172, 173, 182.
Lhéritier, 26, 63, 67, 70, 74, 75, 79, 114, 115, 124, 123, 162, 163.
Lichtenstein (prince Maurice de), 21, 80, 102, 104, 113, 124, 125, 169.
Lichtenstein (prince Louis de), 20, 21, 208.
Lieven, 33.
Livron, 193.
Lonchamps, 101.
Lorcet, 15.
Lorge, 36.
Louis XVIII, 269, 337, 344, 357, 358.
Louis (baron), 321.
Lucotte, 149, 331.

M

Macdonald (duc de Tarente), 2, 11, 13, 16, 18, 30, 35, 37, 55, 61, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 90, 92, 107, 109, 110, 111, 113, 114,

120, 122, 124, 126, 129, 136, 159, 162, 163, 164, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 180, 182, 183, 184, 185, 273, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 332, 333, 334, 335.
Macdonald, général napolitain, 202.
Maine de Biran, 6.
Maison (comte), 11, 16, 18, 37, 38, 39, 41, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 53, 128, 338, 339, 341, 342, 358.
Manhès, 201.
Maransin, 240, 242, 244, 351, 353.
Marchand (comte), 59, 128, 211, 213, 217, 218, 221, 225, 232, 233, 234, 342.
Marcognet, 194, 196, 197, 198, 199.
Maret (duc de Bassano), 4, 264, 337.
Marguet, 75.
Marie-Louise, impératrice, 60, 288, 291, 300, 320, 330, 332.
Marmont (duc de Raguse), 2, 11, 18, 25, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 55, 61, 62, 69, 70, 73, 74, 75, 77, 78, 81, 82, 88, 95, 96, 97, 111, 116, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 139, 141, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 159, 174, 183, 185, 186, 188, 189, 270, 273, 276, 278, 279, 281, 282, 291, 294, 296, 297, 298, 299, 302, 303, 304, 306, 307, 311, 315, 317, 318, 330, 331, 332, 334, 336.
Marschall, 192, 206.
Maslow, 146.
Masson de Saint-Amand, 66.
Matère, 173.
Maucune, 347.
Maulmont, 173, 181, 182.
Mayer, 194, 195, 196, 167.
Ménard, 216.
Merlin, 137, 155, 156, 189.
Merville, 195, 196, 197.
Merweld (comte de), 5.
Metternich (comte de), 5, 259, 262.
Metzko, 203, 204.
Meunier, 66, 67, 70, 64, 141, 142, 143, 144, 145, 152.
Meuziau, 44.
Mezenzow, 24, 303, 306.
Michaud (comte), 159.
Michel, 28, 80, 91, 92, 93, 95, 291, 296, 298, 305.
Milhaud (comte), 23, 25, 34, 61, 70, 83, 100, 104, 115, 124, 126, 136, 162, 165, 165, 167, 171, 327.
Mina, 236, 237.
Minot, 87.
Minutolo, 202.
Missiessi, 15.
Molitor, 12, 13, 14, 16, 84, 85, 86, 87, 168, 182.
Moncey (duc de Conégliano), 99, 289, 292, 294, 312, 314, 315.
Montbrun, 102, 103, 104, 115.
Montelegier, 23.
Montesquiou (abbé de), 313.
Montfort, 20, 160, 161, 175, 181.
Montmarie, 84, 86, 87, 149.
Montmorency (duc de), 315.
Morand (comte), 11, 18.
Moreau, général de brigade, 102, 104, 131, 138, 140.
Morillo, 257, 350.

Mortier (duc de Trévise), 12, 16, 19, 21, 22, 27, 28, 55, 58, 61, 62, 69, 76, 79, 80, 81, 82, 91, 92, 93, 95, 101, 111, 131, 132, 133, 134, 137, 138, 139, 140, 141, 144, 154, 157, 174, 183, 185, 187, 188, 189, 270, 271, 273, 278, 281, 282, 292, 294, 295, 296, 299, 300, 301, 303, 305, 307, 308, 310, 311, 317, 330.
Mouthon, 225.
Mumb, 230, 231.
Murat, roi de Naples, 18, 79, 193, 195, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 264, 266, 346, 347.
Murray, 350.
Musnier, 128, 208, 209, 210, 215, 217, 221, 225, 227, 228, 229, 230, 231.

N

Nansouty (comte), 70, 74, 90, 91, 126, 141, 143, 145
Nas, 225.
Neipperg (comte de), 206.
Nesselrode (comte de), 272, 311, 319, 321, 323.
Ney (prince de la Moskowa), 11, 26, 27, 31, 32, 35, 55, 62, 64, 65, 66, 70, 72, 75, 77, 82, 88, 89, 91, 93, 111, 126, 129, 137, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 156, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 183, 185, 188, 328, 329, 332, 333, 334.
Nostitz, 271.
Nugent, 192, 194, 199, 203, 347.

O

Odiot, 313.
Oppen, 39, 43.
Orange (prince d'), 13, 51, 260.
Ordonneau, 215, 221, 228, 229.
Ordonner, 302.
Orlow (comte), 310, 311, 315, 317.
Ornano, 57, 282, 289, 291.
Orschacow, 146.
Oscherowski (comte), 138, 184.
Otrante (duc d'), 202, 203.
Oudinot (duc de Reggio), 12, 74, 75, 81, 101, 102, 103, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 114, 120, 121, 122, 123, 124, 129, 130, 136, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 171, 181, 182, 184, 327, 328, 329, 330, 335.

P

Pacthod, 102, 103, 113, 117, 119, 121, 130, 159, 169, 273, 274, 275.
Pacz, 141, 143, 154.
Paer (comte), 311, 315, 317.
Pahlen (comte), 62, 63, 64, 65, 67, 78, 88, 104, 112, 113, 160, 161, 164, 166, 170, 180, 270, 271, 272, 278, 282, 293, 297, 301, 302, 306, 307.
Palombini, 194, 195, 198.
Pannetier, 215, 216, 217, 221, 228, 229, 230, 231.
Paris, 236, 237, 138, 240, 242.
Parmentier, 225.

Pegot, 345.
Pelet, 178.
Pelew, 345, 346.
Pelleport, 89, 116, 132.
Penne, 44, 45, 47, 48, 338, 339
Penrose, 239, 246.
Perreymond, 194, 196, 197, 198.
Peterson, 311.
Petit, 94.
Peyre, 299.
Piat, 346.
Picton, 239, 241, 242, 251, 350, 351, 352, 353, 355.
Pie VII, 265, 266.
Pignatelli, 192.
Pinoteau, 161.
Piquet, 32, 61, 68, 70, 89.
Piré, 25, 63, 70, 73, 79, 114, 126, 162, 163, 183, 325.
Pitschnitzki, 303, 304.
Platow (l'hetman), 20, 26, 78, 102, 124.
Plessen, 227.
Pommereuil, 135.
Pouchelon, 217, 221, 222, 225, 227, 228.
Poret de Morvan, 135, 149, 152.
Posomby (lord), 350, 353.
Pothier, prêtre, 158.
Pouchain, 202.
Pozzo-di-Borgo, 321.
Pradt (abbé de), 321.
Préval, 291.
Puckler, 340.
Pujol (comte), 59, 102, 105, 109, 111, 115, 117, 119, 121.

Q

Quesnel, 194, 196, 198.
Quinette, 13.

R

Radiwojewitsch, 194, 196, 197, 198.
Rambourg, 195, 198, 204, 205.
Rapatel, 2-5.
Rapzewitsch, 308.
Rausch, 129.
Rayewski, 170, 173, 175, 177, 181, 270, 279, 281, 282, 293, 295, 296, 297, 303.
Rechberg, 20, 74, 106, 107.
Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, 313.
Reille (comte), 235, 242, 243, 244, 245, 251, 351, 353.
Remond, 216, 221, 226, 227.
Reynouard, 6.
Ricard (comte), 29, 30, 31, 32, 35, 61, 68, 70, 72, 89, 90, 91, 92, 96, 131, 157, 154, 155, 156, 187, 272, 304.
Ricard, capitaine, 225.
Robejot, 223, 224, 225.
Robert, général, 254, 297.
Robert, colonel, 300, 307, 309.
Roch, 225.
Rodolphe (archiduc), 126.
Roguet, 14, 16, 17, 38, 39, 40, 42, 43, 46, 47, 48, 338, 339, 341.
Rostolant, 13.
Rothembourg, 70, 71, 74, 75, 101, 106, 159, 164, 165, 266, 167, 181.
Rouget, 353, 355.
Rousseau, 13, 26, 178.
Roussel, 125, 126, 129, 136, 139, 142, 143, 145, 147, 148, 154, 174, 270, 271, 276, 314.

Rouyer, 192, 194, 197, 198, 204.
Rouyer-Saint-Victor, 344.
Rudzewitsch, 122, 140, 308, 309, 313, 314.
Rusca, 100.
Ryssel, 46, 47.

S

Sacken (baron), 29, 30, 31, 32, 34, 35, 62, 63, 64, 66, 67, 71, 73, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 125, 132, 134, 142, 144, 145, 274, 293, 320.
Saint-Aignan (baron de), 5, 263.
Saint-Amand (de), 250.
Saint-Germain, 82, 92, 95, 97, 136, 159, 164, 165, 166, 169, 172, 182, 325, 327.
Saint-Pol, 351, 352.
Saint-Priest, 29, 30, 35, 153, 154, 155, 156.
Saint-Sulpice, 230.
Saint-Vallier (comte de), 211.
Sanders, 144.
Sans, capitaine, 23.
Sarsfield, 252, 253.
Saulnier, 46.
Savary (duc de Rovigo), 269.
Savoye, 225.
Schaeffer, 87.
Schaschasskoy, 24, 172, 173.
Scheiter, 217, 226, 227.
Scherbatow, 34, 35, 63.
Schon, 48.
Schouller, 52, 338.
Schuwalow (comte), 128.
Schwartzenberg (prince), 10, 19, 20, 24, 26, 27, 28, 54, 61, 62, 68, 69, 71, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 98, 101, 108, 112, 116, 120, 122, 127, 129, 140, 153, 162, 164, 166, 168, 169, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 181, 185, 186, 187, 188, 190, 260, 272, 273, 275, 279, 281, 292, 299, 310, 319, 321, 322, 327, 329, 331, 334, 358.
Sébastiani (comte), 13, 15, 18, 30, 36, 37, 85, 165, 168, 175, 176, 177, 179, 180, 184, 327.
Secretant, 296, 299, 305, 306, 309.
Ségur (Philippe de), 155, 156.
Senieschnin, 298.
Serrant, 218, 219, 221, 222, 223, 225, 233, 343.
Seslavin, 78, 88, 163, 169.
Severoli, 194, 204, 205.
Simmer, 84, 86.
Simon, 22.
Skerret, 50, 51.
Solignac, 338, 340.
Sommariva, 192, 194, 195.
Sommerset (lord), 241, 242, 243, 244, 250, 351.
Souham, 279, 331, 332, 336.
Soulier, 205, 347.
Soult (duc de Dalmatie), 12, 58, 59, 81, 96, 106, 234, 236, 237, 238, 239, 240, 242, 243, 244, 245, 248, 250, 251, 335, 348, 349, 350, 353, 354, 355, 356, 357.
Sparre, 314.
Spleny, 74, 106.
Stadion (comte), 257.
Stahrenberg, 192, 205.
Stall, 17.
Stanislawlewitsch, 199.
Stappleton-Cotton, 240, 242, 244, 351, 352, 354.

Stewart, 244, 350.
Sthem, 225.
Strogonow, 36.
Stutterheim, 196.
Suchet (duc d'Albuféra), 3, 10, 12, 59, 210, 220, 225, 253, 254, 255, 256, 349, 356, 357.
Swarikin, 146.
Swawikin, 143.

T

Talleyrand (prince), 268, 288, 321, 359.
Taupin, 236, 258, 240, 242, 351, 354, 359.
Tettenborn, 152, 156, 171, 188, 189, 325, 326, 327, 328, 329.
Tevenet, 274, 275.
Thielman (baron), 51, 52, 53, 339, 340, 341.
Thilorié, 217.
Thumen, 39, 41, 42.
Touvenot, 246.
Travot, 351.
Treilhard, 111, 114, 172, 325,
Treubert, 27.
Tschoglikow, 306.
Tourton, 318, 319, 322.

V

Vandeden, 347.
Vautrin, 42, 43.
Vaux, 21.
Veczai, 195.
Vedel, 233.
Verdier (comte), 194, 195, 196, 198.
Vial, 245, 351.
Victor (duc de Bellune), 2, 11, 18, 23, 25, 26, 27, 31, 32, 33, 34, 35, 55, 62, 64, 65, 68, 70, 73, 74, 75, 79, 82, 101, 103, 104, 105, 107, 108, 110, 111, 113, 114, 115, 117, 121, 129, 136, 137, 142, 144, 152.
Vidrange (marquis de), 82, 127.
Villatte, 238, 240, 242, 243, 339, 351.
Vincent, 111, 132, 134, 156, 188, 189, 275, 278, 280, 282, 296, 302.
Vitrolles (baron de), 269.
Voirol, 105,
Volkman, 125, 177.

U

Urassow (prince), 97.

W

Walmoden (comte de), 339, 340, 341.
Wassiltschicow, 34, 65, 73, 274.
Wellington (lord), 10, 232, 234, 236, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 349, 350, 353, 356, 357.
Weimar (duc de Saxe), 339, 341.
Weimar (prince de), 45, 46, 47, 48, 51, 52, 128, 338, 340.
Wied-Runckel, 229, 230, 231.
Wimpffen, 21, 226, 229, 231, 343.
Wintzingerode (baron), 11, 12, 35, 36, 37, 38, 44, 45, 54, 101, 111, 123, 127, 136, 138, 142, 144, 146, 148, 186, 188, 190, 325, 327, 329.

Wittgenstein (comte), 20, 24, 24, 29, 62, 69, 71, 78, 102, 104, 105, 106, 109, 112, 113, 114, 116, 117, 120, 121, 122, 125, 160, 161, 164, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 297, 298.
Wlasitch, 194, 196, 198.
Wolkmann, 125, 177.
Woronsow, 36, 45, 123, 127, 136, 138, 142, 144, 145, 146, 148, 151, 299, 300, 308, 309, 310.
Wrede (comte de), 20, 22, 23, 24, 26, 27, 29, 62, 69, 71, 73, 74, 75, 78, 80, 102, 104, 105, 106, 107, 112, 113, 117, 120, 121, 122, 126, 130, 160, 161, 164, 166, 167, 169, 170, 171, 175, 177, 179, 181, 182, 293.
Wurtemberg (prince royal de), 20, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 69, 71, 73, 75, 77, 78, 80, 102, 103, 109, 112, 113, 116, 117, 118, 120, 121, 160, 162, 163, 165, 169, 172, 173, 176, 177, 179, 181, 182, 270, 277, 279, 282, 293, 295, 297, 298, 301, 302, 306, 307, 315.

Y

Yermolow, 306, 307.
York, 29, 30, 31, 34, 35, 69, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 93, 94, 95, 132, 142, 149, 150, 156, 189, 275, 276, 277, 279, 280, 282, 299, 300, 310.

Z

Zeichmester, 208, 211, 212, 213, 233.
Ziégler, 48.
Zielenski, 46, 51.
Ziethen, 136, 276, 279.
Zucchi, 195, 197, 198.

ARMÉES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES.

Armée française.

GARDE IMPÉRIALE, 9, 12, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 25, 28, 31, 49, 56, 57, 58, 62, 64, 65, 66, 68, 73, 74, 79, 80, 84, 88, 90, 91, 92, 97, 109, 111, 114, 119, 121, 124, 126, 129, 130, 132, 133, 138, 139, 141, 142, 143, 147, 144, 145, 146, 147, 148, 152, 153, 154, 155, 174, 175, 178, 179, 180, 182, 183, 189, 256, 270, 271, 278, 281, 282, 289, 291, 292, 295, 296, 298, 303, 304, 305, 308, 325, 327, 328, 329, 330, 334.
INFANTERIE DE LIGNE. — Premier, 217, 218, 224, — troisième, 172, 173, — dix-huitième, 104, 105, 223, — vingtième, 228, — vingt-huitième, 182, — trente-deuxième, 114, 228, — trente-cinquième, 21, 343, — trente-septième,

65, — quarante-cinquième, 354, — cinquante-quatrième, 274, — cinquante-sixième, 65, — soixantième, 212, — soixante-septième, 228, 229, — soixante-dixième, 21, — soixante-dix-neuvième, 223, 231, — cent unième, 160, 173, — cent cinquième, 160, — cent trentième, 172, 173, — cent quarante-cinquième, 215, — cent quarante-neuvième, 275.

INFANTERIE LÉGÈRE. Deuxième, 89, 173, — huitième, 212, — onzième, 104, — douzième, 354, — seizième, 182, — dix-huitième, 217, 218, 342, — vingt-neuvième, 104, — trente-unième, 353, — trente-quatrième, 135, — trente-cinquième, 196.

ARTILLERIE A PIED. — Deuxième, 58.

CAVALERIE. — CHASSEURS A CHEVAL. Premier, 52, — quatrième, 211, 216, — huitième, 271, — treizième, 244, 250, 354, — quinzième, 250, — vingt-unième, 247, 248, 250, 354, — vingt-neuvième, 349, — trente-unième, 196, 211, 216.

CUIRASSIERS. — Troisième, 228, 230, 231.

DRAGONS. — Deuxième, 25, — quatrième, 161, — cinquième, 159, 314, — sixième, 23, — onzième, 23, — douzième, 314, — seizième, 161, — vingt-deuxième, 67, 125, — trentième, 302.

HUSSARDS. — Quatrième, 227, 228, 229, 230, — douzième, 227, 228, 230, 251.

ECOLE POLYTECHNIQUE, 302, 306.

GARDES D'HONNEUR, 30, 155, 250.

GARDES NATION. — D'INDRE ET LOIRE, 274, 275, — DE LOIR ET CHER, 274, 275, — DE LA SARTHE, 274, 275, DE TOULON, 228.

SAPEURS-POMPIERS, 311, 313, 314, 315.

Troupes étrangères faisant partie de l'armée française.

ESPAGNOLS, 58
ITALIENS, 194, 197, 198, 199.
POLONAIS, 58, 153, 154.

Armées étrangères.

ANGLAIS, 238, 352.
AUTRICHIENS, 126, 196, 197, 204, 231.
BADOIS, 297.
BAVAROIS, 20, 22, 112, 115, 116, 125, 160, 168, 175, 177, 181, 270, 279.
ESPAGNOLS, 151.
NAPOLITAINS, 58, 193, 203, 347.
PRUSSIENS, 49, 309.
RUSSES, 20, 63, 69, 78, 80, 106, 182, 271, 274, 281, 293, 306.
SAXONS, 45, 46, 51, 340, 341.
SUÉDOIS, 341.
WURTEMBERGEOIS, 26, 27, 75, 112, 113, 117, 119, 120, 175, 179, 281, 301.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU VINGT-TROISIÈME VOLUME.

A M. l'éditeur des Victoires et Conquêtes des Français.

Paris, le 22 septembre 1820.

Il est impossible qu'un ouvrage considérable sur les guerres dans lesquelles la France a été engagée de nos jours, ne renferme pas des omissions et même quelques erreurs : les faire disparaître, c'est contribuer au perfectionnement du monument que vous élevez à la gloire nationale. Un officier-général se permet de présenter certains détails propres à rectifier votre relation de la bataille des *Arapiles*, et surtout l'énoncé rapide de ce qui est arrivé le lendemain. Voyez pages 47, 48, 52, 53 du vingt-unième volume. Il s'agit ici d'une bataille dont la perte a marqué le premier déclin de nos armes en Espagne, et par suite, le déplorable ascendant de la puissance britannique sur l'Europe.

Le duc de Raguse venait d'être blessé : la gauche de l'armée de Portugal, étendue outre-mesure, avait été attaquée, débordée, enfoncée par la manœuvre supérieure du général ennemi qui avait réuni sur elle les quatre cinquièmes de son armée. Sa cavalerie avait culbuté notre cavalerie légère : la ligne française, allongée et décousue sur une distance de plus de quatre mille toises, allait être successivement emportée par le torrent débordé sur notre gauche. Mais l'*Arapile* ou mamelon sur lequel le maréchal avait été blessé, et que garnis-

sait la huitième division, commandée par le général Bonnet, présentait un obstacle à l'ennemi victorieux : ce mamelon attaqué vigoureusement par une brigade portugaise, fut défendu plus vigoureusement encore par le cent-vingtième régiment qui descendit de la position, et détruisit l'ennemi presqu'entièrement à coups de baïonnette.

Cependant, les deuxième, troisième et quatrième divisions françaises, que le duc de Raguse avait appelées en première ligne, lorsqu'il avait vu le mouvement offensif des Anglais ; ces divisions arrivaient sur le champ de bataille, et à gauche de l'Arapile, soutenues par le feu de notre artillerie qui n'avait cessé de garnir les hauteurs et d'avoir la supériorité sur l'artillerie anglaise. La présence de troupes fraîches, au moment même où la huitième division faisait une si énergique défense, arrêta l'emportement de l'ennemi, rendit incertain pendant quelques instans le succès de la journée, et força lord Wellington à mettre en action son armée toute entière.

Le général Bonnet, à qui le commandement de l'armée revenait par ancienneté, fut blessé en défendant l'Arapile. Le général Clausel, commandant la deuxième division, lui succéda. Il donna l'ordre aux débris de la gauche et à la droite, qui, jusque-là avait pris peu de part à l'action, de se replier sur le centre en avant de la lisière des bois.

Pendant que le général Foy, commandant la droite, composée de la première division et d'un corps de cavalerie, mettait ses troupes en marche par le flanc pour rejoindre le reste de l'armée, l'ordre devint inexécutable. Les troupes du centre furent enfoncées, les généraux Clausel et Ferey furent blessés, le dernier mortellement. La position de l'Arapile fut évacuée : trois divisions d'infanterie anglaise qui n'avaient pas encore donné, savoir : la première, la quatrième et la division légère avec la brigade de cavalerie du major

général Anson marchèrent droit à la *Tormes* par le plus court chemin : la première division française qui, seule, pouvait empêcher les Anglais d'arriver à *Alba*, notre point de ralliement sur la Tormes, essaya d'arrêter ou au moins de ralentir le mouvement de l'ennemi. Formée en colonnes par bataillons, elle eut à essuyer jusque une heure après le coucher du soleil, des charges de cavalerie et des feux exécutés à brûle pourpoint. Le général Desgraviers fut tué dans cette retraite.

Pendant la nuit, l'armée française se rallia à *Alba de Tormes* : il y avait plus de moitié des officiers-généraux et supérieurs hors de combat ; les pertes de l'armée étaient considérables. Le général Clausel, quoique blessé au talon, et souffrant beaucoup de sa blessure, conserva le commandement ; il ordonna la retraite sur Penaranda. L'armée fut divisée en trois corps : l'avant-garde, aux ordres du général Maucune, composée de l'artillerie, des blessés et des bagages avec les troupes qui avaient le plus souffert la veille ; le corps de bataille formé de six divisions sur deux colonnes, et l'arrière-garde, aux ordres du général Foy, composée de la première division d'infanterie et de toute la cavalerie de l'armée. Ces différens corps ne devaient s'ébranler que sur l'ordre du général commandant en chef.

Le 23 juillet, de grand matin, l'armée de Portugal effectua sa retraite ; mais l'arrière-garde ne fut mise en mouvement qu'une heure après le corps de bataille, et lorsque tous les blessés eurent été enlevés d'Alba de Tormes. Les Anglais aussi étaient en marche. Dès la pointe du jour leur avant-garde, composée de toute la cavalerie et des troupes qui avaient poursuivi la veille la première division française, passa la Tormes aux gués au-dessus d'Encinas de Abaxo, et se dirigea rapidement par la Serna, à la poursuite de notre armée. L'arrière-garde française débouchait à peine d'Alba

de Tormes, que les coureurs anglais apparurent sur ses flancs et en avant d'elle. Si le général Clausel eût été à cheval, il est hors de doute, pour ceux qui connaissent son talent et son activité, qu'il n'aurait pas manqué de former le corps de bataille et d'attendre en ordre de combat que l'arrière-garde l'eût rejoint. Malheureusement sa blessure le forçait de voyager en voiture avec l'avant-garde, et la distance de la tête à la queue de la colonne rendait très-lentes les communications de l'arrière-garde avec le commandant en chef. Le général Foy jugea qu'il aurait peine à rejoindre l'armée sans être entamé ; il marcha, son infanterie en colonnes serrées, l'artillerie dans l'intervalle des brigades ; la division de dragons en arrière, la division de cavalerie légère couvrant son flanc gauche. Sa marche était embarrassée par cinq mille blessés ou traîneurs qui formaient une lente procession entre l'arrière-garde et le corps de bataille.

Vers sept heures du matin, la queue de la colonne d'infanterie de l'arrière-garde était à hauteur du village de Garci-Hernandez : la tête avait atteint le plateau au nord-est de ce village. Tout-à-coup débouchent par la vallée qui vient de la Serna, la brigade de cavalerie pesante de la légion allemande, au service d'Angleterre, et deux régimens de dragons légers. La cavalerie française ne reçoit pas la charge de l'ennemi : l'infanterie fait halte et se forme en trois carrés. Le carré le plus en arrière, composé du sixième léger et d'un bataillon du soixante-seizième, est surpris dans la plaine et mis en désordre par la cavalerie allemande, avant d'avoir achevé sa formation : le colonel Molard qui le commandait, et quatre cents hommes avec lui sont sabrés. La cavalerie allemande se porte ensuite sur le carré du soixante-neuvième, au milieu duquel était le général de brigade Chemineau : le carré tient ferme, et deux ou trois cents chevaux périssent percés par les baïonnettes françaises. Une autre portion de la

brigade allemande et la brigade de dragons légers enveloppent le carré du trente-neuvième et d'un bataillon du soixante-seizième, dans lequel se trouvait le général de division Foy. Arrêtées par les feux et par la bonne contenance de ce carré, elles n'osent pas le charger à fond.

Cependant, le corps de bataille avait fait halte. L'infanterie anglaise était trop éloignée pour prendre part à l'action de la cavalerie : celle-ci se retira en emmenant prisonniers cinq cents hommes du sixième léger et du soixante-seizième, ainsi que la plupart des blessés et traîneurs de l'armée qui marchaient séparés de leurs régimens. En ce moment, arriva sur le champ de bataille une brigade de cavalerie légère de l'armée du nord de l'Espagne, composée du premier régiment d'hussards et du trente-unième de chasseurs à cheval, aux ordres du général de brigade Chauvel ; elle se joignit à notre arrière-garde, et l'ennemi, que le bon ordre dans lequel se tenait l'armée de Portugal, avait rendu prudent, la laissa continuer sa retraite vers le Douro sans plus rien essayer contre elle.

ERRATUM.

A la page 240, on lira que le colonel du quinzième régiment de chasseurs, chargé de garder le passage du Gave de Pau, n'avait point averti à temps le maréchal duc de Dalmatie du mouvement de l'armée anglo-portugaise, et s'était absenté *sans motifs* de son poste : par une note placée au bas de la même page, il est dit aussi que cet officier, baron Faverot, fut suspendu de ses fonctions par le maréchal, et qu'un conseil d'enquête, nommé pour examiner sa conduite, se prononça défavorablement : ces faits sont inexacts.

Il résulte des renseignemens authentiques qui nous ont été donnés, que le colonel Faverot ne fut point suspendu de ses fonctions ; qu'il fut disculpé par le conseil d'enquête sur le fait de négligence dans son poste ; et que le duc de Dalmatie rendit même justice aux services distingués de cet officier [1], en l'assurant par écrit *qu'il le considérait comme très-méritant pour commander de la cavalerie, malgré la circonstance qui lui avait fait blâmer sa conduite, la veille de la bataille d'Orthez.*

Nous nous faisons un devoir de donner ces éclaircissemens qui annullent la note mise au bas de la page 240.

[1] Voyez tome XXI, page 77, au récit du combat de Villadrigo.

VICTOIRES, CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE DIXIÈME.

SIXIÈME COALITION.

GUERRE DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1814.

Situation politique et militaire de la France. Négociations entamées avec l'Espagne et les puissances coalisées. Communications faites au sénat et au corps législatif; ce dernier est ajourné. Mesures préparatoires de Napoléon pour entrer en campagne. Plan d'invasion des alliés; force et emplacement de leurs armées. Insurrection de la Hollande; invasion de ce pays par l'armée aux ordres du prince royal de Suède. Force et emplacement des armées françaises au 31 décembre 1813. Mouvemens des armées alliées depuis le Rhin jusque dans les hautes vallées de la Marne et de la Seine. Passage du Rhin par le corps d'armée russe du général Winzingerode; retraite du duc de Tarente jusqu'aux anciennes frontières de France. Suite des opérations militaires en Belgique; défense d'Anvers. Le général Maison se rapproche des frontières de France, et manœuvre l'ennemi. Surprise de Berg-op-Zoom; belle défense de la garnison de cette place, et défaite des Anglais. Derniers mouvemens des troupes françaises et alliées en Belgique.

1813. France.

NAPOLÉON n'eut pas plutôt repassé le Rhin, qu'il s'occupa de réorganiser l'armée d'Allemagne; il ordonna que de ses

1813. France.

débris trois corps fussent formés à Strasbourg, Mayence et Cologne, sous le commandement des maréchaux ducs de Bellune, de Tarente et de Raguse, pour couvrir la ligne du Rhin, entre la Suisse et la Hollande; il envoya à Metz le duc de Valmy pour y prendre le commandement des dépôts sur lesquels les conscrits devaient être dirigés, et qui plus tard devaient former la réserve. Dans de telles conjonctures, la présence de Napoléon au milieu de ses troupes paraissait sans doute nécessaire; on ne pouvait douter que l'attaque ne fût très-prochaine; mais il connaissait l'inquiétude générale de la France, et il crut devoir ressaisir avant tout les rênes du gouvernement. Il partit donc de Mayence le 8 novembre, et coucha le 9 à Saint-Cloud. Dès le lendemain de son arrivée, il présidait le conseil de ses ministres et un conseil de finance, le 11 un conseil d'administration de la guerre, le conseil d'Etat et un conseil privé : il appliquait, en un mot, aux mesures du gouvernement son ordinaire activité. Trois sénatus-consultes, discutés le 11 dans le conseil d'Etat, portés le 12 au sénat, votés et promulgués le 14, furent publiés le 17, dans le journal officiel, avec les discours des orateurs du gouvernement, et les rapports faits au sénat par les commissions.

Le premier de ces sénatus-consultes mettait à la disposition du ministre de la guerre trois cent mille conscrits des classes de 1814 et des années antérieures, jusques et y compris l'an XI; la moitié pour compléter les corps, et le reste pour former des armées de réserve à Bordeaux, Metz, Turin, Utrecht, etc.

Le second sénatus-consulte prorogeait, pour la prochaine session du corps législatif, les pouvoirs de la quatrième série; il était trop tard pour convoquer les colléges électoraux, et surtout il était à craindre que le choix des nouveaux députés ne se ressentît de l'effervescence des esprits, de l'angoisse et

de la perplexité de tous les Français, qui, malgré les plus pénibles sacrifices, se voyaient sur le point de perdre les frontières naturelles conquises dans les premières guerres de la révolution. 1813. France.

Le troisième sénatus-consulte appelait en corps le sénat et le conseil d'Etat aux séances d'ouverture du corps législatif, et supprimait les listes de candidats à la présidence. Napoléon semblait vouloir honorer deux corps plus soumis, en les faisant assister aux séances impériales de cette assemblée, à laquelle il offrait ainsi des exemples à suivre; et, pour être plus maître de ses délibérations, il se réservait exclusivement le choix du président.

Dans la séance du 11, on avait délibéré dans le conseil d'Etat, et l'empereur avait signé de suite un décret qui ajoutait trente centimes à la contribution des portes et fenêtres, trente centimes à celle des patentes, et vingt centimes par kilogramme au prix du sel; et, sans attendre le vote légal du corps législatif, ces impôts furent mis aussitôt en recouvrement. Ils étaient en partie affectés au paiement des *réquisitions* faites pour l'approvisionnement des places, les subsistances, les remontes et autres services de l'administration de la guerre, qui, au lieu de *la valeur factice* donnée par les circonstances, ne devait payer que la valeur réelle des objets requis.

Napoléon voulut aussi réveiller l'émulation dans l'armée, et il accorda de nouveaux titres, de nouvelles décorations aux généraux les plus distingués; le duc d'Albufera fut nommé colonel-général de la garde impériale, et le comte Bertrand grand-maréchal du palais [1].

[1] Le premier en remplacement du maréchal Bessières duc d'Istrie; le second en remplacement du général Duroc duc de Frioul.

1813. France.

Négociations entamées avec l'Espagne et avec les puissances coalisées. — L'opinion publique paraissait accuser le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, d'exciter son maître à ne pas céder un pouce de terrain, l'ennemi fût-il sur les hauteurs de Montmartre; et l'empereur, que cette incrimination avait sans doute fait sourire plus d'une fois, parut la prendre en considération, en retirant le portefeuille des mains de ce ministre, pour le confier au duc de Vicence, auquel il prescrivit de suivre avec chaleur les négociations pour la paix : il prorogea ensuite jusqu'au 19 décembre l'ouverture de la session du corps législatif, avec l'intention de dérouler sous les yeux de cette assemblée les pièces propres à la convaincre de la sincérité de ses vœux pour la cessation de la guerre, et des efforts qu'il avait déjà faits et qu'il se proposait de renouveler, auprès des souverains alliés, pour atteindre ce but : en même temps, il songea à terminer la guerre d'Espagne; mais il voulut faire acheter à Ferdinand sa liberté, et lui faire connaître ses intentions par une lettre autographe, dont fut chargé le comte Laforêt, ancien ambassadeur près la cour de Madrid. Le roi, à qui sa fierté ne permettait pas de souscrire à des conditions qu'il pouvait pourtant ne pas remplir, dès qu'il serait rétabli sur son trône, et qui vit d'ailleurs dans une pareille démarche de son oppresseur l'aveu d'une détresse trop évidente, répondit qu'il ne signerait rien que du consentement de la régence. Toutefois, le 8 décembre, le duc de San-Carlos et le comte Laforêt conclurent un traité de paix, qui rétablissait les relations des deux Etats sur le même pied qu'en 1792, et le duc de San-Carlos partit pour le mettre sous les yeux de la régence.

Cette démarche fut sans résultat, et l'on verra, plus tard, l'empereur faire partir Ferdinand pour ses Etats, sans avoir rien obtenu ni de lui, ni de la régence.

Dans le même temps, le baron de Saint-Aignan, ministre plénipotentiaire de France près les cours de Saxe, arrêté comme prisonnier, réclamait près du comte de Metternich contre cette infraction du droit des gens; dans ses entrevues à Francfort, il avait reçu des ministres d'Autriche, de Russie et d'Angleterre, des ouvertures en réponse à celles dont Napoléon avait chargé le général comte de Merweld, lorsqu'après la bataille de Leipsig il avait renvoyé ce prisonnier sur parole. Les bases générales et sommaires pour l'ouverture d'un congrès étaient, « que la France serait resserrée dans ses limites naturelles, entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; que l'Espagne reviendrait sous son ancienne dynastie; et que l'Italie, la Hollande et l'Allemagne seraient établies comme Etats indépendans de la France et de toute puissance prépondérante. » 1813. France.

Le duc de Vicence écrivit, le 2 décembre, que l'empereur adhérait à *ces bases générales et sommaires;* et, sous la date du 10, le comte de Metternich annonça que les souverains, réunis à Francfort, avaient reconnu avec satisfaction « que l'empereur des Français avait adopté des bases essentielles au rétablissement d'un état d'équilibre et à la tranquillité future de l'Europe; qu'en voulant que cette note fût portée sans délai à la connaissance de leurs alliés, ils ne doutaient point qu'après la réception des réponses, les négociations ne pussent s'ouvrir. »

Communication faite au sénat et au corps législatif; ce dernier est ajourné. — Cette réponse était un gage que l'empereur pouvait donner de ses intentions pacifiques, et les cœurs s'ouvrirent à l'espérance lorsqu'il annonça, dans son discours d'ouverture au corps législatif, *la communication qu'il lui voulait faire de toutes les pièces originales* qui devaient prouver que des négociations avaient été entamées avec les puissances, et que rien ne s'opposait, de sa part, au

1813. France. rétablissement de la paix ; et lorsque le lendemain il fut porté au sénat et au corps législatif un décret qui créait les commissions nommées par chacun de ces deux corps, pour recevoir les communications des pièces diplomatiques. Ce même décret et le discours d'ouverture diminuèrent dans le public l'effet produit par la déclaration très-adroite des puissances, pour séparer la cause de Napoléon de celle de la France, portant que « ce n'était point à la France, mais à l'empereur seul qu'elles faisaient la guerre, ou plutôt à cette prépondérance qu'il a trop long-temps exercée hors des limites de son empire, pour le malheur de l'Europe et de la France. »

On parut également oublier les bruits répandus sur un projet de l'empereur de se faire déclarer dictateur.

Les législateurs partagèrent un seul jour ces douces illusions, mais la défiance revint parmi eux, lorsqu'ils virent dans le *Moniteur* que l'on avait affaibli et tronqué le discours d'un des orateurs du gouvernement, que les dispositions pacifiques de l'empereur y étaient peintes en traits moins prononcés, et que le passage relatif à la déclaration des puissances avait disparu. On nomma des commissaires choisis parmi les hommes indépendans, en rejetant tous ceux placés sous l'influence du pouvoir.

Le sénat fut plus complaisant dans la nomination de ses commissaires, qui choisirent pour leur organe le comte de Fontanes. Aussi cet ancien président du corps législatif muet, ne fut-il pas traité de factieux, comme les courageux législateurs [1] qui proposèrent à leurs collègues « de supplier l'empereur d'opposer à la déclaration des puissances, une autre déclaration tendante à désabuser l'Europe et la France elle-même sur le projet qu'on supposait à S. M., de vouloir

[1] Ces membres de la commission du corps législatif étaient MM. Raynouard, Lainé, Flaugergues, Gallois et Maine de Biran.

conserver un territoire trop étendu ou une prépondérance contraire à l'indépendance ». Ils ajoutaient qu'il fallait convaincre le peuple français que la défense de la patrie, et des lois protectrices réclamaient seules les nouveaux sacrifices qu'il allait faire; que le moment était venu de garantir invariablement aux citoyens la liberté, la sûreté, la propriété, le libre exercice de leurs droits politiques. Napoléon eut connaissance de ces bases de l'adresse qui devait lui être présentée; et, le 30 décembre, les portes de la salle des séances se trouvèrent fermées aux députés. L'ajournement du corps législatif était prononcé indéfiniment. 1813. France.

L'invasion du territoire de l'empire, déjà commencée par les alliés, consterna moins les bons Français que cette interdiction du corps législatif à l'instant même où il commençait à se montrer le défenseur de la liberté constitutionnelle. Malheureusement un très-grand nombre de citoyens, en se trouvant placés dans une alternative si désespérante, regardaient le joug de la conquête, toujours essentiellement temporaire, comme moins dangereux qu'une intention de despotisme et d'égoïsme politique dont la persévérance se déguisait si peu [1]. Au milieu de tous les malheurs qu'une invasion allait

[1] Que ne jugèrent-ils tous comme celui qui avait organisé la victoire dans les premières armées de la république, et dont la lettre suivante est un de ses plus beaux titres de gloire : « Sire, » écrivait le général Carnot à l'empereur; le 24 janvier 1814, « aussi long-temps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à V. M. des services que je n'ai pas cru lui être agréables. Aujourd'hui, Sire, que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose, sans doute, que l'effort d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple d'un ancien soldat, dont les sentimens patriotiques sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persuader que ce serait servir leur pays que de les abandonner. Il serait encore temps pour vous, Sire, de conquérir une paix glorieuse, et que l'amour du grand peuple vous soit rendu. »

1813. France. faire fondre sur la France, Napoléon aurait eu besoin pour la sauver, et conserver son propre pouvoir, que la nation toute entière prît les armes pour son indépendance; la liberté seule pouvait renouveler tous les prodiges des armées de la révolution.

Dans les circonstances présentes, les étrangers, au contraire, non moins nombreux, mais plus unis que dans les premières coalitions, n'avaient à combattre qu'une armée dont la faiblesse numérique ne permettait de défendre ni la rive droite ni la rive gauche du Rhin. Officiers et soldats, tous étaient attaqués dans leur moral; le dégoût, la fatigue, les calamités de tout genre, l'épidémie qui enlevait journellement des milliers d'hommes accourus de tous les dépôts pour périr entassés dans les hôpitaux; tout semblait se conjurer pour achever la dissolution de l'armée; et cependant Napoléon espérait créer pendant l'hiver une force capable de tenir la campagne au printemps prochain.

Mesures préparatoires de Napoléon. — Il ne laissait en ligne que le premier bataillon et le premier escadron de chaque régiment; déjà il avait fait refluer sur les dépôts tous les officiers et sous-officiers excédant le complet des cadres; il voulait avoir une armée de trois cent quarante-trois bataillons, qui au complet de huit cent quarante hommes, devait former une masse de deux cent quatre-vingt-huit mille hommes partagés en huit corps.

On avait dirigé sur la Sarre et la Meuse tous les chevaux provenant de la réquisition du trentième cheval, et l'on s'occupait de remonter les trois à quatre mille vieux cavaliers démontés qui avaient repassé le Rhin. Les conseils d'administration de chaque dépôt achetaient des chevaux; l'artillerie, le train, ainsi que huit nouveaux régimens d'éclaireurs (dont trois seulement purent être formés) reçurent des chevaux d'un mètre quatre cent dix-sept millimètres, la

1813. France.

manque de chevaux forçant à prendre cette mesure. L'empereur ordonna la formation de huit nouveaux régimens de la garde, et augmenta de deux compagnies les cadres de chaque bataillon des anciens. Pour éviter toute confusion, tout encombrement, il ne fit diriger sur les dépôts que les cent soixante mille conscrits de 1815, lesquels, une fois habillés et armés, devaient être remplacés par les contingens du 15 novembre.

Un décret mobilisa cent vingt-un bataillons de gardes nationales, qui devaient être licenciés aussitôt que l'étranger serait chassé du territoire de l'empire. Les places fortes et les côtes furent confiées également à la garde nationale, soit urbaine, soit mobile.

Un comité de fortification et de défense s'occupait avec activité de la situation de chaque place, et devait indiquer aux généraux en chef les positions ou lignes à occuper, suivant la marche de l'ennemi.

Plan d'invasion des alliés; force et emplacement de leurs armées. — Mais si Napoléon travaillait avec tant d'ardeur à organiser la défensive, les souverains alliés, appelant aux armes toute la population vigoureuse de leurs états, réunissaient en toute hâte leurs troupes sur la rive droite du Rhin; plaçaient, pour plus de sûreté, les princes de l'ancienne confédération sous la dépendance d'un département central, chargé de la garde et de l'entretien des places fortes, de la levée des hommes, de la rentrée des contributions de guerre et des autres fournitures qui furent évaluées au produit net d'une année de revenus. Les contingens de ces états devaient être doubles de ceux qu'ils fournissaient à Napoléon; et conjointement avec les forces anséatiques, ils devaient mettre sur pied cent quarante mille hommes, tant en troupes de ligne qu'en *landwehr*, sans compter la *landsturm* ou levée en masse, que l'on se réservait la faculté de mettre en activité.

En même temps, un conseil militaire discutait, à Franc-

1813. France. fort, le plan d'invasion. Supposant que Napoléon n'avait que quatre-vingt mille hommes à opposer aux deux cent quatre-vingt-cinq mille qui composaient la grande armée alliée, celle de Silésie et celle du nord, que la coalition pouvait faire entrer en France vers la fin de décembre, on ne voulait pas donner à ce monarque actif le temps de refaire son armée, de remplir ses cadres épuisés ; et l'on décida une campagne d'hiver. Le Rhin était la base d'opération. Les réserves devaient être, en première ligne, le reste de l'armée dite du nord, les huit corps allemands en pleine formation, la réserve prussienne de Westphalie, environ dix mille Hollandais, huit mille Anglais, le tout formant plus de cent quatre-vingt mille hommes; en deuxième ligne, cent mille hommes des réserves autrichiennes qui se formaient sur l'Inn, et des réserves russes qui se rassemblaient en Pologne.

Si l'on joint à ce nombre les cent mille hommes employés aux blocus et siéges des places occupées par les Français en Allemagne ; les quatre-vingt mille Autrichiens de l'armée d'Italie; les quatre-vingt mille Anglais, Espagnols et Portugais sous les ordres de Wellington ; et les soixante mille opposés au maréchal Suchet en Catalogne, on voit que la coalition avait près de neuf cent mille combattans.

Enfin, après de longues discussions, il fut arrêté que l'armée du prince royal de Suède traverserait le Rhin entre Dusseldorf et Cologne, et serait chargée de la conquête de la Hollande et de la Belgique; que l'armée du prince de Schwartzenberg passerait le Rhin au point où il sort de la Suisse, laissant des troupes devant Genève et Besançon; et que le feld-maréchal Blucher franchirait ce fleuve entre Mayence et Strasbourg, qu'il devait faire bloquer par des corps d'observation ; que ces deux dernières armées marcheraient sur Paris et opéreraient leur jonction sur la Meuse ou la Marne, dans les plaines de Champagne.

1813. France.

Insurrection de la Hollande et invasion de ce pays par l'armée du prince royal de Suède. — Les dispositions prises par Napoléon pour l'exécution de son plan de défensive [1], eussent été sans doute couronnées par le succès, s'il ne se fût pas fait d'abord illusion sur le nombre et les desseins de ses ennemis, et sur les ressources tant matérielles que politiques qui lui restaient. On va voir bientôt ses combinaisons renversées et l'espoir des étrangers surpassé. Maintenant, nous devons faire connaître l'événement qui accéléra une catastrophe dont il était permis de douter encore, au retour des débris de l'armée française sur le Rhin.

Après la bataille de Leipsig, le prince royal de Suède avait marché contre le corps d'armée du maréchal Davoust, et détaché sur la gauche les généraux Bulow et Winzingerode.

[1] « Dans ce plan, le cours du Rhin, depuis Mayence jusqu'à son embouchure, devait être observé par trois corps d'armée; celui de droite, aux ordres du comte Morand, stationné dans les environs de Mayence, comme celui de gauche, commandé par le comte Maison, placé sous Anvers, auraient reçu leurs instructions du duc de Tarente, qui se serait tenu au centre vers Nimègue, et aurait combiné, le cas échéant, ses opérations avec les leurs.

« La frontière menacée se trouvait divisée, dans ce projet, en quatre grands commandemens :

« Le premier, sous les ordres du duc de Belluno, devait comprendre toute la plaine des départemens du Haut et du Bas-Rhin, et couvrir les débouchés par lesquels l'ennemi pouvait gagner la crête des Vosges, depuis les cols de Sainte-Marie-aux-Mines et du Bon-Homme, jusqu'à Thann.

« Le deuxième, commandé par le duc de Raguse, aurait renfermé le bassin de la Moselle, la chaîne des Vosges, et ses revers sur le Doubs, depuis le col de Drumont jusqu'à la haute vallée de la Saône, communiquant avec le premier par le débouché de Thann.

« Le troisième commandement, réservé au prince de la Moskowa, s'étendait sur tous les débouchés du Morvan jusqu'à la Saône. Une forte division aurait occupé le pont de Saône et Gray, point d'où l'on peut, à volonté, suivre l'offensive sur Besançon et Vesoul, et soutenir la défensive vers les débouchés qui mènent du bassin de la Saône dans ceux de l'Yonne et de l'Armançon.

« Le quatrième, destiné au duc de Castiglione, aurait porté du Belley, comme centre, sa sphère d'activité sur les crêtes, cols ou défilés entre le pont de Belle-

1813. France. La prochaine arrivée en Hollande et les proclamations de ces généraux firent éclater, le 16 novembre, une insurrection à Amsterdam, ainsi que dans plusieurs autres villes.

Le général Molitor, voyant qu'il ne pouvait conserver la dix-septième division militaire et les îles de la Zélande, avec quatorze mille hommes de mauvaises troupes, en jeta neuf mille dans l'île de Gorée et dans plusieurs forts, et se retira avec cinq mille hommes à Utrecht, établissant ses avant-postes à Amersfort. Le duc de Tarente renforça aussitôt sa gauche, et menacé par les avant-postes ennemis, réunit à Deventer les douaniers et gendarmes aux ordres du général Lauberdière, et les deux mille hommes formant la division du général Amey.

Bientôt le général Winzingerode força le passage de l'Yssel

garde et Châtillon de Michaille d'une part; les Echelles et Pont-Beauvoisin de l'autre.

« La liaison entre les commandemens du Rhône et du Morvan eût été faite par un corps intermédiaire, composé d'une simple division d'infanterie et d'une brigade de cavalerie légère, qui aurait surveillé les débouchés de la Suisse et de Porentruy, dans la Franche-Comté.

« En cas d'offensive, la garde impériale, aux ordres des ducs de Trévise et de Reggio, se serait rassemblée à Chaumont, sinon elle aurait été cantonnée dans les environs de Langres.

« Sur la frontière des Pyrénées, les maréchaux ducs de Dalmatie et d'Albufera, déjà sur la défensive, ne reçurent aucune instruction; ils devaient par conséquent agir d'une manière tout à fait indépendante, tant l'un de l'autre, que de la grande armée.

« Le prince vice-roi avait ordre de reprendre l'offensive en Italie, aussitôt qu'il aurait été rejoint par l'armée napolitaine. L'empereur espérait que ce renfort mettrait son fils adoptif à même, sinon de chasser les Autrichiens du royaume d'Italie, du moins de les forcer à tenir sur les frontières de la Carinthie une armée de cent mille hommes pour couvrir Vienne.

« Cette distribution de forces, qui eût été convenable si les alliés avaient donné le temps de réorganiser l'armée, devenait impraticable dès qu'ils étaient décidés à tenter l'invasion pendant l'hiver, etc. »

(*Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814, par F. Koch, chef de bataillon d'état-major.)

à Zwol; et, s'étant embarqué à Harderwyk avec douze cents fantassins et quatre escadrons de cavalerie, il entra dans Amsterdam le 23 novembre avec les députés de cette ville, qui étaient venus le prier de prendre possession de la Hollande. Aussitôt l'indépendance de ce pays fut proclamée, et le prince d'Orange rappelé. 1813. France.

Cependant le général Molitor, pressé sur sa droite par les Prussiens, et se croyant menacé sur son front par le corps russe supposé en forces à Amsterdam, évacua Utrecht et vint prendre possession des passages du Waal sous Gorcum. L'ennemi n'avait plus que ce fleuve à franchir pour entrer en Brabant; les gardes-côtes, tous hollandais, et les soldats des régimens étrangers, auxquels la garde des îles de Zélande avait été forcément confiée, tournèrent leurs armes contre leurs chefs; le général Rostollant fut fait prisonnier au fort Duquesne; le général Ducos se vit obligé d'abandonner Zerick-Zée avec trente soldats; le général Gilly dans l'île de Walcheren, le général Rousseau dans le pays de Cadsand, étaient menacés du même sort; les clefs de la Belgique, Gertruydenberg, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc et Breda, gardés par quelques centaines de marins et de vétérans, n'étaient pas même à l'abri d'un coup de main; Anvers n'avait presque pas de garnison; et le duc de Tarente était obligé de s'éloigner de l'Yssel pour soutenir le général Sebastiani, qui venait de faire reprendre, par les généraux Beauvais et Quinette, le poste de Neuss sur le Rhin, surpris par un détachement prussien de la division Borstell, employée au blocus de Wesel.

Le 17, à la première nouvelle qui lui avait été transmise par le télégraphe, de l'insurrection de la Hollande, l'empereur avait fait partir pour Anvers le duc Charles de Plaisance, son aide-de-camp, avec le titre de commandant du premier

1813. France. corps *bis* de la grande armée, et la mission d'organiser les troupes qui devaient former ce corps.

Peu de temps après, le comte Decaen arriva avec le titre de général en chef de l'armée d'Hollande. Le duc de Plaisance se trouva alors spécialement chargé de la défense d'Anvers, des forts de Lillo et de Batz, de la surveillance supérieure des places de Breda, Berg-op-Zoom, Willemstadt, ainsi que des îles de Cadzand, Walcheren, nord et sud Beveland, de Gorée, et de toutes les batteries qui en dépendent; ce fut par ses soins que ces places furent approvisionnées, fournies de garnisons et mises en état de défense, autant que le permettaient les faibles moyens mis à sa disposition.

Le général Decaen reçut, le 30 novembre, l'ordre de se rendre à Gorcum, et de réunir sous son commandement les troupes des dix-septième et trente-unième divisions militaires, commandées par les généraux Molitor et Ambert, ainsi que les gardes nationales de l'arrondissement maritime d'Anvers, le premier corps *bis* que le duc Charles de Plaisance organisait à Anvers, et la division Roguet, de la jeune garde, dont les douzième et treizième régimens de tirailleurs allaient former la réserve à Bruxelles, d'après les ordres de l'empereur.

Le duc de Tarente plaça son quartier-général à Clèves, et borda le Rhin avec deux corps d'infanterie et deux corps de cavalerie, dans l'ordre suivant : la première division du onzième corps, de quatre mille hommes, occupait Wesel; une division de six cents chevaux, du deuxième corps, sous le général Excelmans, s'étendait de Wesel à Nimègue, soutenue par les deux mille fantassins de la deuxième division du quatrième corps. Le général Molitor occupait Venloo avec quatorze cents fantassins; et le général Dommanget, avec

huit cents chevaux de cavalerie légère du deuxième corps, était devant Maestricht et sur la route de Bruxelles ; les trois mille hommes du cinquième corps d'infanterie, aux ordres du général Sebastiani, et les quinze cents chevaux du troisième corps de cavalerie aux ordres du duc de Padoue, étaient sur la rive gauche du Rhin, depuis Remagen jusqu'à Wesel. 1813. France.

Le général Decaen devait principalement s'attacher à mettre en état de défense les îles de Woorn, de Gorée et d'Overflack, ainsi que Briel, Helvoët-Sluys et Wilhemstadt ; garder la double tête de pont du Leck, à Schoor-Howen et Niewport ; empêcher le débarquement des Anglais aux bouches de la Meuse ; mais le 4 décembre, à son arrivée, l'ennemi était presque maître de cette ligne de défense, et il resta à Anvers. Sur son invitation, le vice-amiral Missiessi et le préfet maritime Kersaint, fournirent tous les matelots et ouvriers dont ils pouvaient disposer, pour former les garnisons de plusieurs places fortes, et l'on s'occupa des travaux les plus urgens pour la défense de Berg-op-Zoom et d'Anvers.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde de Bulow, poussant des partis sous Gorcum, s'empara de la digue de la Vieille-Meuse, investit ou prit plusieurs forts, et s'avança jusque sous Bréda. Le général Decaen autorisa le général Ambert à évacuer cette dernière place, où il ne pouvait résister à l'ennemi depuis que toute communication était coupée avec Gertruydenberg et Gorcum. On y laissa deux cents malades qui ne purent être emmenés faute de transport. Le colonel Legrand reçut de son côté l'ordre d'évacuer Wilhemstadt ; l'ennemi y trouva un materiel d'artillerie considérable, avec un port commode et sûr pour débarquer l'expédition anglaise. Le général Lorcet, qui occupait Gertruydenberg, avec une centaine d hommes, sommé de se rendre, capitula sous la condition de rentrer en France.

1813. France. Le 17 décembre, le général Bulow fit resserrer le blocus de Gorcum, et s'empara de plusieurs points importans sur la rive gauche du Waal, dont il força le passage avec un corps nombreux et soixante pièces de canon ; en même temps il envoya une brigade pour couper aux Français la retraite sur Anvers. Séparé ainsi des troupes du général Decaen, le général Molitor dut se retirer en bon ordre, repasser la Meuse à Crèvecœur, et prenant la route de Grave, se réunir au corps du duc de Tarente.

L'empereur, en apprenant l'évacuation de Wilhemstadt et de Bréda, rappela le comte Decaen, et fit faire une enquête sur la conduite de ce brave général, qui n'avait sacrifié ces places que pour être à même de défendre celle, bien autrement importante, d'Anvers. Le général Maison, nommé au commandement en chef du premier corps d'armée, arriva à Anvers le 27 décembre. La division de cavalerie de la garde, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouettes, celle d'infanterie du général Barrois [1], ainsi que les divisions de vieille-garde, des généraux Friant et Laferrière, commandées par le duc de Trévise, reçurent ordre de se rendre à Bruxelles. Ces troupes devaient reprendre Bréda et faire repasser la Meuse et le Waal à l'ennemi, en attendant que le premier corps fût formé à Anvers.

Mais Napoléon, dans l'impatience de recouvrer Bréda, donna bientôt l'ordre au général Roguet de marcher d'Anvers sur cette place pour tâcher de s'en rendre maître par un coup de main, et de rouvrir la communication avec Gorcum ; en lui annonçant qu'il serait secondé par le duc de Tarente, qui devait se porter de Grave sur Bois-le-Duc.

Le général Roguet s'étant mis en marche avec six mille

[1] La division de jeune garde du général Roguet était déjà à Anvers depuis le commencement de décembre.

ommes d'infanterie et huit cents chevaux, chassa les avant- 1813.
stes du général Stall, arriva le 20 devant Bréda, et com- France.
ença le bombardement à la nuit. Il espérait que la place
lait se rendre, lorsque le prince Gagarin parvint à y faire
ntrer un convoi d'artillerie et de munitions expédié de Wil-
elmstadt; alors, tous les efforts du général français devin-
nt infructueux; il eût été plus heureux peut-être en brus-
uant l'attaque au moment de son arrivée.

Sur ces entrefaites, arriva le général Lefebvre-Desnouettes,
ui prit le commandement en chef comme le plus ancien gé-
éral de la garde, ayant sous ses ordres le général Roguet
our l'infanterie, et le général Castex pour la cavalerie; et
omme l'ennemi marchait en force sur Bréda, il leva le blo-
us, favorisé par un épais brouillard, et vint prendre posi-
ion en avant d'Anvers, à Hooghstraeten, Minderhout, Bras-
chaet et Malines. Dès ce jour, Napoléon dut renoncer à
l'espoir de ressaisir la ligne de la Meuse et du Waal.

Force et emplacement des armées françaises au 31 *décembre* 1813. — Avant de retracer le commencement d'exécution du plan d'invasion arrêté à Francfort, nous allons faire connaître la force et l'emplacement des armées françaises.

L'empereur avait encore trois cent mille hommes sous les armes; mais le treizième corps, fort d'environ trente mille hommes, commandé par le prince d'Eckmulh, était acculé aux bouches de l'Elbe, et ne servait plus qu'à occuper un corps d'observation, depuis qu'un armistice conclu entre les Danois et les Russes, l'empêchait d'agir de concert avec la garnison de Magdebourg; les armées d'Espagne, réduites à quatre-vingt-dix mille vieux soldats, avaient à contenir cent cinquante mille ennemis; soixante-dix mille hommes étaient répandus dans les places fortes de l'Oder et de l'Elbe, de la Hollande, de l'Allemagne, de la Dalmatie et de l'Italie; le prince Eugène ayant ordre de tenir sur l'Adige, ne pouvait

1813. France. envoyer les trente mille Français qu'il avait dans son armée, depuis surtout que le roi de Naples menaçait de tourner contre son beau-frère les vingt mille hommes sur lesquels l'empereur comptait pour défendre l'Italie.

Il convient de compter *pour mémoire* les faibles garnisons jetées dans les places fortes frontières, qui, dénuées d'approvisionnemens et peu liées entre elles par des places moins considérables, n'étaient presque d'aucun secours contre l'invasion; et les divisions de jeune garde et de troupes de ligne que l'on s'efforçait d'organiser dans l'intérieur. Ainsi, à la fin de décembre, les forces disponibles ne s'élevaient pas au-dessus de quatre-vingt mille hommes, divisés en huit corps d'armée qui occupaient les positions suivantes sur toute la ligne du Rhin.

Le duc de Bellune, avec le deuxième corps d'infanterie, de huit mille cinq cents hommes, et le cinquième de cavalerie, de trois mille six cents, observait le Rhin depuis Bâle jusqu'à Strasbourg; le duc de Raguse, avec le sixième corps d'infanterie, de dix mille hommes, et le premier corps de cavalerie, de douze cents chevaux, couvrait ce fleuve de Strasbourg à Mayence.

Le général Morand observait le Rhin depuis Mayence jusqu'à Coblentz, avec dix-huit mille hommes du quatrième corps d'infanterie.

Le général Sebastiani gardait le Rhin et le pays situé entre la Moselle et le confluent de la Lippe, avec le cinquième corps d'infanterie réduit à moins de cinq mille hommes, et douze cents chevaux du troisième corps de cavalerie. le duc de Tarente garnissait l'intervalle entre Crevelt et Nimègue, avec le onzième corps, qui comptait à peine neuf mille combattans, et quinze cents chevaux du deuxième corps.

Le général Maison était chargé de couvrir Anvers et de protéger la Belgique. Il avait avec lui les cadres de deux di

visions de jeune garde, les dépôts des dix-septième et vingt-quatrième divisions militaires, et huit cents chevaux. 1813. France.

Une partie de la garde impériale (infanterie et cavalerie), sous les ordres du duc de Trévise, était, comme nous l'avons déjà dit, en réserve dans la Belgique.

Napoléon comptait sur la neutralité que la Suisse venait de notifier aux alliés, et qu'elle se proposait de faire respecter par une levée de troupes décrétée le 18 novembre; mais ce pays offrant deux excellens débouchés sur la France et les moyens de couper ses communications avec l'Italie, les alliés ne se firent point scrupule de le traverser, et n'eurent pas même besoin d'être excités à cette violation du territoire par les oligarques du canton de Berne, qui, ayant d'anciens droits à revendiquer, et leur fortune personnelle à rétablir au milieu des bouleversemens politiques, saisissaient avidement cette occasion d'anéantir le pacte fédéral.

Mouvemens des armées alliées depuis le Rhin jusque dans les hautes vallées de la Marne et de la Seine. — Le 21 décembre, après une note remise la veille au landamann par l'envoyé d'Autriche, le passage de la grande armée alliée commença sans obstacle. Elle avait quitté les cantonnemens qu'elle occupait dans le grand-duché de Baden, le Brisgaw, sur les frontières de la Suisse, et se trouvait réunie, du 16 au 20 décembre, presque toute entière, dans le grand coude que forme le Rhin sur la rive droite vis-à-vis Bâle, lorsque le prince de Schwartzenberg fit passer ce fleuve sur six colonnes dans l'ordre suivant: le prince héréditaire de Hesse-Homburg, avec les gardes et réserves autrichiennnes, passa à Schaffhausen, et se dirigea par Zurich sur Berne, où il arriva le 29 décembre; le corps du général Giulay, également à Schaffhausen, mais par Soleure sur Arberg; il y était rendu le 26.

1813. France. Le général Colloredo, avec le premier corps, à Lauffenburg par Arau et Arberg sur Berne.

Le comte de Bubna, avec la première division légère et le corps du prince Louis de Lichtenstein à Bâle, par Soleure et Berne sur Fribourg, où il s'arrêta le 25 après avoir envoyé de forts détachemens sur Neuchâtel et Pierre-Pertuis pour observer l'Immenthal et la route de Travers à Pontarlier; les divisions Bianchi et Crenneville, flanquant la droite, marchant par Bâle sur Biel, qu'elles atteignirent le 21; le corps austro-bavarois du comte de Wrede, après avoir marché également par Bâle, vint former le blocus d'Huningue, et détacha la division Rechberg sur Béfort.

Le prince royal de Wurtemberg s'établit sur la rive gauche du Rhin, aux environs de Lorach, à l'effet de former la réserve, conjointement avec la première colonne des gardes et réserves russes et prussiennes, aux ordres du comte Barclay-de-Tolly; le corps du général Wittgenstein fut cantonné sur la rive droite, aux environs d'Altkirch; dès le 30 décembre, c'est-à-dire dès leur arrivée, les cosaques de l'hetman Platow furent jetés sur la rive gauche.

Aussitôt que l'armée fut ainsi placée en ligne, le comte de Wrede reçut ordre de réduire Huningue le plus promptement possible, et de rappeler le général Rechberg, dont la division fut remplacée au siége de Béfort par le corps du prince royal de Wurtemberg. Le comte de Bubna continua son mouvement, par Lausanne, sur Genève; cette place mal gardée, commandée par le général Jordy, vieillard infirme, et abandonnée de son préfet, fut livrée presque immédiatement après la première sommation; la garnison se retira sur Rumilly en toute hâte, laissant un matériel d'artillerie considérable, que le général Montfort ne put sauver. En même temps, le prince de Schwartzenberg fit avancer les corps du

prince de Hesse-Hombourg, du comte de Colloredo, du prince Louis de Lichtenstein, et du comte de Giulay. 1813. France.

Le premier de ces corps se porta de Berne sur Neuchâtel, Monboson, et arriva sans obstacle le 19 janvier à Dijon; le général Vaux avait évacué la veille cette ville, dont il ne pouvait défendre l'approche avec les six cents hommes de la compagnie départementale et des dépôts de la dix-huitième division militaire.

Le comte Colloredo, arrivé à Neuchâtel, forma deux colonnes de deux divisions chacune, et marchant sur Langres par Baume-les-Dames, Monboson et Vesoul, avec la colonne de droite, il dirigea, par Salins et Dôle, la colonne de gauche; celle-ci était composée de la division Wimpffen, qui devait se porter ensuite sur Châtillon-sur-Seine, et de la division légère Maurice Lichtenstein (actuellement sous les ordres du comte Colloredo), qui avait ordre d'investir Auxonne. Cette place fut défendue par le brave général Lambert, qui s'y retira après avoir tenté inutilement de défendre le pont de Dôle, avec les dépôts des trente-cinquième et soixante-dixième de ligne.

Le corps du prince Louis de Lichtenstein investit, le 6 janvier, Besançon, où il arriva par la route de Neuchâtel, Pontarlier et Ornans. Le comte Giulay entra le 3 janvier à Montbeliard, et le 5 à Vesoul, où il fit quelques prisonniers; il y fut rejoint par la division Bianchi, qui passa sous ses ordres. Après trois jours de séjour à Vesoul, il s'avança, le 8 janvier, sur deux colonnes, dans la direction de Langres, où nous avons dit que se trouvaient deux divisions de la vieille garde. 1814.

Napoléon n'eut pas plutôt appris le passage du Rhin par l'ennemi, à Bâle, qu'il ordonna au duc de Trévise, arrivé le 24 décembre à Namur, de se rendre sur-le-champ à Reims,

1814. France. et de couvrir la capitale, en manœuvrant à volonté sur la route de Bâle ou sur celle de Metz.

Ce maréchal reçut à Reims un nouvel ordre de marcher en toute hâte sur Langres, où la cavalerie du général Laferrière entra le 10, deux jours avant la division d'infanterie du général Friant.

Les avant-postes français s'étant avancés le 13 janvier sur la route de Gray et sur celle de Port-sur-Saône, rencontrèrent à Chassigny et à Fay-le-Billot les avant-gardes du comte Giulay, et furent obligés de rentrer à Longean et à la Griffonnotte. Le duc de Trévise, voulant connaître la force de l'ennemi, fit pousser ensuite une reconnaissance sur Chatenay et Mont-Landon, occupés par des détachemens autrichiens. Ces deux villages furent d'abord emportés, mais une fois arrivés devant le gros des troupes du général Hecht, les Français, trop peu nombreux, furent obligés de se replier et de rentrer dans Langres. Menacé bientôt dans cette ville par le corps ennemi qui se réunit sous ses murs le 16 janvier, le duc de Trévise crut devoir se retirer sur Chaumont, craignant d'être rejeté, pour le reste de la campagne, hors de la ligne d'opérations de l'armée française, s'il était prévenu dans la dernière ville que nous venons de nommer, par les autres corps de la grande armée alliée. Il laissa dans Langres une petite garnison de cent vingt-cinq hommes d'un régiment de ligne, et cinquante-neuf grenadiers de la garde, éclopés; le tout sous les ordres du colonel Simon. Mal secondée par la garde urbaine, qui aurait pu rendre quelques services, mais qui ne voulut pas courir la chance d'une défense sans objet, cette faible garnison capitula quelques jours après, et se rendit prisonnière.

On a vu plus haut que le corps bavarois du général de Wrede avait investi Huningue, et envoyé une de ses divi-

sions sur Béfort et le fort Mortier. Le commandant de la première de ces places, le colonel Chancel; celui de Béfort, le capitaine Legrand; et le capitaine Sans, commandant au fort Mortier, inaccessibles à la séduction, résistèrent avec intrépidité aux premières attaques de vive force dirigées contre eux; et bientôt le général bavarois, inquiété par les sorties fréquentes de ces garnisons, résolut, pour étendre ses cantonnemens, couvrir plus immédiatement les deux siéges, et éclairer la route de Brisach, de porter le corps autrichien du baron de Frimont, qui formait sa droite, jusqu'à Colmar; mais l'avant-garde de ce dernier corps ne fut pas plutôt établie, le 24 décembre, à Sainte-Croix, que le général Milhaud, qui se trouvait à Colmar avec le cinquième corps de cavalerie, marcha à sa rencontre avec la division de dragons du général Collaert. La brigade du général Montelegier attaqua de front, tandis que deux escadrons tournaient cette position. Les deuxième, sixième et onzième de dragons chargèrent avec impétuosité, culbutèrent l'ennemi, tuèrent ou blessèrent quatre cents hommes, et lui firent cent cinquante prisonniers. Cette première rencontre de l'armée française empêcha le baron de Frimont de remplir les intentions du général de Wrede, et le força de s'arrêter à Rixheim, ayant ses avant-postes à Ensisheim. Mais le 31 décembre, le prince royal de Wurtemberg ayant passé le Rhin sur un pont de bateaux, vint s'établir sur cette même ligne entre Sainte-Colombe et Ensisheim, bloqua Brisach et appuya sa gauche à l'Ill, touchant à la droite du comte de Wrede. 1814. France.

Ce mouvement opéré, et la communication établie, le général bavarois marcha sur Colmar, qu'il occupa après un faible engagement. Pressé par des troupes nombreuses, le général Milhaud ne put se replier par Molsheim sur Saverne, ainsi qu'il lui était prescrit par le duc de Bellune, et il se dirigea sur Baccarat par la vallée de Sainte-Marie-aux-

1814. France. Mines. Le comte de Wrede marcha ensuite par les deux rives de l'Ill, sur Schelestadt, qu'il investit.

Sur ces entrefaites, le prince de Schwartzenberg ordonna au comte de Wittgenstein, qui avait relevé, aux environs de Kehl, le corps du prince royal de Wurtemberg, de jeter un pont vers Seltz, de passer le Rhin, de faire bloquer Strasbourg par une partie de son corps, et traversant avec le reste la chaîne des Vosges, de venir former l'extrême droite de la grande armée, à la gauche de l'armée de Silésie. En conséquence, le comte de Wittgenstein rassembla, sans perdre de temps, la majeure partie de son corps entre Stolhofen et Spielfeld.

Il comptait effectuer le passage dans la nuit du 1er janvier, mais comme les pontons furent emportés par le courant, les troupes russes ne traversèrent le fleuve que le 3; elles s'emparèrent sans peine des forts Vauban et d'Alsace, détruits depuis 1794, et qui n'étaient gardés que par deux cents hommes et cinquante chevaux. Le 10, les deux divisions d'infanterie du prince Gortschakow et la division Mezenzow, ayant été relevées devant Kehl et Strasbourg par le corps badois sous les ordres du général Hochberg, passèrent le Rhin à leur tour, et Wittgenstein leur fit bloquer Landau, Phalsbourg, Petite-Pierre, Lichtemberg et Bitche. La division Schaschafskoy, laissée sur la rive droite pour les appuyer au besoin, rejoignit également le corps d'armée qui se mit en marche, le 19, sur la grande route de Nanci, avec le prince de Schwartzenberg, pour aller prendre son camp dans la ligne sur la Marne moyenne. Le général Budinger, qui marcha sur la Wantznau, fit, après une légère escarmouche, cinquante prisonniers à un parti de la garnison de Strasbourg, et communiqua par des patrouilles, avec la gauche de l'armée de Silésie.

D'après les ordres du généralissime, le comte Barclay-de-

Tolly, laissant deux mille hommes au blocus de Béfort, passa le Rhin à Laurach, avec la partie de son corps d'armée qui était restée sur la rive droite, et marcha par Mollans et Frahière sur Vesoul, où il arriva le 17, et où il trouva l'autre partie du corps d'armée qui, d'Altkirch, était venu par Montbéliard et Villersexel. A la suite de plusieurs marches et contre-marches, Barclay fit prendre à ses troupes leur ordre de bataille entre Fay-le-Billot et Rençonnière, et fixa son quartier-général à Langres. 1814. France.

Revenons maintenant à l'armée française : après avoir jeté trois mille hommes dans Landau, quatre mille neuf cents dans Strasbourg, trois mille dans Brisach, deux mille six cents dans Schelestadt, trois mille dans Huningue, deux mille dans Béfort ; en tout, dix-huit mille cinq cents conscrits ou gardes nationaux qu'il avait reçus sur la fin de décembre, le duc de Bellune se trouvait toujours réduit à moins de neuf mille combattans. Ne voyant alors arriver ni les secours demandés ni les renforts promis, et recevant de l'empereur, pour toute instruction, l'ordre de défendre les gorges des Vosges, le maréchal, dans la crainte d'être rejeté dans Strasbourg, résolut de se concentrer sur Saverne, et de tenir ferme dans cette position jusqu'à l'arrivée du duc de Raguse ; mais l'armée de Silésie, arrivée le 7 janvier sur la Sarre, empêcha cette jonction. C'est alors que la cavalerie du général Milhaud et une partie de l'infanterie furent établies à Baccarat, ayant en première ligne, à Raon-l'Etape, la division Duhesme, forte de cinq bataillons, la division de cavalerie légère du général Piré, et une batterie d'artillerie à cheval.

Par l'effet de cette retraite, les alliés, maîtres des débouchés de Colmar sur Nanci, pouvaient entrer dans le bassin de la Moselle, et s'emparer des deux saillans de la chaîne des Vosges et du Hundsruck, vers Béfort et Landau. Une division d'infanterie de la jeune garde, composée de quatre régi-

1814. France. mens de voltigeurs, et à peine organisés depuis quinze jours à Sarre-Louis; deux batteries et quatre cents chevaux du dépôt général des remontes, telles étaient les forces avec lesquelles le prince de la Moskowa se trouvait chargé d'arrêter les progrès de l'ennemi dans cette direction.

Vers le même temps, et d'après de nouvelles instructions, le prince royal de Wurtemberg se rapprochait de l'armée de Silésie; une brigade d'infanterie sous les ordres du général Rousseau, et deux cents chevaux commandés par le général Duvigneau, que le prince de la Moskowa avait envoyés de Nanci sur Epinal, se retirèrent devant le corps ennemi, et furent vivement poursuivis jusqu'à Charmes, tant par l'avant-garde wurtembergeoise que par les cosaques qui formaient l'avant-garde de l'hetman Platow.

Le duc de Bellune, qui voulait tenter un dernier effort pour éloigner l'ennemi et s'établir à Epinal, Remberviller et Saint-Diey, croyait Epinal occupé seulement par des troupes légères; il fit donc marcher sur cette ville le général Cassagne, avec une colonne d'infanterie et trois cents chevaux; mais cette troupe, écrasée par le nombre, se retira avec peine, et perdit presque toute sa cavalerie, sabrée ou enlevée par les Wurtembergeois. La division de dragons du général Briche réussit à s'établir à Remberviller, après avoir culbuté deux cents cosaques; la division Duhesme, qui devait occuper Saint-Diey, rencontra le corps du comte de Wrede, qui, sur l'ordre du prince Schwartzenberg, et après avoir laissé la division Beckers devant Schelestadt, Brisach et Huningue, s'approchait de la grande armée sur Langres. Les avant-postes de ce corps, établis en avant de Saint-Diey, venaient d'être repoussés jusqu'à Sainte-Marguerite par les dragons du général Lheritier, lorsque le général Duhesme, après avoir inutilement cherché à rompre la brigade Deroy, placée derrière le passage, fut repoussé jusqu'au pont de la Meurthe, derrière

quel il voulut recommencer le combat ; mais foudroyé par l'artillerie, il dut se retirer sur Saint-Diey, qui fut bientôt enlevé de vive force par l'ennemi. Le colonel Treuberg, remplaçant le général Deroy, grièvement blessé au commencement de l'action, porta ses avant-postes sur les routes de Raon et de Fuyères, et le général Duhesme se retira par Saint-Michel sur Remberviller, après avoir perdu beaucoup de monde. 1814. France.

Malgré cet échec et la crainte que lui inspirait le corps du prince de Wurtemberg, qui manœuvrait sur sa droite dans la Haute-Marne, le duc de Bellune ne voulait pas abandonner la défense des Vosges ; mais informé que la gauche de l'armée de Silésie débouchait par Château-Salins, et allait le couper, il se retira par Saint-Nicolas, et joignit le prince de la Moskowa à Nanci. N'ayant plus d'ennemis sur son front, et voyant sa droite assurée, le comte de Wrede marcha alors sur Neuf-Château, où il entra en ligne le 20, ouvrant la communication avec l'armée de Silésie, et formant la droite de la grande armée alliée réunie entre Langres et Neuf-Château.

Celle-ci, par suite des divers mouvemens qu'on vient de lire, n'ayant plus devant elle que les troupes du duc de Trévise, venues de Langres à Chaumont, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le prince de Schwartzenberg ordonna au comte Giulay et au prince royal de Wurtemberg de marcher sur Chaumont. Le premier s'avança par la route directe ; le prince royal de Wurtemberg, qui prit la route de Bourbonne et Montagny, chassa de la Ville-au-Bois les avant-postes français ; et il s'était déjà emparé de Choignes et du pont en avant de ce village, lorsqu'il en fut chassé par quatre cents vieux grenadiers, qui culbutèrent deux bataillons wurtembergeois dans la Marne. Toutefois, attaqué sur sa droite et son front par ces deux corps d'armée, et menacé sur sa gauche par le comte de Wrede, le duc de Trévise, qui n'avait avec lui que

1814. France. la division d'infanterie et celle de cavalerie avec lesquelles il avait quitté Langres, opéra tranquillement sa retraite sur Bar-sur-Aube, où il fut rejoint par la deuxième division d'infanterie de vieille garde, qui porta son corps d'armée à huit mille fantassins et à deux mille chevaux.

Le 24, les deux corps ennemis s'avancèrent sur Bar; mais le duc de Trévise en avait fait occuper les hauteurs à droite et à gauche par une partie de ses troupes, et avait porté la division Michel au village de Fontaines, entre cette ville et l'Aube. L'artillerie française, placée dans une position avantageuse, porta la mort dans les rangs de l'avant-garde du corps de Giulay, qui avait débouché par Clairvaux. Les colonnes autrichiennes mises en désordre par ce feu meurtrier, furent chargées bientôt par la première brigade du général Michel, qui traversa l'Aube avec rapidité; mais une brigade ennemie étant accourue sur la gauche, les Français se virent contraints de repasser la rivière. Ils furent suivis par leurs adversaires, qui, à deux reprises, pénétrèrent dans Fontaines et en furent chassés autant de fois par la brigade des fusiliers et des vélites de la garde, sous les ordres du général Christiani.

Le duc de Trévise avait placé deux mille fantassins et quatre cents chevaux au village de Colombey-les-deux-Eglises, pour observer l'ennemi sur la route de Chaumont. Ce détachement, sous les ordres du général Letort, après avoir soutenu l'attaque du corps du prince royal de Wurtemberg, se retira en bon ordre jusque sur le plateau de Rouvré, où se trouvaient la division Friant et l'artillerie, qui forcèrent le prince à se retirer.

Après ces deux combats, livrés sur deux points différens, et bien que les Français se fussent maintenus à Bar, ils ne pouvaient défendre plus long-temps cette ville contre l'armée du prince de Schwartzenberg; ils se retirèrent donc dans la

uit sur Troyes, et, le lendemain 25 février, le comte Giulay 1814.
atra à Bar; ce corps d'armée, ainsi que celui du prince de France.
Wurtemberg, qui resta à Colombey-les-deux-Eglises, et celui
u comte de Wrede, qui était à Neuf-Château, formaient la
remière ligne de la grande armée alliée; en seconde ligne,
e trouvaient le prince de Hesse-Homburg, et le comte de
Collorédo à Dijon, le comte Barclay-de-Tolly à Langres,
t le comte de Wittgenstein à Vézelize, en marche sur Nanci.

L'armée alliée dite de Silésie passe le Rhin. — Cepen- 1er janvier.
ant l'armée de Silésie, après s'être étendue entre le Necker
t la Lahn, conformément au plan de campagne arrêté à
Francfort, avait passé le Rhin, dans la nuit du 31 décembre
u premier janvier, sur plusieurs points.

Le corps d'armée russe du baron Sacken effectua son pas-
age, par un épais brouillard, sur une flottille, vis-à-vis de
Mannheim, après un combat opiniâtre avec la garde de la re-
loute en avant du bois de Friesenheim, qui, forcée à se re-
irer sur Mayence, abandonna six bouches à feu et cent
ommes hors de combat. Le corps prussien d'York et une
partie du corps d'armée du général Langeron passèrent tran-
quillement à Kaub sur un pont de bateaux, et la division
Saint-Priest (du corps de Langeron), après avoir, avec les
bateaux de la Lahn, effectué un double passage au confluent
de cette rivière et par l'île de Niederwerth, entoura dans
Coblentz la division Durutte; le général français eut de la
peine à se faire jour, et fut obligé d'abandonner dans la ville
ept pièces de canon, deux cents prisonniers et un grand nom-
bre de malades; il était vivement poursuivi, lorsqu'il fut se-
couru par le comte Ricard, qu'il venait de relever : ce gé-
néral, qui allait rejoindre à Neustadt le duc de Raguse, ne
balança point à revenir par le Hundsruck vers Coblentz; leur
jonction eut lieu à Halzenbach; de là ils gagnèrent la Sarre
par Lambach; le corps d'York, qui était déjà à Stromberg,

1814 France.

les empêchait de rejoindre le duc de Raguse dans les environs de Landau.

Un parti, envoyé par le général Saint-Priest sur Andernach, fut culbuté, entre Ober-Winter et Mehalen, par une forte reconnaissance faite par les généraux Albert et Jacquinot, d'après les ordres du comte Sebastiani, qui craignait de voir ses cantonnemens enlevés. Le général russe éprouva beaucoup de difficultés pour le passage de son artillerie et de sa cavalerie, et resta plusieurs jours dans les environs de Coblentz. Dans le même temps, le général de brigade Choisi, avec deux régimens de gardes d'honneur et cent fantassins, observait la Nahe; il fut attaqué par le général Langeron, qui allait investir Mayence, et obligé de se jeter dans cette dernière place; trois cents hommes lui furent pris, et il fut coupé du premier régiment des gardes d'honneur, qui rejoignit, en partisans, le duc de Raguse sur la Sarre.

Pressé sur son front par le baron Sacken, qui poursuivait son mouvement par Turkheim; débordé sur sa gauche et sur ses derrières par le général York, qui se dirigeait sur Lautereck et Cusel, le maréchal duc de Raguse marcha, en toute hâte, le 5 janvier, sur Homburg et Sarguemines, et, le 6, il s'établit sur la rive gauche de la Sarre à Forbach; de là il fit défendre l'espace entre Sarrelouis et Sarguemines par les divisions Ricard et Durutte, envoya de l'artillerie et de la cavalerie pour défendre les endroits guéables au-dessus de Sarrelouis; la division Lagrange et la cavalerie légère furent chargées de protéger l'approvisionnement de Bitche.

C'est dans cet état de choses que le duc de Raguse reçut au lieu de renforts nécessaires, l'ordre d'observer et de contenir Blucher entre Luxembourg, Thionville, Marsal et Metz. Le major-général annonçait aussi que le duc de Tarente réunissait son corps vers Namur, et qu'il avait ordre d'opérer, tout en couvrant les débouchés de Paris, sur

flanc droit de l'ennemi, s'il forçait le duc de Raguse à repasser la Moselle, auquel cas ce maréchal devait jeter la division Durutte dans Metz, et disputer pied à pied le terrain. 1814. France.

Cependant le général Sacken bordait la Sarre de Sarralbe à Sarrebruck, et le général York de Sarrebruck à Merztrig. Le 10 janvier des ponts furent dressés, et le duc de Raguse, poursuivi par la cavalerie et l'artillerie légère russe, se retira sans combattre : son arrière-garde fut attaquée le lendemain à Neue-Mulhen par l'avant-garde ennemie. Le corps d'York était chargé de rejeter le maréchal sur la Moselle, en même temps que Blucher investissait Sarrelouis et Thionville. Afin de pouvoir communiquer par sa gauche avec la grande armée, le général s'avança sur Nanci.

Le 12 janvier, le duc de Raguse prit position sous Metz. Sur cette ligne, protégée par de bonnes places, il aurait pu se maintenir quelques jours contre l'armée de Silésie, empêcher la réunion de Blucher avec le généralissime, et ne pas priver la France des conscrits de la moitié d'un département, si le défaut d'unité dans le commandement, ou peut-être les instructions de l'empereur, n'eussent pas empêché la jonction de ce corps d'armée avec celui du duc de Bellune, lié lui-même à celui du prince de la Moskowa. Privé de ce secours, et ne pouvant empêcher le général York de s'établir le 13 janvier à Longeville, sur la rive droite de la Moselle, et d'investir Metz et Thionville, le duc de Raguse, voulant d'ailleurs s'assurer des forces ennemies qui pouvaient déborder sa droite, envoya le général Ricard à Pont-à-Mousson par la vieille route, avec ordre de pousser des reconnaissances sur Nanci. Il apprit que l'ennemi, maître de cette ville, avait déjà fait passer des troupes sur les ponts de Rouxières et Frouard, ce qui le décida, après avoir jeté à la hâte dans Metz des vivres et le général Durutte, avec les cadres de deux régimens de sa division, à faire sa retraite

1814. France. sur Verdun, derrière la Meuse, avec la cavalerie, la division Lagrange, la division Decouz (de la jeune garde), et la division Ricard, qui abandonna Pont-à-Mousson sans en détruire le pont.

Le maréchal duc de Valmy avait quitté Metz depuis trois jours avec le grand quartier-général, les administrations et le grand parc d'artillerie, et avait été s'établir à Châlons-sur-Marne. Le prince de la Moskowa, surpris par l'arrivée du général Sacken, qui continuait sa marche sur Nanci, évacua cette ville, en y laissant imprudemment cinq cents prisonniers espagnols[1], et se retira, par Toul, sur Ligni, Bar-le-Duc et Saint-Dizier, où il donna rendez-vous au duc de Bellune. Par une sorte de fatalité, les ponts de Frouard et de Rouxières n'ayant point été coupés dans cette retraite, l'ennemi put sans obstacle poursuivre le duc de Bellune sur la route de Toul, et le prévenir à Commerci et à Saint-Mihel : toutefois, il fut chassé de cette dernière ville par le général Briche, soutenu par quelques régimens d'infanterie du duc de Bellune, et par la division Decouz, du corps d'armée du duc de Raguse.

Le 19 janvier, l'arrière-garde de ce dernier, aux ordres du général Picquet, attaquée et rejetée d'abord dans Manheulle, fut soutenue par l'infanterie, reprit l'offensive, et força l'ennemi à se replier avec perte. Le duc de Bellune, craignant d'être coupé sur la Meuse, laissa dans Toul le chef de bataillon Chaudron avec trois cents hommes et de l'artillerie, et s'établit derrière cette rivière avec le duc de Raguse, sans qu'on songeât encore cette fois à détruire les ponts de Vaucouleurs, Void et Commerci.

Ainsi les trois corps français se trouvaient rejetés de la Moselle sur la Meuse par les seules avant-gardes de Blucher : on a lieu de s'étonner que Napoléon n'ait pas formé une seule masse de toutes ces troupes, ou du moins réuni ces trois

[1] Ces prisonniers prirent sur-le-champ du service dans l'armée alliée.

corps, confiés à des généraux de division, sous le commandement d'un seul maréchal; il est certain qu'alors les mouvemens eussent été mieux combinés. 1814. France.

Mais ce ne fut pas l'unique faute de l'empereur français; il laissait son armée sans solde et sans distributions; on vivait chez l'habitant comme en pays conquis, et les choses en étaient au point que les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie n'ayant pu être ferrés à glace, faute de fonds, et trois cents ayant déjà péri dans la marche de Baccarat à Nanci, le duc de Bellune fut forcé de frapper un emprunt de quinze mille francs sur cette ville. Les magistrats montrèrent si peu de dévouement dans cette circonstance, qu'une somme qui aurait dû être offerte en don volontaire, ne fut versée dans la caisse militaire qu'après l'enlèvement du maire et de ses adjoints.

Le prince Blucher entra le 18 à Nanci, dont il se fit apporter les clefs. Cette comédie, jouée dans une ville ouverte et sans fortifications, ne peut être comparée qu'à sa réponse aux magistrats; il leur promit la suppression d'impôts onéreux et vexatoires, en les assurant des bons procédés des troupes alliées.

Le 20, le général Liéven, avec la dixième division d'infanterie russe formant la gauche de l'armée de Silésie, fut chargé d'enlever Toul, qui fermait la chaussée de Nanci à Bar. Le commandant de la place ne crut pas pouvoir tenir contre des forces aussi nombreuses, et se rendit prisonnier sans la moindre résistance. Les alliés firent ensuite garder Toul par les cinq cents prisonniers espagnols laissés à Nanci, et que cette ville eut ordre d'habiller et d'équiper.

Sur ces entrefaites, le corps prussien qui venait de passer le Rhin à Coblentz, et le corps russe de Langeron, qui venait d'être relevé au blocus de Mayence par des troupes allemandes, rejoignaient le gros de l'armée, laissant toujours

1814. France. le général York aux blocus de Metz, Thionville, Luxembourg et Sarrelouis. Le prince Blucher divisa, le 21, le reste de ses troupes en deux colonnes : la première, composée de la moitié du corps du baron Sacken, et précédée d'une forte avant-garde, aux ordres des généraux Wassiltschikow et Scherbatow, s'avança, par Ligni et Bar-le-Duc, sur Saint-Dizier; la seconde, formée du reste du corps de Sacken, ayant pour arrière-garde les troupes du général Alsusiew, marcha par Vaucouleurs et Gondrecourt sur Joinville. Craignant ainsi d'être prévenu à Ligni sur sa gauche, et voyant sa droite menacée par la grande armée qui occupait Neufchâteau, le duc de Bellune se retira à Ligni, pour s'établir sur cette ligne; le duc de Raguse établit son quartier-général à Verdun, la division Lagrange à Chaumont-en-Aire, et la division Decouz, qui, retirée de Saint-Mihel, en avait fait sauter le pont, à Naives.

Le duc de Bellune jugea, avec raison, que sa position en avant de Ligni était d'une mauvaise défense. En effet, il ne pouvait effectuer sa retraite que par une rampe rapide, longue et dangereuse, qui se prolonge jusqu'à l'entrée même de cette ville. Il allait s'établir dans la position opposée et défendre le défilé qui conduit à Saint-Dizier, lorsque le prince de Neufchâtel, arrivé le 22 à Ligni, annonça que l'empereur ordonnait de tenir ferme sur l'Ornain. On reprit aussitôt l'offensive : le général Milhaud se porta sur Saint-Aubin; mais, comme il n'était pas soutenu par l'infanterie, et qu'il avait affaire à toute l'avant-garde du baron Sacken, il fut obligé de se replier sur Ligni, où le général Scherbatow entra le lendemain, après un combat opiniâtre avec l'arrière-garde française, qui se retira sur Saint-Dizier. Le duc de Raguse, pour être à hauteur des autres maréchaux, fut obligé de se retirer par Saint-Dizier, où il arriva le 24, faisant couvrir la route de Verdun à Châlons par

le général Ricard, qu'il plaça à l'entrée du défilé des Islettes. 1814. France.

Attaqués par l'avant-garde du prince Scherbatow, et menacés d'être coupés à Joinville, sur leur droite, par la deuxième colonne du prince Blucher, les trois corps français se retirèrent le 24, et vinrent s'établir, la division Duhesme, avec six cents chevaux et deux batteries, en arrière de Saint-Dizier, observant cette ville et les routes de Joinville et de Bar-le-Duc; le quartier-général et le reste du corps du duc de Bellune à Perthe; le corps d'armée du prince de la Moskowa à Vitri-le-Français; celui du duc de Raguse également à Vitri-le-Français, moins la division Lagrange, établie à Vitri-le-brûlé, et la cavalerie légère à Changi et Outrepont.

L'armée de Silésie occupait, le 25 janvier, les positions suivantes : le corps de Sacken à Dommartin; Blucher et le général Alsusiew à Joinville; Scherbatow à Saint-Dizier, ainsi que la cavalerie du général Landskoy; celle-ci devait toutefois observer la route de Châlons, et attendre, pour se réunir à Scherbatow, le corps du général York, qui arriva sur la ligne le 30 janvier.

Passage du Rhin par le corps d'armée russe du général Winzingerode; retraite du duc de Tarente jusqu'aux anciennes frontières de France. — De son côté, le duc de Tarente, s'étant vu menacé sur sa droite par le comte Saint-Priest, qui avait passé le Rhin à Coblentz, avait dû craindre d'être prévenu sur sa ligne de retraite par le général Bulow, alors à Bréda, en même temps qu'il serait attaqué sur son front par le général Winzingerode, en pleine marche de Munster pour se rapprocher des bords du Rhin. Dans cette situation critique, le maréchal prit le parti de concentrer ses forces. Cologne et Neuss étaient déjà occupés par le cinquième corps d'infanterie et le troisième de cavalerie; le onzième corps d'infanterie et le deuxième de cavalerie occupèrent Gueldres et Venloo, communiquant avec Wesel, dont la garnison, Janvier.

1814. France. composée de troupes suisses, fut relevée par des bataillons français, reçut une garnison de quatorze cents hommes; Nimègue et Clèves furent évacués.

Le général Winzingerode n'ignorait pas la situation de son adversaire. Ayant appris le succès de Bulow et la marche de l'armée de Silésie, il devait s'attendre à être renforcé par les corps des généraux Woronzow et Strogonow, détachés sur le Bas Elbe. Il ne se décida toutefois à passer le Rhin que le 12 janvier seulement, vraisemblablement après avoir reçu les ordres du prince royal de Suède, toujours occupé devant les Danois, qui différaient la conclusion d'un traité désavantageux.

Les Russes commencèrent leur passage le 13; mais les glaces que chariait le fleuve rendaient la navigation si difficile, qu'à quatre heures l'ennemi n'avait encore sur la rive gauche que huit cents chasseurs à pied et une centaine de cosaques. Cependant, avec cette petite troupe, le général Czernichew chassa les postes français jusqu'à Neuss : là, s'étant trouvé en présence de deux détachemens du cinquième corps d'infanterie, et du troisième de cavalerie, qui occupaient cette petite ville, sous les ordres des généraux Lorge et Beauvais, il fut contraint de rétrograder sur Ober-Cassel. Si les Français avaient mieux connu leur position, ils auraient pu facilement acculer au Rhin ce parti ennemi, et le faire prisonnier en totalité. Czernichew occupa Neuss le lendemain, pendant que le reste de l'avant-garde continuait le passage du Rhin près de Dusseldorf. Le 15, un corps de cosaques entra à Cologne, évacué la veille par le général Sebastiani et par le duc de Padoue, qui se retiraient dans la direction d'Aix-la-Chapelle. Le reste de l'armée russe passa successivement le Rhin sans obstacle, et jeta des partis sur la Meuse jusqu'à Ruremonde; un petit corps fut laissé devant Wesel pour continuer le blocus de cette place.

Le général Winzingerode établit son quartier-général à Dick. 1814. France.

Cependant le duc de Tarente ne pouvant s'opposer à ce passage, s'était retiré devant l'avant-garde russe, et après avoir jeté quinze cents hommes et deux cents chevaux dans Juliers, il était le 18 à Liége avec les cinquième et onzième corps, les deuxième et troisième de cavalerie. Il allait continuer sa retraite sur Namur, lorsque, le 19, il reçut ordre de l'empereur de se porter par les Ardennes sur Châlons-sur-Marne. Le 27, son arrière-garde, formée des troupes du général Sebastiani (cinquième corps), coucha à Mezières.

Le général Winzingerode ne pressait point sa marche, bien qu'il n'eût plus d'ennemis devant lui. Arrivé à Aix-la-Chapelle, le 23 janvier seulement, il se borna, le lendemain, à envoyer une reconnaissance sur Bruxelles, par Saint-Tron, afin de savoir ce qui se passait à sa droite.

Dans le même temps, le général Maison qui venait, ainsi que nous l'avons dit, de remplacer le général Decaen dans le commandement du corps d'armée français en Belgique, avait envoyé, de son côté, un fort détachement pour reconnaître la position du duc de Tarente, avec lequel il avait ordre de lier ses opérations. Cette troupe, forte de douze cents hommes d'infanterie, huit cents chevaux et deux pièces de canons, sous les ordres du général Castex, rencontra la reconnaissance russe en avant de Saint-Tron. Le général Benkendorf, n'ayant avec lui que deux régimens de cosaques, tourna bride sur-le-champ, et se replia en toute hâte sur le faubourg de Liége. Poursuivi vivement par la cavalerie française, il allait être atteint et sabré, si Czernichew ne fût accouru à son secours avec son corps de cosaques et deux pièces d'artillerie. Ce renfort rétablit le combat, et le termina à l'avantage des Russes. La cavalerie du général Castex fut bientôt tournée par une partie des cosaques, tandis que l'autre la chargeait

1814. France. de front. Tout le détachement français fut contraint de se replier sur Saint-Tron, après avoir perdu une centaine d'hommes, le général Castex était au nombre des blessés. Bien que rassuré par le rapport que lui firent Czernichew et Benkendorf, le général Winzingerode ne mit pas plus de célérité dans son mouvement en avant, et ne vint que le 2 février à Namur pour y établir son quartier-général.

Nous terminerons ce chapitre en rapportant de suite les opérations du corps d'armée français chargé de la défense de la Belgique; parce qu'étant à peu près indépendantes de celles qui vont avoir lieu dans l'intérieur de la France, nous n'avons pas cru devoir diviser l'attention des lecteurs, en les intercallant dans le récit de ces dernières.

Suite des opérations militaires sur la frontière de la Hollande et en Belgique; défense d'Anvers. — Nous avons déjà dit que le corps français en Belgique se trouvait pressé de front par les Prussiens, du côté de la mer par les Anglais, du côté de la Meuse par les Russes, et que presque toutes les places, bâties pour interdire l'accès des ports des Pays-Bas, étaient délabrées et sans garnison comme sans approvisionnement. Dans cet état de choses, il fallait couvrir à la fois Anvers et la Belgique. Ne pouvant remplir littéralement les instructions qu'il avait reçues, le général Maison se décida à agir dans leur esprit et à tenir la campagne avec un corps volant; il comptait ainsi donner le change aux alliés sur ses forces et sur ses projets, profiter de toutes leurs fautes, et n'accepter jamais de combat, à moins d'avoir toutes les chances en sa faveur.

Afin de couvrir Anvers et d'assurer la communication de cette place avec Berg-op-Zoom, le général Maison établit l'infanterie du général Roguet à Hooghstraeten et Turnhout, et la cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes entre ce bourg et celui de Brecht; le général Ambert, avec quatre bataillons, deux cents chevaux et quatre pièces de canon, à Donck

et Braschaet. Pendant les dix premiers jours de janvier il n'y eut que des escarmouches d'avant-postes, et le général en chef eut le temps d'achever tous ses préparatifs. 1814. France.

Bulow, voulant empêcher l'effet des dispositions prises, arrêta une attaque sur trois points, pour le 10 janvier; ce jour-là même, le général Roguet, surpris de l'apparition des cosaques sur les routes d'Eindhoven et de Hammont, allait pousser une grande reconnaissance, et la brigade Flamant était déjà sous les armes, quand le général Borstell déboucha de Meer et de Wortel avec la colonne de droite. Le général Roguet, voyant qu'on cherchait à l'envelopper, plaça aussitôt un bataillon dans le cimetière de Minderhout, deux, avec quatre pièces, à cheval sur la route en avant de Hooghstraeten, et deux en arrière sur celle d'Ostmael; il flanqua la gauche de la route de Meer par un bataillon, et ordonna au général Aymar d'abandonner Turnhout, et de se retirer avec lui sur Anvers. Le général Thumen, forçant Loenhout et West-Wessel, attaqua, avec la colonne du centre, la brigade Aymar, qui fut coupée à Westmael, et obligée de se jeter à Lier, après avoir rallié les fortes patrouilles poussées sur Kaam et Tilbourg. Quant au général Oppen, chargé de la colonne de droite, la gelée avait tellement rendue impraticable la route de West-Wessel à Hooghstraeten et Anvers, qu'il lui fut impossible de prendre part au combat.

Le général Maison, convaincu que les alliés voulaient tenter un coup de main contre Anvers, ordonna au général Ambert de se retirer, dans la nuit, en arrière de Merxhem, au général Roguet de s'établir à Wineghem, et, sortant d'Anvers avec environ mille fantassins, une batterie d'artillerie légère et deux à pied, il alla, le 13, à Lier, se mettre à la tête de la cavalerie du général Castex et de la division Barrois, arrivée de Bruxelles en une marche forcée. Parvenu à Lier, il en fit partir la brigade Aymar pour renforcer la garnison d'Anvers.

1814. France. Cependant le général Bulow continua son mouvement offensif, et fit en sorte de s'emparer d'une position, d'où le général anglais Graham, qui devait y conduire une forte colonne de toutes armes, de Rosendaal, pût brûler l'escadre française. A cet effet, le 13, il fit attaquer les positions de Merxhem et de Wineghem. La première, bien qu'assez forte, ne put résister aux Prussiens et aux Anglais qui l'abordèrent de front et de flanc; le général Ambert en fut chassé, après un combat assez vif dans lequel fut tué le général Avy, jeune officier qui donnait les plus belles espérances, et il eut beaucoup de peine à rallier, à Damme, sa division, composée de conscrits marchant au feu pour la première fois. L'ennemi éloigna d'abord également de Wineghem les deux bataillons qui le défendaient, et leur enleva une pièce de canon; mais sur l'ordre du général Roguet, la brigade Flamant, qui était à Deurne, marcha à leur secours, et la pièce de canon ainsi que la position furent reprises. De Merxhem, les Anglais construisaient des batteries derrière la digue Saint-Ferdinand, et les Prussiens avaient déjà jeté des obus dans le faubourg d'Anvers, quand, informés du rassemblement de Lier, et craignant qu'un gros de troupes ne fût prêt à manœuvrer sur leurs derrières par Wommelghem, les généraux Graham et Bulow battirent en retraite à la chute du jour; le premier s'établit à Oudensbosch, ayant ses avant-postes à Rosendael; le second à Bréda, avec les siens à West-Wessel et à Loenhaut. Chacun des deux partis eut, le 13, près de trois cents tués et sept cents blessés.

Quelques jours après, le général Bulow chargea le colonel Howen de tenter sur Bois-le-Duc, avec un régiment de la réserve prussienne, un coup de main que devaient seconder les habitans. Attaquée dans la nuit du 25 au 26, la garnison, forte seulement de six cent cinquante hommes, commandés par le colonel Laraitrie, eut toutefois le temps de se réfugier

ns la citadelle, où elle fut forcée de se rendre, le lende- 1814.
ain, faute de vivres. Par suite de la perte de cette place et France.
e l'échec essuyé par le général Castex (ainsi qu'il a été dit plus haut), le général Maison, craignant de se voir enfermé dans Anvers, s'il continuait à rester devant cette place, préféra l'abandonner à ses propres forces, et tenir la campagne avec les divisions Barrois et Castex, entre Bruxelles et la Meuse, au risque d'encourir de nouvelles réprimandes du ministre et du prince de Neuchâtel, dont il ne suivait point les instructions.

Anvers se trouvait alors à l'abri d'une attaque de vive force, et l'escadre désarmée et blindée dans le bassin, n'avait plus rien à craindre d'un bombardement; le camp retranché qui couvre les chantiers à droite de la citadelle, était abandonné, parce qu'il aurait fallu vingt mille hommes pour le défendre; mais on avait retranché la digue de Saint-Ferdinand, Merxhem, le pont de Damme et le village de Deurne; cette enceinte, plus resserrée, était proportionnée à la faiblesse de la garnison. C'est dans cette situation que le général Bulow, vivement sollicité par le duc de Clarence, fit une seconde tentative contre Anvers. A cet effet, le 30 janvier, les brigades Thumen et Krafft se mirent en marche de West-Wesel pour aller former le blocus de cette place; mais le mauvais temps ayant empêché le débarquement des munitions et des troupes récemment arrivées d'Angleterre, elles ne furent soutenues que par quatre mille huit cents Anglais et un mauvais train d'artillerie hollandais. De son côté, le général Borstell fut chargé de s'emparer de Malines, de s'établir sur les Deux-Nethes et d'inquiéter les flancs du corps d'armée du général Maison.

A l'approche de l'ennemi, le duc de Plaisance jeta la division Ambert à Braschaet et Schooten, avec ordre de ne se replier sur Merxhem qu'à la dernière extrémité. Wineghem,

1814. France. dont les retranchemens étaient incomplets, fut évacué par la division Roguet, dont les avant-postes furent placés à hauteur du château d'Aecul, sur la route de Deurne, observant celle de Schooten. Le pont du canal d'Herenthals fut fortement occupé; le colonel Vautrin fut posté à Berghem avec son régiment et quatre pièces, la brigade Flamant forma réserve à l'entrée du faubourg de Borgerhout, le reste des troupes de la garnison fut réparti dans l'intérieur d'Anvers. Les alliés, de leur côté, combinèrent leur mouvement d'attaque contre Wineghem.

Le 1er février, vers huit heures du matin, le général Thumen, chargé de l'attaque de front, se porta, par la route de Belmont, sur Deurne, où la brigade Aymar était placée en avant du parc de Rivine, à cheval sur la chaussée que battaient dix bouches à feu. Trois fois il chercha à enlever d'assaut les bons retranchemens derrière lesquels les Français tiraient à coups sûrs, trois fois il fut repoussé; mais enfin, après six heures de combat, il marcha en force sur le pont de Schin, qui n'était point couvert; alors le général Aymar reçut ordre du duc de Plaisance d'abandonner Deurne, qui était en feu, et de s'établir en avant de Borgerhout. Les bataillons en retraite furent assaillis à bout portant par une nuée de tirailleurs qui se rabattirent sur la droite en avant du marais, précédant une forte masse qui débouchait du pont, jusqu'à ce que le général Roguet eut fait exécuter fort à propos une charge de front par le chef d'escadron Bricqueville, à la tête de cent lanciers, en même temps qu'il faisait aborder les flancs de cette colonne par deux bataillons. Les Prussiens furent enfoncés et rejetés jusqu'au-delà de Deurne; leurs tirailleurs, coupés, essayèrent de se sauver en traversant le marais qui paraissait gelé : plus de cent furent engloutis, et soixante furent faits prisonniers. Deurne resta au pouvoir des Français.

Sur la fin du jour, le général Ambert fut forcé d'abandon- 1814.
er Braschaet aux Anglais, et de se retirer à Merxhem, où France.
rallia également les trois bataillons placés à Schooten; ceux-
avaient soutenu un engagement assez chaud contre le gé-
ral Krafft, dont la marche fut favorisée par l'évacuation
Wineghem, qu'il était chargé de prendre de revers. Le
néral Oppen, qui avait la même mission, se dirigea par la
ute de Herenthals; mais il ne put franchir le canal, et
t arrêté au pont toute la journée par un simple poste.

Le colonel Vautrin repoussa facilement une fausse attaque
ite contre Berghen, par le général Borstell, qui voulut
insi masquer son mouvement sur Malines.

Les alliés n'étant pas encore assez près pour bombarder
nvers avec espoir de succès, résolurent une attaque pour
lendemain. Au point du jour, le feu recommença sur
ute la ligne; le général Ambert résista à un premier assaut;
ais vers dix heures, il fut chassé de Merxhem par les An-
lais, et repoussé jusque sous le canon de la place. Les Prus-
iens ne purent forcer les ponts de la Schiù et du canal de
erensthal; leurs tentatives furent constamment déjouées
r le général Roguet.

Ce jour-là même, le général Carnot arriva à Anvers, et
eva le duc de Plaisance comme gouverneur. Il prit toutes
s mesures possibles pour éteindre le feu partout où il se ma-
ifesterait, et pour prévenir toute espèce de désordre et de
nfusion; il rappela dans la place la division Roguet, et ne
serva au-dehors que Berghem et Borgerhout, comme
ant-postes. Les alliés établirent pendant la nuit leurs bat-
ries incendiaires; mais ce fut en vain qu'il commencèrent
grand matin le bombardement, et qu'ils le continuèrent
4 et 5, l'artillerie de la place riposta avec vigueur à celle
l'ennemi, qui décampa le 6; il ne fut point poursuivi,
ce que le repos nécessaire à la garnison ne pouvait être

1814. France. mis en balance avec quelques centaines de prisonniers, que peut-être il eût été facile de ramasser.

Cette courte et honteuse expédition des alliés coûta aux troupes françaises environ quatre-vingts morts et quatre cent vingt blessés, ainsi qu'une centaine de prisonniers; nous ignorons celle des Anglo-Prussiens.

Févr.-Mars. *Le général Maison se rapproche des frontières de France et manœuvre l'ennemi.* — Sur ces entrefaites, voyant arriver l'avant-garde du général Borstell, et se sentant menacé sur ses derrières par le corps de Winzingerode, concentré à Namur, le général Maison jugea prudent de quitter Bruxelles, où l'insurrection avait, d'ailleurs, plus de partisans que dans aucune autre ville de la Belgique. A cet effet, la division Barrois et une partie de celle du général Castex s'établirent à Hall; l'avant-garde à Elbeck, Ombeck et Herrypont; la réserve à Tubize. En même temps, le général Chambarlhac, commandant la seizième division militaire, eut ordre d'aller garder le pont de Tournay, jusqu'au retour du général Ledru-des-Essarts, qui alla retirer des places de la Lys tous les hommes en état de tenir la campagne; le général Penne prit à Mons le commandement du peu de troupes qui s'y trouvaient réunies.

Le 3 février, le général Penne, vivement attaqué par un détachement de l'avant-garde de Winzingerode, se retira en combattant sur Valenciennes, où la cavalerie du général Castex vint à son secours. Le 4, le général Maison transféra son quartier-général à Ath; et le 10, à Tournay, d'où il éclaira les routes de Valenciennes, d'Audenarde, de Courtray et de Menin, n'ayant de troupes détachées qu'à Lannoy, où il envoya la brigade de cavalerie du général Meuziau, qui fut renforcée par l'infanterie du général Ledru-des-Essarts.

Après avoir rallié tout son corps d'armée, qui fut relé-

par une partie également nombreuse du corps saxon, aux ordres du prince de Weimar, le général Bulow, conformément aux instructions des souverains alliés, entra en France pour y opérer sur les flancs de l'armée de Silésie, de concert avec le général Winzingerode, qui lui-même devait être bientôt rejoint par le comte Woronzow. Il se porta, en évitant les places, par Mons, Pont-sur-Sambre et Cartigny, sur Laon, où il arriva le 24 février [1]. 1814. France.

S'il faut en croire les bruits publics, le prince de Saxe-Weimar et le général Bulow employèrent tous les moyens possibles de séduction pour se rendre maîtres de Deventer et d'Anvers, places devant lesquelles la force de leurs armes venait d'échouer; il paraîtrait même que le gouverneur de la première la mit à trop haut prix; quant à celui d'Anvers, on ne sera pas étonné d'apprendre qu'il rejeta, avec un profond mépris, les propositions insidieuses du général Bulow.

Le prince de Weimar avait pour instruction d'interdire à la garnison d'Anvers toute course à la droite de l'Escaut, de garantir les Pays-Bas des sorties des places d'Ypres, Lille, Valenciennes, le Quesnoy et Maubeuge, et de couvrir la ligne de Mons à Avesnes, sur laquelle opéraient les corps de Winzingerode et de Bulow; mais il éparpilla tellement ses troupes, qu'il ne put remplir qu'imparfaitement le but désiré. Toutefois, étant parvenu à donner de la jalousie au général Maison sur son flanc droit, celui-ci abandonna, le 17, la position de Tournay, pour prendre celle de la Marque, et s'établir sur la Deule, à Wambrechies et au Quesnoy, en même temps qu'il fit garder, sur la Lys, la ville d'Armentières, par un bataillon et cinquante chevaux commandés par le général Penne. Un millier d'hommes, sortis des dépôts de Lille, vint renforcer la division Ledru-des-Essarts,

[1] Ainsi qu'on le verra au chapitre troisième.

1814. France. et le général Saulnier rentra en ligne avec une centaine de gendarmes qu'il ramenait de la Belgique.

Le général Bulow avait laissé au prince de Weimar la brigade Zielenski, occupée au blocus de Gorcum, ainsi que la division Borstell, jusqu'à l'arrivée du restant du corps saxon. Le général Borstell eut ordre de s'emparer de Tournay, d'où il poussa sur Ypres, le 22, le major Hellwig, avec de l'infanterie et de la cavalerie. Le général Maison, croyant qu'on voulait le resserrer sous Lille, et lui couper toute communication avec les places maritimes, prit des dispositions dont le succès était infaillible. Il laissa sur la Marque la cavalerie du général Castex, détacha à Armentières la brigade de la division Barrois avec ordre de suivre le mouvement de l'ennemi, dès qu'il serait prononcé, et l'échelonna par la seconde sur la route de Menin, afin de soutenir la retraite du général Castex sur Lille, ou de couper celle de l'ennemi sur Menin; mais le major Helwig, informé de ce qui se passait, se retira en toute hâte sur Courtray, d'où les Français le chassèrent facilement.

Dans le même moment, les généraux Lecoq et Ryssel se portèrent de Peruvels, Leuze et Mons, sur Condé et Maubeuge, que le prince de Weimar les avait chargés de reconnaître. Mais le comte Maison, voulant exécuter les ordres pressans du prince de Neuchâtel et du ministre de la guerre, qui lui prescrivaient de retirer d'Anvers la division Roguet, avait jugé à propos de donner le change sur ses véritables intentions, en ordonnant au général Castex de culbuter les postes ennemis de la rive droite de la Marque, et au général Carra-Saint-Cyr, commandant supérieur de Valenciennes, Bouchain et Condé, de se porter, avec leurs dix-huit cents hommes environ de garnison, et trois pièces de canon, sur la route de Tournay. Ce dernier tomba sur la colonne du général Lecoq, qu'il repoussa de Vieux-Condé au-delà de

Feurels, après lui avoir mis une centaine d'hommes hors le combat; la canonnade qui eut lieu sur ce point, détermina le général Ryssel à ne pas achever son mouvement sur Maubeuge. 1815. France.

Le 5 mars, le général Maison, après avoir réuni ses troupes à Courtray, partit pour Audenarde; il avait avec lui environ six mille fantassins et mille chevaux; il fit connaître ce mouvement au général Carnot, qui eut ordre de faire une grande sortie sur la gauche de l'Escaut, dans la direction de Gand, où devait avoir lieu la jonction de la division Roguet. Le général Penne fut chargé de se porter sur Gand, d'y entrer par surprise au point du jour, et de s'y maintenir jusqu'à l'arrivée du reste de l'expédition.

Le colonel Hobe, qui occupait Audenarde avec cinq bataillons et quatre cents chevaux, voyant d'abord repousser ses avant-postes d'Avelghem et de Petteghem, demanda du renfort au général Borstell. La place était d'ailleurs assez bien défendue par ses fortifications et par un fossé très-profond rempli par les eaux de l'Escaut qui inondait la campagne environnante. Dès-lors, persuadé que la prise d'Audenarde lui coûterait trop de monde, et d'ailleurs informé que le général Penne ne pourrait entrer à Gand, le comte Maison se retira, après une courte canonnade, sur Courtray, sans autre perte que d'une douzaine d'hommes. Chemin faisant, son avant-garde mit en fuite près de Warcoing la tête de colonne du prince de Weimar, qui avait passé l'Escaut à Hérine, pour tomber sur les derrières des Français.

Le 6, la division Barrois occupa Courtray; Belleghem fut remis au général Penne, avec un bataillon, cent chevaux et six pièces de canon; le général Dandenarde fut placé à Avelghem avec deux bataillons et quatre cents lanciers; le reste de la cavalerie et deux bataillons établirent les communications à Haerlebeck, Cuenre et Heule.

1813. France. Cependant le prince de Weimar voulut chasser les Français de cette position ; à cet effet, il réunit, le 7 mars, à Warcoing, douze bataillons, six escadrons et 16 pièces de canon, et les fit avancer par Sweweghem et Belleghem, et deux colonnes indépendantes de partisans et de cosaques, qui descendirent sur Haerlebeck. Ceux-ci furent tenus en échec par un bataillon et cent chevaux commandés par le colonel Lastours. La colonne du partisan Ziegler n'entra dans Swewe ghem que lorsqu'à la chute du jour le général Daudenarde reçut ordre de le quitter et d'opérer sa retraite sur Courtray où le général Barrois le recueillit, à un kilomètre en avant de la ville. Belleghem fut emporté par la colonne du partisan Schon; le général Penne jugea prudent de se retirer devant des troupes six fois plus fortes que les siennes, et il alla se poster sur une hauteur en arrière de ce village, où le comte Maison vint à son secours avec l'artillerie légère, la cavalerie et toute l'infanterie, moins une brigade de la division Barrois. L'ennemi fut aussitôt arrêté par le canon, qui balaya la chaussée sur laquelle il était serré en masse : et comme la nuit était arrivée, l'attaque générale fut remise au lendemain. Le comte Maison, qui s'y attendait, ne trouvant pas sa position avantageuse, évacua Courtrai une heure avant le jour, et alla prendre position sous Lille à Mont Hallouin, jetant des postes à Roncq et à Turcoing. L'affair du 7 lui avait coûté cent quatre-vingts hommes mis hors de combat. Le 8, le prince de Weimar fit son entrée à Courtra

De son côté, le général Carnot avait poussé jusqu'à Lo keren une partie de sa garnison; mais, informé de la r traite du comte Maison, il la rappela à Anvers deux jou après, et conserva ainsi la division Roguet [1].

[1] Des sorties hardies et heureuses, qui ravitaillaient la place, entretenaien confiance de la garnison et des habitans; aussi jamais pendant la durée du si les Anversois ne laissèrent-ils échapper une plainte. Le général Carnot ne m

Surprise de Berg-op-Zoom; belle défense de la garnison de cette place; défaite des Anglais. — Tandis que ces événemens se passaient en Belgique et sur l'ancienne frontière de France, sir Graham médita un coup de main contre Berg-op-Zoom. Il était informé que, par l'effet de la désertion et des maladies, la garnison se trouvait réduite de quatre mille hommes à deux mille sept cents, tandis que l'étendue des fortifications en exige au moins douze mille pour défendre la place; il savait également que le corps de place n'était qu'à demi vêtu; que la gelée facilitait le passage des fossés; et que la population de Berg-op-Zoom, forte d'environ cinq mille ames, se composant principalement de marins, que l'état de blocus réduisait à la misère, on pouvait, avec quelque raison, compter sur leur coopération dans cette entreprise. 1814. France. 8, 9 mars.

De son côté, le général Maison, dans l'état de faiblesse où se trouvaient la garnison et les défenses de la place, avait prescrit au général Bizanet, qui en était le commandant, de garder ses dehors à la turque.

Le 7, le général anglais partagea en quatre colonnes à peu près d'égale force, quatre mille huit cents hommes destinés à cette tentative, qui fut fixée au lendemain. Le 8, entre

quait point de donner aux expéditions partielles qu'il dirigeait sur des points éloignés la publicité, qui pouvait les rendre profitables à la cause française. Il en faisait insérer à mesure les bulletins dans le journal des Deux-Nèthes. Les feuilles des 9, 10 et 11 mars rendent compte de plusieurs actions, qui passèrent l'attente du gouverneur. Ainsi l'on y voit que, le 8 mars, le neuvième de tirailleurs de la garde (colonel Bardin) s'empara, de nuit, du beau village de Saint-Nicolas, à plus de quatre lieues d'Anvers, après avoir attaqué à l'improviste un corps de cosaques, qui prit la fuite; que, le 9, le général Aymar, commandant la colonne envoyée sur la rive gauche de l'Escaut, reprit possession de tout le pays jusqu'à Hulst, où le colonel Bignon leva la contribution imposée, et que, le 10, le colonel Bardin, à la tête d'un des bataillons du neuvième de tirailleurs, surprit à Waesmunster, à sept lieues d'Anvers, le régiment prussien du prince Guillaume (dragons), le mit en fuite, et lui prit une vingtaine de chevaux.

1814. France. neuf et dix heures du soir, on entendit une vive canonnade à la porte de Steenbergen ; c'était la troisième colonne, chargée de la fausse attaque sur ce point, et qui devait ensuite servir de réserve, qui, après avoir surpris la garde de l'avancée, cherchait à franchir le pont dormant du corps de place, défendu par le feu des palanques. Tout le monde fut aussitôt sur pied ; mais tandis que la troisième colonne est contenue à cette porte, la quatrième, aux ordres des généraux Skerret et Gorre, pénètre dans le port. Le général Bizanet dirige aussitôt toutes les réserves vers la porte d'Eau ; mais tandis qu'elles s'y rendent de la place d'armes par la fausse porte, le long du quai, le général Gorre, avec une partie de la quatrième colonne, file le long des remparts et se rend maître de la porte d'Anvers, d'où il court vers celle de Bréda ; le poste qui y était établi lui tient tête ainsi qu'à la troisième colonne qui avait enlevé, sans coup férir, les ouvrages extérieurs de ce front. Les deux autres colonnes, après avoir brisé les glaces du fossé, escaladent facilement le bastion d'Orange, nettoyé par le général Gorre, et renforcent la quatrième colonne.

La garnison, forcée d'abandonner aux Anglais toute la partie gauche du port, les contint néanmoins toute la nuit sur les autres points ; et, dès que le jour parut, les voyant confinés dans cette partie de l'enceinte, elle marcha contre eux sur trois colonnes d'attaque. Deux se chargent de balayer le rempart, celle du centre de forcer la fausse porte, et toutes trois doivent se réunir à la porte d'Eau. Elles s'ébranlent en même temps : aussitôt celle de droite refoule les assaillans vers la porte d'Eau, et les mitraille si bien qu'ils se rendent prisonniers ; de là elle court seconder celles du centre et de gauche contre le général Coock, qui tenait encore à la fausse porte et au bastion d'Orange. Après une lutte sanglante, ce général mit bas les armes vers neuf heures du matin.

Cette défense, qui dura près de douze heures, fit le plus grand honneur au général Bizanet et au petit nombre de braves qu'il avait sous ses ordres; il eut à regreter cent soixante morts, trois cents blessés et une centaine de prisonniers. La perte des Anglais fut énorme; elle s'éleva à quatre mille hommes, dont deux mille soixante-dix-sept prisonniers, parmi lesquels le général Coock; les généraux Skerret et Gorre furent du nombre des tués. 1814. France.

Sir Graham s'était ainsi vainement flatté d'enlever Bergop-Zoom, la veille du jour de la naissance du prince d'Orange, et d'en envoyer les clefs à ce prince pour son bouquet.

Le 10 mars, le général anglais et le gouverneur conclurent une suspension d'armes de trois jours pour enterrer les morts, évacuer les blessés et échanger les prisonniers.

Derniers mouvemens des troupes françaises et alliées en Belgique. — Plusieurs jours se passèrent sans que l'ennemi fit aucun mouvement; pendant ce temps la garnison d'Anvers fit sur les derrières une course qui inquiéta vivement le corps de blocus; celle de Maubeuge opéra également une sortie dans laquelle elle délivra une colonne de quatre à cinq cents prisonniers français; et le général Gily, descendant avec les garnisons d'Ostende, Dunkerque et Nieuport, dispersa un parti de cavalerie qui favorisait un rassemblement à Bruges, leva sur la ville une contribution de cent mille francs, et enleva le maire et l'intendant que l'ennemi venait d'y installer. Mars.

Le prince de Weimar se tenait toujours sur la ligne de Courtray, Tournay, et Mons, lorsque le général Thielman lui amena le reste des troupes saxonnes, et qu'il fut rejoint par la brigade Zielenski (du corps de Bulow), à laquelle Borcum venait de se rendre. Ayant alors environ trente-sept mille hommes sous les armes, dont vingt-sept mille disponibles, parmi lesquels trois mille de cavalerie, avec un train de quarante-une bouches à feu, il se porta en avant; le

1814. France. 17 mars, il transféra son quartier-général à Cerfontaine, fit partir le général Thielman avec dix bataillons, quatre escadrons et dix-sept pièces légères, pour observer à Tournay le corps groupé sous Lille, et s'avança avec le général Lecoq à la tête de sept bataillons, trois escadrons et vingt-quatre pièces de gros calibre, pour faire une tentative sur Maubeuge. Mais cette place était à l'abri d'un coup de main; ses ouvrages, délabrés et négligés depuis quinze ans, venaient d'être palissadés, et le colonel Schouller, directeur de la manufacture d'armes, officier d'un mérite reconnu, la défendait avec mille hommes, composés d'un bataillon de gardes nationales du Pas-de-Calais, d'un bataillon de douaniers, de trente chevaux du dépôt du premier de chasseurs, et d'une compagnie de canonniers formée d'habitans.

L'ennemi fit, le 19 et le 20 mars, toutes les dispositions nécessaires, et s'empara, le 21, des hauteurs d'Assevant, ainsi que de Roussies, après un léger engagement avec un détachement sorti de la ville pour reconnaître sa position et sa force. Le 22, il construisit, à petite portée des remparts, trois batteries armées ensemble de huit mortiers et de quatre pièces de 24 et de six de 12, qui commencèrent à jouer le lendemain matin à trois heures. L'artillerie de la place répondit avec une supériorité telle qu'à midi elle avait démonté la moitié des pièces saxonnes, écrasé plusieurs plate-formes, et fait sauter un magasin à poudre. Ce fut inutilement que le prince de Weimar somma d'abord la place, puis offrit une suspension d'armes; après avoir continué le feu jusqu'à la chute du jour, il fut obligé, faute de munitions, de se retirer sur Mons pendant la nuit.

Le 24, le colonel Schouller sortit avec sa garnison, détruisit les ouvrages des assiégeans, chassa l'arrière-garde de Ferrière-la-Grande, et la poussa sur son corps de bataille de Requignies, d'où l'ennemi continua le blocus de Maubeuge.

Soldats, citoyens, femmes, enfans, tout le monde prit part à la défense de la place ; et le succès du 23 ne fit qu'enflammer davantage leur ardeur et leur dévouement. 1815. France.

Cependant le général Thielman fit une diversion sur la gauche, et poussa, le 23, un fourrage jusqu'aux portes de Lille. Les avant-postes français furent reployés jusqu'à Helemmes ; aussitôt le général Maison confia la garde des portes à la garde nationale, et sortit avec les troupes disponibles de la garnison, pour rejoindre son noyau d'armée à Sainghin. Le général Castex dispersa sans peine les deux colonnes venues par Chornaing et Bouvines, leur fit une soixantaine de prisonniers et en mit une centaine hors de combat. Quant à l'autre colonne, le général Thielman, qui la conduisait, la fit rentrer à Tournay dès qu'il eut appris que, par un mouvement sur la Marque, le général Maison allait le prendre à dos.

Tel était l'état des choses en Belgique et sur l'ancienne frontière du nord de la France, au 25 mars.

CHAPITRE II.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Mesures prises par Napoléon avant de quitter Paris pour se mettre à la tête de l'armée réunie sous Châlons. L'impératrice Marie-Louise est nommée régente. L'empereur arrive à Châlons et prend l'offensive; combat de Saint-Dizier; combat de Brienne. L'armée ennemie se concentre à Trannes. Bataille de la Rothière. L'armée française se retire sur Troyes. Napoléon continue la retraite sur Nogent. Dispositions prises par lui pour défendre le passage de la Seine à Nogent, Montreau et Auxerre. Opérations du duc de Tarente; défense de Châlons et de Vitry; les Français évacuent ces deux villes; retraite successive des troupes du maréchal sur Epernai, Château-Thierry, Laferté-sous-Jouarre et Meaux. Mouvement rétrograde du feld-maréchal Blucher pour concentrer son armée. Napoléon réunit la sienne à Sézanne; Combat de Champ-Aubert; bataille de Montmirail; combats de Château-Thierry, de Vauxchamps. Retraite de l'armée de Silésie au-delà de Châlons. Prise de Soissons par le général russe Winzingerode. Marche de la principale armée alliée sur Fontainebleau et Nangis; combats de Sens, de Nogent, de Cutrelles. Les Maréchaux ducs de Reggio, de Bellune et de Tarente concentrent leurs troupes sur l'Yeres.

1814. France. Vers le milieu de janvier, la principale armée des alliés, sous les ordres du prince Schwartzenberg; celle dite de Silésie, commandée par le feld-maréchal Blucher; et le corps du général Winzingerode (faisant partie de l'armée du nord aux ordres du prince royal de Suède), réunis sur la Meuse et sur la Marne, étaient en mesure d'agir sur la capitale de l'empire français. Ces masses présentaient effectivement un total de trois cent et quelques mille combattans. Les corps de

Bulow en Belgique, et de Bubna dans le bassin du Rhône, non compris l'un et l'autre dans ce total, étaient destinés à des entreprises collatérales, subordonnées aux succès des opérations des trois armées que nous venons de désigner. 1814. France.

Napoléon n'avait alors à opposer à ces forces qui le menaçaient et le pressaient au centre, que les cinq faibles corps d'armée des maréchaux duc de Tarente, prince de la Moskowa, ducs de Raguse, de Bellune et de Trévise. Ces troupes, dont l'effectif s'élevait à peine à soixante mille hommes, étaient placées de la manière suivante : celles du prince de la Moskowa et des ducs de Raguse et de Bellune à Vitry et aux environs; le duc de Trévise s'était retiré, comme on l'a vu, de Chaumont sur Troyes; et le duc de Tarente s'avançait de Maizières sur Châlons.

Dans cet état d'infériorité numérique, l'empereur français prendra-t-il l'offensive, ou bien se tiendra-t-il habilement sur la défensive, en attendant le résultat des mesures qu'il a prises pour renforcer son armée? Si la prudence s'oppose à l'adoption du premier parti, le désir de porter rapidement de grands coups sur un terrain bien étudié et bien connu, la nécessité de délivrer au plus tôt les département envahis, doivent écarter la seconde détermination. Autant par confiance dans les ressources de son génie, que pour appuyer les desseins de sa politique, Napoléon n'abandonnera point ce système d'offensive auquel il est redevable de tant de succès, et qui fait l'espoir de ses armées, comme la terreur de ses adversaires. Ses idées sont fixées : réunissant ses troupes au centre des opérations, entre la Seine et la Marne, pour tenter les chances d'une bataille, il se flatte de forcer les alliés à la retraite par la vigueur de ses mouvemens, et il conçoit l'espoir de conquérir la paix qu'on lui refuse.

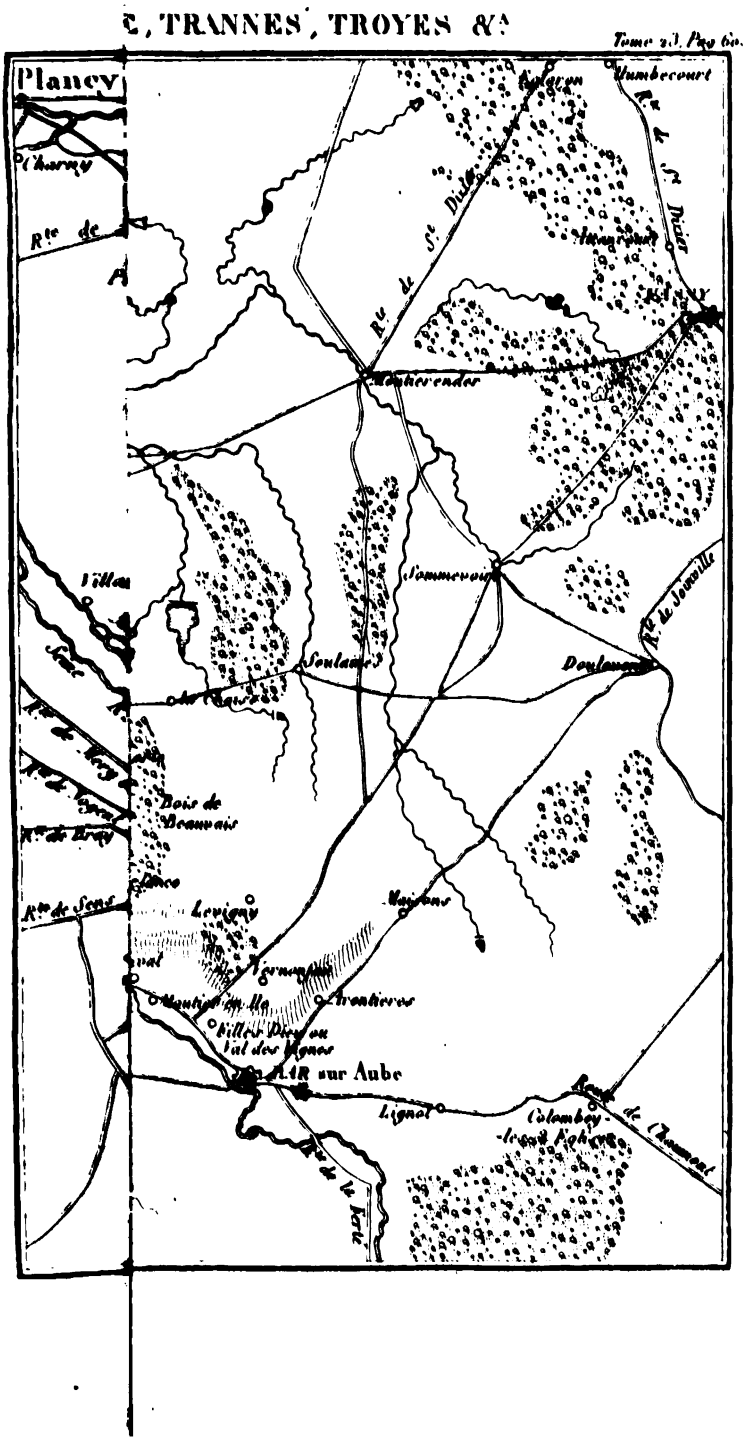
1814. France. En même temps, comme l'envahissement d'un quart du territoire de l'empire, privait l'état de plusieurs milliers de conscrits, Napoléon arrêta que la force des bataillons ne serait que de quatre cents hommes au lieu de huit cent quarante. Il enjoignait aux préfets de presser le départ des gardes nationales mises en activité par un décret du 6 janvier, et qui devaient être rassemblées, dans les premiers jours de février, à Provins, Montargis et Troyes, pour y être armées et équipées.

Par un autre décret la garde royale de Joseph fut dissoute, et le duc de Dalmatie autorisé à prendre dans ces corps d'élite tous les soldats propres à faire des sous-officiers dans la ligne. Les cadres durent former les treizième régimens de tirailleurs et de voltigeurs, le troisième d'éclaireurs à cheval, et deux nouvelles compagnies d'artillerie dans la garde impériale [1].

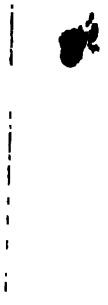
[1] La garde royale d'Espagne, créée à Naples en 1806, consistait en un régiment de grenadiers, un de chasseurs à pied, un régiment de chevau-légers, un escadron de gendarmerie d'élite, et deux compagnies d'artillerie : les régimens français et la légion polonaise, composant à cette époque l'armée de Naples, avaient concouru à sa formation, en fournissant chacun une compagnie de grenadiers et une de voltigeurs (pour l'infanterie), une compagnie d'élite (pour la cavalerie), toutes au complet. Les deux compagnies d'artillerie avaient également été tirées du deuxième régiment d'artillerie française à pied, et du premier à cheval. La gendarmerie d'élite était venue de Paris.

En 1808, tous ces corps furent dédoublés, moitié suivit en Espagne le roi Joseph, l'autre resta à Naples pour former la garde de Murat. Cette même année, Napoléon incorpora à la garde de Joseph une des légions dites de réserve de l'armée d'Espagne, et tous les prisonniers français délivrés à San-Fernando près Madrid. Il permit aussi à son frère de choisir, dans les dépôts de remonte français, quatre cents cavaliers démontés pour recruter son régiment de chevau-légers. La garde royale, ainsi reconstituée, comptait trois mille six cents grenadiers ou chasseurs, et huit cents chevau-légers ou gendarmes. Ce corps se fit remarquer par sa belle tenue, son instruction et sa discipline.

A l'époque où Joseph résigna la couronne d'Espagne, il était dû à sa garde une année de solde, qui ne fut point acquittée.



E, TRANNES, TROYES &c.
Tome 23. Pag 60.
Plancy
Charny
Humbecourt
Rte de St Dizier
Montierender
Sommevoir
Soulaines
Doulevent
Rte de Joinville
Bois de Beauvais
Rte de Sens
Levigny
Maisons
Vernonfais
Arentieres
Villers Dieu ou Val des Vignes
AR sur Aube
Lignol
Colomboy-les-Eglises
Rte de Chaumont
Rte de la Ferté



Ainsi que nous l'avons déjà dit, les deux armées de Blu- 1814.
cher et du prince Schwartzenberg étaient en communication, France.
ais elles n'avaient pas encore opéré leur réunion. Napoléon
ulut profiter de cet état de choses pour les battre l'une
rès l'autre. En conséquence, il commença par manœuvrer
r le flanc de l'armée principale, à laquelle son dessein était
livrer bataille. Il réunit ses troupes à Vitry et marcha par
int-Dizier, Joinville et Chaumont, sur Langres, où il
mptait trouver la tête de l'armée du prince Schwart-
nberg.

Le 27 janvier, le général Milhaud se porta sur Saint-Di-
er, et il surprit la division de cavalerie du général Lands-
y. La division Duhesme attaqua l'infanterie prussienne et
i fit quelques prisonniers. L'empereur entra à neuf heures
Saint-Dizier.

Le lendemain il marcha par Vassy sur Montierender, où
tablit, le soir, son quartier-général et fit bivouaquer ses
roupes.

Le duc de Raguse, laissé à Saint-Dizier avec le premier
orps de cavalerie pour former l'arrière-garde, coucha le 30
Vassy, faisant couvrir les derrières de l'armée par la divi-
ion Lagrange et la cavalerie légère.

Le duc de Trévise, après avoir quitté Vandeuvres et Ma-
ny-le-Fouchar, s'établit à Troyes.

La division Brayer, du corps d'armée du duc de Tarente,
ont le quartier-général était toujours à Maisières, ayant rem-
placé, à la naissance de l'Argonne, la division du général
Ricard, celui-ci prit position à Chatrou; la division Dufour
int à Braux-le-Comte; ces deux divisions, ainsi que la ca-
alerie du général Piquet, commandées par le général comte
Gérard, flanquaient la droite de l'armée.

Cependant des reconnaissances envoyées par l'empereur,
le Montierender, dans différentes directions, pour avoir des

1814. France.

nier au mouvement que l'armée française pourrait faire sur es derrières de l'armée de Blucher. Soupçonnant même que e feld-maréchal prussien serait peut-être attaqué par toutes es forces réunies de Napoléon, le prince donna l'ordre aux eserves et aux gardes russes et prussiennes de marcher de Chaumont sur Bar, afin d'être prêtes à entrer en ligne au esoin.

Cependant l'armée française continuait son mouvement. La livision Piré (cavalerie), formant tête de colonne, aperçut 'ennemi en position entre Maizières et Brienne. Le général Piré poussa d'abord devant lui une brigade d'infanterie légère russe; mais celle-ci, bientôt soutenue par six escadrons de ahlans et quatre pièces d'artillerie à cheval, s'étant arrêtée à la hauteur du village de Parthes, sur la grande route, la canonnade commença aussitôt. Pendant cet engagement, les premières troupes du général Sacken, rétrogradant de Lesmont, vinrent se placer en colonne derrière Brienne, sur la route de Vitry à Bar-sur-Aube. Le général Scherbatow, qui commandait le détachement déjà engagé sur la grande route, s'étant replié sur le chemin de Lesicourt, la cavalerie du comte Pahlen qui avait flanqué le mouvement du général Sacken, de Lesmont sur Brienne, se forma en première ligne. Blucher fit occuper la ville par les troupes du général Alsusiew.

La cavalerie française se déploya bientôt dans la plaine, et le général comte Grouchy, qui la commandait, ordonna aux divisions du cinquième corps tenant la gauche, de se porter, sous la protection de trois batteries, contre la cavalerie qui lui faisait face. Le général Pahlen, ne se croyant pas assez fort pour soutenir le choc, fit plier ses régimens en colonnes et les mit en mouvement sur Brienne, opposant une bonne arrière-garde aux divisions Briche et Lhéritier, qui menaçaient de troubler cette retraite. Dans le même temps, le général Scherbatow, ayant fait former trois de ses batail-

1814. France. nouvelles de l'ennemi, n'avaient rien rencontré; d'autre part, les habitans rapportèrent qu'une armée était passée, tout récemment, par Joinville, en prenant la direction de Troyes par Doulevent. Cette double circonstance fit penser à Napoléon que les troupes du feld-maréchal Blucher avaient traversé l'Aube à Lesmont. Mais comme il devait présumer que le pont de ce dernier village avait été coupé d'après ses ordres par le général Dufour [1], il espéra pouvoir atteindre au moins l'arrière-garde et l'entamer, dans la supposition naturelle que la reconstruction du pont dont nous parlons aurait retardé la marche de l'armée alliée.

29 janvier. *Combat de Brienne.* — Les corps des ducs de Bellune et de Raguse, du général Gerard, et les réserves commandées par le prince de la Moskowa, se mirent en mouvement le 29, et s'avancèrent par la route de Brienne, en une seule colonne, la cavalerie en tête, et l'infanterie de la garde en queue. Le major-général prince de Neuchâtel, avait expédié au duc de Trévise l'ordre de se rapprocher de l'armée; mais l'officier d'état-major qui en était porteur ayant été pris malheureusement par des coureurs du feld-maréchal Blucher; celui-ci fut averti, par le contenu des dépêches, du danger qu'il allait courir. Il se hâta donc de rappeler le général Sacken, qui faisait réparer le pont de Lesmont, et de faire couvrir son mouvement rétrograde par la cavalerie du général Pahlen (du corps de Wittgenstein).

De son côté, le prince de Schwartzenberg, apprenant l'arrivée de l'empereur français à Montierender, ordonna au général de Wrede, qui était en marche, avec son corps, de Chaumont à Bar-sur-Aube, de se porter sur Joinville pour se réunir au général Wittgenstein, et s'opposer avec ce der-

[1] Il n'en était rien. Le général Dufour n'avait eu ni le temps, ni les moyens nécessaires pour exécuter cet ordre important.

lonnes ne sont protégées que par de l'artillerie, et que la ca- 1814.
valerie française est encore dans sa même position, Blucher France.
fait charger la division Duhesme par les quarante escadrons des généraux Pahlen et Wassiltschikow. Les bataillons français sont ramenés en désordre, et perdent une partie de leur artillerie.

La marche de la colonne dirigée par le prince de la Moskowa se trouva rallentie par cet échec. Les bataillons de la jeune garde, qui venaient déjà de s'emparer de deux pièces et allaient pénétrer dans la ville, prévenus par une brigade de chasseurs russes, furent obligés de se retirer derrière les jardins.

La colonne de droite (celle du chef d'état-major du duc de Bellune), plus heureuse, pénétra par le parc jusqu'au château, où l'ennemi n'avait laissé qu'un faible poste, et s'empara de ce bâtiment. Sans perdre de temps, le général français y poste quatre cents hommes des trente-septième et cinquante-sixième régimens, sous les ordres du chef de bataillon Henders, et descend dans Brienne, culbutant tout ce qui se trouve sur son passage; mais dans ce moment même, la cavalerie de la garde, commandée par le général Lefebvre-Desnouettes, ayant tenté une charge à l'entrée de la ville, est rejetée par la cavalerie russe sur la division Duhesme qu'elle entraîne. L'ennemi réunissant alors des forces supérieures contre la colonne descendue du château, la repoussa dans cette même direction.

Le château de Brienne, grand bâtiment à peu près carré, très-vaste, et clos par des murs qui divisent plusieurs cours et jardins, est situé sur une colline au pied de laquelle la ville se trouve adossée. Celle-ci, sans enceinte, consiste en deux rues qui se coupent à angle droit; l'une aboutit au château, l'autre est traversée dans toute sa longueur par la route de Vitry-sur-Marne à Bar-sur-Aube.

1814. France. lons en carrés; ceux-ci, par un feu très-vif, réussirent à contenir les dragons français assez de temps pour qu'il fût loisible au général Pahlen de traverser Brienne, et d'aller se former à la droite du corps de Sacken, avec la cavalerie de ce dernier, laquelle venait de former l'arrière-garde depuis Lesmont, dont elle avait détruit le pont nouvellement reconstruit.

Dans cette situation des choses, Napoléon crut devoir attendre l'arrivée de son infanterie, retardée par le mauvais état des chemins. Il était d'ailleurs presque impossible d'aborder la cavalerie ennemie, ayant devant elle pour la protéger une forte ligne de tirailleurs postée dans le fossé de la route de Brienne à Bar, dans les jardins en avant de la ville et sur la route de traverse, de Morvilliers à Doulevent. Les deux partis restèrent ainsi à s'observer pendant quelque temps; enfin, à trois heures et demie parut la division Duhesme formant tête de colonne du duc de Bellune. Dès que cette troupe fut à la hauteur de la cavalerie française, l'empereur ordonna au maréchal de se porter en avant, bien qu'elle fût harassée de la marche pénible qu'elle venait de faire dans les boues.

L'action s'engagea alors par un feu d'artillerie et de mousqueterie qui se prolongea jusqu'à près de cinq heures, sans avantage de part et d'autre. Le jour baissait; Napoléon impatient de vaincre, envoie au prince de la Moskowa des ordres réitérés pour presser sa marche, et lui prescrit de s'avancer sur Brienne par le chemin de Maizières, avec une des brigades de la division Decouz (jeune garde), tandis que la division Duhesme renouvellerait son attaque, et que le général Chateau, chef d'état-major du duc de Bellune, à la tête d'une autre colonne, tournerait la ville par la droite afin de s'emparer du château.

Ces mouvemens s'exécutent; mais voyant que les trois c

Dans un de ces combats particuliers, le prince Alexandre Berthier reçoit un coup de lance sur la tête. Tous les corps se trouvent confondus ; et Brienne, éclairée par l'incendie de ses maisons, offre moins le tableau d'un combat que celui d'une boucherie effroyable. 1814. France.

Vers dix heures du soir, le général Grouchy fit charger la division Lhéritier, à la lueur des flammes ; mais elle fut contenue par les troupes légères russes ; le vingt-deuxième de dragons se distingua particulièrement, en tenant ferme à l'entrée de la ville, tandis que les autres régimens étaient ramenés.

Enfin, à onze heures et demie, Blucher, jugeant inutile de prolonger un combat aussi sanglant, et sachant d'ailleurs que son parc avait filé sans malencontre sur Dienville, ordonna au corps de Sacken, ainsi qu'à la cavalerie de Pahlen, de se retirer en silence sur la route de Bar-sur-Aube. Epuisés de fatigues, les deux partis cessèrent alors leur feu. Les Français restaient toujours maîtres du château, et les troupes légères conservaient la plus grande partie de la ville. Napoléon s'établit à Perthes avec le quartier-général [1].

Ce combat, loin d'avoir le résultat que l'empereur s'en était promis, plaçait au contraire l'armée française dans une situation fort critique.

envahissait le territoire de la patrie. Le commandement d'une des brigades de la jeune garde fut confié à l'intrépide contre-amiral, dont la mort fut pleurée de tous les braves, comme elle excita les regrets de ses nombreux amis. Napoléon lui-même exprima vivement l'affliction qu'il ressentait de cette perte.

[1] Dans la journée, vers trois heures, l'empereur débouchant du bois de Valentigny, avec une faible escorte, avait été assailli par des cosaques, dont l'un allait le frapper de sa lance, quand l'officier d'ordonnance Gourgaud prévint le coup, en tuant l'agresseur. Poursuivi par ces troupes ennemies, l'empereur leur eût difficilement échappé, si une brigade de la division Meunier ne fût venue à son secours.

Le feld-maréchal Blucher avait également couru le danger d'être pris, lorsque les Français s'emparèrent du château de Brienne.

1814. France. La possession de ce poste par les Français les rendait maîtres d'une partie de la ville. Blucher reconnut d'autant mieux la nécessité de les en chasser, que son parc qui remontait alors de Lesmont à Dienville, se trouvait compromis. Il ordonna donc au général Alsusiew d'attaquer le château en flanc et sur ses derrières, et au général Sacken de diriger une forte colonne d'infanterie dans la grande rue de Brienne, pour balayer tout ce qui s'y trouvait.

Ce fut vainement que les colonnes ennemies escaladèrent le château sur des points différens; deux fois repoussées à la baïonnette, elles jonchèrent les cours, les escaliers, de leurs cadavres, et le général Alsusiew fut contraint de les replier dans la ville, sous le feu meurtrier des bataillons français.

Dans ce même temps, le prince de la Moskowa ayant donné l'ordre au général Decouz de s'avancer avec sa division, celle-ci avait repoussé l'attaque de la colonne de Sacken dans la grande rue.

Soutenu par la division Meunier, le général Decouz se trouva en mesure de barrer la retraite aux troupes d'Alsuview, qui n'eurent plus d'autre parti à prendre que de se jeter dans la ville. Alors s'engagea un nouveau combat. Il était neuf heures du soir; le général Decouz, blessé mortellement d'une balle qui lui avait fracassé l'épaule, remet le commandement au brave contre-amiral Baste, l'un de ses généraux de brigade. La mêlée devient affreuse, chaque maison, vivement disputée, est prise et reprise plusieurs fois. Le général Baste, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, est frappé à mort et tombe dans les bras de son aide-de-camp, le lieutenant Masson, de Saint-Amand, en répétant le cri *en avant*, par lequel il ranime le courage de sa troupe ébranlée [1].

[1] Ancien commandant des matelots de la garde impériale, Baste, voyant avec douleur l'inaction dans laquelle était plongée la marine, avait demandé à l'empereur, dès l'ouverture de la campagne, d'utiliser son bras contre l'ennemi, qui

gardes d'honneur, avait été détachée le matin, à l'effet de protéger le rétablissement du pont de Leamont. 1814. France.

Le duc de Raguse, faisant toujours l'arrière-garde de l'armée, avec la division Lagrange et le premier corps de cavalerie, vint coucher le 30 à Vassy.

L'armée ennemie se concentre à Trannes. — Cependant le feld-maréchal Blucher, couvert par sa cavalerie, s'était arrêté à Trannes avec les corps de Sacken et d'Alsusiew. Dans cette position, il pouvait facilement gagner la route de Troyes par Doulancourt, ou être soutenu par le corps de Giulay, qui occupait Bar, et par le prince de Wurtemberg, dont les troupes étaient campées à Maisons. 30-31 janv.

Dans le même temps, le général de Wrede se trouvait entre Mussey et Joinville, prêt à se joindre au général Wittgenstein, dont le corps occupait cette dernière ville. La tête des troupes, sous les ordres du général Barclay-de-Tolly (gardes et réserves russes et prussiennes), arrivait à Colombey-les-deux-Eglises; le corps de Colloredo se portait sur Bar, et celui du général York, marchant sur deux colonnes, était sur le point d'atteindre Saint-Dizier.

En persistant dans son dessein de forcer le feld-maréchal prussien à combattre de nouveau, Napoléon ignorait absolument la situation menaçante de la principale armée alliée, sous les ordres du généralissime prince de Schwartzenberg. Dans la persuasion qu'elle était alors en marche sur Auxerre, et qu'il aurait lui-même le temps de se diriger sur Troyes pour s'y réunir avec le duc de Trévise, après avoir battu Blucher, il employa toute la journée du 31 à rectifier la position qu'il venait de prendre.

Le 1er février au matin, l'armée française occupait Dienville, la Rothière, Petit-Mesgnil, la Giberie, la Chaise, et en arrière de ce petit village, celui de Morvilliers, que le duc

1814. de Raguse avait eu ordre de retrancher, ainsi que la Chaise [1].

France. [1] Tel était l'ordre de bataille :

Aile droite sous les ordres du général comte Gérard.

Brigade Piequet, déployée en première ligne, couvrant l'intervalle entre la division Dufour et la Rothière.

Division Dufour, en masse par bataillon, appuyée à l'Aube.

—— Ricard, *idem* en deuxième ligne, en arrière de la précédente.

Force, 6,500 hommes d'infanterie.
624 chevaux.

Centre commandé par le duc de Bellune.

Général Nansouty. { Division Lefebvre-Desnouettes, —— Colbert, —— Guyot, } En bataille, hélène en arrière de la Rothière.

Division Duhesme, occupant la Rothière, Petit-Mesgnil et Chaumenil

—— N..... occupant la Giberie.

Général Milhaud. { Division Piré. —— Briche. —— L'Héritier.

Force, 6,100 hommes d'infanterie.
5,600 chevaux.

Aile gauche sous les ordres du duc de Raguse.

Division Dumonceau, déployée sur le plateau de Marvilliers, face à la Chaise

—— —— Lagrange, occupant militairement la Chaise et Marvilliers.

Force, 4,600 hommes d'infanterie.
1,800 chevaux.

Réserves sous les ordres du prince de la Moskowa.

Division Rothenbourg, en bataille à gauche et à hauteur de Brienne-le-Vieil.

—— —— Decouz, —— Meunier, } En marche de Lesmont sur la ferme de Rengué.

—— Defrance, gardant le pont de Lesmont.

Force, 9,700 hommes d'infanterie.
800 chevaux.

Force totale..... { 97,300 hommes d'infanterie. 8,840 chevaux. 128 bouches à feu.

N. B. La force totale des alliés, à la bataille de la Rothière, était de [illegible] combattants, dont 24,700 de cavalerie, avec un matériel de 286 bouches à feu

De son côté, Blucher était resté immobile dans sa position de Trannes, pendant la journée du 31, pour y attendre les renforts du prince de Schwartzenberg. 1814. France.

Celui-ci, instruit que le feld-maréchal prussien était poursuivi par Napoléon, décida qu'il fallait offrir la bataille, et il dirigea à cet effet les corps de Giulay, du prince de Wurtemberg et les réserves du général Barclay-de-Tolly, sur Trannes, pour renforcer les troupes qui s'y trouvaient, tandis que les généraux de Wrede et Wittgenstein manœuvreraient sur le flanc droit de l'armée française.

Bataille de la Rothière. — Prévenu de ces mouvemens et calculant que les renforts arriveraient en temps utile, Blucher fixa l'attaque à midi, le 1er février. 1er février.

Elle devait avoir lieu sur trois points à la fois : à la gauche, le général Giulay avait ordre d'attaquer, avec son aile gauche, le village de Dienville, tandis que sa droite soutiendrait le corps de Sacken, qui, au centre, s'avancerait en deux colonnes sur la Rothière ; à la droite, le prince de Wurtemberg devait attaquer le village de Chaumenil.

Les instructions du général de Wrede portaient qu'il favoriserait cette triple attaque en s'avançant de Soulaines sur la Chaise, pour inquiéter, selon les circonstances, le flanc gauche ou les derrières des Français. Enfin, le général Colloredo eut l'ordre de s'avancer de Vandœuvres, où il devait arriver vers deux heures du soir, sur la route qui de Dienville conduit à Troyes par Piney. Blucher gardait en réserve, à Trannes, une partie des troupes du général Barclay-de-Tolly, échelonnées par le reste sur la route de Bar-sur-Aube.

Ces dispositions arrêtées, l'armée alliée fut prévenue de la bataille par un ordre du jour, qui enjoignit à chaque combattant de mettre au bras gauche, en signe de ralliement, une écharpe ou bracelet blanc, pour éviter les méprises qui

1815. France. de Raguse avait eu ordre de retrancher, ainsi que la Chaise [1].

[1] Tel était l'ordre de bataille :

Aile droite sous les ordres du général comte Gérard.

Brigade Picquet, déployée en première ligne, couvrant l'intervalle entre la division Dufour et la Rothière.

Division Dufour, en masse par bataillon, appuyée à l'Aube.

——— Ricard, *idem* en deuxième ligne, en arrière de la précédente.

Force. 6,900 hommes d'infanterie.
640 chevaux.

Centre commandé par le duc de Bellune.

Général Nansouty. { Division Lefebvre-Desnouettes, ——— Colbert, ——— Guyot, } En bataille, à droite en arrière de la Rothière.

Division Duhesme, occupant la Rothière, Petit-Mesgnil et Chaumenil.

——— N..... occupant la Giberie.

Général Milhaud. { Division Piré. ——— Briche. ——— L'Héritier.

Force. 6,100 hommes d'infanterie.
5,600 chevaux.

Aile gauche sous les ordres du duc de Raguse.

Division Donnerc, déployée sur le plateau de Morvilliers, face à la Chaise.

——— Lagrange, occupant militairement la Chaise et Morvilliers.

Force. 4,600 hommes d'infanterie.
1,800 chevaux.

Réserves sous les ordres du prince de la Moskowa.

Division Rothembourg, en bataille à gauche et à hauteur de Brienne-la-Vieille.

——— Decouz, ——— Meunier, { En marche de Lesmont sur la ferme de Beugné.

——— Defrance, gardant le pont de Lesmont.

Force. 9,700 hommes d'infanterie.
800 chevaux.

Force totale..... { 27,300 hommes d'infanterie. 8,840 chevaux. 128 bouches à feu.

N. B. La force totale des alliés, à la bataille de la Rothière, était de 106,700 combattans, dont 22,700 de cavalerie, avec un matériel de 286 bouches à feu.

tirailleurs, dans les maisons voisines du pont. La bravoure et l'intelligence du général trouvèrent de dignes soutiens dans les jeunes soldats de sa brigade, qui repoussèrent constamment l'ennemi. 1814. France.

Le général Sacken avait eu de la peine à se tirer des boues; il fut même obligé de doubler l'attelage de ses pièces dont la moitié resta en arrière. Son infanterie abordait pourtant déjà la Rothière, mais elle fut repoussée par le feu de la division Duhesme, postée dans les jardins et dans les maisons, et vivement chargée par les généraux Piré, Colbert et Guyot qui étaient sur le point d'entamer ses masses; après un rude choc, ceux-ci furent eux-mêmes ramenés jusqu'à Brienne-la-Vieille par le corps de cavalerie du général Wassiltschikow, et forcés d'abandonner vingt-quatre pièces de la garde. Alors l'infanterie russe, recommençant l'attaque, enleva la Rothière et fit prisonnière presque toute la division Duhesme; ce qui s'en échappa se réfugia dans Petit-Mesgnil, où quelques vieux soldats se retranchèrent dans les maisons, et vendirent chèrement leur vie.

Cependant le prince royal de Wurtemberg avait débouché d'Eclance, et forcé les tirailleurs français à évacuer le bois de Beauvais; déjà même il s'était emparé du hameau de la Giberie, situé sur un coteau, lorsque le duc de Bellune, sentant toute l'importance de ce poste, le fit reprendre par son infanterie. Le prince de Wurtemberg se rabattit alors sur Petit-Mesgnil, pour y attendre des renforts et être à même de recommencer l'attaque avec avantage.

Ainsi la droite et la gauche des Français résistaient; mais leur centre était enfoncé, et, pour comble de malheur, l'attaque secondaire du comte de Wrede obtenait les plus grands succès. Ce général s'étant avancé sur Chaumenil et Morvilliers, menaça vivement le duc de Raguse, dont le corps d'armée était trop faible pour défendre une ligne si étendue.

1814. France. auraient pu avoir lieu parmi les soldats de tant de nations différentes [1].

Napoléon, inquiet du mouvement préparatoire de son adversaire, pensa que le but de celui-ci était de le tenir en échec, afin de donner peut-être à l'armée principale des alliés le temps de filer sur Troyes ; dans cette idée, il crut devoir se retirer lui-même dans cette direction ; déjà il avait mis les réserves du prince de la Moskowa en mouvement sur Lesmont, lorsque le général Grouchy le prévint vers midi que la ligne ennemie paraissait s'ébranler pour une attaque générale. A cet avertissement, l'empereur monta à cheval, et vint aux avant-postes ; la neige qui tombait à flocons, rendant le temps très-obscur, il lui fut difficile de reconnaître positivement ce qui se passait ; mais présumant que ce pourrait être un mouvement offensif, il fit rappeler le prince de la Moskowa, et donner l'ordre à la division Rothembourg, bivouaquée à hauteur de Brienne-la-Vieille, de se tenir prête à se porter en avant.

Vers une heure, les colonnes ennemies se présentèrent devant les avant-postes, dans la plaine de la Rothière, et dans le bois de Beaulieu. L'action s'engagea à la gauche et au centre des alliés par une forte canonnade, et à la droite par une fusillade très-vive.

Le général Giulay, malgré les plus grands efforts et une fausse attaque bien dirigée sur le pont d'Unienville, ne put s'emparer de celui plus important de Dienville où s'appuyait la droite du général Gérard. Ne pouvant employer l'artillerie pour la défense de ce pont, placé et, pour ainsi dire, encaissé au pied du coteau qui domine les deux rives de l'Aube, le général de brigade Boudin (de la division Ricard), établit une réserve à l'entrée du village, et posta en avant ses

[1] C'est à tort qu'on a voulu donner à cette mesure de simple précaution un but politique d'une plus haute importance.

l'une division de grenadiers russes de la brigade autrichienne Grimmer, et du corps du général Alsusiew. 1814. France.

Enfin, des forces bien supérieures aux siennes, forcèrent le duc de Bellune à abandonner la Giberie, et à se retirer à la ferme de Beugné, en-deçà du Petit-Mesgnil et de Chaumenil. Le prince de Wurtemberg, qui les commandait, fut dès lors en communication avec les Bavarois, et faisant filer sa cavalerie entre Petit-Mesgnil et la Rothière, il surprit au bois d'Agou, et face à Chaumenil, les divisions Briche et Lheritier, qui, attaquées en flanc, au milieu de l'obscurité, furent bientôt dispersées, et ne se rallièrent qu'à Beugné. Les chevau-légers wurtembergeois s'emparèrent d'une batterie placée à la lisière du bois d'Agou.

Afin de mieux contenir l'ennemi pendant sa retraite sur Brienne, l'empereur ordonna au général Drouot d'incendier la Rothière; aussitôt le prince de la Moskowa reprit la route de Lesmont, le duc de Raguse vint s'établir, avec la cavalerie du général Doumerc, sur la même route, vis-à-vis celle du bois d'Agou; le duc de Bellune bivouaqua à Beugné. Le duc de Reggio ne vint reprendre ses bivouacs de la nuit précédente qu'après avoir vu la Rothière en flammes; et le comte Gérard abandonna, à minuit, le pont de Dienville.

Les Français perdirent dans cette malheureuse journée cinquante-quatre bouches à feu et six mille hommes, dont deux mille quatre cents prisonniers; le général Marguet, de la division Rothembourg, y fut tué, et le général Forestier, couvert de blessures, mis hors de combat. La perte des alliés fut à peu près la même; s'ils n'eurent point de prisonniers, le nombre de leurs blessés fut beaucoup plus considérable. Mais cette première bataille rangée, sur le sol de la patrie, affecta d'une manière grave le moral de l'armée française, tandis que les alliés redoublèrent d'ardeur et d'audace, et cessèrent de redouter l'influence que Napoléon aurait pu

1814. France. Le maréchal voulut se concentrer en avant de Chauménil et à la droite de Morvilliers; mais ayant à peine le temps de placer la brigade Joubert dans Chauménil, il ne put empêcher le corps austro-bavarois de déployer ses colonnes dans la même position. Le général Joubert, après une résistance opiniâtre, fut chassé de Chauménil par la division Rechberg, qui l'attaqua de front, et la cavalerie du général Spleny, qui, le tournant par la droite, lui enleva trois pièces et une centaine de prisonniers, tandis que la division Hardegg le tournait par la gauche.

Voyant ainsi sa droite découverte, le duc de Raguse se retira en avant du bois d'Agou; l'empereur, craignant d'être vivement poussé sur ce même point, et peut-être acculé sur l'Aube, s'y porta de sa personne avec la division Guyot, une batterie et une brigade de la division Meunier; mais ce renfort ne rétablit point l'équilibre. L'artillerie française ayant été réduite au silence par celle de l'ennemi, la cavalerie austro-bavaroise en profita pour exécuter une charge dans laquelle elle enleva sept pièces de canon et une centaine d'hommes.

Ces progrès du général de Wrede, coïncidant avec les succès obtenus sur le centre de l'armée française, Napoléon jugea la bataille perdue, et ne s'occupa plus que des moyens d'assurer sa retraite. Le comte Grouchy eut ordre de soutenir le plus long-temps possible le duc de Bellune avec les divisions de dragons Briche et Lhéritier; et le comte Nansouty, avec la cavalerie de la garde, dut se maintenir derrière la Rothière. En même temps, le duc de Reggio fut chargé de s'emparer de la Rothière avec la division Rothembourg; favorisée par une charge heureuse du général Colbert, cette diversion sur le centre ne fut pourtant pas couronnée du succès. La jeune garde, malgré les feux les mieux nourris de la mousqueterie ennemie, était déjà parvenue jusqu'à l'église, lorsqu'elle fut repoussée du village par le feld-maréchal Blucher, à la tête

Quelques villages, et notamment ceux de la Chaise et de Morvilliers, qui s'étaient armés et avaient aidé le duc de Raguse dans ses travaux de retranchemens, furent soumis à l'exécution militaire. Telles sont, il est vrai, les lois de la guerre ; mais telles ne sont pas les lois de l'humanité. Une conduite aussi impolitique et si peu dans les principes de la déclaration du 1er décembre, doivent prouver suffisamment que les alliés n'étaient pas bien d'accord sur le sort qu'ils réservaient à la France en cas de succès. 1814. France.

L'armée française se retire sur Troyes. — L'armée française, après une courte halte à Brienne, se remit en marche le lendemain, 2 février, avant le jour, sur Lesmont, laissant presque tous ses blessés dans la ville, faute de moyens de transport. Le duc de Raguse et le premier corps de cavalerie marchèrent également sur Troyes, mais par la route de Ronay. L'ennemi n'entra dans Brienne qu'à huit heures, après une courte canonnade avec les batteries de l'arrière-garde ; mais déjà une grande partie de l'armée avait passé le pont de Lesmont, dont les approches furent défendues vigoureusement par le prince de la Moskowa. Lorsque l'armée eut fait une halte de quatre heures sur la rive gauche de l'Aube, et qu'elle se fut établie à Piney, ce maréchal, vivement pressé par les corps de Giulay et de Wurtemberg, repassa la rivière vers neuf heures du soir, et rompit le pont en se retirant. 3 février.

Dans la même journée, le duc de Raguse, poursuivi par le comte de Wrede, qui espérait le couper du reste de l'armée française, fut assez heureux pour arriver avant lui au pont de la Voire, dont il ordonna la destruction. Mais, les poutrelles n'ayant pas été enlevées, un bataillon bavarois passa sur la rive droite, et fut pris ou sabré par la brigade de cavalerie du général Curto. Cet échec ne découragea pas le comte de Wrède ; après avoir formé son corps d'armée hors

1814. France. exercer sur l'esprit national à la suite d'un succès même contesté.

Le gain de la bataille de la Rothière augmenta chez l'étranger la réputation militaire du vainqueur de la Katzbach; et cependant il n'y fit aucune de ces belles manœuvres qui décèlent un général habile. On voit, à la vérité, trente-six mille Français sur un champ de bataille trop étendu, forcés à la retraite, tranchons le mot, battus par cent six mille ennemis. Mais si, au lieu de faire attaquer par sa gauche le pont de Dienville, le feld-maréchal prussien eût au contraire cherché à acculer l'armée française sur ce point, il la forçait à faire volte-face, et la détruisait peut-être entièrement avant que son avant-garde eût passé l'Aube à Lesmont, ou qu'elle fût arrivée à Vitry, ses deux seuls points de retraite. Même après la bataille, il aurait pu faire filer des forces considérables de Dienville sur la route de Troyes, par Piney, soit pour s'opposer à la jonction du duc de Trévise, soit pour attaquer Napoléon, s'il venait à opérer par ce point sa retraite sur Troyes.

Quoi qu'il en soit, il paraît que le calme et l'ordre avec lesquels le mouvement rétrograde de l'armée française s'effectua sur la Rothière, éloignèrent le général ennemi de l'idée que ce fût une retraite prononcée; ainsi, sans ordonner de poursuite, il se contenta de renforcer sa position de la Rothière et de coucher sur le champ de bataille abandonné par les troupes vaincues.

Quant à Napoléon, après avoir cherché à surprendre à Brienne l'armée de Silésie, et n'avoir pas complétement réussi, on ne peut l'excuser de s'être aheurté à poursuivre son adversaire, sans calculer que celui-ci pouvait être renforcé d'un moment à l'autre par une partie de la grande armée alliée; mais, comme nous l'avons dit plus haut, il était impatient de vaincre.

1814. France.

ur cette nouvelle disposition, qu'il n'existait plus de communication entre l'armée de Blucher et celle du prince Schwartenberg, ainsi qu'il avait été décidé à Brienne, et que chacun llait agir séparément. Blucher continua son mouvement pour agner la rive gauche de la Marne.

Napoléon arriva à Troyes le 3 février. Le duc de Trévise ui rendit compte qu'après s'être porté le 30 janvier sur Arcis, l avait cru devoir revenir sur ses pas, en apprenant que l'enemi occupait Bar-sur-Seine. Le 5, l'armée française prit les ositions suivantes : la vieille garde, infanterie et cavalerie, Troyes; les divisions de jeune garde, à Pont-Hubert; le orps du duc de Bellune à Pont-Sainte-Marie; les deux diisions du comte Gerard à Saint-Parre-aux-Tertres; les diisions Briche et Lhéritier à Bouranton, Laubressel, Saintlaur et Pont-Sainte-Marie; celle du général Piré à Creucy; t celle du général Defrance à Tennelière.

L'armée française n'avait point été accueillie à son passage ans Troyes, avec les démonstrations que devait inspirer la résence des défenseurs de la patrie; le silence qui régnait ans les rues que traversa Napoléon, fit assez connaître le hangement d'opinion à son égard, et la crainte des calamités lont la ville était menacée. Les habitans ayant caché leurs essources, et les magasins étant presque vides, à peine le oldat reçut-il une ration de pain. Quelques misérables proitèrent de la disposition des esprits et de l'effet qu'elle proluisait sur l'armée, pour exciter à la désertion ceux des eunes soldats qui n'étaient pas éloignés de leurs foyers. En oins de huit jours, plus de six mille hommes disparurent es rangs. A cet effet affligeant des choses, vint se joindre a nouvelle de la défection du roi de Naples. Toutefois, les étérans de l'armée, indignés et non découragés, n'eurent es besoin, pour se vouer plus que jamais au maintien de

1814. France. de la portée de l'artillerie placée sur la hauteur en face du pont, il força le passage sous une grêle de balles. Alors les Français, se retirant derrière le second pont, s'y maintinrent avec succès, et ils auraient repoussé et même écrasé la colonne ennemie, si un parti de uhlans n'avait passé la Voire à gué, et n'avait menacé leur droite. Le duc de Raguse, à la faveur d'un brouillard épais, alla tranquillement s'établir à Rameru, et le 3, il arriva à Arcis, où il trouva un petit corps de sept à huit cents chevaux (cuirassiers, dragons, lanciers et chasseurs), organisé à Meaux par le général Bordesoulle.

Cependant les souverains alliés tenaient conseil au château de Brienne, et décidaient que l'armée de Silésie marcherait par Châlons sur Paris, en longeant la Marne; que l'armée du prince de Schwartzenberg s'avancerait également sur la capitale par Troyes en longeant les deux rives de la Seine, et que la communication entre les deux armées s'établirait par le général Seslavin à Sezanne avec deux mille cosaques, par le comte de Pahlen entre Sezanne et l'Aube, avec deux mille cinq cents chevaux; et par le comte de Wittgenstein sur la rive gauche de cette rivière.

Toute l'armée française s'avança sur Troyes sans être poursuivie dans aucune direction. Le comte de Wrede était retourné à Lesmont, où il trouva le comte Giulay et le prince de Wurtemberg occupés à rétablir le pont; mais lorsque le prince de Schwartzenberg fut informé de la position de Napoléon, par les rapports d'une division de cavalerie légère de la garde russe envoyée en reconnaissance dans la matinée du 3, il donna les ordres suivans: aux généraux Colloredo, Giulay, et au prince de Wurtemberg de s'établir devant Troyes; au comte Barclay-de-Tolly d'échelonner les corps précédens, à Lusigny; à l'hetman Platow de se porter sur Sens; et au général Seslavin de revenir à Piney. On voit,

pont ; après quoi il reçut ordre de rentrer dans Troyes. C'était une fausse attaque, la véritable devant avoir lieu le lendemain. Enhardi par la retraite du duc de Trévise, le comte Colloredo voulut s'emparer du pont de la Guillotière ; mais le général comte Gerard le repoussa vigoureusement, et lui fit perdre près de quatre cents hommes. 1814. France.

Napoléon continue sa retraite sur Nogent. — Dans la soirée du même jour (5), Napoléon reçut une dépêche du duc de Tarente, qui l'informait de l'occupation de Châlons par le corps du général York (ainsi que nous le dirons plus bas). Cette nouvelle décida l'empereur à quitter Troyes pour se retirer, le 6, à Nogent, où devaient se rendre les régimens envoyés par le duc de Dalmatie, ainsi que les nouvelles levées de Paris. Il comptait, de là, tomber sur l'armée de Silésie, si elle continuait son mouvement sur la Marne. 6-7 février.

Le duc de Raguse, qui avait déjà été forcé d'évacuer Arcis-sur-Aube et Méry-sur-Seine, précéda l'armée à Nogent.

Le duc de Trévise, laissé à Troyes pour former l'arrière-garde, n'en partit que le 7 avant le jour. La veille, il avait fait insulter les avant-postes ennemis ; et le prince Schwartzenberg, s'imaginant qu'il allait être attaqué sur toute sa ligne, avait employé la journée entière à déployer ses troupes. Le duc de Trévise, par ce stratagême, ayant gagné vingt-quatre heures, autant pour lui que pour l'armée déjà partie, sa retraite sur Nogent ne fut point inquiétée, et il put emmener ceux des blessés qui étaient en état de supporter la voiture.

Entrée des alliés à Troyes. — La grande armée alliée entra le 7, à deux heures après-midi, dans Troyes, et se procura des vivres au moyen de réquisitions forcées. Le généralissime la fit cantonner toute entière dans les environs, à l'exception de quatre bataillons russes et autrichiens qui formèrent la garde du quartier-général de l'empereur de Russie, 7 février.

1814. France. l'indépendance nationale, d'apprendre l'ouverture du congrès de Châtillon. La paix était devenue sans doute indispensable ; mais la recevoir et non la conquérir ! ! Un grand nombre souhaitaient ne pas survivre à ce nouveau malheur ajouté à la perte de tant de conquêtes si chèrement payées.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde commandée par le prince Maurice de Lichtenstein (du corps de Colloredo), étant arrivée par la route de Bar-sur-Seine, chassa le faible poste des Maisons-Blanches, et en fut chassée à son tour par la division Michel (vieille garde), qui y passa la nuit.

Le lendemain matin, 4 février, vers neuf heures, le général Michel, soutenu par les dragons du général Briche, surprit l'ennemi à Saint-Thiébault, dans la même direction, et bien qu'il eût des forces supérieures, il le poussa jusqu'à Saint-Parre-les-Vaudes.

Le 5, le prince de Schwartzenberg opéra un mouvement général. Pour forcer l'empereur à abandonner Troyes, il menaça ses derrières en le faisant tourner par la route de Bar-sur-Seine. A cet effet, le corps de Colloredo et la cavalerie du prince Maurice de Lichtenstein s'avancèrent de nouveau sur cette route, et le prince de Wurtemberg par celle de Bar-sur-Aube ; le général Giulay eut ordre de marcher sur Troyes entre les routes de Vandœuvres et de Piney, et le comte de Wrede dut marcher sur Vandœuvres ; les gardes et réserves russes et autrichiennes eurent ordre de s'établir à Chaource, Bar-sur-Seine, Ricey, Parques, Praslain et Lanteuze.

L'empereur, qui avait besoin de connaître le but de tous ces mouvemens, fit porter en avant le duc de Trévise, avec la division Friant et celle du général Michel, qui de Saint-Thiébault s'était retirée aux Maisons-Blanches ; le maréchal chassa les Autrichiens au-delà d'Etroy, dont il occupa le

avec le ministre de la guerre, qui, au besoin, devait faire occuper les ponts de Melun, Corbeil et Choisy. Ils furent en même temps prévenus que l'empereur reviendrait à Nogent après son expédition contre Blucher, et qu'alors il attaquerait, avec toutes les forces qu'il aurait sous sa main, le prince de Schwartzenberg. Les troupes laissées sous leurs ordres, fortes d'environ vingt-quatre mille hommes, se composaient des deuxième et septième corps d'infanterie en formation à Provins et à Nangis, de la réserve de Paris, du corps de cavalerie du général Milhaud, et de celui du comte Valmy, qui devait arriver incessamment de l'armée d'Espagne; de la division Alix, établie à Sens, et de plusieurs bataillons de gardes nationales de l'ouest. 1814. France.

Opérations du duc de Tarente; défense de Châlons et de Vitry; les Français évacuent ces deux villes; retraite successive des troupes du maréchal sur Epernay, Château-Thierry, la-Ferté-sous-Jouarre et Meaux. — Avant de passer au récit des opérations de l'empereur contre Blucher, nous allons suivre les mouvemens du duc de Tarente, depuis le moment où nous l'avons quitté, jusqu'à son arrivée à Meaux le 11 février. 1er-10 févr.

Le feld-maréchal Blucher, dans son mouvement sur la Marne, devait réunir aux troupes de son armée avec lesquelles il avait combattu à Brienne et la Rothière, le corps prussien de Kleist, qui, après avoir passé le Rhin à Coblentz, était alors en marche vers Châlons, et le corps russe de Kapzewitsch, qui, relevé au blocus de Mayence par des troupes de la confédération, s'avançait, par Nanci, dans la même direction que le précédent.

L'armée de Silésie devait également rallier le corps d'York. Entré le 30 janvier dans Saint-Dizier, d'où il menaçait la Marne, dégarnie par les mouvemens de l'armée française sur l'Aube, le général York aurait surpris Châlons, l'une des

1814. France. du roi de Prusse et du prince de Schwartzenberg, qui n'entrèrent que le lendemain dans cette ville [1].

Dispositions prises par l'empereur pour défendre le passage de la Seine à Nogent, Montereau et Auxerre. — Napoléon, sans perdre de temps, fit des préparatifs pour défendre le passage de la Seine à Nogent. Le 7, le duc de Raguse, après avoir eu bien de la peine à s'arracher des boues, prit position en avant de Sezanne, à Lachy et Chapeton; le prince de la Moskowa s'établit un peu en arrière sur le chemin de Villenoxe et Barbonne à Sezanne; et le 8, le duc de Trévise entra à Nogent.

Avant de prendre toutes ces dispositions, et marcher de sa personne sur la Marne, d'où l'armée de Silésie menaçait la capitale, l'empereur s'était occupé de réorganiser sa cavalerie de ligne. De six corps, il la réduisit à quatre, formant en tout environ douze mille chevaux, sous le commandement en chef du colonel-général des chasseurs, comte Grouchy, qui eut sous ses ordres les généraux de division Bordesoulle, Saint-Germain, Milhaud et Valmy.

Les ducs de Reggio et de Bellune furent chargés de la défense de la Seine, de l'Yonne et du Loing, entre Nogent, Montereau et Auxerre; et le dernier de ces maréchaux dut particulièrement défendre jusqu'à la dernière extrémité le pont de Nogent. Tous les deux avaient ordre de correspondre

[1] Jusqu'alors aucune ville de France n'avait fait de mouvement en faveur de la maison de Bourbon; celle de Troyes reçut bien les alliés, et ne montra ni opposition, ni adhésion aux démarches faites auprès d'Alexandre par quelques royalistes, qui reçurent de cet empereur la réponse suivante : « Nous ne venons point pour donner nous-mêmes un roi à la France, nous voulons seulement connaître ses intentions, et c'est à elle à se prononcer, mais hors de notre ligne militaire; car il importe qu'on ne croie pas que l'opinion a pu être influencée par la présence des armées. » Le marquis de Vidrange, qui avait été le président de la députation, se rendit aussitôt en Suisse auprès du comte d'Artois pour lui porter l'assurance des vœux et du dévouement de la ville de Troyes.

la division Molitor de quitter leurs positions. Il y eut à la Chanasée un engagement sérieux, dans lequel les Français perdirent une centaine d'hommes, trois pièces de canon et sept caissons. Le duc de Tarente concentra aussitôt ses forces dans Châlons, qu'il voulait défendre le plus long-temps possible, bien que cette ville n'eût pour toute fortification qu'une mauvaise chemise en maçonnerie. Le général Molitor fut chargé de la défense de la porte dite Sainte-Croix, et le général Brayer de celle de Saint-Jean (route de Vitry); la porte de Reims fut confiée au général Sebastiani, qui eut sous ses ordres la division Albert; le pont fut défendu par de fortes batteries; on détruisit tous les ponts et bateaux de la Marne, depuis Châlons jusqu'à Epernay, où le duc de Valmy se retira avec le parc. 1814. France.

Après avoir tiraillé toute la matinée du 4, la cavalerie légère, se voyant menacée par de nombreux escadrons, se retira sur la rive gauche de la Marne : aussitôt l'ennemi déploya ses colonnes, établit son artillerie sur la route de Sainte-Menehould, et attaqua vigoureusement la ville par une ancienne brèche existante entre les portes de Reims et de Verdun. A onze heures, le combat s'engagea sur tous les points, et dura jusqu'à la nuit; mais alors un grand nombre de maisons étant incendiées par quarante bouches à feu que le général York fit jouer sur la ville, les Français abandonnèrent le fauxbourg de Sainte-Memmie, et l'ennemi menaça la porte Saint-Jean.

Une résistance plus longue ne pouvait qu'attirer sur la ville les plus grands malheurs; et, tous les moyens de défense étant épuisés, elle ne devait avoir aucun résultat avantageux. Dans cet état de choses, le duc de Tarente permit aux magistrats, qui l'en conjuraient, de traiter avec le général York. Une députation fut donc envoyée, et obtint que les hostilités seraient suspendues sur-le-champ, à condition

1814. France. grandes communications de la capitale, et pris le grand parc d'artillerie, qu'on ne pouvait enlever faute de chevaux, si des ordres de l'empereur n'étaient venus presser la marche du duc de Tarente. Ce maréchal arriva le 31 janvier à Châlons avec son corps d'armée, et prit de suite ses mesures pour s'y maintenir, ou du moins pour avoir le temps d'évacuer le parc. En conséquence, il plaça le général Molitor à Aulnai et à la Chaussée, pour entretenir la communication avec Vitry; la division Brayer en arrière d'Aulnai; la cavalerie du général Excelmans éclaira la rive droite de la Marne sur les routes de Vitry, Bar-sur-Ornain et Sainte-Menehould; la cavalerie du duc de Padoue éclaira la rive gauche; la division Albert fut établie à Pogny et Omai; le général Simmer, avec la gendarmerie des départemens envahis, couvrit Châlons sur la rive gauche de la Marne. Le duc de Tarente fut favorisé dans ces dispositions par la vigoureuse défense de la garnison de Vitry, qui repoussa avec perte le général Katzler. Le duc de Dantzig, parti le 30 janvier de Châlons avec le neuvième régiment de voltigeurs et quatre-vingts chevaux, avait passé la Marne à Vitry, et avait jeté son infanterie dans cette ville, après avoir inutilement tenté de marcher sur Brienne pour rejoindre l'empereur. Au moyen de ce renfort et des sept cents hommes qui formaient la garnison, sous le général Montmarie, cette ville, quoique mal fortifiée, se trouvait à l'abri d'un coup de main; et, comme elle est située sur la grande route de Paris à Strasbourg, à trois myriamètres et demi de Châlons et trois de Saint-Dizier, l'ennemi fut obligé de prendre de mauvais chemins de traverse, et sa marche sur Châlons fut considérablement ralentie.

Le 3 février de grand matin, le général York tourna Vitry, qu'il fit observer par une brigade, et, débouchant sur Aulnai, il força la brigade de cavalerie du général Domanget et

la division Molitor de quitter leurs positions. Il y eut à la Chaussée un engagement sérieux, dans lequel les Français perdirent une centaine d'hommes, trois pièces de canon et sept caissons. Le duc de Tarente concentra aussitôt ses forces dans Châlons, qu'il voulait défendre le plus long-temps possible, bien que cette ville n'eût pour toute fortification qu'une mauvaise chemise en maçonnerie. Le général Molitor fut chargé de la défense de la porte dite Sainte-Croix, et le général Brayer de celle de Saint-Jean (route de Vitry); la porte de Reims fut confiée au général Sebastiani, qui eut sous ses ordres la division Albert; le pont fut défendu par de fortes batteries; on détruisit tous les ponts et bateaux de la Marne, depuis Châlons jusqu'à Epernay, où le duc de Valmy se retira avec le parc. 1814. France.

Après avoir tiraillé toute la matinée du 4, la cavalerie légère, se voyant menacée par de nombreux escadrons, se retira sur la rive gauche de la Marne : aussitôt l'ennemi déploya ses colonnes, établit son artillerie sur la route de Sainte-Menehould, et attaqua vigoureusement la ville par une ancienne brèche existante entre les portes de Reims et de Verdun. A onze heures, le combat s'engagea sur tous les points, et dura jusqu'à la nuit; mais alors un grand nombre de maisons étant incendiées par quarante bouches à feu que le général York fit jouer sur la ville, les Français abandonnèrent le fauxbourg de Sainte-Memmie, et l'ennemi menaça la porte Saint-Jean.

Une résistance plus longue ne pouvait qu'attirer sur la ville les plus grands malheurs; et, tous les moyens de défense étant épuisés, elle ne devait avoir aucun résultat avantageux. Dans cet état de choses, le duc de Tarente permit aux magistrats, qui l'en conjuraient, de traiter avec le général York. Une députation fut donc envoyée, et obtint que les hostilités seraient suspendues sur-le-champ, à condition

1814. France. que la ville serait évacuée le lendemain à six heures du matin. Cette convention fut exécutée, et les Français quittèrent Châlons le lendemain 5 février, par la route d'Epernay, après avoir fait sauter le pont. Le maréchal avait ordonné dans la nuit au général Montmarie d'évacuer Vitry, et de le rejoindre par la rive gauche de la Marne : le même jour, de grand matin, ce général, après avoir fait sauter le pont, et filer devant lui les équipages et les munitions, prit la route de Vatry, où il fut soutenu par la cavalerie du général Excelmans ; mais ce fut en vain que ces deux généraux cherchèrent à sauver le convoi ; l'ennemi ayant débouché en force de Vatry, son canon eut bientôt jeté la confusion dans les voitures. Toutefois, l'infanterie et la cavalerie, sans être entamées, rejoignirent le duc de Tarente à Bierge et Saint-Pierre-aux-Oies, et arrivèrent avec lui, le 6, à Epernay, où fut établi le quartier-général.

Blucher, qui se trouvait, le 5, à Sommepuis, ayant son avant-garde à Fère-Champenoise, voulut prévenir le duc de Tarente à la Ferté-sous-Jouarre, et lui enlever le parc d'artillerie. A cet effet, l'armée de Silésie se porta sur cette ville par les deux routes qui y conduisent de Châlons ; le feld-maréchal prussien marcha de sa personne sur la petite route par Bergères et Montmirail, se faisant précéder par le général Sacken ; et le général York reçut ordre de poursuivre les Français sur la grande route, le long de la Marne, et, dans le cas où il pourrait pousser plus loin sans trop de difficultés, de passer la Marne à Château-Thierry, et de se réunir au corps de Sacken à Montmirail, où les généraux Kleist et Kapzewitsch devaient arriver le 10 à marches forcées.

Ce projet ne trouva point en défaut le duc de Tarente ; dans la nuit du 7 au 8, il fit partir de Dormans et de Crézancy la division Molitor et la brigade Simmer, et ordonna au général Excelmans d'aller prendre position à la Ferté-sous-Jouarre, à l'embranchement de la route de Montmirail,

laissant une brigade à Château-Thierry. Si le feld-maréchal prussien eût mis autant d'activité dans ses manœuvres, le duc de Tarente eût été perdu. Ce maréchal arriva le 8 à Château-Thierry, et son arrière-garde s'établit en arrière de Dormans. Le général Brayer, qui la commandait, attaqué le lendemain de bonne heure par l'avant-garde du général York, se retira, sans être entamé, jusqu'à Crézancy; alors la cavalerie du duc de Padoue et la brigade Montmarie (garnison de Vitri) formèrent l'arrière-garde avec le même succès, et vinrent s'établir à Château-Thierry. 1814. France.

Le lendemain matin, l'ennemi jeta un pont de bateaux au-dessus de celui qui avait été détruit la veille, et passa la Marne sous le feu de l'arrière-garde française, qui se replia en bon ordre sur la Ferté. Cependant le général Sacken, croyant prendre l'avance, arriva par la route de Montmirail, et trouva, contre son attente, les divisions Brayer et Molitor établies en avant de la Ferté; son avant-garde réussit d'abord à les faire plier; mais elle fut elle-même bientôt repoussée, avec perte de quatre cents hommes, par les brigades des généraux Beauvais et Schæffer (de la division Albert), qui s'avancèrent rapidement, de leurs bivouacs, sur la route de Meaux, au soutien du général Bigarré, dont la brigade tenait encore tête à l'ennemi.

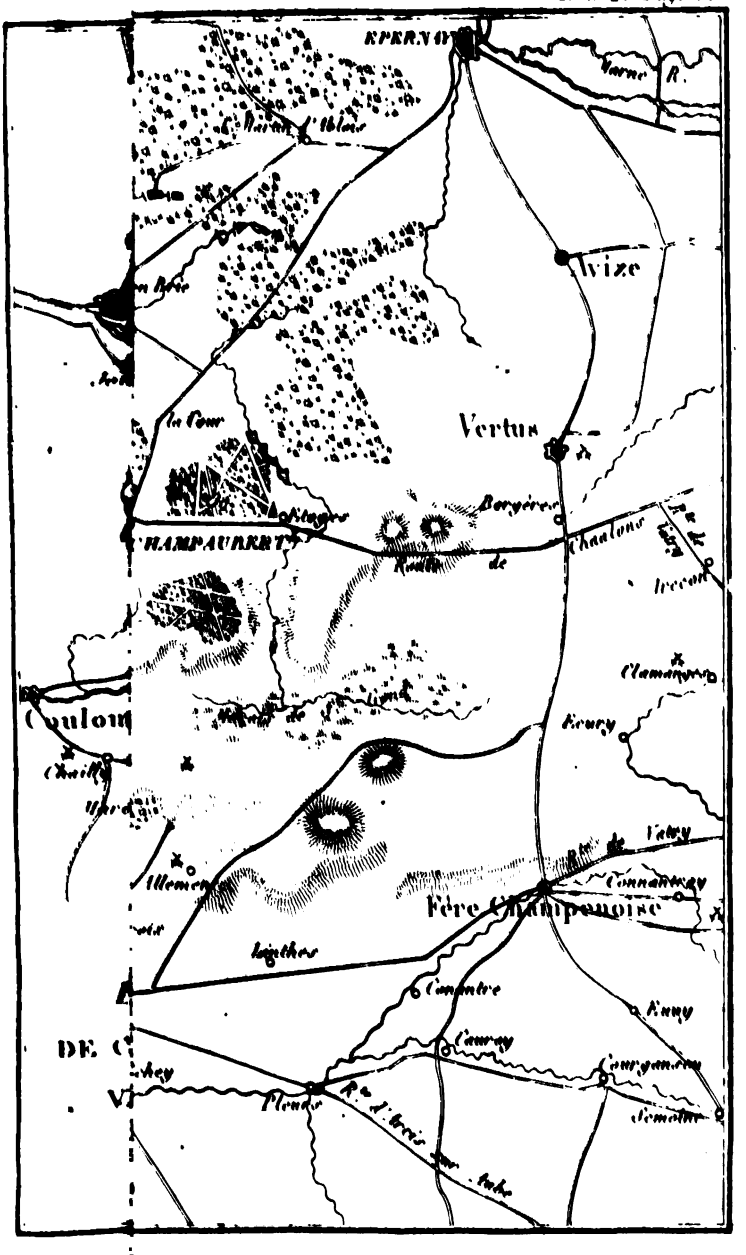
Le 10 février, le duc de Tarente détruisit les ponts de la Ferté et de Trilport, et se retira à Meaux, où il fut renforcé par huit mille gardes nationaux, et par deux mille conscrits que l'on incorpora dans la brigade du général Minot. Ainsi, non-seulement il n'avait pas été coupé dans sa retraite, comme il aurait pu l'être sans l'extrême lenteur de Blucher, mais encore il avait augmenté de dix mille hommes son faible corps d'armée, et avait attiré son adversaire dans une position, dont un général aussi actif et aussi habile que Napoléon va tirer le plus grand parti.

1814. France. 10 février. *Mouvement rétrograde du feld-maréchal Blucher pour concentrer ses troupes.* — Dans la nuit du 10, le feld-maréchal prussien fut informé par le comte Pahlen, qui battait la campagne entre les deux armées alliées, que Napoléon s'avançait avec son armée sur la Marne. Il s'occupa aussitôt de concentrer ses troupes; mais il était un peu tard; et d'ailleurs, dans ses dispositions, il laissait encore des corps trop éloignés, comme on va le voir. Le général Sacken, en marche sur la Ferté, reçut ordre de revenir à Montmirail; même ordre fut envoyé au général York, qui passa la Marne à Château-Thierry; la cavalerie fut placée dans les environs de Sezanne, que le général Seslavin avait momentanément abandonné pour reconnaître la marche de l'armée française. Etabli seul à Vertus, Blucher y attendait les corps de Kleist et de Kapzewitsch, qui avaient couché le 8 à Châlons, et sa communication avec les troupes de Sacken et d'York, n'était assuré que par le faible corps du général Alsusiew, posté isolément à Champ-Aubert.

Ainsi Napoléon, marchant contre les corps épars de l'armée de Silésie, devait en avoir bon marché; le simple exposé de ses opérations va prouver qu'il ne déploya jamais plus d'habileté et de génie militaire.

10 février. *Napoléon réunit son armée a Sezanne; combat de Champ-Aubert.* — L'empereur avait rejoint à Sezanne le prince de la Moskowa et le duc de Raguse, dans la nuit du 9 au 10. La garde, partie en même temps que lui, eut beaucoup de peine à sortir de détestables chemins de traverse, elle y perdit même quelques chevaux; et si l'artillerie fut arrachée des boues de la forêt de Traconne, on le dut aux chevaux du pays, qui furent mis en réquisition. Le 10, toute l'armée était réunie en avant de Sezanne.

Vers neuf heures du matin, le duc de Raguse étant arrivé sur la hauteur qui domine la vallée du Petit-Morin, aperçut


EPERNAY
Marne R.
Avize
Vertus
la Cour
Bergères
CHAMPAUBERT
Chaalons
Ecury
Vatry
Connantray
Fère Champenoise
Conantre
Cauroy
Courgansou
Semoine
Pleurs
Coulon
DE C

corps d'Alsusiew. Avec cinq mille fantassins et vingt- 1814.
ptre pièces de canon, le général russe n'était point en me- France.
re de résister; cependant, au lieu de se retirer et de faire
ler le pont Saint-Prix pour retarder la marche des Fran-
s, il voulut défendre le passage; mais l'empereur le fit
quer de suite par les divisions Lagrange et Ricard; le
t fut bientôt emporté, et l'ennemi poussé jusque sous
ye, où il se déploya et fit jouer son artillerie contre la ca-
lerie du premier corps. Aussitôt la division Lagrange gra-
le plateau qui s'étend entre Baye et Bannay, et marcha à
n secours; le deuxième léger, ainsi qu'un bataillon de
arine, s'avancèrent sur la droite du bois par où les Russes
uvaient déboucher. Le général Alsusiew, pressé sur son
ont et sur sa gauche, se retirait en bon ordre, après avoir
poussé devant Bannay la brigade Pellepert, lorsque l'em-
reur dirigea sur ce point son artillerie, et fit déployer,
ans la plaine, l'infanterie du prince de la Moskowa. En
ême temps il ordonna au comte Girardin, aide-de-camp du
rince de Neuchâtel, d'aller à gauche prévenir l'ennemi sur
a route de Paris, et au général Ricard de le prévenir sur
Epernay, en longeant le bois à droite. Le général Alsusiew
'eut plus alors de retraite que par la route de Montmirail;
a confusion qui était déjà dans ses rangs, augmenta encore
lorsqu'il voulut changer de direction; tout son corps d'armée,
dont la gauche venait d'être rejetée dans Champ-Aubert par
un escadron de lanciers conduits par le général Picquet, fut
chargé vivement par les cuirassiers du général Bordesoulle,
qui l'accalèrent au bois et aux étangs du Désert, et le for-
cèrent à la fuite. Vingt-une bouches à feu et leurs caissons,
le général Alsusiew, deux généraux sous ses ordres, qua-
rante-sept officiers et mille huit cent sept prisonniers restè-
rent au pouvoir des vainqueurs; près de douze cents Russes
avaient été tués, à peine s'en sauva-t-il quinze cents, qui,

1814. France. le lendemain, réjoignirent à Fère-Champenoise les corps de Kleist et de Kapzewitsch. Les Français ne comptèrent pas plus de six cent cinquante hommes tués ou blessés ; au nombre de ces derniers se trouvait le général Lagrange, atteint d'une balle à la tête.

L'empereur, avant que le combat ne fût terminé, avait envoyé l'ordre au duc de Tarente de reprendre l'offensive contre l'ennemi ; malheureusement, ainsi qu'on va le voir, ce maréchal se contenta de faire porter en avant la cavalerie qu'il avait trouvée à Meaux, et il ne manœuvra de sa personne ni sur la rive gauche ni sur la rive droite de la Marne, où il aurait pu être de la plus grande utilité pour achever de détruire les corps d'York et de Sacken. L'empereur coucha à Champ-Aubert, et le soir même le général Nansouty, avec les dragons et les lanciers de la garde, et une brigade de la division Ricard, eut ordre de marcher sur Montmirail, dont il chassa plusieurs pulks de cosaques.

11 février. *Bataille de Montmirail.* — Le lendemain 11, le général Nansouty fut rejoint par les grenadiers à cheval sur les hauteurs de Montcoupeau ; les chasseurs à cheval du général Lefebvre-Desnouettes, la deuxième brigade de la division Ricard, et l'infanterie de la garde, se portèrent aussi sur Montmirail, où l'empereur arriva vers les dix heures, laissant à Etoges le duc de Raguse avec la cavalerie de ligne et la division Lagrange, pour empêcher l'ennemi de déboucher de Vertus.

Cependant les généraux Sacken et York manœuvraient pour se réunir à Montmirail, où ils venaient d'être prévenus par l'armée française. Sacken était à Vieux-Maisons, et la prudence lui conseillait de joindre à gauche le corps d'York qui était en marche de Château-Thierry ; mais les ordres du feld-maréchal Blucher lui prescrivant de chasser les Français de Montmirail, il continua son mouvement à droite dans l'es-

poir de forcer le passage par le vallon du Petit-Morin, et vint établir sa droite à la ferme de la Haute-Epine sur le bord de la route de Châlons à la Ferté-sous-Jouarre; le ravin qui conduit de la ferme au village de l'Epine-au-Bois, couvrait son front de bataille, défendu d'ailleurs par quarante pièces de canon; sa gauche fut appuyée au village de Blessine, au-delà duquel la cavalerie fut placée sur deux lignes. 1814. France.

Voici quelle était la position de l'armée française : à gauche, le général Ricard, avec une partie de sa division, défendait le village de Pomesson, clef du passage par le vallon du Petit-Morin; le prince de la Moskowa était à Marchais avec ses divisions; à droite, le reste de la division Ricard et la cavalerie, entre les routes de Château-Thierry et de la Ferté; la division Friant était en colonne serrée sur la route de Châlons.

L'action s'engagea dans cette position, et se prolongea jusqu'à midi sans succès marqués du côté des Russes qui étaient plus nombreux; mais le duc de Trévise, que l'empereur attendait avec impatience, étant arrivé de Sezanne et ayant débouché de Montmirail à la tête de la division Michel, l'attaque fut générale à deux heures. Le principal était d'emporter la ferme de la Haute-Epine qui était bien défendue. A cet effet, le comte Nansouty fut chargé d'inquiéter la gauche de l'ennemi, tandis que le général Ricard feindrait d'abandonner le passage du Petit-Morin. Sacken fait descendre aussitôt de la Haute-Epine plusieurs bataillons; le prince de la Moskowa fond, comme un éclair, sur la ferme, dont il s'empare à la tête de quatre bataillons que le général Friant avait placés en avant du reste de la vieille-garde, et l'empereur fait charger par les grenadiers à cheval l'infanterie russe, dont deux brigades sont entièrement détruites.

Pendant le mouvement à droite de Sacken pour rejoindre le général York, l'avant-garde de ce dernier avait débouché à

1814. France. Fontenelle; mais elle fut bientôt chassée par le duc de Trévise accouru avec six bataillons de la division Michel, qui n'avaient point pris part au combat. Une division ennemie fut plus heureuse contre la gauche des Français. Après des efforts incroyables et la prise et reprise de Pomesson et de Marchais, elle occupait ce dernier village, lorsque l'empereur la fit attaquer par deux bataillons de vieux chasseurs, conduits l'un par le comte Bertrand, grand-maréchal du palais; l'autre par le duc de Dantzig, pendant que le général Ricard s'ébranlait de Pomesson, où il était rentré; ce mouvement réussit. Les Russes, chassés de Marchais, furent obligés de se jeter dans la forêt de Nogent, la cavalerie du général Defrance leur interdisant la retraite sur la route de la Ferté.

Cette victoire valut à Napoléon six drapeaux, vingt-six pièces de canon, deux cents voitures de bagages ou de munitions, et sept cent huit prisonniers; l'ennemi perdit en outre plus de trois mille hommes, tant tués que blessés; les Français eurent environ deux mille hommes hors de combat. Les généraux Michel et Boudin, et presque tous les officiers supérieurs de la division Ricard furent blessés. Le feu avait cessé à huit heures, et l'armée bivouaqua sur le champ de bataille des alliés, qui étaient en pleine retraite sur Château-Thierry. L'empereur espérait que les habitans détruiraient les ponts de cette ville, et lui livreraient ainsi les fuyards, qui n'auraient pas le temps de les réparer avant l'arrivée du duc de Trévise, qui devait marcher sur Château-Thierry par la route directe. Il prit lui-même la route de la Ferté, et, rencontrant à Vieux-Maisons le général Saint-Germain, avec les deux mille quatre cents chevaux que le duc de Tarente avait lancés à la poursuite de l'arrière-garde du général Sacken, il le laissa dans ce village, ainsi que le général Friant, avec une partie de sa division, pour observer le débouché de Sezanne; gardant avec lui quatre bataillons de

grenadiers, il remonta par le chemin de Rezoy, dans la di- 1814.
rection de Château-Thierry. Ses éclaireurs, ainsi que ceux France.
du duc de Trévise, ramenèrent un grand nombre de voitures de bagages et quelques caissons abandonnés dans les chemins de traverse.

Combat de Château-Thierry. — Les troupes du général 12 Juin.
York étaient en bataille sur un plateau en arrière du ruisseau des Caquerets, disposés à interdire le route de Montmirail à Château-Thierry, lorsque les colonnes françaises arrivèrent devant elles. La canonnade s'engagea aussitôt, et Napoléon réunit ses bataillons comme pour préparer une attaque de vive force; deux cents grenadiers s'emparent du seul débouché qui ne fut pas battu par l'artillerie. Au même moment, six bataillons de la division Michel, alors commandée par le général Christiani, montent par la grande route sur le plateau, s'y déploient et sont soutenus par le reste de l'infanterie. Les quatre divisions de cavalerie des généraux Desnouettes Lefèrrière, Colbert et Defrance, passant le défilé, manœuvrent par la gauche pour couper la retraite à la cavalerie ennemie. Le général York, qui s'en aperçoit, envoie à son secours la cavalerie de réserve, soutenue par une division d'infanterie du corps de Sacken; trois mille chevaux sont en présence de part et d'autre, mais la cavalerie prussienne, commandée par le général Jugratz, n'est point de force à résister aux troupes d'élite qui lui sont opposées, et qui ont à leur tête le prince de la Moskowa. Les seuls dragons du général Letort culbutent l'ennemi à droite de la route de Montmirail à Château-Thierry, et vont barrer aux fuyards la route d'Epernay. Pendant ce temps et à gauche de la route de Montmirail, l'ennemi était aussi vivement repoussé, et son extrême droite, qui avait tenu plus long-temps, était tournée par les escadrons de service commandés par le général Beliard; ses carrés furent enfoncés, et ce qui ne fut ni pris ni tué se sauva à

1814. France. travers le bois, et vint rejoindre le reste de l'armée qui passait en désordre la Marne à Château-Thierry. Malheureusement la difficulté d'un chemin escarpé et très-étroit, ne permi pas à la cavalerie de poursuivre ses avantages; elle ne pu déboucher en force. Arrivé sur la côte de Nesle, qui domin le vallon de Château-Thierry, l'empereur fit marcher l général Petit avec deux bataillons de grenadiers contre l prince Guillaume de Prusse qui était sorti de la ville au secours des fuyards. On lui prit quatre cents hommes, et i fut obligé de repasser les ponts et d'y mettre le feu. A la nui tombante, l'armée française établit ses bivouacs dans le vallon de Château-Thierry; l'empereur coucha dans le château d Nesle. Il donna dans les bulletins, à cette glorieuse journée le nom de Château-Thierry; elle ne lui coûta pas plus de quatre cents hommes; l'ennemi perdit trois pièces de canon et trois mille hommes, dont dix-huit cents prisonniers; le général Freudenrich était au nombre de ces derniers.

A minuit, les alliés avaient évacué Château-Thierry. Le 13, de grand matin, ils se dirigeaient en toute hâte, le général York sur Fismes, par Saponet et le Mont-Saint-Martin; et le baron Sacken sur Reims, par la Fère-en-Tardenois; le gros de leur armée était hors d'atteinte avant que l'on pût la poursuivre. Ce jour-là, l'empereur fit rétablir les deux ponts de Château-Thierry. Quelques soldats intrépides passèrent la Marne sur des barques et vinrent chasser de la ville l'arrière-garde ennemie, dont le feu était très-meurtrier pour tous ceux qui s'approchaient de la rive gauche. Alors, toute la population de la ville courut au-devant des Français, et les aida à rétablir les ponts. La joie était dans tous les cœurs et sur tous les visages; l'armée fut reçue en libératrice par les habitans qui venaient d'être pillés et saccagés. Les soldats, animés par trois combats glorieux, n'éprouvaient plus que le désir de venger leurs malheureux compatriotes.

Dès que l'armée fut de l'autre côté de la Marne, elle se mit à la poursuite des vaincus ; la cavalerie des généraux Colbert et Defrance leur enleva quatre cents prisonniers et les força à mettre le feu à un grand nombre de caissons. Ils durent alors se repentir des horreurs commises tant à Château-Thierry que dans les campagnes, car les paysans exaspérés tuèrent, en représailles, plus de deux mille des leurs qui avaient cherché leur salut dans les bois. 1814. France.

Combat de Vauxchamps. — On ne sait pourquoi Blucher était resté depuis le 10 dans sa position des Vertus, entre Etoges et Bergères ; et l'on se rendrait difficilement compte des motifs qui l'empêchèrent d'attaquer, dès le 11, le duc de Raguse placé à Etoges. Enfin, le 13, il se détermina à marcher sur Montmirail avec les corps de Kleist et de Kapzewitsch, et força le duc de Raguse à se retirer ; mais l'empereur, instruit de ce mouvement, ordonna à la division Friant et à la cavalerie Saint-Germain de se porter de Vieux-Maisons sur Montmirail ; il partit lui-même de Château-Thierry, le 14, avec le reste de ses troupes, laissant à Rocourt, sur la route de Soissons, au-delà de Château-Thierry, le duc de Trévise, avec les divisions Christiani (remplaçant le général Michel, blessé à la Haute-Epine), Colbert et Defrance, pour observer les corps d'York et de Sacken. A huit heures du matin il arriva à Montmirail. 12 février.

L'infanterie ennemie occupait Vauxchamps et avait jeté des tirailleurs dans le bois en avant, le reste de son armée était placé à six cents mètres environ en arrière. L'empereur ordonna au duc de Raguse d'enlever ce village, et au comte Grouchy de tourner, avec la cavalerie de ligne, la droite de l'ennemi. Toute la garde fut établie en réserve sur la grande route. Le feld-maréchal prussien ne pensait pas que la principale attaque dût être dirigée contre sa droite. Il ignorait entièrement la position de l'empereur ainsi

1814. France. que les dernières défaites de ses lieutenans ; et, comme il venait d'apprendre qu'une colonne d'infanterie se dirigeait de Sezanne sur Montmirail, il crut au contraire sa gauche menacée par Napoléon, et il la renforça. Cette infanterie était la division Leval, de l'armée du duc de Dalmatie, qui rejoignait l'empereur, et qui n'arriva qu'à la fin du combat.

A dix heures, la première brigade de la division Ricard s'approcha sur la droite par le bois de Beaumont, tandis que la deuxième attaqua de front Vauxchamps. Après avoir repoussé celle-ci, l'ennemi commit l'imprudence de descendre à sa poursuite ; d'abord ramené en désordre jusqu'à l'entrée du village par l'escadron d'escorte du duc de Raguse, il fut presque aussitôt massacré par les quatre escadrons de service. Un seul bataillon s'était sauvé et s'était jeté dans une ferme à gauche du village ; mais il y fut fait prisonnier par deux compagnies de chasseurs à pied.

Au moment où Blucher voyait sa position enlevée, les cuirassiers et les hussards prussiens étaient culbutés par les divisions Lefebvre-Desnouettes et Laferrière, ses derrières étaient menacés par le comte Grouchy, et il était pressé sur son front par toute l'armée française. Il fallut donc ordonner la retraite et former l'infanterie en carrés, qu'il fit protéger par quelques batteries ; ses ailes furent couvertes par la cavalerie et le reste de l'artillerie ; mais il n'eut pas plutôt dépassé Janvilliers, que le terrain, entièrement découvert, permit au comte Grouchy d'achever son mouvement ; plusieurs carrés furent acculés aux bois entre Saint-Martin d'Albois et Etoges ; près de deux mille hommes mirent bas les armes ; quatre pièces de canon et cinq caissons furent enlevés. L'empereur, voyant le désordre des alliés, fait aussitôt charger d'autres carrés par les escadrons de service et la division Laferrière ; cinq cents hommes sont faits prisonniers, l'infanterie entre au pas de charge dans Fromentières.

Le feld-maréchal prussien, voulant retarder l'armée française dans sa poursuite, se retirait en échiquier et cherchait à faire agir son artillerie ; l'empereur ordonna aussitôt au général Drouot de faire avancer toute l'artillerie de la garde, qui mitrailla tellement les Prussiens qu'ils ne purent achever de mettre leurs pièces en batterie. Ils firent néanmoins bonne contenance, mais pour leur malheur ; car ils donnèrent au comte Grouchy le temps de leur barrer la route d'Etoges en avant de Champ-Aubert. 1814. France.

Au jour tombant et au moment où Blucher s'y attendait le moins, les divisions des généraux Doumero, Bordesoulle et Saint-Germain, ayant à leur tête le comte Grouchy, se précipitent sur ses derrières; ses carrés sont enfoncés et écrasés sous les pieds des chevaux ; sa destruction est achevée par la cavalerie de la garde, et il n'aurait pas sauvé un seul homme si le général Couin, qui avait ordre de suivre le comte Grouchy, avait pu arriver assez tôt avec deux batteries d'artillerie légère ; des chemins presque impraticables l'en empêchèrent. La nuit vint encore favoriser les fuyards. Après une courte halte à Champ-Aubert, le duc de Raguse se remit à la poursuite de l'ennemi ; les cuirassiers du général Doumerc chassèrent du débouché de la forêt d'Etoges le peu de troupes de son arrière-garde qui se firent jour sans être dispersés ; le maréchal mit ensuite pied à terre, et recommandant à la division Lagrange, poussée en avant, de ne point tirer, il entra dans Etoges, où il surprit le prince Urussow ; six cents hommes et huit pièces tombèrent en son pouvoir.

Le duc de Raguse passa la nuit dans cet endroit ; le comte Grouchy bivouaqua à Champ-Aubert avec la cavalerie du comte Saint-Germain et la division Leval ; l'empereur vint coucher, le soir même, à Montmirail, avec le reste de l'armée.

La journée de Vauxchamps, qui ne coûta à Napoléon que

1814. France. des troupes de ligne furent envoyées à Meaux [1]. La garde nationale ne fit que recevoir les prisonniers aux barrières et les conduire, à travers la ville, le long des boulevards, jusqu'à Versailles. L'empereur comptait rassurer les Parisiens par l'aspect des résultats de sa victoire et les étourdir sur les dangers qui venaient d'être éloignés; mais, dans le même temps, de nouveaux dangers menaçaient la capitale.

14 février. *Prise de Soissons par le général russe Winzingerode.* — Nous avons conduit le général Winzingerode [2] jusqu'à Namur. Il s'y était reposé depuis le 30 janvier jusqu'au 6 février. Ce jour-là il marcha sur Avesnes, par Sombref, Binche, Beaumont et Solre, évitant le Quesnoy, Maubeuge et Philippeville. On n'avait eu ni les moyens ni la volonté de mettre Avesnes à l'abri d'un coup de main. Une compagnie de vétérans était plutôt la garde de police que la garnison de cette place, dont les ouvrages se trouvaient d'ailleurs en très-mauvais état. Le 9, les portes furent ouvertes à l'avant-garde russe, qui occupa ainsi, sans coup férir, l'une des grandes communications de la capitale. De là, le général Winzingerode continua sa marche sans obstacle; mais, avant d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre l'armée de Silésie derrière Châlons, il voulut tenter, le 14, sur Soissons, un coup de main qui lui réussit. Cette place, importante par sa position sur l'Aisne et sur les routes de Compiègne et de Château-Thierry, n'avait pas été restaurée; aucun ouvrage n'en défendait les portes, et rien n'était plus facile que d'escalader les remparts, des brèches étant ouvertes presque sur tous les points. Ce n'était pas avec les cadres de six bataillons, un dépôt de six cents Italiens et une centaine de gendarmes que l'on pouvait espérer de conserver Soissons; néanmoins, le général de division Rusca prit toutes les mesures de défense que lui per-

[1] Plus tard, à son arrivée à Nangis, l'empereur approuva cette prudence.

[2] Commandant l'un des corps de l'armée alliée dite du nord.

mettait la faiblesse de la garnison ; il se porta sur la porte de Laon, au faubourg Saint-Vaast, qui était le point le plus menacé, et s'y fit tuer. L'ennemi monta à l'escalade, et vint ouvrir aussitôt la porte aux colonnes russes ; malgré les plus grands efforts, le général Lonchamps fut chassé du pont. On se battit dans les rues avec acharnement ; huit cents hommes tant Français que Russes, restèrent sur le carreau. Les seuls généraux Daulonp-Verdun et Berruyer se retirèrent, après une valeureuse résistance, par la route de Compiègne, avec quelques gendarmes. Le général Lonchamps, sorti de la ville avec les cadres de trois bataillons, fut fait prisonnier par la cavalerie du général Czernichew ; pas une seule pièce d'artillerie ne fut sauvée. 1813. France.

Marche de la principale armée alliée sur Fontainebleau et Nangis ; combats de Sens, de Nogent, de Cutevelles. — Sur ces entrefaites, des ordres plus pressans forcèrent le général Winsingerode à rejoindre en toute hâte l'armée de Silésie et à abandonner sa conquête, et dans le même temps le duc de Trévise partit de Rocourt pour aller reprendre possession de Soissons. Dès-lors Paris fut couvert dans cette direction ; mais à un péril passé, à une crainte dissipée, devaient succéder de nouveaux périls, de nouvelles craintes. 10-14 février.

Les ducs de Reggio et de Bellune vont être forcés de se replier sur la dernière ligne de défense de la capitale ; Nogent, Montereau et Auxerre n'arrêteront point la marche de l'armée du prince de Schwartzenberg ; voyons par quelle suite d'événemens la capitale se trouvait menacée de ce côté.

Telle était, le 9 février, la position des troupes laissées sous les ordres des deux maréchaux français : le duc de Bellune, avec le deuxième corps d'infanterie, la réserve de Paris et la cavalerie du comte Milhaud, occupait, sur la rive gauche de la Seine, Romilly, Gelaune, Saint-Martin-le-Rosney et Pont, faisant éclairer les trois routes de Troyes à Nogent ;

1814 France.

le duc de Reggio était à Provins avec la division Rothembourg ; deux compagnies de gardes nationaux défendaient le pont de Bray dont on avait eu soin de rompre une arche ; le général Pajol, avec quatre cents chevaux, observait la rive droite de la Seine, depuis Bray jusqu'à Montereau, où le général Pacthod achevait d'organiser six mille hommes de gardes nationales; le général Delort, au Fossard, gardait les approches de Montereau avec six cents chevaux ; sur l'Yonne, se trouvaient le général de division Alix, à Sens, avec deux mille quatre cents hommes ; les généraux Montbrun et Coëtlosquet, à Pont, avec mille gardes nationaux et six cents chevaux ; le général Moreau, à Auxerre, avec la compagnie départementale et quelques gendarmes. Depuis le 1er février, les ponts de Joigny et de Villeneuve-le-Roi étaient occupés par les cosaques de l'hetman Platow.

Après être restée quelques jours à Troyes, la grande armée alliée marcha, le 10, sur Nogent, Sens et Auxerre. Les généraux Wittgenstein et de Wrede furent chargés de resserrer Nogent autant que possible. Le premier corps autrichien, alors commandé par le général Bianchi, reçut ordre de suivre, par Arcé et Cerisiers, le prince royal de Wurtemberg, qui devait s'établir par la route de Sens dans les environs de cette place ; ces deux corps d'armée devaient être soutenus par les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du prince Maurice de Lichtenstein.

Le 11, le corps du prince de Wurtemberg était réuni sous les murs de Sens, en avant du faubourg de Fontvannes; mais déjà il n'était plus possible de s'emparer de la ville par un coup de main. Comme les cosaques l'investissaient depuis quelque jours, l'on s'était hâté de murer les portes que l'ennemi voulut inutilement enfoncer à coups de canon ; il chercha ensuite à incendier la ville, mais il ne put y parvenir. Il lui eût été bien difficile de s'emparer de Sens par la force, et peut-

être même y aurait-il renoncé, s'en ayant pu fermer, lorsque quelques hommes, indignes du nom de Français, vinrent lui faire connaître un passage que l'on croyait facile, par une petite porte du collége attenant au mur d'enceinte. Bientôt il l'enfonce, mais il est arrêté par une muraille construite depuis peu de jours. Les traîtres ne se découragent pas, une nouvelle issue est indiquée, l'ennemi arrive enfin dans la cour du collége; mais, pour entrer dans la ville, il faut enfoncer une autre porte et forcer une grille derrière lesquelles est retranchée la garnison. D'un autre côté, les assaillants ont déjà escaladé les remparts en-deçà de l'Yonne, ceux qui sont maîtres du collége redoublent alors d'efforts et parviennent à forcer la porte et la grille. Le général Alix voyant qu'il ne peut se maintenir plus long-temps dans la ville, se retire, mais en combattant, et fait passer, en bon ordre, le pont de Sens à sa troupe. Le prince royal qui sait que le pont est miné, n'ose troubler la retraite du général Alix; et celui-ci, après avoir rallié les généraux Montbrun et Coëhlosquet, vient rejoindre le général Delort à Montereau, où les cosaques l'avaient forcé de se replier. 1814. France.

Le général Pajol, qui avait toutes ces troupes sous ses ordres immédiats, plaça le général Alix en avant de Montereau, ayant au Fossard un bataillon et deux pièces de 4; et le général Delort, avec toute la cavalerie, sur la rive droite de la Seine, entre Montereau et Egligny; il fit entrer en ligne la division Pacthod, et confia la défense de Moret aux gardes nationaux du général Montbrun; mais voyant les ponts à sa gauche forcés par le prince de Wurtemberg, qui, de Sens, avait continué son mouvement sur Bray, et menacé dans Montereau par le corps de Bianchi, qui avait déjà délogé ses avant-postes du Fossard, il jugea d'autant plus nécessaire de se retirer, que les ducs de Bellune et de Reggio avaient battu en retraite sur Nangis; il détruisit le pont de Montereau, et vint, le 14, s'établir au Châtelet.

1814. France. L'avant-garde ennemie courut de Montereau sur Moret, que le général Montbrun venait d'évacuer peut-être avec trop de precipitation, et s'empara de Fontainebleau, où elle ne trouva personne à combattre; dans le même temps, l'hetman Platow s'emparait de Montargis et de Grez, et enlevait dans Nemours trois cents fantassins et les élèves de l'école des sous-officiers envoyés, les premiers de Melun et les seconds de Fontainebleau. Sous prétexte que le commandant d'Auxerre avait renvoyé au prince Maurice de Lichtenstein, une sommation qu'il lui avait adressée de Joigny, la ville subit le sort d'une ville prise d'assaut, et sa faible garnison fut passée au fil de l'épée sur la route de Toucy, par où elle se retirait. Le général Moreau et quelques autres officiers et soldats parvinrent seuls à se sauver.

De son côté, le duc de Bellune, ayant appris la marche des comtes de Wrede et de Wittgenstein, et ayant vu déboucher de Saint-Martin le général Hardegg, plaça l'infanterie du comte Gérard, moitié à Mâcon, sur sa droite, et moitié à Saint-Aubin, la cavalerie du comte Milhaud en première ligne; le deuxième corps d'infanterie, à Nogent; mais, comme il n'avait pas fait garder le ravin où coule l'Ardusson, le général Hardegg descendit sans obstacle, et le général Pahlen, commandant l'avant-garde de Wittgenstein, après avoir repoussé le peu de troupes placées à la droite de cette petite rivière pour défendre le pont de la Chapelle, vint s'établir dans le château de ce nom.

Le lendemain, 11, le général Bourmont fut laissé à Nogent, qu'il devait défendre avec les cadres du dix-huitième de ligne et des onzième et vingt-neuvième légers. Le duc de Bellune passa sur la rive droite de la Seine, et plaça le deuxième corps d'infanterie, l'infanterie du comte Gérard et la cavalerie du comte Milhaud à Melz, Mériot et Plessis-Mériot; il ne pouvait rester sur la rive gauche, devant des

forces aussi considérables que celles des comtes de Wrede et de Wittgenstein. 1814. France.

Nogent est une ville ouverte, où l'on n'avait pas eu le temps d'exécuter les ouvrages ordonnés par l'empereur; toutefois on crénela les maisons, on barricada les rues du faubourg de Troyes qui aboutissaient au pont, et une centaine d'hommes furent jetés dans une maison de plaisance, dite le Belvéder, en avant du faubourg. Par ces dispositions, le général Bourmont espérait, sinon conserver Nogent, du moins retarder de quelques jours la marche des alliés. Une division d'infanterie s'étant avancée d'abord pour entrer dans la ville, force lui fut de se retirer sous un feu meurtrier de mousqueterie; elle revint trois fois à la charge avec une seconde division et de l'artillerie, mais trois fois elle échoua, perdant considérablement de monde par les feux croisés dirigés de la ville et du faubourg. Vers minuit, le général Bourmont fut blessé au genou, et laissa le commandement au brave colonel Voirol, du dix-huitième. La fusillade continua toute la nuit.

Le lendemain matin, 12, l'ennemi était parvenu à enlever une partie du faubourg, et entre autres le Belvéder; mais la ville et le pont tenaient encore, et il en acheta chèrement la possession. En vain quelques maisons étaient incendiées par des obus, il n'avançait pas plus vite, lorsque les gardes nationaux, chargés de défendre Bray, l'ayant abandonné à l'approche du comte de Wrede, le duc de Bellune ordonna d'évacuer Nogent. Le colonel Voirol, qui ne voulait pas laisser à l'ennemi la facilité de l'atteindre dans sa retraite, fit sauter le pont, et ensevelit sous ses décombres une cinquantaine de Russes commandés par un officier, qui s'y étaient imprudemment engagés; il se retira par la route de Provins. Dix-huit cents Russes périrent devant Nogent; les Français n'y perdirent que quatre cents hommes.

1814. France. Le 11, le généralissime avait reçu à Troyes les dépêches du feld-maréchal Blucher, qui lui apprenait la défaite d'Alsusiew et la situation critique de l'armée de Silésie, dont les corps épars étaient menacés par Napoléon, à la tête de cinquante mille hommes. Aussitôt il ordonna au comte Barclay-de-Tolly de se concentrer à Méry; au général Diebitsch, de se porter en avant de Plancy, avec la division de cavalerie de la garde russe et une brigade de grenadiers, pour établir, le plus promptement possible, la communication entre les deux armées; au comte Wittgenstein, de passer la Seine à Pont, et de marcher sur Villenoxe; et au comte de Wrede de passer la Seine à Bray, et de marcher sur Provins. Le 13, tous ces mouvemens furent exécutés; l'arrière-garde française abandonna Villenoxe et Provins, et se retira sur la route de Nangis. Les ponts de Bray furent rétablis, et il en fut construit un de bateaux à Nogent. La tête de colonne du comte de Wrede avait à peine passé la Seine, que le duc de Reggio occupa Saint-Sauveur. Aussitôt après la nouvelle de la prise de Bray, ce maréchal s'était avancé avec la division Rothembourg et la brigade Gauthier, arrivée en poste de l'armée du duc de Dalmatie; il voulait disputer le passage de la Seine, ou du moins combattre ce qui pourrait l'avoir déjà passée.

Sans perdre de temps, le comte de Wrede fit marcher la division Lamotte sur la route de Donnemarie, envoya sur Everly deux régimens de cavalerie pour couvrir la route de Provins, et ordonna au général Frimont, qui ne pouvait pas arriver avant midi, de placer la division Rechberg sur la route de Donnemarie, la division Hardegg près des Ormes et la cavalerie Spleny à Everly. L'avant-garde du général Lamotte força les Français à évacuer Saint-Sauveur, et leur fit quelques prisonniers. Mais le comte de Wrede, ayant formé son avant-garde sur les hauteurs de Vimpelles, e

poussé des tirailleurs jusque sous le village de Cuterelles, fortement occupé par trois brigades d'infanterie, jugea la position du duc de Reggio inattaquable de front, et résolut alors de tourner la gauche des Français. A cet effet, il ordonna à son chef d'état-major d'occuper le village de Luisetaines, avec huit cents hommes et sept cents chevaux ; le maréchal s'en aperçut, et il envoya sur Luisetaines trois bataillons avec trois pièces d'artillerie. Ils y étaient établis lorsque l'ennemi, renforcé par huit cents hommes et quatre pièces, les en chassa et les poursuivit jusque sur les hauteurs de Donnemarie. 1814. France.

Le duc de Reggio, après avoir ainsi défendu sa position de Cuterelles, ne pouvait s'y maintenir davantage. Le comte de Wrede était en ligne avec toutes ses forces, et il allait attaquer avec succès, lorsqu'une forte colonne engagea un vigoureux combat sur sa droite avec la division Hardegg, sur les hauteurs de Paroy ; c'était une partie du corps du duc de Bellune, qui, se retirant de Provins, avait marché en deux colonnes sur les routes de Nangis et de Donnemarie, pour appuyer le mouvement du duc de Reggio. La nuit commençait, et l'ennemi jugea prudent de ne point attaquer Cuterelles ; il se contenta de renforcer le point important de Luisetaines, en bivouaquant dans les positions suivantes : la division Lamotte de Vinpelles à Luisetaines, celle de Rechberg en deuxième ligne derrière le ruisseau de la Vieille-Seine, le corps du général Frimont à Everly, l'artillerie, restant attelée, sur les hauteurs entre les deux lignes.

Pendant la nuit, les Français se retirèrent tranquillement sur Nangis, où ils prirent position ; le lendemain, à trois heures du matin, ils furent renforcés par le duc de Tarente, qui s'établit à Guignes avec douze mille hommes environ. Ce maréchal était parti de Meaux avec toutes les troupes de ligne et ce qu'il y avait de disponible en gardes nationales, d'a-

1814. près l'ordre de l'empereur, à qui le duc de Reggio avait fait
France. connaître le passage de la Seine par les alliés, et la nécessité de renforts.

Séparés de Napoléon qui achevait son mouvement contre Blucher, les trois maréchaux firent connaître à Joseph leur position et celle de l'ennemi, et lui demandèrent des ordres comme au lieutenant de l'empereur dans la première division militaire où s'effectuaient leurs opérations.

15 février. *Les maréchaux ducs de Reggio, de Bellune et de Tarente, concentrent leurs troupes sur l'Yères.* — Un conseil, composé de militaires qui connaissaient le théâtre des hostilités, fit sentir au roi Joseph combien il serait dangereux de laisser ces corps d'armée, sous trois chefs égaux en autorité, devant un ennemi supérieur en forces, et surtout en cavalerie, dans les plaines de la Brie. Il fut donc décidé qu'on les rappellerait sur la rivière d'Yères. Cette ligne présentait des points susceptibles de défense, surtout à Villeneuve-Saint-Georges, regardé par Turenne comme une position excellente pour une petite armée ; elle avait de plus ce grand avantage que la droite se refusait et que la position de Villeneuve pouvait être conservée pour la retraite, tandis que la gauche, en obliquant, se dirigeait vers le point par où l'empereur devait effectuer sa jonction ; il était permis de croire que l'on pourrait s'y maintenir jusqu'à son arrivée.

D'après les instructions qui leur furent adressées [1], les maréchaux prirent, le 15, les positions suivantes : le duc de Bellune s'établit à Chaulmes, la gauche à Fontenay, la droite à la forêt de Sénart, sur un plateau couvert de vignes et baigné au pied par un ruisseau encaissé. Le duc de Reggio s'établit à Guignes, sur la grande route de Paris à Provins, ayant ses avant-postes en avant de Mormant, et son quartier

[1] Napoléon approuva entièrement ces dispositions lorsqu'il reprit à Nangis son mouvement contre le prince de Schwartzenberg.

général à Ouzouer-le-Vougy. Le duc de Tarente, plus loin, s'établit à Solers. En même temps, le général Pajol eut ordre de quitter le Chatelet et de se replier sur Cramayel, communiquant par Sognolles avec le duc de Tarente, et par Lieursaint et Corbeil avec le général Charpentier, qui était à Essonne avec une division de jeune garde nouvellement organisée. On s'occupa également de faire préparer des ponts de bateaux pour faciliter le passage de la Seine au-dessus du confluent de la Marne, afin que si les maréchaux venaient à perdre la ligne de l'Yères et la position de Villeneuve-Saint-Georges, ils pussent se retirer à la gauche de la Seine, comme à la droite de la Marne. 1814. France.

Cependant l'alarme se répandit dans la capitale, qui crut tout perdu et l'ennemi à ses barrières. Par l'effet d'un malentendu, le parc d'artillerie, qui devait s'établir en-deçà de l'Yères, repassa la Marne et fut placé sous Paris dans le parc de Bercy; les craintes furent telles qu'à peine fut-on rassuré lorsqu'on le sut parti pour se rapprocher de l'armée.

Les maréchaux ne furent point inquiétés par la grande armée alliée, que la défaite de Blucher et le nouveau mouvement de l'empereur, forcèrent à reprendre les anciennes positions de la Seine et de l'Yonne; les corps de Bianchi, de Wittgenstein et de Wurtemberg, furent employés à masquer et à protéger cette retraite, ordonnée, le 15, par les souverains assemblés à Nogent.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Napoléon reprend l'offensive sur la grande armée des alliés. Combats de Mormant, de Valjonan, de Montmirail, de Montereau; le duc de Reggio reprend Provins. L'armée reçoit une nouvelle organisation. Combat de Méry. L'armée française rentre dans Troyes. Nouveau plan d'opérations des alliés. Nomination de commissaires pour traiter d'un armistice. Napoléon se détermine à marcher une seconde fois contre l'armée de Silésie. Le feld-maréchal Blucher s'avance vers Paris par la vallée de la Marne; jonction des corps d'armée des ducs de Trévise et de Raguse à la Ferté-sous-Jouarre. Retraite de ces deux maréchaux; combat de Meaux. Blucher suspend sa marche sur Paris. Les ducs de Trévise et de Raguse demandent des renforts au conseil de régence. Combats de Gué-à-Trême et de Lisy. L'ennemi s'empare de la Fère. Napoléon s'avance sur les derrières de l'armée de Silésie; Blucher se retire sur l'Aisne; combat de Neuilly-Saint-Front; capitulation de Soissons. Jonction des deux armées alliées du Nord et de Silésie. Reprise de Reims sur les alliés. Combat et bataille de Craone. Journées de Laon. L'armée française se retire sur Soissons. Les alliés rentrent dans Reims, et en sont chassés une seconde fois. Poursuite de l'ennemi sur Béry-au-Bac; reprise de Châlons et d'Epernay par les Français. La grande armée alliée reprend l'offensive; combats de Bar et de la Ferté. Combat de Bar-sur-Seine; affaire du pont de la Barce. L'armée française, retirée sous Troyes, abandonne cette ville; suites de la retraite du duc de Tarente; ce maréchal prend une ligne de défense sur la Seine; il continue sa retraite sur Provins. Marche de Napoléon sur l'Aube. Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry. Affaires d'Arcis-sur-Aube. L'armée française marche sur Saint-Dizier. Les alliés prennent la résolution de s'avancer sur Paris. Les ducs de Trévise et de Raguse cherchent, d'après les ordres de Napoléon, à se rapprocher de lui.

1814. France. Le jour même du glorieux combat de Vauxchamps, 14 février, Napoléon avait reçu des dépêches de son frère Joseph, et des trois maréchaux ducs de Bellune, de Reggio et de Tarente, qui lui annonçaient les nouveaux dangers dont

Paris était menacé par suite des grands mouvemens de la grande armée alliée. Il ne fallait rien moins que l'étonnante activité de l'empereur des Français, pour qu'il pût arriver, avant l'ennemi, des bords de la Marne à ceux de l'Yères. 1814. France.

Napoléon reprend l'offensive sur la grande armée des alliés. — Le 15, à la pointe du jour, il partit de Montmirail avec sa garde, et vint coucher à la Ferté-sous-Jouarre. Arrivé à Guignes le 16, il y rallia la division de dragons du général Treilhard venant de l'armée du midi, et environ onze cents soldats d'élite de la même armée, ou tirés des dépôts de la garde. L'infanterie avait fait ces marches forcées, partie en poste, partie à pied; la cavalerie avait marché nuit et jour. Pour assurer la gauche de sa nouvelle ligne d'opérations, Napoléon avait laissé à Étoges le corps d'infanterie du duc de Raguse et le premier de cavalerie en observation devant le feld-maréchal Blucher. Le colonel-général comte Grouchy se trouvait placé à la Ferté-sous-Jouarre, avec huit cents chevaux et la division Leval, pour soutenir, de ce point, soit le duc de Raguse, soit le duc de Trévise, qui, posté à Villers-Cotterets, observait le corps russe de Winzingerode; soit enfin le général Vincent, placé à Château-Thierry, avec quelques escadrons, pour couvrir la route de Paris à Châlons. 17 février.

L'empereur arrêta à Guignes les dispositions convenables pour l'exécution du nouveau plan offensif qu'il avait médité. Chacun des maréchaux de Belluno, de Reggio, de Tarente et de la Moskowa, ainsi que le général Pajol, reçurent leur ordre de mouvement. Napoléon plaça la cavalerie de la garde, en colonne, entre Fontenay et Chaulmes; l'infanterie de la vieille garde dans ce dernier village; les deux divisions de jeune garde devaient occuper la Houssaie; les parcs d'artillerie, rappelés de Brie et de Charenton, avaient ordre de marcher toute la nuit du 16 au 17 pour arriver à Ouzouer-le-Vougis;

1815. France. le parc du génie et les sapeurs devaient seuls passer le pont des Seigneurs pour arriver à Guignes.

Toute l'armée dut se tenir prête à avancer et à combattre le 17 au point du jour.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le prince de Schwartzenberg avait ordonné aux généraux Wittgenstein et de Wrede, et au prince de Wurtemberg d'arrêter leur mouvement. Toutefois, Wittgenstein avait continué sa marche de Provins sur Nangis, poussant même son avant-garde, commandée par le comte Pahlen, sur les routes de Rosoy et de Brie-Comte-Robert. Celle-ci, assaillie le 16, à la hauteur de Beauvoir, par l'arrière-garde du duc de Reggio, qui fit brusquement volte face, fut rejetée jusque sur Bailly, où elle trouva protection sous le feu d'une artillerie nombreuse et d'une brigade d'infanterie. Le généralissime écrivit dans la nuit au comte Wittgenstein, pour lui notifier que sa marche imprudente sur Nangis et Mormant le compromettait; qu'en portant sur la rive droite de la Seine son corps et ceux du comte de Wrede et du prince de Wurtemberg, son dessein (à lui prince de Schwartzenberg) avait été, moins de s'avancer sur Paris, que d'établir ces mêmes troupes à Montereau, Donnemarie et Provins, de manière à faire front sur le flanc droit de l'armée française. Il ordonnait, en conséquence, au général russe de se retirer le lendemain au point du jour sur Provins, laissant seulement les troupes de Pahlen échelonnées à Nangis; d'occuper Villenoxe par deux bataillons et quelque cavalerie; de s'éclairer sur la Ferté-Gaucher et Couloumiers; enfin, dans le cas où il serait forcé à se replier, de venir se réunir, par Bray, à la grande armée.

Cette dernière occupait alors les positions suivantes :

Les réserves russes aux environs de Nogent, les Bavarois à Donnemarie, la division Hardegg à Nangis, les Wurtembergeois à Montereau, le général autrichien Bianchi entre

Villeneuve-la-Guyard et Moret, son avant-garde à Fontainebleau; le général Giulay à Pont-sur-Yonne, les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du prince Maurice de Lichtenstein à Sens. On vient de voir que le général Wittgenstein avait le gros de son corps à Nangis, et son avant-garde à Mormant. 1814. France.

Disséminée sur une ligne aussi bizarre, la grande armée alliée n'avait donc à opposer, ainsi qu'il est facile de le remarquer, aux quarante-cinq mille combattans, formant la masse bientôt mise en mouvement par l'empereur français, que les trois corps de Wittgenstein, de Wrede, et du prince de Wurtemberg, échelonnés sur la rive droite de la Seine.

Conformément aux instructions données, l'armée française s'ébranla le 17; le général Alix, avec sa division et la cavalerie retirée au général Montbrun [1], ayant pour réserve la division du général Charpentier, se porta de Melun sur Fontainebleau, dont il chassa le général Hardegg. Le comte Pajol partit de Saint-Germain-de-Laxis, et vint s'établir avec la division Pacthod au Châtelet, aux Ecrennes et à l'Ecluse, d'où il chassa les Wurtembergeois.

Combats de Mormant et de Valjouan. — En même temps l'empereur, à la tête du deuxième corps, se mit en marche de Guignes sur Nangis. Le comte Pahlen occupait Mormant avec environ deux mille cinq cents fantassins et dix huit cents chevaux; de belles routes et de vastes plaines permettaient à la cavalerie de se déployer. Le duc de Bellune, avec son infanterie, ouvrit l'attaque sur le village de Mormant, tandis que la cavalerie du comte de Valmy tournait le village par la droite, celle du comte Milhaud par la gauche, et que de nombreuses batteries s'avançaient pour 17 février.

[1] Ce général fut traduit devant un conseil d'enquête pour s'être retiré à Essonne, au lieu de défendre Moret et la forêt de Fontainebleau.

1814. France. le foudroyer. Les onzième et septième corps d'infanterie, arrivant ensuite, formèrent seconde ligne, et la garde resta en réserve à Guignes. Un bataillon du trente-deuxième de ligne, commandé par le chef de bataillon Gérard, entre dans Mormant au pas de charge; le combat est à peine disputé; les carrés ennemis sont ébranlés par l'artillerie, et enfoncés par la cavalerie. Les vaincus prennent la fuite dans la direction de Provins et de Villeneuve-le-Comte, et sont poursuivis par les dragons pendant plusieurs lieues; onze pièces de canon, quarante caissons et au-delà de deux mille fantassins tombent au pouvoir des Français, et attestent la défaite de l'ennemi, dont la cavalerie seule parvient à s'échapper.

L'empereur ordonna aux colonnes victorieuses de continuer à marcher en avant; au duc de Reggio, avec la division Treilhard et le septième corps d'infanterie, de se diriger à gauche sur Provins; au duc de Tarente, avec le onzième corps d'infanterie, et les divisions Piré et Briche au centre, de se porter sur Donnemarie.

Le duc de Bellune s'avança à droite sur Villeneuve-le-Comte avec le deuxième corps d'infanterie, l'infanterie du général Gérard, les dragons Lhéritier, et cinq cents chevaux du premier corps, amenés du dépôt des remontes par le comte Bordesoulle; la garde impériale, fatiguée de ses marches précédentes, resta à Nangis.

Le duc de Reggio vint bivouaquer à Maisonrouge et Vauvilliers, non loin de Provins, et força le comte de Wittgenstein à presser sa retraite.

Le duc de Tarente fit bon nombre de prisonniers à la division Hardegg, et fit coucher l'infanterie à Maigneux, la cavalerie à Jaulney, Villenaux et Montigué.

Vers trois heures de l'après-midi, le duc de Bellune rencontra sur la route, à la hauteur de Valjouan, la division

décida, en repliant son armée sur 1814.
, à attendre derrière cette barrière France.
s de l'empereur des Français. Le
at ordre de tenir toujours sa position
e droite, afin de couvrir la gauche
e, et de protéger sa concentration.
repassa la Seine à Bray, prit position
garda le pont; le comte de Wittgens-
ine, établit une tête de pont à Nogent
quartier-général fut transféré de Bray
rves se réunirent.

au 18, Napoléon fit toutes les dispo-
ur attaquer avec succès la forte position
és devant Montereau. Le général Pajol,
e s'ébranler du Châtelet au point du jour,
escadrons ennemis qui se retirèrent sous
l'infanterie embusquée dans le bois de Va-
hargée à son tour, fut également forcée à
éral français aurait continué sa marche, si
couverte par la cavalerie wurtembergeoise;
à faire mettre vingt-quatre pièces en
bois, et à déployer la division Pac-
leur feu. L'ennemi qui riposta vi-
onter douze de ces mêmes pièces..
luc de Bellune était arrivé au
y trouva le prince royal de
, lignes entre Villaron et

plein de feu et d'in-
grande intrépidité,
vant pas soutenu, il
rager, il laisse en
la position de l'ennemi,

1814. France. pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à quaran mille alliés, et qu'ils étaient au plus quinze mille, sans arti lerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le duc de Reggio s'établit à Vandœuvre l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des avant-poste sur la grand' route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à peine inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwarzenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le prince royal de Wurtemberg, ayant repoussé le duc de Tarente, n'fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la marche précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione.

Le duc de Tarente avait reçu, le 27 seulement, les dépêches l'empereur, qui lui déféraient le commandement des forces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aussitôt il fit pousser, de Mussy-l'Evêque, des reconnaissances sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il dirigea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, formant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Wurtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'arrivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empereur, le duc de Tarente fit partir la division Amey et cinq cents chevaux du cinquième corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communication avec le duc de Reggio, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée et de préparer les moyens de dé-

mant et à Valjouan, il se décida, en repliant son armée sur la rive gauche de la Seine, à attendre derrière cette barrière les mouvemens ultérieurs de l'empereur des Français. Le prince de Wurtemberg eut ordre de tenir toujours sa position de Montereau sur la rive droite, afin de couvrir la gauche de la grande armée alliée, et de protéger sa concentration. 1814. France.

Le comte de Wrede repassa la Seine à Bray, prit position sur la rive gauche, et garda le pont; le comte de Wittgenstein repassa aussi la Seine, établit une tête de pont à Nogent sur la rive droite. Le quartier-général fut transféré de Bray à Trainel, où les réserves se réunirent.

Dans la nuit du 17 au 18, Napoléon fit toutes les dispositions nécessaires pour attaquer avec succès la forte position occupée par les alliés devant Montereau. Le général Pajol, ayant reçu ordre de s'ébranler du Châtelet au point du jour, repoussa plusieurs escadrons ennemis qui se retirèrent sous la protection de l'infanterie embusquée dans le bois de Valence; celle-ci, chargée à son tour, fut également forcée à la retraite. Le général français aurait continué sa marche, si la plaine n'avait été couverte par la cavalerie wurtembergeoise; il dut alors se borner à faire mettre vingt-quatre pièces en batterie sur la lisière du bois, et à déployer la division Pacthod sous la protection de leur feu. L'ennemi qui riposta vigoureusement, parvint à démonter douze de ces mêmes pièces..

A neuf heures du matin, le duc de Bellune était arrivé au pied de la hauteur de Surville; il y trouva le prince royal de Wurtemberg établi sur deux fortes lignes entre Villaron et Saint-Martin.

Le général Château, jeune officier plein de feu et d'intelligence, ouvre l'attaque avec la plus grande intrépidité, et s'empare de Villaron; mais ne se trouvant pas soutenu, il est repoussé avec perte. Loin de se décourager, il laisse en réserve une de ses brigades, tourne la position de l'ennemi,

1814. France. et se glisse vers les ponts par la route de Paris. Pendant ce temps, les troupes du général Pajol se maintenaient toujours sur le champ de bataille. Le général Delort, avec une faible brigade de cavalerie légère, arrêtait et chargeait, à trois reprises, plusieurs escadrons de hussards autrichiens. Le général Château allait s'emparer du pont de la Seine, lorsqu'il fut frappé mortellement par une balle. Sans ce funeste accident, qui jeta un grand désordre dans la brigade française, l'ennemi se serait trouvé entre deux feux; car la division Duhesme, à son tour, attaquait le village de Villaron. Le combat se prolongeait sur ce point, sans résultat décisif, lorsque vers une heure, le comte Gérard arriva avec son corps de réserve (celle de Paris). L'empereur lui fit dire par un de ses aides-de-camp, le général Dejean, de prendre le commandement de toutes les troupes, et de diriger l'attaque comme il l'entendrait.

Le général Gérard fit aussitôt avancer les quarante pièces attachées à son infanterie, et ne tarda pas à maîtriser par son feu celui de l'ennemi; mais une attaque combinée et générale pouvait seule emporter la position formidable des alliés.

Le prince de Wurtemberg ne croyant point l'artillerie française suffisamment soutenue, ordonne au général Daring de la charger avec deux bataillons d'infanterie. Celui-ci avait déjà réussi, par ce mouvement brusque et imprévu, à enlever un canon, lorsque le général Gérard s'avance à la tête de cinq cents hommes, et le repousse avec perte sur sa ligne.

Sur ces entrefaites, vers deux heures, l'empereur arrive de Nangis au galop, et ordonne de gravir le plateau de Surville. Le gros de l'armée, formant environ vingt-huit mille combattans, s'ébranle de toutes parts; en même temps, le général Delort accourt du bois de Valence, et fait, sur la route de Melun, une charge de cavalerie contre le flanc des alliés; il pénètre au centre d'une colonne qui a déjà atteint

les premières maisons du faubourg, sabre le général qui la commande, et fait mettre bas les armes à la troupe. Les Austro-Wurtembergeois sont débordés et culbutés dans le défilé entre le revers des hauteurs de Surville et la Seine. Vivement poussés par la cavalerie, et voyant la plupart de leurs canons démontés, ils entrent pêle-mêle dans Montereau; mais les habitans, voulant se venger des mauvais traitemens qu'ils ont soufferts, se servent de tous les moyens en leur pouvoir pour augmenter le désordre dans les rangs wurtembergeois, et aggraver leur perte. 1814. France.

Contenu par la mitraille de l'artillerie commandée par le général Dijeon, l'ennemi n'a pas même le temps de détruire le pont de l'Yonne. C'est en vain qu'il veut faire sauter celui de la Seine, la mine ne fait qu'un entonnoir sur clef; et les Français s'en emparent contre toute espérance. Les généraux Delort et Coëtlosquet le passent au galop, à la tête de la cavalerie du général Pajol, et précipitent la fuite des vaincus; ils sont suivis par le général Duhesme, qui entre au pas de charge dans la ville et fait main basse sur tout ce qu'il rencontre. Ces trois généraux poursuivent les fuyards dispersés sur la route de Sens. Les escadrons de service auprès de l'empereur, et le reste de la cavalerie chargent, entre la Seine et l'Yonne, le gros des Wurtembergeois, qui cherchaient à gagner la Tombe, Maroles et Bazoche-les-Bray.

A la nuit, l'empereur établit son quartier-général au château de Surville, la garde à Montereau, les deux divisions d'infanterie du comte Gérard, le deuxième corps et une des brigades de cavalerie du général Pajol, au Fossard; les deux autres brigades à Varennes; et la division Pacthod sur la rive droite de la Seine.

Cette victoire, qui fit dire à l'empereur : « Mon cœur est soulagé, je viens de sauver la capitale de mon empire! » lui donna trois mille prisonniers, quatre drapeaux et six pièces

1814. France. de canon. Le prince de Wurtemberg compta en outre plus de trois mille hommes tant tués que blessés ; les Français eurent près de deux mille cinq cents hommes mis hors de combat ; le général Delort avait été grièvement blessé [1], ainsi que le général Château qui, plus malheureux, vint mourir à Paris, vivement regretté de l'armée.

Dans la même journée, le duc de Tarente, pressant, au centre, l'arrière-garde bavaroise, s'empara d'un parc d'artillerie. Malheureusement il ne put forcer à Bray le passage de la Seine ; le comte de Wrede s'était établi sur la rive gauche, et avait si bien pris ses mesures, que les approches du pont furent inabordables.

18 février. *Reprise de Provins.* — A la gauche, le duc de Reggio s'était porté, dès le 17, de Nangis sur Provins ; et dans la soirée, le général Wittgenstein, qui déjà battait en retraite de ce côté, avait traversé la dernière dans le plus grand désordre. La cavalerie française étant trop fatiguée pour le poursuivre, son arrière-garde resta dans la ville et dans les environs. La nuit fut désastreuse pour les malheureux habitans en proie au pillage et exposés au choc de deux corps d'armée. Le lendemain, et pendant le combat de Montereau, l'avant-garde du duc de Reggio chassa l'arrière-garde ennemie, et marcha sur Nogent, se mettant ainsi en possession de la rive droite de la Seine.

L'empereur, maître du pont de Montereau, était en mesure de forcer les généraux de Wrede et Wittgenstein à abandonner la rive gauche de la Seine, puisqu'il avait la facilité d'opérer sur leurs derrières, en écrasant les corps épars jusqu'à Sens. Cette considération détermina le prince de Schwartzenberg à concentrer sur Troyes tant les troupes de

[1] La belle conduite de cet officier distingué, qui ne fut point mentionnée explicitement dans le bulletin officiel, lui valut le grade de général de division, et à sa brigade quarante décorations de la légion d'honneur.

la grande armée alliée que celles de l'armée de Silésie, qui reçut ordre de se rendre de Châlons par Arcis sur Méry, où devait avoir lieu la jonction. Pour couvrir sa retraite, il ordonna au comte de Wittgenstein de défendre Nogent jusqu'à l'extrémité, au prince de Wurtemberg et au comte de Wrede, de se joindre à lui s'ils étaient poussés trop vivement. Ce mouvement de la grande armée alliée dégagea Orléans, tous les partis s'étant repliés aussitôt sur les routes de la Bourgogne et de la Champagne. 1814. France.

L'armée française reçoit une nouvelle organisation. — Avant de continuer ses opérations offensives, l'empereur crut devoir s'occuper de réorganiser son armée : il amalgama l'infanterie du comte Gérard (ou réserve de Paris) dans le deuxième corps, qui fut définitivement confié à ce général.

Le duc de Bellune, tombé dans une espèce de disgrâce, reçut l'ordre de prendre le commandement des nouvelles divisions de jeune garde, aux ordres des généraux Charpentier et Boyer de Rebeval (la dernière, toute composée de conscrits, était arrivée la veille à l'armée); le brave général Pajol, dont les anciennes blessures s'étaient rouvertes par suite d'une chute de cheval au combat de Montereau, revint à Paris se rétablir; sa cavalerie, composée des régimens provisoires, fut répartie entre les divers corps, et son infanterie, commandée par le général Pacthod, fit partie du corps du duc de Reggio. Ces mouvemens intérieurs, la dispersion des forces sur des rayons divergens, et l'hésitation des maréchaux empêchèrent les résultats que l'on devait espérer des succès de Mormant, Valjouan et Montereau.

Le général Alix, affaibli par le départ de trois de ses meilleurs bataillons, qui rejoignirent leurs corps respectifs, remonta le Loing dès le 19, et chassa de Nemours l'arrière-garde du corps de Bianchi; cette dernière troupe se retirant par Ormesson et Aufferville, vint camper à Villeneuve-l'Archevêque.

1814. France. vêque, avec le corps de Giulay, les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du général Ignace Hardegg.

Le comte Gérard, que nous avons laissé sur la route de Sens, fut arrêté à Pont-sur-Seine pour rétablir ce moyen de passage que l'ennemi avait détruit en se retirant; et le duc de Tarente, ne pouvant traverser la Seine à Bray, vint la passer à Montereau; le duc de Reggio la franchit également sur ce point; il avait trouvé trop d'obstacles à Nogent, et il s'était présenté aussi inutilement que le duc de Tarente devant Bray.

22 février. *Combat de Méry.* — Ces deux points furent bientôt évacués par l'ennemi, lorsqu'il apprit que Napoléon débouchait de Montereau. Le général de Wrede se retira sur Mâcon, et Wittgenstein, après avoir détruit le pont de Nogent, alla s'établir entre Pont-sur-Seine et Saint-Hilaire, laissant une arrière-garde à Mégrigny pour garder le défilé de la Seine vers Méry. Ces deux généraux, d'après l'ordre du prince de Schwartzenberg, poussèrent des reconnaissances de Saint-Martin-le-Bosnay sur Saint-Aubin, et de Romilly sur Pont. Le généralissime, qui voulait connaître par quelle force il était suivi, fut informé par les rapports de ces mêmes reconnaissances, que toute l'armée française était sur ses traces.

Toutefois, l'empereur Napoléon ne pouvait pas arriver assez tôt pour empêcher la jonction des deux armées alliées. Ses généraux d'avant-garde lui donnèrent avis qu'on remarquait un rassemblement considérable de troupes à Méry-sur-Seine. Cette petite ville, située sur les deux rives de la Seine, mais plus encore sur la droite, à six lieues N.-O. de Troyes, venait d'être occupée par l'armée de Silésie, forte d'environ quarante-huit mille hommes, y compris les six mille fantassins et les quatre mille chevaux aux ordres des généraux Rudzewitsch et Korf, rappelés du blocus de Mayence. A son départ de Châlons, et la jonction des deux

armées étant ordonnée, le feld-maréchal Blucher n'avait plus jugé indispensable de retenir près de lui le corps de Winzingerode qu'il avait rappelé des bords de l'Aisne, et qui pouvait agir plus utilement sur ce point, en donnant la main aux généraux Bulow et Woronzow, qui continuaient leur mouvement d'invasion. 1814. France.

Napoléon, voulant pousser les alliés, ordonna aussitôt au duc de Reggio de forcer le défilé de Mégrigny, et de s'emparer de Méry par où son flanc gauche et ses derrières étaient menacés. La division du général P. Boyer, après un combat très-vif, repoussa l'avant-garde du corps de Sacken, et se présenta sous Méry. L'ennemi, placé sur la rive gauche, défendait le pont; culbuté et poussé au-delà par la brigade Gruyère, formant tête de colonne, il met le feu au pont, se rallie de l'autre côté, et engage une fusillade meurtrière. Bientôt le feu se communique du pont aux premières maisons de la rive droite, et les Russes, étouffés par la fumée et la flamme, sont obligés d'évacuer la ville qu'ils ne peuvent plus défendre; le pont est à demi brûlé, et les tirailleurs français ne craignant pas de passer sur les planches et sur les madriers enflammés, traversent la ville, suivis par le reste de la brigade Gruyère. L'ennemi oppose alors quelques escadrons et un détachement d'artillerie légère; il se prémunit contre une attaque générale, en plaçant ses troupes en bataille sur deux lignes, dans la vaste plaine au-delà de la rivière; et il tient sa cavalerie en réserve, prête à charger au premier moment favorable.

A la vue d'une ligne si imposante, l'empereur crut les alliés décidés à accepter la bataille; mais comme toutes ses forces n'étaient pas encore réunies, il dut se borner à étendre le gros de ses troupes le long de la gauche de la Seine, et il engagea un feu très-vif pour protéger les bataillons qui s'étaient aventurés sur la rive droite; ceux-ci, trop peu nom-

1814. France. breux et privés de leur chef, le général Gruyère, mis hors de combat, furent repoussés dans la ville et forcés de repasser, à travers l'obscurité de la nuit, le pont presque détruit : retraite périlleuse, dans laquelle plusieurs soldats se noyèrent et d'autres furent tués.

Le lendemain, 22 février, les deux armées continuèrent de tirailler d'une rive à l'autre, tandis que la malheureuse ville de Méry était déjà la proie des flammes ; l'incendie se propagea avec une rapidité effrayante, et chassa les habitans de leurs maisons qui s'écroulaient. Au milieu de cette scène de désolation, des vieillards furent impitoyablement égorgés, des malades arrachés de leur lit, vinrent expirer de faim, de misère et de froid, à la lueur des flammes qui dévoraient la ville ; tout fut détruit en quelques heures, et les instrumens du travail et l'asile des citoyens.

Au soleil couchant, les deux armées gardèrent leur positions et bivouaquèrent sur le même terrain. Le général Gérard, après avoir fait disperser par son avant-garde les cosaques de l'hetman Platow, vint le même soir à Villemaur, d'où il communiqua par Prunay avec le duc de Tarente, qui occupait Echemine et Pavillon ; la division Lhéritier, du corps de cavalerie du général Milhaud, avait enlevé dans ce premier endroit deux cents chevaux et une compagnie entière de chasseurs de la division Maurice de Lichtenstein ; le duc de Reggio forma, aux Grez, la gauche de la ligne ; le grand quartier-général, la garde et la réserve s'établirent à Châtres, et le comte Grouchy reçut ordre de rejoindre en toute hâte par Nogent.

Tout semblait annoncer qu'on était à la veille d'une bataille ; une pareille pensée devait sourire à Napoléon ; sa position était belle, et son armée était animée d'un tel enthousiasme, qu'il ne pouvait guère douter de la victoire. Il n'avait qu'à poursuivre le cours de ses brillans succès. Les

alliés le sentirent ; ils ne voulurent pas hasarder en un jour le sort de la campagne, et causer peut-être la perte totale de leurs armées. Dans la nuit du 22 au 23, ils continuèrent leur retraite sur les deux routes de Bar-sur-Seine et de Bar-le-Duc, laissant à Troyes une arrière-garde assez forte pour les couvrir, et surtout pour recueillir le prince Maurice de Lichtenstein, qui se retirait par la route de Sens. Le comte de Wittgenstein couvrit la rive droite de la Seine, jusqu'à Villacerf, avec deux régimens d'infanterie légère, et se retira ensuite par la route de Lesmont. 1814. France.

L'armée française rentre dans Troyes. — Le 23, de grand matin, les Français débouchant par les deux routes de Nogent, vinrent s'établir dans la plaine de Troyes, tandis qu'en avant de la ville, la division de dragons Roussel, atteignait, à Fontvannes, la cavalerie du prince de Lichtenstein, forte de dix-huit escadrons et de seize pièces de canon; bien qu'en nombre inférieur, le général Roussel avait déjà chargé l'ennemi, et le forçait à une retraite précipitée, lorsque le général Ameil, arrivant avec une brigade de cavalerie légère de la division Jacquinot, et le vingt-deuxième de dragons, de la division Lhéritier, acheva de l'enfoncer, et lui prit deux cent quatre-vingts chevaux et six pièces de canon. Les fuyards se sauvèrent derrière le corps de Giulay, établi en avant des faubourgs. Alors toutes les troupes alliées suivirent le mouvement de retraite. 24 février.

Troyes n'était pas tenable ; ses seuls moyens de défense consistaient en quelques rédans construits aux principales portes, et en quelques palissades faites aux principales brèches. Aussi les alliés n'y avaient-ils laissé une brigade bavaroise que pour retarder l'entrée des Français et avoir le temps de s'éloigner. Le général Wolkmann, qui la commandait, plaça l'artillerie sur les remparts, et fit fermer les portes dès que les avant-postes eurent été rejetés des faubourgs dans

1814. France. la ville. Vers quatre heures, après avoir sommé inutilement la garnison, le général Piré fit tirer sur la ville ; l'ennemi riposta en envoyant des obus et des grenades qui incendièrent les faubourgs Saint-Martin et Sainte-Savine. Une batterie de douze allait briser la porte de la Preze, tandis que l'infanterie se disposait à monter à l'assaut, lorsqu'un parlementaire vint annoncer que la place serait évacuée dans la nuit ; mais que si l'on continuait l'attaque, le gouverneur y mettrait le feu. L'empereur accéda à la condition proposée : il lui en aurait trop coûté de causer la ruine de cette ville populeuse et manufacturière..

Le lendemain, au point du jour, l'avant-garde française entra dans Troyes ; le général Nansouty, à la tête de la cavalerie de la garde, traversa la ville au trot, et culbuta les hussards Sezckler et de l'archiduc Rodolphe, restés à la porte de Maignelet, pour observer l'armée. Arrivé au défilé de Moutier-Amey, le même général surprit l'arrière-garde du comte de Wredè, et lui fit cent quatre-vingts prisonniers. Il fut s'établir ensuite à Villeneuve-Mégrigny, où le deuxième corps d'infanterie et le septième, moins la brigade de la division Boyer, laissée à Méry, le suivirent bientôt pour le soutenir au besoin. Les deux divisions du prince de la Moskowa s'établirent le soir à Saint-Parre-aux-Tertres.

Sur la route de Bar-sur-Seine, le comte de Valmy se porta sur la Burse, et, dans une charge des plus heureuses, enleva au corps de Giulay un parc et cinq cents hommes; il poussa ensuite jusqu'à Bar. Le duc de Tarente s'avança jusqu'à Saint-Parre-les-Vaudes, avec le onzième corps d'infanterie et le cinquième de cavalerie (général Milhaud), plaçant en réserve aux Maisons-Blanches la division Roussel, du sixième corps (comte de Valmy).

L'empereur entra dans Troyes, à onze heures, aux acclamations d'un peuple immense, que la présence et les vexa-

tions de l'ennemi avaient exaspéré. Cette fois les soldats furent reçus et traités en libérateurs par la presque totalité des citoyens, à l'exception du petit nombre d'individus qui avaient signé la fameuse adresse présentée à l'empereur Alexandre, et qui n'avaient point quitté la ville; parmi ces derniers, le marquis de Vidrange, contumace [1], et le chevalier Gouault, que l'on arrêta, jugés et condamnés par une cour prévôtale [2], furent les seuls sur lesquels s'exerça la vindicte de l'empereur. 1815. France.

Nouveau plan d'opérations des alliés. — Sur ces entrefaites, de nouvelles dispositions émanées du conseil des souverains alliés, déterminèrent une seconde séparation des deux armées de Schwartzenberg et de Blucher; l'armée de Silésie, après avoir rallié six bataillons et douze escadrons venant des blocus de Luxembourg et de Thionville, se mit en marche le 24, pour passer l'Aube à Baudemont, et séparer le duc de Raguse de la grande armée française, en le refoulant contre la Marne. Cette armée, en opérant sa jonction avec les corps de Bulow, Woronzow et Winzingerode, formait une masse de cent mille hommes, destinés à marcher de nouveau sur Paris. Cette diversion puissante devait avoir lieu tandis que le généralissime, se repliant sur Langres, au-delà de l'Aube, s'opposerait, soit aux progrès de l'empereur dans

[1] On a vu qu'il s'était rendu en Suisse auprès du comte d'Artois.

[2] En vertu de l'article 91, chapitre III, titre Ier du Code pénal. Le chevalier Gouault s'était montré très-chaud partisan du gouvernement impérial avant l'invasion. Malgré la versatilité de ses opinions politiques, il fut plaint, parce qu'il montra un grand courage à ses derniers moments; il ne voulut point qu'on lui bandât les yeux, en déclarant d'une voix ferme qu'il saurait mourir pour son roi. Lui-même il donna le signal aux grenadiers de tirer, et c'est en s'écriant : *vive le roi! vive Louis XVIII!* qu'il rendit le dernier soupir. Tant d'autres qui, comme lui, ont imploré le secours de l'étranger pour l'accomplissement de leurs vœux, n'auraient pas eu peut-être le courage de mourir aussi noblement pour la cause qu'ils avaient embrassée.

1814. l'est, soit aux opérations du duc de Castiglione dans le su
France. est de la France.

L'armée de ce dernier maréchal, renforcée par douze mil combattans et par une nombreuse artillerie, arrivant de l'arm de Catalogne, prenait alors une attitude imposante. Le g néral Marchand venait de rentrer à Chambéry; le géne. Musnier avait réoccupé Mâcon, et le général Dessaix m naçait Genève. Déjà Bourg et Nantua étaient repris, et duc de Castiglione, avec le gros de son armée, allait mettre en mouvement pour se porter en Franc'e-Comté et e Suisse. Le général Bubna se repliait sur tous les points d vant des forces supérieures, et sa position paraissait critiqu D'ailleurs, les alliés savaient par le bulletin de l'empereur en date de Montereau, que son plan consistait à s'établi entre la grande armée et ses communications vers la frontièr du Rhin, pour la forcer à une retraite prompte et désa treuse. Dès-lors il avait le plus grand intérêt à se rapproch du duc de Castiglione, en tirant vers le sud, entre la Suis et l'Yonne. Il fut donc facile au cabinet autrichien de fai consentir les souverains alliés à la création d'une armée d midi, à laquelle on affecta le corps de Bianchi, la premièr division de réserve, les troupes autrichiennes qui se trou vaient à Dijon, ainsi que le sixième corps de la confédération cette armée, forte d'environ cinquante mille hommes, fut con fiée au prince de Hesse-Hombourg, qui devait se porter su Mâcon contre le duc de Castiglione. Le prince de Weyma reçut ordre de rester dans les Pays-Bas, et le prince de Suèd à Liége, pour tenir en respect le corps du général Maison ainsi que les garnisons des places, et assurer la base d'opéra tions de l'armée de Silésie.

24 février. *Nomination de commissaires pour traiter d'un armis tice.* — D'après l'exposé de la situation des forces alliées, fai par le généralissime, et par suite des derniers avantages rem

lense de l'Aube. Mais la défaite du maréchal Oudinot, et l'évacuation de Bar, qu'il ignorait, ne lui furent que trop révélées par les troupes alliées, qu'il rencontra sur tous les points, dans les directions de Bar, de Vitry-le-Croisé et de Vandœuvres; il se vit forcé de rétrograder sur Fontette, où étaient les généraux Lhéritier et Albert, et de voler au secours du général Milhaud, laissé à la Ferté avec les seules divisions Briche, Piré et Brayer. Il n'y avait pas de temps à perdre, car le généralissime venait de donner l'ordre d'attaquer. 1814. France.

Le comte Giulay s'étant porté dans la matinée sur Silvarouvre, enleva de vive force une batterie du général Brayer qui prenait d'écharpe les abords du pont, franchit les barricades, passa le pont, malgré tous les efforts du bataillon qui le gardait, et, en moins de trois quarts d'heure, arriva au dessous de Villers. Dans le même moment, le général Fresnel, qui avait commencé la canonnade sur la ville, ayant enfin forcé les batteries françaises à quelques déplacemens, avait fait glisser ses tirailleurs jusque dans la Ferté, et avait rétabli le pont que passèrent toutes les troupes ennemies. Le général Milhaud, qui ne voulait pas se compromettre inutilement, ordonna la retraite qui s'exécuta dans le meilleur ordre par la route de Bar-sur-Seine, à travers la forêt de Clairvaux; recueilli devant Fontette par le duc de Tarente, dont la bonne contenance arrêta la cavalerie ennemie, il fut assez heureux pour que le prince royal de Wurtemberg ne pût arriver assez tôt sur ses derrières, par Saint-Usage et Fontette, pour enlever son arrière-garde, à laquelle les cosaques du général Seslavin prirent une centaine d'hommes.

De part et d'autre, dans cette journée, il y eut environ six cents hommes hors de combat; l'ennemi fit cent cinquante prisonniers.

Bien que les troupes françaises fussent harassées, il fallut

1814. France. réchal, fit enlever, le 26, par le général Duhesme, le pont de Dolencourt, gardé par la division Hardegg, et la poursuivit jusqu'au-delà de Bar. Le duc de Reggio établit son corps d'infanterie et le deuxième de cavalerie dans la vallée entre la ville et le pont, dont la garde fut confiée à la division Pacthod, établie sur les hauteurs de la rive gauche de l'Aube.

Cependant, au milieu de la nuit, le comte de Wrede conçut l'espoir de surprendre, dans Bar, les Français, qui n'y étaient pas en force. L'entreprise réussit d'abord, puisque les deux bataillons envoyés s'emparèrent des faubourgs sans coup férir, et pénétrèrent dans l'intérieur de la ville jusqu'à la place; mais là ils furent reçus à bout portant par un bataillon de piquet; la décharge fut telle que le désordre, l'épouvante et la mort furent bientôt dans leurs rangs; ils ne parvinrent à se rallier qu'en dehors des faubourgs, après avoir perdu plus de trois cents hommes.

Pendant ce temps, l'empereur avait gardé en réserve, à Troyes, la division Friant (vieille garde), et celle des généraux Laferrière et Excelmans, prêtes à marcher vers l'Aube et la Marne, selon les circonstances.

26 février. *L'armée de Silésie s'avance vers Paris, par la vallée de la Marne; le duc de Trévise se réunit au duc de Raguse, à la Ferté-Sous-Jouarre.* — Le 24, Blucher quitta la rive droite de la Seine pour marcher sur le corps du duc de Raguse; il passa l'Aube et se dirigea, en deux colonnes, par Barbonne et Chichy sur Sezanne. Le maréchal français fit replier à la hâte ses cantonnemens, et prit position à Vindey, à une demi-lieue de Sezanne. Le 25, au matin, l'ennemi déboucha tellement en force, que l'on eut de la peine à dégager les huit cents chevaux détachés sur les hauteurs de Pleurs pour le reconnaître. Le feld-maréchal prussien essaya d'imiter la manœuvre de l'empereur à Vauxchamps, en jetant de la cavalerie sur les flancs ainsi que sur les derrières de son

adversaire; toutefois cette cavalerie ennemie ne réussit point dans ses tentatives, et l'artillerie légère l'ayant maltraitée, elle s'éloigna. Le duc de Raguse fit halte à la belle position en arrière du défilé de Tourneloup; mais Blucher, marchant toujours à droite et à gauche avec sa cavalerie, tandis que son infanterie se formait pour attaquer, il continua sa retraite sur la Ferté-Gaucher, où il prit position derrière le Morin, après avoir soutenu heureusement un assez vif combat d'arrière-garde au village de Montis. Le lendemain il se porta par Rebais à la Ferté-sous-Jouarre, où l'ennemi ne le suivit que faiblement; Blucher venait d'être informé par les dépêches et les réponses d'un officier d'état-major, fait prisonnier en se rendant en mission près du duc de Raguse, que le duc de Trévise avait laissé dans Soissons le général Moreau avec une bonne garnison; il dut croire, d'après les mêmes renseignemens, que ce dernier maréchal, à la tête de huit à dix mille hommes, s'était porté à Château-Thierry; et de là à la Ferté-sous-Jouarre. 1814. France.

Il craignit donc d'effectuer le passage de la Marne en présence des deux maréchaux français, et préférant la franchir sans combat en tournant leur droite, il fit aussitôt marcher son armée, les Prussiens par Rebais sur la Ferté-sous-Jouarre, et les Russes, de Couloimmiers, par Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, sur Trilport. Il chargea le général Korf d'observer, avec quatre mille chevaux, les mouvemens que l'empereur Napoléon pourrait faire des bords de l'Aube à ceux de la Seine.

Cependant les ducs de Raguse et de Trévise, réunis à la Ferté, et ne voulant pas être coupés de Paris, comme devait le leur faire craindre le mouvement de l'armée de Silésie, passèrent la Marne, le 27, et brûlèrent le pont. Cette retraite fut couverte par la division Ricard, entre Monceaux et Trilport; à ce dernier point, la cavalerie Doumerc défila

1814. France. lentement et avec peine sur un mauvais pont de bateaux, ce qui retarda le passage de l'infanterie, et donna le temps aux Russes de venir en chicaner la destruction. On réussit toutefois à le rompre, et l'on continua en toute hâte la marche sur Meaux.

27 février. *Retraite des deux maréchaux; combat de Meaux.* — Cette ville, gardée par quinze cents gardes nationaux, sans autre défense que des tambours construits devant ses portes, était sur le point d'être prise par l'avant-garde du général Sacken, qui, dès la veille, occupait le faubourg de Cornillon, et le premier pont de la Marne, lorsque le duc de Raguse, arrivant par la porte de la Ferté, marcha à la tête de son état-major et de quelques hommes, sur celle de Cornillon, dont il s'empara; mais il ne put déloger l'ennemi du pont du faubourg; le général Pelleport fut blessé dans cet engagement.

Le même jour, l'arrière-garde du duc de Trévise fut sur le point d'être coupée. Le général Vincent, qui la commandait, avait quitté, dans la nuit, Château-Thierry; apprenant à Montreuil-aux-Lions, que l'avant-garde prussienne se trouvait déjà à la Ferté, il se jeta à droite et gagna Meaux par Lizy à travers champs, pour éviter l'avant-garde du corps de Sacken, qui se dirigeait également sur Meaux, après avoir jeté un pont entre Sameron et la Ferté.

28 février. *Blucher suspend sa marche sur Paris.* — De son côté, l'ennemi n'était pas non plus tranquille sur ses derrières; l'empereur s'avançait sur la Marne. Informé de ce mouvement par une reconnaissance que le général Tettenborn avait poussée sur Fère-Champenoise, et qui avait été vigoureusement repoussée par les chasseurs et les lanciers de la garde, Blucher jeta en toute hâte, dans la direction des Vertus, deux ponts sur la Marne, et fit passer son armée sur la rive droite, laissant à la Ferté-sous-Jouarre, le corps d'York pour couvrir les ponts et recueillir la cavalerie du général Korf, rap-

pelée de la Ferté-Gaucher. Le général Kleist, formant tête de colonne, prit position à Lizy, son avant-garde au-delà de l'Ourcq, sur la Thérouanne, afin de continuer à inquiéter Meaux. 1814. France.

Les ducs de Trévise et de Raguse demandent des renforts au conseil de régence. — Cependant les deux maréchaux français, qui ne connaissaient point la marche de l'empereur, ne crurent pas pouvoir, avec dix mille hommes qui formaient leur force totale, lutter contre l'armée de Silésie, et ils informèrent la régence de leur situation. Le colonel Fabvier, premier aide-de-camp du duc de Raguse, fut envoyé à Paris pour appeler l'attention du ministre de la guerre et de la régente sur les dangers qui menaçaient la capitale [1]. 28 février.

Il y avait alors cinq mille hommes d'infanterie et mille chevaux de disponibles dans les dépôts de la garde. Le roi Joseph crut prendre beaucoup sur lui en envoyant, sans l'autorisation directe de son frère, treize cents fantassins et une centaine de lanciers au corps du duc de Trévise, et en plaçant un détachement de trois cents hommes à chacun des ponts de Saint-Maur et de Charenton. Quant au duc de Raguse, on ne put lui envoyer aucun renfort, attendu qu'il n'existait presque aucun conscrit dans les dépôts de la ligne, épuisés par la formation de la dernière division de réserve.

[1] Le duc de Feltre témoigna la plus vive anxiété, et prit toutes les mesures qui étaient en son pouvoir. Le roi Joseph ne fut frappé que d'une chose, c'était que le colonel avait été d'abord chez le ministre, au lieu de venir chez lui; on n'avait pas voulu le réveiller pour une pareille bagatelle. Du reste, on ne s'occupait que de plaisirs et de fêtes; on recevait aux Invalides les drapeaux pris dans les derniers combats, dernière offrande des armées françaises au temple de Mars. Le 27, lorsque l'ennemi attaquait Meaux, son canon répondait à celui des Invalides. La sécurité du gouvernement paraissait cependant complète; et, cette fois encore, la fortune et la valeur de nos soldats la justifièrent. L'empereur, dans toutes ses dépêches au ministre et à la régente, s'obstinait à traiter de débris, de fugitifs, les soixante mille hommes commandés par Blucher. (Koch.)

1814. France. 28 février.

Combat de Gué-à-Trême. — En attendant les secours demandés, les maréchaux se portèrent sur la rive droite de l'Ourcq, point qu'ils croyaient menacé; le général Vincent, commandant l'avant-garde du duc de Trévise, rencontra les coureurs du général Kleist, et les repoussa jusqu'à Estrepilly, où ils passèrent la Thérouanne; derrière cette rivière, l'avant-garde prussienne occupait la position de Gué-à-Trême. Le général Christiani fit aussitôt canonner ce village par son artillerie, pendant qu'il le faisait attaquer de front par sa première brigade et tourner sur la gauche par le régiment des flanqueurs-chasseurs; Gué-à-Trême fut aussitôt enlevé et les quatre bataillons qui l'occupaient, vinrent se rallier derrière la cavalerie ennemie qui défendait le défilé de Neufchelles. Le général Kleist fit rompre le pont de Lizy et s'établit à Fulaines, gardant les routes de la Ferté-Milon et de Nanteuil. Le duc de Raguse vint par la route de la Ferté-Milon prendre position à May-en-Multien; la nuit et une forte pluie de neige fondue n'arrêtèrent point le combat; on se battit avec acharnement jusqu'au lendemain matin. Les Français n'eurent pas au-delà de quatre vingts hommes hors de combat, et ils en prirent ou tuèrent plus de quatre cents à l'ennemi.

1er mars.

Combat de Lizy. — A la suite de cet engagement, le feld-maréchal Blucher voulut attaquer les maréchaux dans leur position, avant l'arrivée de l'empereur. Il donna ordre, à cet effet, au général Korf et au corps de Kleist de passer la Marne, et de replier les ponts. Il prescrivit également à ce dernier corps et à celui de Kapzewitch d'attaquer le lendemain, 1er mars, la gauche des Français, et de tomber sur leurs derrières. Mais on devait passer l'Ourcq à Crouy, et le pont se trouvant rompu, il fallait remonter jusqu'à Fulaines; le général Sacken put seul engager, devant Lizy, une fusillade avec le duc de Trévise. Il était six heures du soir,

Blucher voyant que son projet d'aborder les maréchaux et de les prendre à dos, avait échoué pendant cette attaque de front, prescrivit au général Kapzewitch de jeter un pont sur l'Ourcq et de le franchir à Gesvres; les Russes passèrent la rivière malgré la cavalerie Doumero, mais ils furent bientôt culbutés sur l'autre rive par le duc de Raguse, dont l'infanterie leur fit près de trois cents prisonniers. 1814. France.

Pendant la nuit, le général Poret de Morvan [1] arriva avec les renforts partis de la capitale. Cette nouvelle, et l'arrivée de l'empereur, décidèrent Blucher à la retraite; en deux jours la chance avait bien changé, Paris était sauvé.

L'ennemi s'empare de la Fère. — Cependant le général Bulow, dont on a vu plus haut les opérations en Belgique, était, le 24 février, à Laon; de là il avait détaché une brigade pour s'emparer de la Fère, dont la possession assurait son flanc droit, et le rendait maître du cours de l'Oise. Cette place, presque dépourvue de fortifications, avait quatre cents hommes de garnison; le 26, les Prussiens y jetèrent des obus, et ils allaient monter à l'escalade, lorsque le général d'artillerie, Pommereuil, remit la place à l'ennemi, avec les magasins considérables et le dépôt d'artillerie, et obtint la faculté de se retirer a Noyon, sous condition de ne pas servir du reste de la campagne. Ce même jour, le général Bulow reçut ordre de Blucher d'opérer sa jonction sur l'Aisne, avec

[1] Nous n'avons pas eu l'occasion de citer la conduite distinguée du général Poret de Morvau, comme colonel du trente-quatrième régiment d'infanterie légère, et comme gouverneur de la province et ville de Soria, qu'il défendit pendant quatre mois avec autant de bravoure que d'intelligence, et qu'il ne quitta qu'à la retraite de l'armée française sur Vittoria, en 1812. Il commanda, l'année suivante, le troisième régiment de tirailleurs de la garde, et enleva une redoute à la bataille de Bautzen. Nommé général de brigade à la cessation de l'armistice avec les alliés, il eut encore l'occasion de se signaler aux batailles de Dresde, de Leipsig, et pendant la retraite à l'affaire d'arrière-garde, qui eut lieu près d'Eisenach le 27 octobre.

1814. France. le corps de Winzingerode, qui avait opéré la sienne à Reims, avec celui du comte de Woronzow, détaché de l'armée du nord; et dès le lendemain, toutes ces forces réunies se portèrent sur Soissons pour s'y réunir au feld-maréchal.

2 mars. *Napoléon s'avance sur les derrières de l'armée de Silésie, et passe la Marne à la Ferté.* — L'empereur, voyant échouer les conférences de Lusigny pour une suspension d'armes, parce qu'on n'avait pu s'entendre sur la ligne de démarcation, mit sous les ordres du duc de Tarente le corps d'armée du duc de Reggio et du général Gérard, avec la cavalerie des généraux Saint-Germain, Milhaud et comte de Valmy. Il le chargea, avec ces troupes réunies aux siennes, de contenir la grande armée alliée établie derrière l'Aube, entre Bar et la Ferté; et, le 27, il se porta contre l'armée de Silésie avec la même impétuosité qui avait signalé sa première expédition sur la Marne; il emmenait avec lui toute sa garde, l'infanterie du duc de Bellune, la cavalerie du comte Bordesoulle, et la division Roussel, du corps du comte Valmy. Parti de Troyes, il coucha le même jour aux Herbises, à deux lieues au-delà d'Arcis-sur-Aube; le lendemain il se dirigea sur Sezanne par Fère-Champenoise, et plaça son quartier-général au château d'Esternay, entre la Ferté-Gaucher et Sezanne. Le 1er mars il entra à la Ferté-Gaucher, et se porta aussitôt sur Urbais et la Ferté-sous-Jouarre, où il arriva le soir même par un temps pluvieux et par d'affreux chemins. Pendant la nuit on désembourba l'artillerie et l'on travailla à la reconstruction du pont de la Ferté.

3 mars. *Le feld-maréchal Blucher se retire sur l'Aisne; combat de Neuilly-Saint-Front.* — Le 2 mars, l'armée de Silésie se retira sur Soissons pour opérer la jonction annoncée avec les corps de Winzingerode, Bulow et Woronzow; et le général Kleist eut ordre de pousser une reconnaissance sur May. Le général Ziethen, qui en fut chargé, déboucha de

Neufchelles, et repoussa la division Merlin; mais celle-ci ayant été soutenue par les divisions Ricard et Lagrange, et douze pièces de canon, l'ennemi, forcé sur sa gauche à cinq heures du soir, se retira avec peine derrière le corps du général Kleist; celui-ci devait protéger la retraite du corps de Kapzewitch, qui repassait la rivière pour se porter sur la Ferté-Milon; et à cet effet il était urgent de défendre, contre le duc de Raguse, le défilé de Mareuil, qui se trouve en avant de l'Ourcq. 1814. France.

Le fils du feld-maréchal Blucher y fut laissé avec deux bataillons, un régiment de hussards et six pièces d'artillerie, et s'y conduisit vaillamment. A mesure que les troupes de Kleist arrivèrent sur la rive gauche, ce général les forma en bataille; et à minuit il continua sa marche sur la Ferté-Milon. Les ducs de Raguse et de Trévise s'établirent le soir même à Neufchelles et Vauxenfroy. Le lendemain 3, tandis que l'empereur, après avoir passé la Marne, lançait à la poursuite de l'ennemi la division Friant, le corps du prince de la Moskowa, et la cavalerie de la garde et de la ligne, il envoyait par Vieux-Maisons et Rullière à Château-Thierry, les ducs de Bellune et de Padoue, avec deux batteries à pied et quatre d'artillerie à cheval. Les deux maréchaux suivirent chaudement l'ennemi, dont l'arrière-garde prit position à Neuilly-Saint-Front, et aurait été infailliblement enlevée si la cavalerie Doumerc avait pu assez tôt la tourner par sa gauche, pendant que l'artillerie légère la canonnait en front. L'infanterie du duc de Raguse arriva également trop tard pour seconder ce mouvement. Toutefois, l'ennemi perdit en se retirant près de six cents hommes et quelques bagages; il voulut défendre quelques moulins, mais on les enleva si vivement, que presque tous les prisonniers qui y furent faits se trouvèrent atteints par la baïonnette. Le soir, les Français passèrent l'Ourcq à la Ferté-Milon, où ils bivouaquèrent.

1814. France. *Capitulation de Soissons.* — L'armée ennemie, pressée en front par les ducs de Raguse et de Trévise, marchait avec des peines et des fatigues extrêmes, par des chemins de traverse ; elle se dirigeait sur Braine et Fismes, où son flanc gauche était menacé par l'empereur, dont l'avant-garde s'approchait de Rocourt. Ses colonnes se débandaient et laissaient à chaque pas des blessés, des traînards et des bagages. Tout promettait à l'armée française la destruction de l'armée de Blucher, quand, par un malheur qu'on était loin de prévoir, Soissons ouvrit ses portes aux corps alliés de l'armée du nord. Les colonnes harassées de l'ennemi purent reprendre la grande route, et l'armée de Silésie fut augmentée des forces des généraux Winzingerode, Bulow et Woronzow.

Nous devons rapporter les circonstances de cet événement extraordinaire.

Soissons n'était pas plus fortifié que la première fois où l'ennemi s'en empara de vive force. Il avait peu de troupes ; mais c'étaient des Polonais aguerris, et l'artillerie était bien servie. Toutefois, le général Moreau, déjà si malheureux à Auxerre, se voyant, le 2 mars, investi et canonné de toutes parts, ne songea qu'à préserver la ville d'un assaut et à sauver sa garnison. Il reçut un parlementaire, entama une négociation avec le général Bulow, et consentit à rendre Soissons avec la faculté de se retirer sur Villers-Coterets, avec son artillerie et ses bagages.

4 mars. *Jonction des deux armées alliées, du Nord et de Silésie.* — La capitulation de Soissons rouvrit à Blucher le passage de l'Aisne, et, loin de se trouver dans la triste position de combattre, ayant la ville devant lui, à dos les corps des ducs de Raguse et de Trévise, et sur son flanc gauche les forces de l'empereur, qui précipitait sa marche pour le déborder, il fut en état, par sa jonction avec l'armée du Nord, de reprendre l'offensive et de tenir tête à son redoutable an-

tagoniste. Couvert par l'Aisne dont tous les passages furent fortement gardés jusqu'à Béry-au-Bac, il appuya sa droite à Fontenay, et étendit sa gauche par-delà Cruone. La cavalerie du général Czernischew fut chargée de battre la campagne, et d'éclairer l'armée entre l'Aisne et la Vesle. 1814. France.

Le 4 mars, au point du jour, d'après les ordres donnés par l'empereur, à son quartier-général de Montreuil-aux-Lions, la cavalerie du comte Grouchy et celle de la garde se portèrent en toute diligence à Fismes par la traverse de la Fère-en-Tardenois, pour tourner la gauche de l'ennemi; et les ducs de Raguse et de Trévise, soutenus à quelque distance par 3,000 hommes de la réserve de Paris, commandés par le duc de Padoue, reçurent ordre de pousser vivement l'ennemi. Celui-ci céda le terrain, et la marche ne souffrit aucune difficulté. Un grand nombre de voitures d'équipages tombèrent au pouvoir de l'armée française.

L'empereur fit pousser de Fismes sur Braine une reconnaissance composée des escadrons de service aux ordres du général Guyot; mais elle fut ramenée par le général Czernischew, qui fut bientôt poussé lui-même jusqu'à Courcelles, par la division Roussel qui descendait des hauteurs de Saint-Martin dans la vallée, ayant à sa tête le comte Grouchy. Le 5e dragons exécuta de très-belles charges.

L'empereur apprit à Fismes la reddition de Soissons, et en témoigna la plus vive indignation.[1]

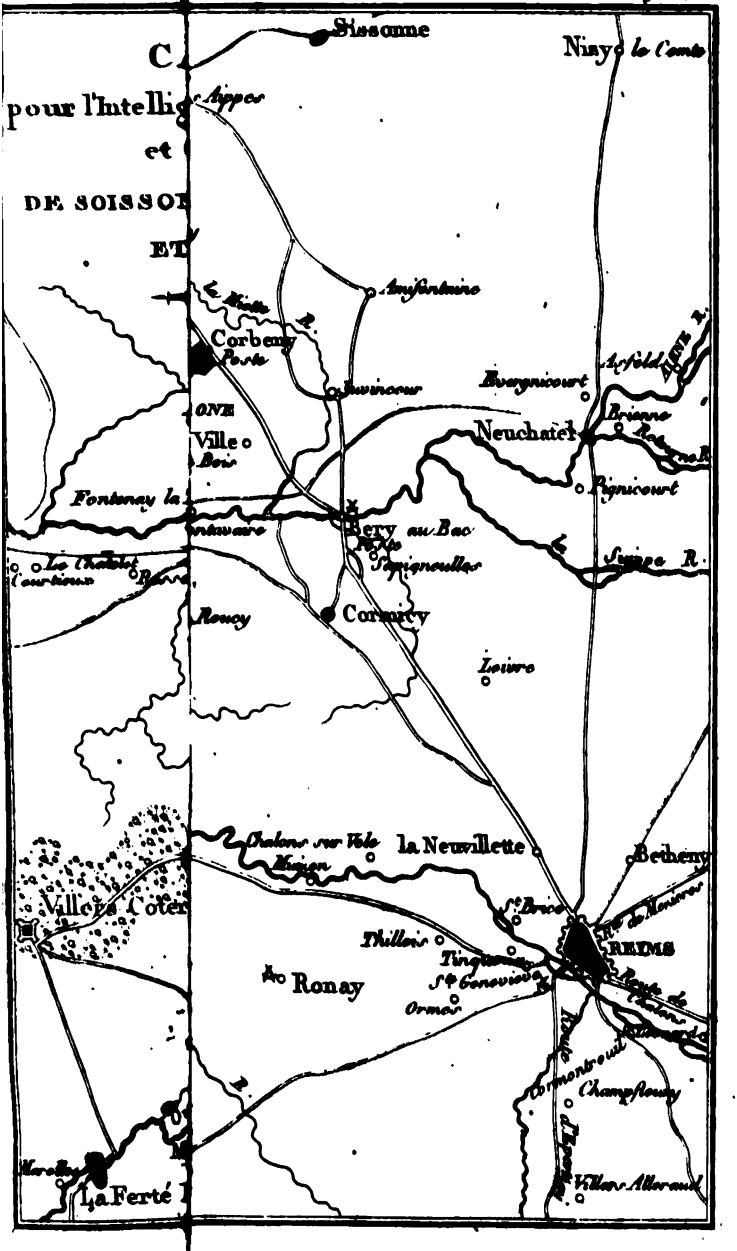
[1] Le bulletin officiel s'exprimait ainsi : « L'armée ennemie se croyait perdue, quand elle apprit que le pont de Soissons lui appartenait, et n'avait même pas été coupé. Par une lâcheté qu'on ne saurait définir, le général qui commandait à Soissons a abandonné la place en vertu d'une capitulation soi-disant honorable; il est traduit, ainsi que les membres du conseil de défense, à une commission d'enquête. Ces officiers étaient d'autant plus coupables, que, pendant toute la journée du 2 et du 3 mars, on avait entendu de la ville la canonnade de l'armée française, qui se rapprochait de l'armée. »

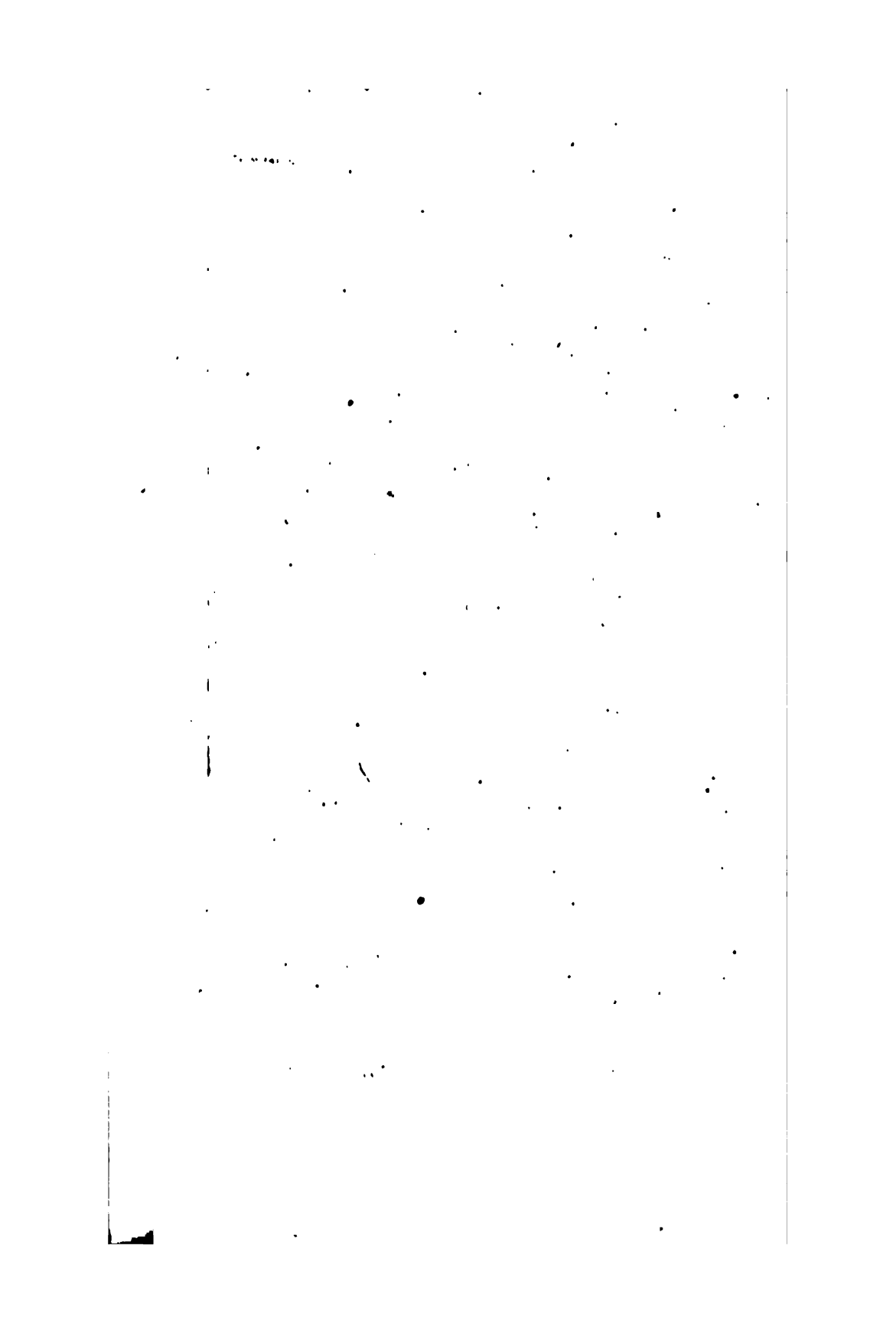
1814. France. Si la révolution du 31 mars sauva la tête ou l'honneur au général Moreau et aux officiers qui composaient le conseil de défense, ils n'en furent pas moins condamnés par toute l'armée française, qui ne doutait pas que, sans la reddition de Soissons, c'en était fait de l'armée de Blucher, dont la destruction devait entraîner la retraite de toutes les forces de la coalition.

5 mars. *Reprise de Reims sur les alliés.* — A la droite, le général Corbineau, détaché sur Reims avec la division Laferrière, y entra le 5, vers quatre heures du matin; il tourna la ville par Saint-Brice, et fit prisonniers quatre bataillons ennemis qui la couvraient du côté de Soissons, sur le plateau de Sainte-Geneviève. Par ce mouvement, l'empereur coupait les communications entre l'armée combinée du Nord et de Silésie et celle du prince de Schwartzenberg; au centre, le comte Grouchy s'empara de Braine, vers deux heures du matin, et enleva cent chevaux aux cosaques.

A la gauche, les ducs de Raguse et de Trévise entrèrent, vers trois heures de l'après midi, dans les faubourgs de Soissons, avec l'arrière-garde russe; l'impétuosité des troupes fut telle, qu'on faillit enlever la ville même. Huit mille Russes jetés dans la place sous les ordres du général Rudzewitch, opposèrent la plus vigoureuse résistance; on se fusilla long-temps d'une maison à l'autre; une vive canonnade s'engagea alors, et le combat se prolongea mal à propos jusqu'à la nuit close. L'armée ennemie était tellement pressée dans sa retraite, que de la rive gauche de l'Aisne, on put canonner long-temps ses colonnes entassées sur la route de Laon. La perte de part et d'autre fut évaluée à environ 900 hommes tués ou blessés.

6 et 7 mars. *Combat et bataille de Craone.* — Napoléon voulant profiter de l'occupation de Reims, qui rouvrait la communication avec une partie des places de la frontière des Ardennes, envoya au général Janssens l'ordre de rejoindre au plus tôt par


Sissonne
Nizy le Comte
C
pour l'Intelli
et
DE SOISSO
ET
Aippes
Amifontaine
Corbeny
Poste
Juvincour
Evergnicourt
Asfeld
Brienne
Neuchatel
Ville
Bois
Fontenay la
Pignicourt
Bery au Bac
Poste
Sapigneulles
Suippe R.
Le Chatelet
Courtieux
Roucy
Cormicy
Loivre
Chalons sur Vele
la Neuvillette
Betheny
Villers Coter
St Brice
Thilleis
REIMS
Ronay
St Genevieve
Ormes
Cormontreuil
Champfleury
Villers Allerand
La Ferté



Rhétel, avec les troupes disponibles de la 2e. division militaire, tandis que lui tournerait l'ennemi par sa gauche, et le préviendrait à Laon. A cet effet, il fit partir de Fismes le comte Nansouty avec la brigade polonaise Pacz et la division Excelmans, pour se rendre maître de Béry-au-Bac, où se trouve le pont le plus proche sur l'Aisne; même ordre fut expédié aux ducs de Raguse et de Trévise. Le comte Nansouty chassa les grand'-gardes d'une brigade de cavalerie russe, qui gardait la tête du défilé sur la route de Reims, culbuta tout ce qu'il rencontra dans Béry; et passant le pont avec l'ennemi, il le conduisit battant jusqu'au delà de la Ville-aux-Bois, après lui avoir enlevé deux pièces de canon et 200 cavaliers. Ce mouvement fut appuyé par les divisions Friant et Meunier, qui filèrent le long de la rive gauche de l'Aisne et vinrent s'établir sur les hauteurs entre Béry-au-Bac et Corbeny. L'empereur, après avoir rallié la division Laferrière, rappelée de Reims, se mit en marche sur Corbeny avec le reste des troupes; il y était établi, lorsque les alliés parurent sur le petit plateau de Craone. Le capitaine d'ordonnance Caraman fut aussitôt chargé de pousser une reconnaissance dans cette direction avec un bataillon de vieille garde; mais il fut si chaudement accueilli, que l'empereur fut forcé de le faire appuyer par une brigade, et d'ordonner au prince de la Moskowa d'opérer une diversion sur la droite, à travers le bois de Corbeny. La ferme d'Heurtebise, prise et perdue alternativement par la division Meunier et une brigade russe, fut, à sept heures du soir, au pouvoir de cette dernière. L'empereur ayant fait cesser le combat, la vieille garde retourna dans ses bivouacs en avant de Corbeny; la division Meunier s'établit entre Heurtebise et Vaucler, et la division Boyer au moulin de Bonconville, à droite du chemin de la ferme de la Bove. 1814. France.

Le lendemain, 7 mars, l'empereur reconnut la position de l'ennemi. La droite et la gauche étaient appuyées sur deux

1814. France. ravins, et un troisième couvrait son front; l'infanterie de Winzingerode était sur trois lignes en colonnes serrées par bataillons; celle de Sacken entre Bray et l'Ange-Gardien; et les corps de Langeron, Kleist et Yorck, manœuvraient entre la Cette et le chemin de Bruyères pour protéger et suivre le mouvement de 10,000 chevaux et de 60 pièces d'artillerie légère, pour se jeter par la droite des Français et sur leur ligne de communication, vers la route de Corbeny à Laon, et tomber sur leurs derrières. Le corps de Bulow était en marche pour occuper la position de Laon, qui assurait, en cas de revers, une retraite au feld-maréchal, dont toutes les forces, qui n'étaient pas réunies sur le même point, s'élevaient au moins à 100,000 hommes. Napoléon en avait à peine 35,000, dont les deux tiers étaient des soldats de nouvelles levées, malingres et sans instruction.

Le prince de la Moskowa, réunissant à son corps d'armée l'infanterie du duc de Bellune et les dragons du général Roussel, fut chargé de l'attaque principale, sur la droite. Là se trouvait le comte Woronzow avec l'infanterie du général Winzingerode, protégée par 36 pièces de canon sur son front, et par une batterie de 12 sur chacun des ravins de Vaucler et d'Ouche, seuls débouchés praticables pour arriver à lui. La brigade du général de division Pierre Boyer formant colonne de droite, côtoya la lisière du bois, et se présenta devant Ailles, tandis que les divisions Meunier et Curial se portèrent par la Clairière sur le plateau, à gauche en avant de ce village. Les colonnes françaises étaient sur le point de couronner le plateau, lorsqu'elles furent arrêtées par le feu très-vif de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies. Mais le général Woronzow ayant un peu refusé son aile gauche, par suite de l'attaque que fit la division Boyer de Rebeval (jeune garde), qui déboucha de l'abbaye de Vaucler avec de l'artillerie, par le défilé qui conduit à Heurtebise, le ma-

réchal prince de la Moskowa profita de ce mouvement pour pousser les divions Meunier et Curial sur le plateau. 1814. France.

A l'approche de la division Boyer de Rebeval, conduite par le duc de Bellune en personne, les troupes légères russes qui occupaient la ferme d'Heurtebise, y avaient mis le feu et s'étaient rétirées sur leur première ligne. Le maréchal, franchissant le ravin défendu par 60 pièces de canon, se reforma aussitôt sur la hauteur; mais il fut frappé d'une balle qui le mit hors de combat. Dans le même moment, et d'après les ordres de l'empereur, le comte Nansouty abordait l'extrême droite de la ligne ennemie avec la division Excelmans et la brigade Pacz; mais tout ce qu'il put faire fut de se maintenir; parce que son artillerie n'avait pu suivre, à cause de la difficulté des chemins. Le corps du prince de la Moskowa, réduit par les pertes énormes qu'il avait faites, à environ 3,000 hommes, ne pouvait enlever le village d'Ailles, et la division Boyer de Rebeval aurait été écrasée par le général Swawikin, si le général Drouot ne l'avait garantie de ce choc, en plaçant sur son flanc gauche deux batteries de la garde qui prirent les Russes d'écharpe.

L'attaque principale n'avait fait aucun progrès, lorsque le comte Grouchy, à la tête de la brigade Roussel, traversa le ravin de Vaucler, et vint se former en bataille à l'angle du petit bois de Saint-Martin; il allait charger sur le flanc droit des hussards ennemis, mais il fut grièvement blessé d'un coup de feu à la cuisse, et obligé de se retirer du champ de bataille. Par une autre fatalité, personne ne prit le commandement de ces escadrons, qui restèrent exposés à la mitraille sans recevoir d'ordres.

Cette charge ayant manqué, et le prince de la Moskowa, ainsi que le général Boyer de Rebeval, demandant sans cesse des renforts, l'empereur ordonna au général Laferrière de passer le ravin de Vaucler, pour appuyer la divion Boyer de

1814. France. Rebeval; mais celle-ci venait d'être culbutée dans les bois, ainsi que les divisions Meunier et Curial; c'est en vain que le général Laferrière se précipite sur les Russes, il tombe blessé grièvement, et sa cavalerie rejetée dans le ravin, va se rallier derrière l'infanterie.

Cependant Blucher ordonnait aux corps de Sacken et de Woronzow, qu'il ne voulait pas laisser seuls aux prises, de se replier au plus vite; des difficultés inattendues, telles que l'escarpement des lieux, s'étaient opposées aux progrès du général Winzingerode, qui s'était avancé seulement jusqu'à Presle, sans pouvoir atteindre le flanc de l'armée impériale, que les cosaques seuls inquiétèrent; l'infanterie du général Kleist, qui avait pris une autre direction, s'étant égarée, n'arriva qu'à la nuit à Fétieux.

Le général Sacken se retira sur la route de Laon, laissant sa cavalerie au comte de Woronzow pour couvrir la retraite. Toutefois ce mouvement ne put avoir lieu sans quelque désordre, et l'empereur en profita pour presser de nouveau l'arrivée des troupes du duc de Trévise, et ordonner au général Colbert de déboucher sur le grand plateau de Craone, par le sentier escarpé qui conduit de Craonelle à la ferme des Roches; ce qui fut exécuté, malgré les feux d'artillerie et de mousqueterie de l'ennemi. En même temps il confia l'infanterie du duc de Bellune au général Charpentier, qui venait d'arriver avec sa division, retardée à Craone par l'artillerie de la garde qu'il avait fallu laisser passer.

Sur les ordres de l'empereur, ce général passa en colonne serrée le ravin de Vaucler, et, après avoir côtoyé le pied du plateau en suivant la lisière du bois, afin de se garantir de l'artillerie ennemie. Il gravit sa contrepente à gauche du village d'Ailles. A peine paraissait-il sur le plateau, que le général Woronzow ordonna au général Sanders de se porter sur la gauche des Français avec sa brigade de réserve et une autre

de chasseurs. Mais peu d'instans après, le général Charpentier se trouvant appuyé par une batterie d'artillerie de la garde et par la division Friant; et le général Pierre Boyer, soutenu par les divisions Meunier et Curial, ayant enlevé le village d'Ailles aux chasseurs russes, Woronzow dut commencer son mouvement de retraite. Aussitôt l'armée française s'étendit par sa gauche et occupa toute la largeur du plateau; le duc de Trévise fut établi en seconde ligne; les six batteries de réserve de la garde furent placées sur le front de l'armée. 1814. France.

L'empereur donna le commandement de toute la cavalerie au comte Belliard et lui ordonna d'appuyer le prince de la Moskowa, et de se lier avec le comte Nansouty, pour déborder le flanc droit de l'ennemi.

Le général Belliard, se prolongeant vers la gauche avec les divisions Colbert et Roussel, prit bientôt la tête de colonne; et le général Colbert chargea plusieurs fois la droite de l'ennemi qui se retirait en toute hâte sur le chemin de Craone à l'Ange-Gardien; le désordre commençait à s'y introduire, mais pour l'entamer et contenir la cavalerie du corps de Woronzow et de Sacken, le général Belliard aurait eu besoin de toute la cavalerie qui était à la droite avec le comte Nansouty, et l'occasion fut perdue.

A la hauteur d'Ouarmont le prince de la Moskowa pressa vivement la gauche de l'ennemi qui se jeta dans le chemin de Chevrigny pour être à l'abri de toute poursuite sur la rive droite de la Lette. Le général Charpentier dirigea sur ce chemin rapide et étroit, quatre pièces de canon, qui l'enfilèrent et y causèrent un grand ravage.

Telle fut la bataille de Craone dont les Russes et les Français revendiquèrent également l'honneur. Les derniers restèrent à la vérité maîtres du champ de bataille, mais ils achetèrent cet avantage par des sacrifices énormes. Ils perdirent dans cette journée plus de huit mille hommes, parmi lesquels un

1814. France. très-grand nombre d'officiers, et surtout d'officiers d'infanterie, qui, devenus trop nombreux en proportion des soldats, ne dédaignaient pas de prendre un fusil et de combattre comme eux. En outre des officiers déjà cités, les généraux Pierre Boyer, Bigarré et Lecapitaine, furent blessés. Les Russes eurent près de cinq mille hommes hors de combat; les généraux Landskoy et Orschakow furent tués; les généraux Schowanski, Laptiew, Maslow et Swarikin étaient au nombre des blessés. L'artillerie joua de part et d'autre d'une manière terrible. On ne fit aucun prisonnier, et il ne fut pris ni canons ni voitures. Ainsi cet engagement sanglant, mais partiel, fut sans résultat; la possession du champ de bataille couvert de cadavres, de débris d'affûts et de caissons, était pour Napoléon le seul prix comme la seule marque de sa victoire. A la nuit tombante, l'armée française bivouaqua entre Filain et Ostel; ses avant-postes furent poussés jusqu'à l'Ange-Gardien par le général Colbert, qui s'établit à Aisy, s'étendant de la Lette à l'Aisne et de Pargny à Celle.

9-10 mars. *Attaque infructueuse faite par l'armée française sur Laon.* — Le général Woronzow fit une halte de quatre heures à Chavignon, rallia la garnison de Soissons, et se retira sous Laon, où il trouva le feld-maréchal Blucher qui s'occupait des dispositions nécessaires pour recevoir une seconde bataille. Le lendemain, 8 mars, le prince de la Moskowa, à la tête de son infanterie et de toute la cavalerie de l'armée, se porta, par l'Ange-Gardien et Chavignon, contre l'arrière-garde ennemie. Mais il ne put l'atteindre; le général Benkendorf, qui la commandait, s'était déjà réuni, vers quatre heures du soir, à Urcel, à l'avant-garde du général Winzingerode. Près de ce village et au milieu de marais impraticables, se trouve la chaussée de Soissons à Laon; le général Czernis-

[1] « La vieille garde seule se soutient, » écrivait Napoléon à son frère après la bataille, « le reste fond comme neige. »

chew occupait Etouvelle et Chivy; une batterie enfilait la chaussée. Il fut impossible au prince de la Moskowa de forcer un défilé aussi bien gardé, et l'infanterie prit position à Uroel; la cavalerie occupa Nouvion, Mailly et Grand'champs. La division Friant coucha à Chavignon, et les divisions Charpentier et Boyer de Rebeval près de la Malmaison. 1814. France.

Dans la même journée, la cavalerie française laissée devant Soissons, y était rentrée sans difficulté et s'était emparée de l'artillerie enclouée et d'un équipage de pont, que l'ennemi n'avait pu emmener faute de chevaux. De son côté, le duc de Raguse, après avoir rallié à Roucy la division du duc de Padoue, s'était porté sur Corbeny, ayant la cavalerie du premier corps à Craone.

Toutefois, Napoléon ne crut pas devoir rester inactif pendant la nuit. Des renseignemens acquis dans la soirée, lui ayant fait connaître qu'il était possible de tourner le défilé d'Etouvelle, il voulut en profiter pour tenter un coup de main sur Laon. A cet effet, il fit partir, à onze heures du soir, le chef d'escadron d'ordonnance Gourgaud, avec deux bataillons de chasseurs à pied et deux escadrons de chasseurs à cheval de vieille garde, pour tourner le poste d'Etouvelle, en même temps que le prince de la Moskowa forcerait la chaussée avec les deux divisions de jeune garde, ouvrirait au général Belliard un débouché pour se précipiter dans la ville avec sa cavalerie, pêle-mêle avec les fuyards. Les Russes, surpris dans Etouvelle, n'eurent que le temps de se replier en toute hâte sur Laon. Une demi-heure avant le jour, le le général Belliard débouche de Chivy avec les dragons Roussel; et, mettant en tête de colonne les chasseurs à cheval confiés au chef d'escadron Gourgaud, il se jette à la poursuite des troupes chassées d'Etouvelle et de Chivy; mais il est arrêté au pied de la montagne de Laon par l'ennemi qui, faisant un feu très-vif de mitraille, le force à prendre posi-

1814. France. tion hors de portée. A la pointe du jour, on découvrit la position des alliés, dont la droite appuyait aux collines entre Thierret et la Neuville, la gauche aux hauteurs d'Athies, le centre était en bataille sur la croupe et au pied de la montagne, avec une formidable artillerie. Les avant-postes étaient à Clacy, Semilly, Ardon et Athies; le feld-maréchal prussien avait en ligne plus de quatre-vingt mille hommes.

Le général Belliard poussa aussitôt quelques escadrons vers Clacy pour éclairer sa gauche, et occupa Leully presque sans résistance. A sept heures, le prince de la Moskowa déboucha de Chivy avec son infanterie; il fut suivi de près par le reste de l'armée, à l'exception du duc de Raguse, qui avait reçu ordre de se porter de Corbeny sur Laon, par la route de Reims; et de prendre part à l'affaire autant qu'il le pourrait. A la faveur du brouillard qui cachait leurs mouvemens, les Français s'emparèrent des villages de Semilly et d'Ardon, situés au pied du plateau de Laon. Ils se déployèrent ensuite à cheval sur la route, la droite appuyée à Leully, et la gauche au terire de Clacy, en se plaçant de manière à ne pas tomber dans la ligne des feux des batteries démasquées par l'ennemi. Vers onze heures, Blucher, voyant la faiblesse numérique de ses adversaires, se décida à prendre l'offensive; il fit marcher une division d'infanterie avec une brigade de cavalerie du corps de Winzingerode pour tourner la gauche, tandis que, d'après ses ordres, Semilly était enlevé par l'infanterie du comte Woronzow, et Ardon par le corps du général Bulow; déjà les troupes impériales se retiraient en désordre, lorsque le prince de la Moskowa, avec quelques escadrons de la garde, repousse les Russes qui accouraient sur la chaussée pour couper la retraite aux corps engagés dans la plaine; ils furent en même temps chargés par la brigade de cavalerie légère du général Grouvelle, et le général Belliard marchant à la tête des dragons Roussel contre les masses prus-

siennes ; la brigade du général Poret de Morvan rentra alors dans Ardon. 1814. France.

Vers quatre heures, le général Charpentier, débouchant d'Etouvelle avec sa division et celle du général Boyer de Rebeval, eut ordre de concerter avec les généraux Friant et Curial une attaque sur Clacy. Le général Curial fit tourner à droite ce village par trois cents tirailleurs, et le comte Charpentier le fit attaquer de front et de flanc. La brigade Montmarie y entra par le chemin de Mons, et fit prisonniers sept officiers russes et deux cent cinquante soldats. Ce succès fut malheureusement compensé par la perte d'Ardon ; le corps de Bulow en chassa le général Poret de Morvan, qui fut mis hors de combat, ainsi que le colonel Leclerc.

Cependant l'empereur, jugeant la position de Laon inattaquable de front, attendait avec impatience, pour opérer un mouvement décisif, l'arrivée du duc de Raguse. Celui-ci, qui avait reçu ordre de prendre part à l'affaire autant qu'il le pourrait, arrivé sans obstacle au défilé de Fitleux, à une heure, trouva la vaste plaine qui s'étend jusqu'à Laon occupée par la cavalerie ennemie. Il porta d'abord ses réserves sur une colline boisée, que l'ennemi abandonna après une vive résistance, pour se retirer dans Athies ; et il fit attaquer ensuite ce dernier village et deux fermes à droite. L'ennemi s'y défendit encore, et quarante bouches à feu de chaque côté engagèrent une canonnade qui dura près de trois heures ; le général Lucotte, avec sa brigade, pénétra dans Athies, y culbuta deux bataillons russes, et s'empara de l'une des fermes. Les alliés cédèrent ainsi une partie du terrain ; mais ils étaient tellement en force qu'il fut impossible au sixième corps de franchir la plaine.

A la nuit, Blucher fit marcher les corps d'York et de Kleist contre le duc de Raguse. Les troupes qui occupaient les fermes et le village d'Athies, surprises au moment où

1814. France. elles allumaient les feux de leurs bivouacs, furent facilement culbutées. Le prince Guillaume de Prusse tomba sur le parc d'artillerie et sur le bois où était la réserve. En vain les canonniers voulurent regagner la route; dans le désordre et l'obscurité de la nuit, ils perdirent la plus grande partie des pièces. Au petit bois, le maréchal tint assez longtemps pour organiser la retraite et sauver les pièces qui n'avaient été ni renversées ni dételées. L'infanterie reprit en bon ordre la route de Fitieux; la cavalerie, dispersée dans la plaine, et enveloppée par une cavalerie supérieure, fut mise en désordre. Vers quatre heures du soir, le colonel Fabvier avait été envoyé par le maréchal avec un détachement de mille hommes pour joindre l'empereur, dont on entendait alors le vif engagement; attaqué par le corps d'York, cet officier aussi brave qu'intelligent, tint sur la route, à la faveur des fossés et de l'obscurité, assez long-temps pour pouvoir former l'arrière-garde. Il imposa par sa fermeté à l'ennemi qui, trompé d'ailleurs sur sa force, ne s'approchait qu'avec circonspection. Enfin le corps d'armée arriva au défilé de Fitieux, et la retraite se fit alors avec moins de danger, quoique l'ennemi continuât sa poursuite.

Le 10, au matin, les troupes du duc de Raguse prirent quelques heures de repos à Corbeny et à Craone, puis elles allèrent repasser l'Aisne à Béry-au-Bac; cette malheureuse affaire de nuit coûta aux Français cent trente caissons, quarante bouches à feu et plus de deux mille hommes prisonniers; le nombre des morts et des blessés fut peu considérable.

On a de la peine à concevoir comment l'empereur fit déboucher le faible corps du duc de Raguse par une plaine immense, tandis qu'il attaquait avec toutes ses forces un défilé qu'il ne put forcer; mais de son côté, lorsqu'à l'entrée de la nuit il ne pouvait plus prendre part à l'affaire, le maréchal aurait dû regagner le défilé, ou du moins placer son artillerie sur la route en arrière du petit bois.

L'empereur venait d'expédier des ordres pour tourner, le lendemain, le plateau de Laon par la droite et par la gauche, en même temps qu'on l'attaquerait de front [1], lorsque la nouvelle inattendue de l'échec du sixième corps, donnée à une heure du matin par les fuyards, vint déconcerter tous ses projets; toutefois, il résolut de se maintenir devant Laon, afin de retarder ainsi la poursuite du duc de Raguse. 1814. France.

Le 10 mars, au point du jour, Blucher put voir les Français, au nombre de dix-sept mille combattans, en bataille au milieu d'un marais, avec un défilé à dos; tandis qu'il avait lui-même quarante mille hommes sur le plateau de Laon, et qu'il débordait la droite de Napoléon, à Semilly, avec soixante mille.

Il dirigea aussitôt sur Clacy les trois divisions du corps de Woronzow, et les hussards du général Balck; mais le général Charpentier, laissant arriver la colonne d'infanterie jusqu'à demi-portée de canon, la mitrailla tellement, qu'elle s'abrita dans le bois qui est en avant, à gauche de Clacy; la cavalerie ne fut pas plus heureuse dans son attaque contre ce village, et les Français perdirent moins de monde par le feu de l'ennemi que par les batteries du prince de la Moskowa, placées sur le tertre traversé par le chemin de Mons, et qui battaient le village de Clacy en croyant atteindre les Russes.

Six autres attaques faites avec des troupes fraîches et plus nombreuses, ne réussirent pas mieux contre le général Charpentier, qui fut appuyé par les débris de la division Boyer de Rebeval.

A deux heures, l'empereur, établi sur un petit tertre à droite de Clacy, s'imagina que Blucher abandonnait Laon, parce qu'il avait vu se retirer les réserves qui couronnaient le

[1] Il y avait plus que de la témérité dans le plan d'attaque de Napoléon. Avec moins de trente mille hommes, il voulait en attaquer cent mille dans une position formidable, et par la manœuvre la plus violente.

1814. France. plateau, dans la direction de Saint-Vincent. Aussitôt il fi tenter un coup de main sur la ville, par les divisions Curia et Meunier; mais celles-ci ne se montrèrent pas plus tôt sur l croupe du plateau, qu'elles furent mitraillées par une bat terie que démasquèrent les Prussiens. Cette attaque dissi pée en un moment, il fut reconnu impossible de la tente de nouveau avec succès. A quatre heures la retraite com mença sur Soissons, et l'on canonna jusqu'à la nuit, que l'armée commença à repasser le défilé d'Etouvelle. La garde impériale retourna à Chavignon ; le grand parc des équipages, les blessés et les prisonniers filèrent en toute hâte; mais dans la nuit un parti de troupes légères ennemies enleva les pri sonniers et une cinquantaine de voitures, entre l'Ange-Gar dien et la Malmaison.

Les journées des 8, 9 et 10, coutèrent aux alliés environ 4,000 hommes, et aux Français, près de 4,500.

11 mars. *L'armée française se retire sur Soissons.* — Le 11 mars au jour, l'armée française continua son mouvement rétrograde sans être vivement inquiétée ; et à trois heures de l'après-midi elle fut réunie à Soissons. La cavalerie s'étendit le long de la rive gauche de l'Aisne, vers Braisne et le Châtelet, poussant des partis sur la route de Coucy, Noyon et Fontenay. Le duc de Raguse s'était replié sur la rive gauche de la Vesle, et avait son quartier-général à Fismes.

La première chose dont l'empereur s'occupa à Soissons fut de réorganiser son armée : les régimens de jeune garde du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, ainsi que la brigade du général Poret de Morvan, ne formèrent plus que deux divisions sous les ordres des généraux Curial et Char pentier. Il arriva de Paris dix-sept cents cavaliers montés, dont le commandement fut confié au général Berckeim ; il entra également en ligne une compagnie d'artillerie légère, six cents lanciers polonais, deux compagnies de sapeurs,

deux de canonniers gardes-côtes, environ mille fantassins de nouvelle recrue qui avaient escorté un parc, ainsi que le régiment de la Vistule, ancienne garnison de Soissons. 1814. France.

Le commandement de cette dernière place fut confié au chef de bataillon Gerard, jeune officier déjà connu par sa bravoure et son intelligence, et qu'on verra accroître sa réputation dans ce poste important. L'empereur fit arrêter par le général Léry les travaux à faire pour mettre cette ville en état de résister à une attaque de vive force. Il laissa dans Soissons et dans Compiègne les troupes de jeune garde qui avaient le plus besoin de repos.

Cependant la présence de l'empereur devenait nécessaire sur un autre point fortement menacé.

Le comte de Saint-Priest, arrivé à Vitry par les Ardennes et renforcé de la brigade prussienne du général Jagow, rappelé du blocus d'Erfurt, ayant appris par quelques Français indignes de ce nom, la défaite du duc de Raguse, ne balança point à marcher, avec ses quatorze mille hommes, pour surprendre Reims, qu'il savait occupé par une très-faible garnison, et pour rouvrir la communication entre l'armée du prince Blucher et celle du prince de Schwartzenberg.

Pendant son mouvement sur Laon, Napoléon n'avait pu envoyer au général Corbineau d'autres renforts que quatre cents gardes d'honneur de la division du général Defrance, qui eut ordre de se tenir à moitié chemin de Béry à Reims, afin de surveiller les bords de l'Aisne.

Les alliés rentrent dans Reims et en sont chassés une deuxième fois. — Le 12, au point du jour, le comte de Saint-Priest rassembla ses troupes à Cormentreuil, et, marchant sur trois colonnes, il entra dans Reims par la porte de Paris, le faubourg de Rhétel et le faubourg de Soissons. Surpris dans la ville, le général Corbineau fut obligé de rester caché sans pouvoir donner d'ordres; les cent chevaux 12-13 mars.

1814. France. de la garde, cinquante gendarmes et les cadres de trois bataillons, formant la garnison de Reims, furent vivement harcelés en se retirant par Saint-Brice, sur la rive droite de la Vesle; l'infanterie fut recueillie par le général Defrance, qui accourut aux premiers coups de canon. L'ennemi prit dans Reims neuf pièces de canon, ainsi que le général Lacoste avec quelques centaines d'hommes de la levée en masse qu'il commandait.

La possession de cette ville était nécessaire pour que Napoléon pût rallier les troupes que lui amenait le général Janssens, et d'ailleurs il espérait avoir bon marché des quatorze mille hommes du comte Saint-Priest. Il ordonna donc au duc de Raguse de marcher sur Reims avec son corps d'armée et la cavalerie du général Bordesoulle; il fit en même temps partir pour cette expédition toute la cavalerie de la garde, la division Friant et la brigade Pierre Boyer, renforcée du régiment de la Vistule; il suivit ces troupes de sa personne avec les escadrons de service, après avoir chargé le duc de Trévise d'assurer, sur l'Aisne-Inférieur, la gauche de sa ligne d'opérations, et de couvrir Soissons avec les huit mille fantassins des divisions Christiani, Curial et Charpentier, et les quatre mille chevaux du comte Belliard, composés de la division Roussel, de la brigade Pacz et de la brigade Curely (division Berckeim).

La cavalerie du général Bordesoulle, formant l'avant-garde de l'armée française, découvrit près de Ronay les avant-postes ennemis qui se replièrent sans coup férir. Deux bataillons ennemis ayant voulu se défendre dans le cimetière d'Ormes, la division Ricard gravit le plateau et les força à poser les armes. Lorsque l'empereur arriva, vers quatre heures du soir, le corps de Saint-Priest était en bataille sur deux lignes, gardant les hauteurs de Tinqueux, la droite appuyée à la Vesle; la gauche s'étendait vers Basse-Muire; ses réserves

en tête du faubourg de Soissons, et sur le plateau de Sainte-Geneviève avec vingt-quatre pièces de canon. Les douze cents cavaliers étaient aux deux ailes, les Russes à droite, les Prussiens à gauche. 1814. France.

La division Merlin, soutenue des cuirassiers du premier corps, engagea l'action à l'extrême droite, et fit mettre bas les armes à trois bataillons prussiens, qui cherchaient à gagner le pont de Sillery ; la division Ricard repoussa vivement l'ennemi jusqu'à l'entrée du faubourg. En voyant s'avancer tout le corps du duc de Raguse, précédé par les gardes d'honneur, et flanqué par deux divisions de cavalerie de la garde, et apercevant, en avant de la Croix-Saint-Pierre, la réserve formée de la division Friant et la brigade Pierre Boyer, le comte de Saint-Priest reconnut qu'il avait à combattre l'empereur en personne, et il ordonna la retraite en toute hâte sur Laon. Comme il venait d'avoir l'épaule fracassée par un éclat d'obus, il ne put surveiller ce mouvement, et le désordre se mit dans ses rangs. Le général Philippe de Ségur s'en étant aperçu, tomba sur les dragons russes à l'embranchement des routes d'Epernay et de Fismes, les enfonça, en culbuta un grand nombre dans le bras gauche de la Veale, et leur enleva huit pièces d'artillerie. Toutefois, l'ennemi parvint à se renforcer dans la ville et à garnir la porte de Soissons et les remparts de six bataillons.

Le duc de Raguse entra dans le faubourg en colonne serrée ; mais perdant beaucoup de monde par la mousqueterie de l'ennemi, qui était couvert par un épaulement, il abrita ses divisions, et jeta dans les maisons les plus rapprochées du mur d'enceinte, un bataillon qui tirailla jusqu'à onze heures, moment où l'empereur envoya de l'artillerie pour enfoncer la porte. La nuit et la précipitation firent qu'on ne s'aperçut pas que cette porte n'était qu'une grille couverte par un redan de six pieds de haut. Beaucoup de braves canonniers

1814. France. furent tués à coups de fusil, et parmi eux le capitaine Guérict, un des meilleurs officiers de la garde.

Cependant, le pont des moulins de Saint-Brice ayant été rétabli, le général Excelmans, avec sa division et les chevau-légers du comte Krasinski, avait tourné la position et refoulé sur Reims les troupes qui se retiraient à Bery-au-Bac. Leur déroute fut dès-lors complète, et elles se sauvèrent à la débandade sur les trois routes de Neuchâtel, Rhétel et Châlons. Les troupes françaises entrèrent dans Reims à deux heures du matin. Elles eurent dans cette affaire sept cents hommes mis hors de combat; le général Ségur fut grièvement blessé. La perte de l'ennemi s'éleva à huit cents hommes tués, seize cents blessés, deux mille cinq cents prisonniers, onze bouches à feu, cent chariots de munitions et un équipage de pont. Le comte de Saint-Priest mourut quelques jours après des suites de sa blessure.

14 mars. *Poursuite de l'ennemi sur Bery-au-Bac; reprise de Châlons et d'Epernay par les Français.* — Le 14, au matin, l'empereur ordonna au duc de Raguse de marcher avec son infanterie et la division de cavalerie Merlin contre les débris du corps de Saint-Priest. Ce maréchal cantonna dans les environs de Cormicy, sa cavalerie à Sapigneule, et la division Ricard sur les hauteurs en-deçà de Bery-au-Bac.

Sur ces entrefaites, les généraux Vincent et Colbert, partant de Château-Thierry, chassaient d'Epernay le parti du général Tettenborn, tandis que le prince de la Moskowa entrait dans Châlons avec la cavalerie du général Defrance et l'infanterie du général Pierre Boyer. Le reste des troupes resta cantonné dans les environs de Reims.

Blucher n'eut pas plus tôt appris la défaite du général Saint-Priest, que, croyant sa gauche menacée, il concentra à Laon son armée dispersée entre Noyon et Corbeny. Les troupes battues à Reims, renforcèrent les corps d'York et de Langeron.

Mais c'était désormais vers l'Aube que l'empereur voulait diriger ses pas. Toutefois, avant de commencer ce mouvement, il sentit la nécessité de donner trois jours de repos à l'armée, pendant lesquels il la passa en revue; il vit sans doute avec douleur la faiblesse des régimens, la fatigue et le besoin des soldats, le mauvais état de la cavalerie; mais il ne put remarquer aussi sans satisfaction (en ne se dissimulant pas toutefois qu'il épuisait ses dernières ressources), tout ce qu'il avait fait et tout ce qu'il pouvait encore faire avec cette poignée de braves. 1814. France.

Un décret du 5 mars avait appelé six mille gardes nationaux de l'Aisne et trois mille de la Marne. Ces braves citoyens accoururent à Reims pour remplir les cadres appauvris du duc de Raguse, et recompléter plusieurs de ceux du duc de Trévise; mais on ne put les armer, et ils retournèrent dans leurs foyers.

Deux autres décrets rendus au quartier-général de Fismes, sous la même date, firent évanouir les espérances de paix que l'on avait pu concevoir jusqu'à ce moment, et que le gouvernement avait répandues lui-même à dessein parmi les troupes. Ces actes proclamaient en quelque sorte une guerre d'extermination, et faisaient un devoir, à tous les citoyens, de l'insurrection contre les autorités qui tenteraient d'y mettre un terme. Telles étaient les principales dispositions de ces décrets:

Premier décret.

« Napoléon, considérant que les généraux ennemis ont déclaré qu'ils fusilleraient tous les paysans qui prendraient les armes, décrète:

« 1°. Non-seulement tous les citoyens français sont autorisés à courir aux armes, mais requis de faire sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher

1814. France. d'eux, de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes et de tomber sur les flancs et les derrières de l'ennemi.

« 2°. Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort en représailles d'un prisonnier ennemi, etc., etc. »

Deuxième décret.

« Napoléon, considérant que les peuples des villes et campagnes, indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis, et spécialement les Russes et les cosaques, courent aux armes par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter les partis de l'ennemi, enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible; mais que dans plusieurs lieux ils en ont été détournés par le maire ou par d'autres magistrats, décrète:

« 1°. Tous les maires, fonctionnaires publics ou habitans qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent en dissuadant les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres et traités comme tels, etc. [1] »

[1] Nous croyons devoir faire connaître la conduite remarquable d'un ministre du culte catholique:

Le 10 mars, le sieur Pothier, prêtre, desservant la succursale de la commune de Pers, département du Loiret, averti qu'un parti de cosaques du camp valérien s'était emparé de la malle et de la diligence de Lyon, près de Ferrières, réunit huit à dix habitans de sa commune, et marcha à l'ennemi, qu'il rencontra sur le chemin de Ferrières au Bignon. Le sieur Pothier mit le sabre à la main, et fondit avec les siens sur les cosaques, qui furent mis en fuite; il reprit la malle, la diligence, les chevaux, les postillons, les voyageurs, et les dépêches encore intactes. Le 16 mars, le même Pothier empêcha sa commune d'acquitter une forte réquisition aux cosaques, qu'il attaqua le soir sur la même route, et auxquels il reprit les dépêches d'un courrier venant de Lyon, et qu'ils avaient tué. Comme ces dépêches étaient pour le gouvernement, Napoléon donna la croix de la Légion-d'Honneur à ce brave ecclésiastique.

1814. France. 27 février.

La grande armée alliée reprend l'offensive; combats de Bar et de la Ferté. — Nous devons maintenant ramener l'attention sur les opérations de la grande armée alliée, que nous avons laissée au delà de l'Aube, dirigeant ses colonnes sur Langres.

Une dépêche du feld-maréchal Blucher au roi de Prusse, en date du 26 février, informait ce souverain que l'armée de Silésie, en marche sur la Marne, était suivie par l'empereur Napoléon à la tête de la majeure partie de ses forces. Cette nouvelle détermina le généralissime à suspendre son mouvement sur Langres et à reprendre l'offensive. Les trente-deux mille Français laissés sur l'Aube, sous le commandement général du duc de Tarente, occupaient alors les points suivans : à la droite de la rivière, le comte Gérard était avec son infanterie en avant et en arrière de Bar; dans la vallée de l'Aube, les divisions Leval et Rothembourg (du corps du duc de Reggio), placées sur deux lignes, appuyaient leur gauche à la côte de Vernonfait; la cavalerie du général Saint-Germain, à Moutiers-en-Ile et au Val-des-Vignes; à la gauche, la cavalerie du comte de Valmy était à Spoy et environs; la division des gardes nationales du général Pacthod gardait le pont de Dolencourt; l'artillerie parquait à Magny-le-Fouchar. Le duc de Tarente était à Mussy-l'Évêque et Essoye avec le onzième corps d'infanterie, poussant à Fontenelle la cavalerie du comte Michaud.

A son départ de Troyes, l'empereur, en déférant au duc de Tarente le commandement de toutes ces troupes, lui avait prescrit de s'emparer de la Ferté, et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de l'Aube; mais cet ordre, qui eût empêché le défaut d'ensemble dans les opérations, fut donné ou arriva trop tard. Quoi qu'il en soit, le 27, vers sept heures du matin, les Russes se mirent en marche sur la route de Bar; et, pour ôter au duc de Reggio l'avantage qu'il pouvait tirer des

1814. France. ravins qui versent sur l'Aube, le général Wittgenstein eut ordre de tourner son aile gauche, en se portant sur Dolencourt par Arentières et Arsonval, et au comte de Wrede de le chasser de Bar dès que ce mouvement serait effectué.

Sur les dix heures, les Bavarois tiraillèrent avec la droite du septième corps, et les Russes se portèrent en avant sur trois colonnes; la première, aux ordres du comte Pahlen, marcha sur Arsonval par Arentières, la côte de Vernonfait et les moulins de Lévigny; elle fut soutenue par la deuxième aux ordres du prince Eugène de Wurtemberg, qui marcha par les hauteurs en avant du bois de Lévigny, l'aile droite vers Vernonfait, face à l'Aube; la troisième, aux ordres du général Gortschakow, prit, de Lignol, la gauche des deux autres.

La cavalerie du comte Pahlen ayant fait replier sur les avant-postes français un détachement de cavalerie légère, qui fourrageait au-delà du bois de Lévigny, le duc de Reggio fit en toute hâte des dispositions de défense; mais elles furent plus qu'imparfaites; l'artillerie était toujours à Magny-le-Fouchard. Le général Montfort[1], à la tête des cent-unième et cent-cinquième régimens, marcha contre l'infanterie de la première colonne, parvenue sur la côte de Vernonfait; il la débusqua du taillis qui est au revers et la rejeta dans le ravin, où il lui fit beaucoup de prisonniers; il l'aurait peut-être prise en entier, sans l'arrivée de la troisième colonne, qui, à la faveur d'une charge de cuirassiers, mit en batterie une nombreuse artillerie. L'effet de la mitraille, joint à une nouvelle attaque du prince Gortschakow, allait écraser la brigade Montfort et celle du général Bélair, placée plus loin à sa droite, tandis que le prince de Wurtemberg, à la hauteur de Lévigny, s'engageait avec la brigade Chassé;

[1] Deuxième de la division Pierre Boyer, qui faisait partie de l'expédition contre l'armée de Silésie.

mais le général Pinoteau vint à leur secours. Malgré tous les efforts de l'ennemi, les brigades françaises se maintenaient dans leur position, lorsque le comte de Valmy, ayant passé l'Aube au gué du Saint-Esprit, s'élance des hauteurs de Vernonfait, et taille en pièces l'infanterie du prince Gortschakow. Cet échec force le général Wittgenstein à rappeler les autres troupes au centre, où il place son artillerie; le général Ismert, à la tête des quatrième et seizième dragons, tente de s'en emparer; trois fois il charge, trois fois il est repoussé et mitraillé, avec perte de quatre cents chevaux. 1814. France.

Toutefois une résistance si opiniâtre et des attaques si impétueuses déterminèrent le prince de Schwartzenberg à renforcer le comte Wittgenstein de deux brigades de cavalerie et d'une d'infanterie du comte de Wrede; et dès lors le duc de Reggio dut ordonner la retraite. Le général Bélair, établi sur la crête des Filles-Dieu, voulut arrêter l'ennemi; mais l'artillerie lui fit perdre tant de monde, qu'il fut obligé de se retirer en tirailleurs. Le comte de Wrède entra dans Bar et n'y trouva plus les Français.

Presque tout le corps d'armée avait déjà repassé le pont de Dolencourt, lorsque le comte Pahlen vint porter le désordre parmi la cavalerie et l'infanterie d'arrière-garde, au moyen de douze pièces de canon que, des hauteurs de ce village, il fit pointer sur la route; mais le général Montfort, marchant contre la batterie, la força à se retirer; et l'arrière-garde française, se plaçant sur le revers d'un côteau boisé, en face du pont, s'y maintint le reste de la journée, malgré plusieurs *hurras* de cosaques.

Dans les deux armées il y eut environ deux mille six cents hommes mis hors de combat; l'ennemi fit quatre cents prisonniers; le général Pinoteau fut dangereusement blessé; le prince de Schwartzenberg et le comte Wittgenstein le furent aussi, mais le prince très-légèrement. Ce résultat fut glorieux

1814. France. pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à quaran mille alliés, et qu'ils étaient au plus quinze mille, sans arti lerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le duc de Reggio s'établit à Vandœuvre l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des avant-post sur la grand' route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à pein inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwar zenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le prin royal de Wurtemberg, ayant repoussé le duc de Tarente, n fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la march précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione

Le duc de Tarente avait reçu, le 27 seulement, les dépê ches l'empereur, qui lui déféraient le commandement des for ces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aussitôt il fit pousser, de Mussy-l'Evêque, des reconnaissance sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il dirigea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, formant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Wurtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'arrivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empereur, le duc de Tarente fit partir la division Amey et cinq cents chevaux du cinquième corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communication avec le duc de Reggio, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée et de préparer les moyens de dé-

lense de l'Aube. Mais la défaite du maréchal Oudinot, et l'évacuation de Bar, qu'il ignorait, ne lui furent que trop révélées par les troupes alliées, qu'il rencontra sur tous les points, dans les directions de Bar, de Vitry-le-Croisé et de Vandœuvres; il se vit forcé de rétrograder sur Fontette, où étaient les généraux Lhéritier et Albert, et de voler au secours du général Milhaud, laissé à la Ferté avec les seules divisions Briche, Piré et Brayer. Il n'y avait pas de temps à perdre, car le généralissime venait de donner l'ordre d'attaquer. 1814. France.

Le comte Giulay s'étant porté dans la matinée sur Silvarouvre, enleva de vive force une batterie du général Brayer qui prenait d'écharpe les abords du pont, franchit les barricades, passa le pont, malgré tous les efforts du bataillon qui le gardait, et, en moins de trois quarts d'heure, arriva au dessous de Villers. Dans le même moment, le général Fresnel, qui avait commencé la canonnade sur la ville, ayant enfin forcé les batteries françaises à quelques déplacemens, avait fait glisser ses tirailleurs jusque dans la Ferté, et avait rétabli le pont que passèrent toutes les troupes ennemies. Le général Milhaud, qui ne voulait pas se compromettre inutilement, ordonna la retraite qui s'exécuta dans le meilleur ordre par la route de Bar-sur-Seine, à travers la forêt de Clairvaux; recueilli devant Fontette par le duc de Tarente, dont la bonne contenance arrêta la cavalerie ennemie, il fut assez heureux pour que le prince royal de Wurtemberg ne pût arriver assez tôt sur ses derrières, par Saint-Usage et Fontette, pour enlever son arrière-garde, à laquelle les cosaques du général Seslavin prirent une centaine d'hommes.

De part et d'autre, dans cette journée, il y eut environ six cents hommes hors de combat; l'ennemi fit cent cinquante prisonniers.

Bien que les troupes françaises fussent harassées, il fallut

1814. France. pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à quaran mille alliés, et qu'ils étaient au plus quinze mille, sans arti lerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le duc de Reggio s'établit à Vandœuvre l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des avant-post sur la grand' route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à peu inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwar zenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le princ royal de Wurtemberg, ayant repoussé le duc de Tarente, n fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la march précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione

Le duc de Tarente avait reçu, le 27 seulement, les dépê ches l'empereur, qui lui déféraient le commandement des for ces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aus sitôt il fit pousser, de Mussy-l'Evêque, des reconnaissance sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il diri gea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, for mant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Wurtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'ar rivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empe reur, le duc de Tarente fit partir la division Amey et cinq cents chevaux du cinquième corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communica tion avec le duc de Reggio, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée et de préparer les moyens de dé-

Brayer et une partie de la cavalerie sur les hauteurs de l'ancienne commanderie du Voleur, et posta le reste de ses troupes sur la rive gauche de la Seine jusqu'à Fouchères. Le 2, au matin, le prince royal de Wurtemberg attaqua la gauche du maréchal, et le général Giulay, qui avait rétabli le pont de l'Ource, fit enlever celui de la papeterie sous le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie françaises. Le général Brayer se retira dans Bar, et en barricada les portes; mais bientôt les colonnes d'attaque enfoncèrent à coups de canon celle dite de Châtillon. Le général Brayer, voulant épargner à la ville le sort d'une place prise de vive force, se retira sur Virey, où se trouvait une brigade de la division Albert. On repassa la Barce, et l'on en fit sauter le pont pour retarder la poursuite de l'ennemi. Les Français perdirent dans cette affaire une centaine d'hommes; les alliés en eurent plus de cinq cents mis hors de combat. 1814. France.

A la nuit close, le onzième corps fut établi à Saint-Parre-les-Vaudes, ayant en deuxième ligne, aux Maisons-Blanches, la division Brayer et les réserves d'artillerie du général Foucher; la cavalerie du général Milhaud, occupa Vaux, Fouchères et Rumilly; le comte Sébastiani, nommé gouverneur de Troyes, gardait cette ville avec la division Amey.

Affaire des ponts de la Barce. — Cependant le général Gérard, chargé par le duc de Reggio de défendre la position de la Barce, avait posté la division Duhesme entre la grève et la chaussée, en avant de la Folie; la division Jarry à sa gauche, se liant avec la division Rothembourg placée sur le plateau de Laubressel. Cette infanterie, forte d'environ cinq mille hommes, devait être soutenue par la cavalerie du général Saint-Germain, établie à Saint-Parre-aux-Tertres. Le reste du septième corps d'infanterie, et la cavalerie du comte de Valmy observaient, à Pont-Saint-Hubert, la rive gauche de la Seine. La position de la Barce était forte; mais, 3 mars.

1814. France. pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à quaran mille alliés, et qu'ils étaient au plus quinze mille, sans arti lerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le duc de Reggio s'établit à Vandœuvre l'arrière-garde à Maguy-le-Fouchard, ayant des avant-post sur la grand' route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à peir inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwar zenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le princ royal de Wurtemberg, ayant repoussé le duc de Tarente, n fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la march précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione

Le duc de Tarente avait reçu, le 27 seulement, les dépê ches l'empereur, qui lui déféraient le commandement des for ces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aussitôt il fit pousser, de Mussy-l'Evêque, des reconnaissances sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il dirigea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, formant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Wurtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'arrivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empereur, le duc de Tarente fit partir la division Amey et cinq cents chevaux du cinquième corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communication avec le duc de Reggio, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée et de préparer les moyens de dé-

Une plus longue résistance ne pouvant être que très-dangereuse, le comte Gérard donna l'ordre de la retraite. Les divisions Rothembourg et Jarry s'établirent à Saint-Parre, sous la protection de la cavalerie et de l'artillerie; mais le général Duhesme, qui défendait les ponts de la Barce, lorsqu'il reçut l'ordre de se retirer, fut assailli sur la chaussée par toute l'armée bavaroise, qui le força de se jeter vers la Barce inférieure; il parvint néanmoins à atteindre Saint-Parre-aux-Tertres, avec perte de quatre cents hommes et de deux pièces de canon. 1814. France.

Sur la gauche de la Seine, l'ennemi fit peu d'efforts, et la retraite du onzième corps et des dragons Milhaud s'opéra sans obstacle. Une division d'infanterie garda les Maisons-Blanches, et fut échelonnée par la cavalerie jusqu'aux faubourgs de Troyes.

Cette journée coûta aux Français sept pièces d'artillerie et cent cinquante hommes hors de combat; aux alliés environ mille hommes.

L'armée française retirée sous Troyes, abandonne cette ville. — L'armée se trouva ainsi réunie sous les murs de Troyes, en présence de l'ennemi, et le duc de Tarente, encore malade, prit enfin le commandement en chef que l'empereur lui avait confié. Ce n'était pas avec vingt-cinq mille hommes qu'il pouvait livrer bataille sur la rive droite de la Seine, à la grande armée alliée; il résolut donc de se retirer à Nogent, assez lentement, toutefois, pour donner aux ambulances et au grand parc le temps d'évacuer Troyes. 4 mars.

Le 4 mars, vers huit heures, l'ennemi se présenta en force devant Saint-Parre; le comte Gérard, après avoir défendu le village pendant trois heures, passa ensuite le pont de la Seine, et se retira dans le faubourg Saint-Jacques, d'où il offrit d'évacuer Troyes dans six heures; mais le comte de Wrede n'en accorda qu'une. Dès que le général Milhaud en-

1814. France. tendit la canonnade, il tourna Troyes par la rive gauche de la Seine, et il alla prendre position, suivant l'ordre de la retraite, sur le chemin de Pavillon, à hauteur du comte de Valmy, établi sur la grande route de Paris; le comte Gérard passa le second pont de la Seine, et se retira dans le faubourg Saint-Martin; le général Molitor tourna Troyes et prit le chemin de Pavillon. L'ennemi avait placé des batteries à l'entrée des faubourgs, et lançait quantité d'obus dans la ville, lorsque le comte Sebastiani, sommé pour la seconde fois, prévint qu'il évacuait. Le feu cessa et la garnison se retira, après avoir fortement barricadé les ponts et l'entrée des faubourgs.

L'armée suivait tranquillement l'ancienne et la nouvelle route de Paris, lorsque la cavalerie bavaroise parut dans la plaine de Malmaison, sur les derrières du comte de Valmy. La terreur s'empare d'une partie de la troupe française, que les généraux ne parvinrent à rallier complétement qu'aux Grès. On perdit dans cette échauffourée près de quatre cents vieux cavaliers, parce qu'on avait négligé de laisser une forte arrière-garde en avant de la Chapelle-Saint-Luc; très heureusement l'infanterie tint ferme, ce qui empêcha le général Frimont d'entrer d'une haleine à Nogent, et de jeter le plus grand désordre dans l'armée.

Le quartier-général du prince de Schwartzenberg fut établi de nouveau à Troyes. Cette ville, lors de sa première occupation par les alliés, avait eu à supporter des charges énormes, mais au moins l'ordre y avait été maintenu et les propriétés particulières respectées. Il n'en fut pas de même cette fois. Les généraux, irrités de ce qu'une partie des habitans avait maltraité leur arrière-garde à l'évacuation, et accueilli l'armée française avec trop d'enthousiasme, frappèrent la ville d'une contribution de guerre, prirent des ôtages, et tolérèrent, pendant trois jours, le pillage d'un grand nombre de maisons.

1814. France. 5-15 mars.

Suite de la retraite du duc de Tarente; ce maréchal prend une ligne de défense sur la Seine. — Le lendemain, 5, le général Wittgenstein continua l'offensive sur la nouvelle route, le comte de Wrede sur l'ancienne, et le prince royal de Wurtemberg, avec le général Giulay sur la route de Sens. Ce jour-là même, le duc de Tarente, arrivé à Nogent, et craignant d'être attaqué le lendemain, plaça son armée sur une bonne ligne de défense; mais comme l'ennemi ne parut point dans la matinée du 6 mars, il porta le gros de son infanterie à Mériot et Plessis-Mériot, détruisit le pont de Nogent, et fit occuper le faubourg sur la rive droite, par les généraux Gérard et Saint-Germain. Le général Pacthod, après avoir laissé sa deuxième brigade à Bray, descendit avec la première et quatre pièces à Montereau, et détacha la troisième à l'escorte des parcs sur Nangis. Les parcs et ambulances filèrent sur Provins.

Par suite de ce mouvement rétrograde des maréchaux, le prince Maurice de Lichtenstein avec sa cavalerie légère, et le général Seslavin avec ses cosaques, avaient forcé le général Alix, qui flanquait la droite de l'armée, de se retirer à Sens, où il essaya inutilement d'organiser la levée en masse de l'Yonne, décrétée le 26 février. Ce n'est pas que le 7 mars, le tocsin n'eût fait accourir toute la population virile; mais les cadres de six bataillons de ligne qui devaient la recevoir, n'ayant pas été envoyés par le ministre de la guerre, il fut obligé de la laisser se disperser, en même temps qu'il se retira sur Auxerre avec deux mille fantassins et trois cents chevaux. Le prince de Lichtenstein avait dépassé Noyers, le prince de Wurtemberg touchait aux portes de Sens, et les cosaques couraient sur les deux rives du canal de Bourgogne.

Le duc de Tarente avait eu le temps de défendre le passage de la Seine, lorsque le prince de Schwartzenberg, persuadé que ce maréchal n'avait fait que se concentrer entre

1814. France. l'Ardusson et la Seine, et voulant s'assurer de ses forces, ordonna une reconnaissance. A cet effet, le général Rayewsk eut ordre d'attaquer de front cette position, tandis que le comte de Wrede en tournerait le flanc droit par Mâcon, et chercherait à s'approcher de Nogent le plus possible. Cette reconnaissance ne trouva point d'obstacles, seulement le pont resté dans l'île engagea une fusillade très-vive avec l'avant-garde du comte Pahlen, qui prit possession de Nogent; et les cosaques vinrent échanger quelques coups de carabine avec la garnison de Bray. L'avant-garde du comte de Wrede vint se poster à Grisy dans cette direction.

Ne croyant pas devoir s'avancer davantage, tant que ses communications avec l'armée de Silésie ne seraient pas rétablies, le généralissime resta en observation sur la Seine. Une telle inaction paraîtra d'autant plus surprenante, que la grande armée comptait plus de cent mille combattans, et que le duc de Tarente en avait à peine vingt-neuf mille [1]. Le séjour du généralissime à Troyes ne fut marqué que par une proclamation tendante à paralyser l'effet des décrets rendus à Fismes par l'empereur Napoléon. « Jamais les alliés, y disait-il, n'ont eu le dessein de conquérir la France; mais ils ne feront la paix qu'à des conditions qui puissent assurer à l'Europe et à la France elle-même un repos durable..... Français, songez que tout ce qui résisterait à nos armes s'exposerait à une destruction inévitable ». C'était bien mal connaître l'esprit de la nation que d'attendre quelque chose d'une semblable proclamation; elle ne fut connue que dans les départemens envahis, et ne servit qu'à irriter davantage les esprits déjà aigris par les charges inséparables du séjour prolongé des alliés.

[1] Commandant le corps du comte de Wittgenstein, blessé à Bar-sur-Aube.

[2] A cette époque, les conférences de Lusigny, pour traiter d'un armistice, furent rompues, et les commissaires retournèrent à leurs quartiers respectifs.

L'armée ennemie resta ainsi dans l'inaction aux environs de Troyes et sur la rive gauche de la Seine, jusqu'au 3 mars, qu'un incident tout particulier vint l'en faire sortir. 1814. France.

Le général russe Tettenborn, commandant une brigade de cavalerie légère à l'armée du Nord, détaché sur le Rhin après la paix avec les Danois, avait franchi ce fleuve, à Cologne, à la mi-février, avec ordre de se rendre sur le théâtre des opérations pour entretenir la communication entre les armées du Nord et de Silésie. Il s'était dirigé par Trèves, Luxembourg et Stenay sur Reims, à travers l'Argonne, par la trouée de Grandpré, où trois des cinq compagnies franches, organisées pour la défense de cette forêt, arrêtèrent un jour entier son avant-garde, et ne lui livrèrent le passage qu'après avoir été écrasées. Pendant qu'il faisait des courses entre la Seine et l'Aisne, il apprit les avantages remportés par le prince Blucher dans les journées des 9 et 10 mars, et il en informa le généralissime, ainsi que du retour probable de Napoléon sur l'Aube.

Le prince de Schwartzenberg, craignant d'être attaqué sur ses derrières, résolut de se concentrer entre la Seine et l'Aube. En conséquence, il ordonna au général Wittgenstein de pousser une reconnaissance, et à toute l'armée d'appuyer à droite vers Arcis. Le 13 mars, le général russe ayant jeté un pont à Pont, et l'avant-garde du comte de Wrede ayant resserré et vivement canonné Bray, le duc de Tarente, qui avait eu le temps de réparer le matériel de son artillerie, de faire reposer sa cavalerie, et de prendre enfin toutes les mesures convenables pour bien recevoir l'ennemi, ordonna au duc de Reggio de concentrer le septième corps entre les routes de Nogent et de Bray; au comte de Valmy de se porter en avant de Rouilly et de Cucharmois, afin de couvrir Provins et Nangis; au général Milhaud de pousser une division à Hermé, pour observer la Seine jusqu'à Bray, et d'aller avec les deux

1814. France. pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à quaran mille alliés, et qu'ils étaient au plus quinze mille, sans artil lerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le duc de Reggio s'établit à Vandœuvres l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des avant-post sur la grand' route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à peine inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwar zenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le princ royal de Wurtemberg, ayant repoussé le duc de Tarente, n fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la marche précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione

Le duc de Tarente avait reçu, le 27 seulement, les dépê ches l'empereur, qui lui déférait le commandement des for ces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aussitôt il fit pousser, de Mussy-l'Evêque, des reconnaissances sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il dirigea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, formant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Wurtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'arrivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empereur, le duc de Tarente fit partir la division Amey et cinq cents chevaux du cinquième corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communication avec le duc de Reggio, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvemens de l'armée et de préparer les moyens de dé-

lense de l'Aube. Mais la défaite du maréchal Oudinot, et l'évacuation de Bar, qu'il ignorait, ne lui furent que trop révélées par les troupes alliées, qu'il rencontra sur tous les points, dans les directions de Bar, de Vitry-le-Croisé et de Vandœuvres; il se vit forcé de rétrograder sur Fontette, où étaient les généraux Lhéritier et Albert, et de voler au secours du général Milhaud, laissé à la Ferté avec les seules divisions Briche, Piré et Brayer. Il n'y avait pas de temps à perdre, car le généralissime venait de donner l'ordre d'attaquer. 1814. France.

Le comte Giulay s'étant porté dans la matinée sur Silvarouvre, enleva de vive force une batterie du général Brayer qui prenait d'écharpe les abords du pont, franchit les barricades, passa le pont, malgré tous les efforts du bataillon qui le gardait, et, en moins de trois quarts d'heure, arriva au dessous de Villers. Dans le même moment, le général Fresnel, qui avait commencé la canonnade sur la ville, ayant enfin forcé les batteries françaises à quelques déplacemens, avait fait glisser ses tirailleurs jusque dans la Ferté, et avait rétabli le pont que passèrent toutes les troupes ennemies. Le général Milhaud, qui ne voulait pas se compromettre inutilement, ordonna la retraite qui s'exécuta dans le meilleur ordre par la route de Bar-sur-Seine, à travers la forêt de Clairvaux; recueilli devant Fontette par le duc de Tarente, dont la bonne contenance arrêta la cavalerie ennemie, il fut assez heureux pour que le prince royal de Wurtemberg ne pût arriver assez tôt sur ses derrières, par Saint-Usage et Fontette, pour enlever son arrière-garde, à laquelle les cosaques du général Seslavin prirent une centaine d'hommes.

De part et d'autre, dans cette journée, il y eut environ six cents hommes hors de combat; l'ennemi fit cent cinquante prisonniers.

Bien que les troupes françaises fussent harassées, il fallut

1814. France. qu'elles marchassent toute la nuit pour ne pas être prévenues à Bar-sur-Seine.

Le 1er mars, le prince de Schwartzenberg, croyant toujours à *la marche précipitée et combinée de Napoléon et du duc de Castiglione*, ordonna aux généraux de Wrede et de Wittgenstein de pousser une forte reconnaissance sur Vandœuvres. Ceux-ci confièrent, pour cette expédition, leur cavalerie et leur artillerie légère au baron de Frimont, qui les partagea en deux colonnes; la première, sous le comte Pahlen, se dirigea par Amance sur Val-Suzenay et Vauchonvilliers, contre le flanc gauche du général Gérard, qu'éclairait la cavalerie du général Saint-Germain. Tandis qu'une forte canonnade s'engageait sur ce point, le comte Pahlen se porta sur Villeneuve-Mégrigny pour y passer la Barce. Le duc de Reggio crut devoir ordonner la retraite; et son arrière-garde vint bivouaquer à Moutier-Amey. Cependant la seconde colonne, sous les ordres directs du général Frimont, s'avança par Spoy et vint occuper Vandœuvres; le comte Pahlen Villeneuve-Mégrigny, et le général Wittgenstein Dienville; le comte de Wrede resta à Bar-sur-Aube, et les réserves du général en chef Barclay-de-Tolly se portèrent de Langres à Chaumont.

Le résultat satisfaisant de cette reconnaissance détermina le généralissime à marcher le lendemain sur Troyes; comme l'infanterie du comte Gérard et la division Rothembourg occupaient le pont de la Guillotière, son avant-garde n'osa pas l'attaquer, et elle rabattit sur Doches, qu'elle occupa dans la nuit; les généraux de Wrede et Wittgenstein couchèrent le premier à Vandœuvres, le second à Piney.

2 mars. *Combat de Bar-sur-Seine.* — De son côté, le duc de Tarente disputait le terrain pied à pied; il détruisit les ponts de l'Ource et de la Seine jusqu'à Fouchères, et plaça des batteries le long du fleuve et derrière la Barce; il établit la division

Ces dispositions prises, l'empereur était parti de Reims, le 17 mars, et venait manœuvrer sur les derrières de la grande armée alliée dont l'extension démesurée (d'Epernay à Sens) lui promettait des avantages signalés. Il n'avait cependant pour cette expédition que dix mille fantassins et six mille chevaux; savoir : quatre mille huit cents hommes d'infanterie et huit cents chevaux sous le commandement du prince de la Moskowa, seize cents chevaux de la division Berckeim; le reste, appartenant à la garde et composé des divisions Friant, Excelmans, Colbert et Letort, ces trois dernières réunies sous les ordres du comte Sébastiani. 1814. France.

Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry. — Le 18, l'empereur partit d'Epernay et envoya l'ordre au général Duvigneau de venir occuper Châlons avec la garnison de Verdun. Le maréchal Ney, formant la colonne de gauche, partit de Châlons et alla occuper Sommesons que venait de quitter le corps austro-bavarois; celle de gauche, c'est-à-dire le reste de l'armée d'expédition, s'arrêta à Fère-Champenoise; le comte Sébastiani chassa les cosaques de ce bourg et prit position à Gourganson, Semoine et Herbisse. 18-19 mars.

Le prince de Schwartzenberg, dont l'armée était presque tout entière concentrée sous Arcis, avait donné ordre aux Bavarois de repasser l'Aube dont il leur avait confié la défense. Ceux-ci, après avoir laissé une simple arrière-garde à Lesmont et à Ronay, où les Wurtembergeois et les corps de Giulay et de Rayewsky devaient se trouver le même jour, s'étaient échelonnés à Pougy, et devaient se replier, le 20, sur Brienne; le comte Barclay-de-Tolly reçut ordre de se porter, le 20, à Trannes. Ces mouvemens rétrogrades firent penser à l'empereur que les alliés se retiraient en désordre, et il ordonna, le 19, au comte Sébastiani de passer l'Aube à Plancy et de les poursuivre vivement. Ce général ayant rencontré à hauteur de Coursemain les cosaques de Kaisarow, leur fit

1814. France. bon nombre de prisonniers; les habitans l'aidèrent à rétabli le pont de Plancy, qu'il franchit aussitôt, malgré une viv canonnade; de là, secondé par l'infanterie qui se jeta dans l village, il passa le deuxième bras de l'Aube au gué de Charny et déboucha en deux colonnes avec les divisions Excelman et Colbert. Les cosaques se sauvèrent à Pouan et brûlèrei ce village. La cavalerie française s'établit à Bessy.

Cependant, Napoléon, à la tête de la division Letort e des escadrons de service, avait pris la route de Méry, vill occupée par l'arrière-garde du prince de Wurtemberg, don le corps fermait la marche des alliés. Cette troupe n'eut pa plus tôt aperçu la colonne de l'empereur, qu'elle se retira e mettant le feu au pont, et engagea une fusillade sur la riv gauche. Le général Letort, ayant passé de suite le gué au dessous de Méry, en chassa promptement l'ennemi; il s'em para, à Châtres, d'un équipage de treize pontons, et s'établi au Grez. L'empereur retourna avec ses escadrons de servic à Plancy, où il passa la nuit. La division Friant bivouaqu sur les deux rives de l'Aube. Le prince de la Moskowa, qu avait eu ordre de descendre à Arcis, s'avança sans avoir v l'ennemi, et établit son infanterie sur deux lignes en arriè de la ferme de Riverelle; sa cavalerie à Viaspre.

Tous ces mouvemens de Napoléon, joints à l'offensive re prise par le duc de Tarente sur la rive droite de la Seine, in quiétaient fort les alliés, et le prince de Schwartzenber montra la plus grande incertitude dans toutes les disposition qu'il manda et contremanda. L'empereur s'en aperçut; et n voulant lui donner aucun relâche, il rappela le général Le tort, et prescrivit, le 20 au comte Sebastiani de se porter dès le matin, sur Arcis. Celui-ci y arriva à dix heures, pre que en même temps que l'infanterie du prince de la Moskow On s'occupa sur-le-champ de la construction du pont et de l défense de la ville. La division Janssens fut placée à chev

sur la route de Lesmont, appuyant la gauche au Grand-Torcy, et ayant en réserve la brigade du général Pierre Boyer; le comte Sebastiani plaça également les généraux Excelmans et Colbert à cheval sur la route de Troyes, poussa une reconnaissance, et établit ses avant-postes en présence des alliés. L'empereur, toujours dans la persuasion que l'ennemi se retirait en désordre, fut bientôt informé par le prince de la Moskowa et par le comte Sebastiani, que le prince de Schwartzenberg n'était pas à plus de cinq myriamètres, avec la majeure partie de son armée; il arriva sur-le-champ. Se refusant toujours à croire ce qu'on lui disait, il venait d'envoyer aux avant-postes un capitaine d'ordonnance qui avait rapporté n'avoir aperçu qu'un millier de cosaques, lorsque le comte Sebastiani annonça de nouveau et d'une manière positive que l'ennemi marchait sur Arcis en colonnes d'attaque. En effet, d'après les ordres du généralissime, le prince royal de Wurtemberg marchait en deux colonnes vers Plancy; la première, composée de son propre corps et de celui du comte Giulay, sur la route de Troyes à Plancy; la deuxième, composée du corps de Rayewsky, sur la route d'Arcis. 1814. France.

Affaires d'Arcis. — Pendant ce temps, les Bavarois faisaient une diversion contre Arcis. Vers les deux heures, les cosaques du général Kaisarow, qui liaient le comte de Wrede au général Rayewsky, se voyant supérieurs en nombre, chargèrent la cavalerie française; ils avaient déjà renversé la division Colbert, qui était en première ligne, et ébranlé celle du général Excelmans, lorsqu'ils furent renforcés par la cavalerie du général Frimont et par trois batteries envoyées par le comte de Wrede, qui ordonna en même temps au général Volkman d'enlever le village du Grand-Torcy et de s'emparer du pont d'Arcis, pour empêcher l'infanterie française de déboucher, et pour couper la retraite aux troupes qui se trouvaient sur la rive gauche de l'Aube. Mais déjà le mouvement 20-21 mars

1814. France. tendit la canonnade, il tourna Troyes par la rive gauche de la Seine, et il alla prendre position, suivant l'ordre de la retraite, sur le chemin de Pavillon, à hauteur du comte de Valmy, établi sur la grande route de Paris; le comte Gérard passa le second pont de la Seine, et se retira dans le faubourg Saint-Martin; le général Molitor tourna Troyes et prit le chemin de Pavillon. L'ennemi avait placé des batteries à l'entrée des faubourgs, et lançait quantité d'obus dans la ville, lorsque le comte Sebastiani, sommé pour la seconde fois, prévint qu'il évacuait. Le feu cessa et la garnison se retira, après avoir fortement barricadé les ponts et l'entrée des faubourgs.

L'armée suivait tranquillement l'ancienne et la nouvelle route de Paris, lorsque la cavalerie bavaroise parut dans la plaine de Malmaison, sur les derrières du comte de Valmy. La terreur s'empare d'une partie de la troupe française, que les généraux ne parvinrent à rallier complétement qu'aux Grès. On perdit dans cette échauffourée près de quatre cents vieux cavaliers, parce qu'on avait négligé de laisser une forte arrière-garde en avant de la Chapelle-Saint-Luc; très heureusement l'infanterie tint ferme, ce qui empêcha le général Frimont d'entrer d'une haleine à Nogent, et de jeter le plus grand désordre dans l'armée.

Le quartier-général du prince de Schwartzenberg fut établi de nouveau à Troyes. Cette ville, lors de sa première occupation par les alliés, avait eu à supporter des charges énormes, mais au moins l'ordre y avait été maintenu et les propriétés particulières respectées. Il n'en fut pas de même cette fois. Les généraux, irrités de ce qu'une partie des habitans avait maltraité leur arrière-garde à l'évacuation, et accueilli l'armée française avec trop d'enthousiasme, frappèrent la ville d'une contribution de guerre, prirent des ôtages, et tolérèrent, pendant trois jours, le pillage d'un grand nombre de maisons.

De son côté, la cavalerie, déployée dans la plaine, entre les routes de Plancy et de Troyes, tint ferme toute la journée contre celle du comte de Wrede. 1814. France.

Le mouvement que le prince royal de Wurtemberg exécutait sur Plancy, aurait eu lieu sans coup férir, si, par un heureux malentendu, le général Letort, revenu seul avec ses dragons, n'avait laissé les grenadiers et les chasseurs à cheval dans leurs bivouacs, aux Grez, sur la rive gauche de la Seine. Ceux-ci s'étant mis en marche pour Arcis à deux heures après midi, furent rencontrés, à la hauteur de Premier-Fait, par l'avant-garde du prince, qui détacha aussitôt plusieurs regimens de cavalerie légère pour les attaquer sur leur flanc gauche, vers Moulin, tandis que la deuxième division de cuirassiers autrichiens les chargerait de front, et la cavalerie wurtembergeoise par le flanc droit. Les Français entourés firent des prodiges de valeur; mais ils auraient peut-être succombé, sans la brigade Curély de la division Berckeim, qui arriva à leur secours avec son artillerie; ils se retirèrent à Méry avec cent vingt hommes et trois pontons de perte. L'ennemi n'osant point attaquer cette ville gardée par de l'infanterie, les cavaliers de la garde se remirent en route par Plancy sur Arcis, à la faveur de la nuit, laissant au général Berckeim l'équipage de pont capturé la veille.

A la chute du jour, une colonne débouchant inopinément de la route de Plancy à Arcis, causa d'abord quelque inquiétude à l'empereur; mais elle fut bientôt dissipée, lorsqu'on reconnut le général Lefebvre-Desnouettes, amenant de Paris quatre mille cinq cents hommes de jeune garde, qui prirent position à Plancy sous les ordres du général Henrion, et deux mille cinq cents chevaux qui furent en seconde ligne, à droite d'Arcis. Vers neuf heures du soir, le comte Sebastiani, voulant profiter de ce renfort, exécuta une charge générale sur le plateau, et parvint à culbuter la gauche de l'ennemi; pour

1814. France. l'arrêter dans sa course impétueuse, il ne fallut rien moins que toute la cavalerie bavaroise, trois divisions de cuirassiers russes, et un escadron de la garde prussienne. On bivouaqua en présence, en-deçà et au-delà de Nozay.

Les Français eurent tout l'avantage et tout l'honneur de cette journée ; malgré les efforts d'un ennemi dix fois plus nombreux, ils restèrent maîtres du défilé d'Arcis, et la jonction s'effectua le lendemain avec le duc de Tarente. L'empereur avait été constamment exposé au feu le plus vif ; plusieurs officiers furent blessés autour de sa personne, et son cheval fut atteint d'un boulet qui le mit hors de combat ; des murmures s'étant fait entendre comme pour blâmer le monarque de s'exposer ainsi : « Ne craignez rien, dit-il à ceux qui l'entouraient, le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. »

Le 21, au point du jour, Napoléon rappela la cavalerie et l'infanterie qu'il avait laissées à Plancy et à Méry, et fit passer l'Aube à une partie de son armée ; une reconnaissance qu'il poussa sur la route de Lesmont, en avant du Grand-Torcy, n'ayant rencontré que quelques pelotons de cavalerie, il revint à Arcis toujours persuadé que l'ennemi effectuait sa retraite. En conséquence, le général Sebastiani reçut l'ordre d'attaquer sur-le-champ avec la cavalerie de la garde et celle de ligne, tandis que le prince de la Moskowa le soutiendrait avec toute l'infanterie. La cavalerie française étant bientôt sur la crête du plateau, la vue de cent mille alliés n'empêcha pas le général Sebastiani d'aborder franchement sur la droite la cavalerie du comte Pahlen, qui aurait été entièrement culbutée sans l'arrivée de la seconde ligne. Toutefois, le prince de la Moskowa et le comte Sebastiani ayant fait prévenir l'empereur que l'ennemi, en bataille, s'étendait sur trois lignes, entre l'Aube et par-delà la Barbuisse, derrière une nuée de troupes légères qu'appuyait une artillerie formidable

la retraite fut aussitôt ordonnée. Fort heureusement les alliés, qui se préparaient à combattre et non à poursuivre, donnèrent à Napoléon le temps de faire jeter un second pont au-dessous de la ville, vis-à-vis de Villette, et de faire filer toute son armée, en commençant par l'artillerie et les bagages, sur la route de Vitry, où l'on arrive par un marais impraticable, d'environ mille mètres, traversé par une levée étroite, coupée de cinq ponts, et au bout de laquelle viennent également aboutir les routes de Fère-Champenoise et de Châlons. 1814. France.

L'empereur chargea le duc de Reggio et le comte Sebastiani de défendre les ponts d'Arcis, de s'établir le plus solidement possible dans cette ville et de former l'arrière-garde. Cette honorable mission fut dignement remplie, et les troupes effectuèrent en bon ordre le passage du défilé. La brigade Montfort occupa le faubourg que traversent les routes de Lesmont et de Troyes; la brigade Maulmont garda le faubourg de Méry; la brigade Chassé fut placée en réserve; la division Rothembourg prit position en troisième ligne sur la rive droite de l'Aube.

Cependant le prince de Schwartzenberg assemblait les commandans des corps d'armée pour arrêter un plan de poursuite; il fut résolu que le comte de Wrede lancerait de suite contre les Français une brigade de cavalerie légère, tandis qu'avec le reste des troupes il passerait l'Aube le plus promptement possible pour se porter entre Donnement et Dommartin; qu'une partie de la réserve s'établirait derrière la Voire pour appuyer les Bavarois, et que l'autre partie s'avancerait de Mesgnil-la-Comtesse et de Chaudrey sur le Grand-Torcy contre le flanc gauche de l'armée française, en même temps que le prince royal de Wurtemberg attaquerait Arcis sur trois colonnes.

Celui-ci engagea bientôt une canonnade des plus vives contre l'arrière-garde, dont le duc de Reggio dut hâter la

1814. France. autres à l'Echelle, éclairer les routes de Sezanne et de Villenoxe. Le lendemain, le maréchal fit pousser deux reconnaissances sur Sezanne et Villenoxe; la première, conduite par le général Treilhard avec deux mille quatre cents chevaux et une brigade d'infanterie, réussit d'abord, mais finit, le soir, par être chassée avec perte de Sezanne; la seconde, conduite par le général Saint-Germain, fut vivement repoussée par l'avant-garde du corps de Wittgenstein, et ne dut son salut qu'au comte Gérard, qui, accourant de Mériot-au-Port, plaça une division sur les hauteurs de Saint-Nicolas; le général Bélair, à la tête de sa brigade, enleva ce village et se porta sur le flanc de la colonne russe, qu'il força, par une canonnade très-vive, à se retirer sur Saint-Féréol.

14-15 mars. *La grande armée alliée se concentre sur Arcis.* — Instruit par un aide-de-camp de Blucher de la victoire de Laon et de la marche ultérieure de Napoléon, le prince de Schwartzenberg prononça son mouvement de concentration sur Arcis, résolu à accepter la bataille si elle lui était offerte; mais le 16 mars, il voulut forcer le duc de Tarente à un mouvement rétrograde, afin de donner du jeu à la gauche de la ligne qu'il avait l'intention de prendre derrière l'Aube. A cet effet et d'après ses ordres, pendant que le général Schachafskoy marchait sur la forêt de Sordun, défendue par une division du deuxième corps, le prince Eugène de Wurtemberg attaqua la division Leval, bivouaquée dans la plaine en arrière de l'Echelle, fit tourner, sur les huit heures, le parc de Houssaie par une partie de sa cavalerie, et dirigea son infanterie, soutenue de deux régimens de cuirassiers, sur le bois et le village de l'Echelle qu'elle occupa. Le village de Cormeron ayant été enlevé aux tirailleurs français, le général Leval le fit attaquer sur-le-champ en échelons par le cent trentième régiment, appuyé à droite par le troisième de ligne qui défendait le passage du ravin de Richebourg. Cormeron

de l'ennemi fut un peu plus forte, mais il ne lui fut pas pris un seul homme. 1814. France.

L'armée française marche sur Saint-Dizier. — Le 22, le duc de Tarente, passant d'Ormes sur les hauteurs de Dosnon, tint en échec, toute la journée, le comte Oscherowski, détaché à Métiercelin pour couper la route de Vitry, tandis que le reste de la grande armée alliée suivait l'armée française dans cette direction pour se placer entre elle et Paris, assurer son flanc droit et opérer sa jonction aux environs de Châlons-sur-Marne, avec Blucher, que les ducs de Raguse et de Trévise ne pouvaient empêcher de repasser l'Aisne. 22-23 mars.

L'empereur, après avoir traversé la Marne au gué de Frignicourt, chargea le prince de la Moskowa de sommer Vitry. Le commandant prussien ne se laissa pas effrayer par des menaces, et, comme la place renfermait une garnison de quatre mille cinq cents hommes et quarante-une bouches à feu, elle fut jugée à l'abri d'un coup de main et ne fut point attaquée. Les troupes bivouaquèrent hors de portée de son canon, à Blacy et Vitry-le-Brûlé; l'empereur, avec sa vieille garde, coucha à Faremont.

Le 23 mars, il se mit en route sur Saint-Dizier, où s'établirent l'infanterie et le quartier-impérial. La division Piré, formant tête de colonne, et soutenue par la division du général Defrance, après avoir enlevé un bel équipage de pont et fait neuf cents prisonniers dans cette ville, poussa jusqu'à Doulevant. Le duc de Tarente fut moins heureux dans son mouvement : toutes ses troupes n'étaient pas encore ralliées lorsque, dans la nuit du 23, il reçut l'ordre de quitter les environs d'Arcis; il avait envoyé des officiers d'état-major sur les chemins de Plancy à Nogent, et de Saint-Saturnin à Villenoxe, pour diriger par Sezanne sur Sommepuis celles qui n'auraient pas encore traversé les marais. Une division avait été commandée pour escorter l'artillerie; mais, par

1814. France. l'effet d'un malentendu, elle n'arriva pas au rendez-vous; livré à lui seul, le parc fut assailli dans la plaine par la cavalerie légère du comte Oscherowski; néanmoins le commandant forma le carré, et voulut défendre le parc avec les cinq cents canonniers qui en dépendaient; mais plusieurs obus étant tombés au milieu, il craignit de voir sauter les caissons, et il prit le parti d'abandonner les voitures et de sauver les hommes et les chevaux. Le général Gerard, qui faisait l'avant-garde du duc de Tarente, était alors en colonne de marche entre le Grand-Fenu et la Custonne; il entendit la canonnade dans la direction de Sommepuis, et s'étant porté de sa personne jusqu'au-delà de Nivelet, où il apprit le danger de l'artillerie, il pressa la marche de son infanterie pour attaquer les Russes, qui se retirèrent sur Humbeauville, emmenant avec eux trois cents prisonniers et quatorze bouches à feu; celles qu'ils n'avaient pu enlever, avaient été enclouées.

Le gros du corps d'armée du duc de Tarente vint passer la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et s'établit à Villotte et Bignicourt. Le comte Sebastiani rejoignit à Saint-Dizier avec sa cavalerie. Le général Gérard passa la nuit à Blacy; le duc de Reggio, parti de Chêne, passa à Frignicourt sur le pont de chevalets qu'il brûla, et continua à former l'arrière-garde; il n'avait perdu que quelques voitures de bagages.

Le but de Napoléon en faisant cette pointe sur Saint-Dizier, au risque de découvrir Paris, était de prendre position sur les derrières de la grande armée alliée, de la séparer de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, et de la placer ainsi dans une position désespérée. Ce mouvement absolument semblable à celui dont la faiblesse seule de son armée venait d'empêcher la réussite, devait être appuyé par dix ou douze mille hommes qu'il comp-

tait rallier, et que, d'après ses ordres, le général Durutte devait avoir fait sortir des places de la troisième division militaire [1]. 1814. France.

Les alliés prennent la résolution de marcher sur Paris.— Cependant les alliés tenaient à Pougy, le 23 mars, chez l'empereur de Russie, un conseil de guerre dont le prince de Schwartzenberg avait provoqué la réunion. On y donna lecture des dépêches trouvées sur un courrier pris à l'attaque du parc d'artillerie du duc de Tarente (sur la route de Sezanne à Sommepuis), et par lesquelles le prince de Neuchâtel faisait connaître à ce maréchal la marche et les desseins de 24 mars.

[1] Tous les militaires éclairés regrettèrent alors, et peut-être aussi Napoléon, de n'avoir pas pris de Reims une direction absolument différente. A cette époque, il était encore possible de sauver l'empire avec les débris de l'armée; mais, au lieu de se porter par Château-Thierry et Arcis sur la droite du généralissime, la prudence lui conseillait de manœuvrer contre sa gauche par Provins et Sens, pour de là s'approcher par Auxerre des sources de l'Yonne, de l'Armançon et de la Seine. Ce mouvement eût été d'autant plus facile, qu'exécuté dans la ligne intérieure de défense, il se trouvait hors d'atteinte de l'ennemi. Par la même raison, il assurait la jonction des ducs de Raguse et de Trévise, lorsque, obligés de plier devant le feld-maréchal Blucher, ils eussent été dans le cas de chercher un point d'appui. L'armée française, une fois dans ce pays coupé et difficile, aurait soutenu avec avantage une guerre de chicane sur la gauche de la grande armée, sans cesser d'avoir l'œil dans le bassin du Rhône, et d'être maîtresse de celui de la Loire. Dans cette hypothèse, si le prince de la Moskowa, obtenant l'autorisation qu'il sollicitait *de se jeter dans les Vosges, de se mettre à la tête de l'insurrection de ces contrées belliqueuses*, et de former un corps d'armée avec les garnisons de Rhin et Moselle, eût agi, avec son audace et son activité accoutumées, dans la ligne des places de la Moselle et de la Sarre, sur la droite de celle d'opérations de l'armée de Silésie; ou qu'il eût simplement rejoint l'empereur par la vallée de la Seine; ou enfin qu'il se fût réuni, près ou dans la Suisse, au duc de Castiglione, on conviendra que les affaires n'auraient pas tardé à changer de face; et, supposé que les alliés, au mépris des armées établies sur leurs flancs et leurs derrières, eussent fait la conquête de Paris, elle n'aurait été d'aucune influence sur les résultats ultérieurs de la campagne. (Koch, *Campagne de 1814.*)

1814 Napoléon. Il fut résolu que le généralissime, sans s'inquiéter
France. de ce qui se passerait sur ses derrières, se porterait de suite à Châlons pour se réunir au prince Blucher, et opérer conjointement avec lui sur les derrières et sur le flanc de l'armée française.

Le prince de Schwartzenberg, dont ces dispositions contrariaient peut-être les vues, ne se hâta point de prononcer le mouvement convenu; et la grande armée alliée occupait encore une ligne demi-circulaire autour de Vitry, lorsque le lendemain matin, l'empereur de Russie, après avoir réuni en conseil privé à Sommepuis, plusieurs de ses généraux, fit part au généralissime de la résolution qu'il avait prise de marcher sur Paris avec les armées réunies. Ce monarque instruisit lui-même le roi de Prusse de cette détermination. Quant à l'empereur d'Autriche, il avait abandonné à ses deux alliés la direction des événemens qui allaient décider du sort de son gendre, et il s'était porté sur Lyon pour rejoindre l'armée du midi.

Il ne manquait plus au complément de cette grande entreprise que la jonction de l'armée de Silésie, quand on apprit qu'elle occupait Reims et Château-Thierry, qu'elle allait entrer à Châlons, et que toute sa cavalerie, sous les ordres du général Winzingerode, était entre la Somme-Soude et la Coole.

Le feld-maréchal Blucher, craignant d'abord que Napoléon, après avoir reçu des renforts, ne reprît l'offensive sur la rive droite de l'Aisne, était resté quelques jours dans l'inaction; mais sur un avis d'un mouvement sur Saint-Dizier, il se décida à franchir cette rivière. Le duc de Raguse, qui ne pouvait en disputer le passage à une armée de cent neuf mille combattans, résolut de ne défendre Bery-au-Bac que le temps nécessaire pour assurer sa retraite sur Fismes, et il en prc-

vint le duc de Trévise qui s'y porta aussitôt. Le général Ricard, chargé de former l'arrière-garde et de faire sauter le pont de Béry-au-Bac, se retirait en bon ordre avec sa division et une brigade de cavalerie légère, lorsque huit mille chevaux, passant l'Aisne au gué d'Asfeld, se divisèrent en deux masses principales, dont l'une marcha sur le duc de Raguse par Sapigneulles et Loivre, et l'autre, coupant ce maréchal du duc de Trévise, s'avança sur ce dernier. La cavalerie française d'arrière-garde fut repoussée, malgré la plus grande résistance; et le duc de Raguse fut obligé de la faire appuyer par de l'artillerie et des carrés; mais l'infanterie ennemie qui avait passé à Béry-au-Bac et à Pontavaire, étant arrivée en forces supérieures, ce ne fut pas sans peine que ce corps d'armée parvint à gagner les hauteurs de Roucy; ne pouvant pas garder cette position, il alla ensuite s'établir en arrière de Fismes, sur le Mont-Saint-Martin, où le duc de Trévise rejoignit, le 19, en marchant à couvert de la Vesle. Les deux maréchaux conservèrent, toute la journée du 20, cette nouvelle position; et le duc de Trévise y rallia la division Charpentier qu'il avait détachée devant les places de Soissons et de Compiègne, pour observer l'Aisne inférieure. Une forte reconnaissance apprit, ce jour-là, aux maréchaux que l'armée de Silésie, marchant par la gauche, cherchait à se mettre en contact avec le prince de Schwartzenberg, afin d'opérer de concert avec lui; et qu'elle n'avait laissé devant eux que huit à dix mille hommes pour les tenir en échec. 1814. France.

Les ducs de Trévise et de Raguse cherchent, d'après les ordres de Napoléon, à se rapprocher de lui. — Le 20 mars, au soir, ils reçurent une dépêche du prince de Neuchâtel, datée de Plancy-sur-Aube, à dix heures du matin. Le major-général leur annonçait que l'empereur avait blâmé la retraite

1814. France.

rétrograde de la cavalerie était arrêtée; l'empereur, l'épée à la main, s'était jeté au devant de quelques fuyards qui se précipitaient sur les ponts : *Voyons*, leur avait-il dit, *qui de vous les repassera avant moi.* Il avait en toute hâte fait avancer la brigade de chasseurs à pied de la vieille garde, commandée par le général Pelet [1], qui, traversant la ville sous une grêle de boulets, vint se déployer en avant par masses, et imposa à l'ennemi. A la gauche, le prince de la Moskowa défendait Torcy contre toutes les attaques; un instant ce village ne fut plus en son pouvoir; mais la brigade Rousseau, appuyée par celle du général Pierre Boyer, y entra presque aussitôt. Ce fut en vain que le généralissime fit avancer de nouvelles troupes et une partie de la réserve, Torcy resta au pouvoir des troupes françaises dont l'artillerie faisait des prodiges. A la nuit tombante, le feu exerçait encore tellement ses ravages de part et d'autre, que Torcy et Arcis étaient devenus la proie des flammes. Le général Janssens fut blessé mortellement.

[1] Le général Pelet avait pris le commandement de la division de jeune garde Decouz, après la mort de ce général et du contre-amiral Baste, au combat de Brienne, et avait disputé avec gloire ce dernier poste à l'armée russe; il était à la tête de cette même division à la bataille de la Rothière, et, dans l'après midi du 2, il fit l'arrière-garde depuis ce dernier village jusqu'à Lesmont, entouré des corps ennemis et écrasé par leur artillerie. Après avoir défendu, avec le seul septième de voltigeurs et une centaine de chasseurs (vieille garde), pendant toute la nuit, les approches du pont de ce village, qui fut fortement attaqué vers le soir, il se retira le lendemain au travers des plaines de Pinet, poursuivi par la cavalerie de l'ennemi, que soutenaient de nombreuses colonnes d'infanterie.

Le général Pelet assista avec sa division aux combats de Champ-Aubert, Montmirail, Vauxchamps, Montereau. Le 6 mars il prit le commandement de la brigade de chasseurs à pied de la vieille garde, qui était sous les ordres du général Cambronne, blessé dans cette dernière action. A la bataille de Craone, il soutint avec quatre cents de ses intrépides chasseurs le corps du prince de la Moskowa qui faiblissait, et il arrêta ainsi les succès de l'ennemi. Cette même brigade se couvrit de gloire aux attaques de Laon et de Reims. Ses pertes furent immenses dans le cours de la campagne; mais elle eut une part brillante aux prodiges qui mettent cette défensive au-dessus de toutes celles qui ont été exécutées.

résistance devint inutile, et le général Vincent se vit obligé de se retirer à Dormans par la forêt de Vaucienne. Le dévouement patriotique des habitans d'Epernay fut puni par quarante-huit heures de pillage. 1814. France.

Après avoir détruit les ponts de Château-Thierry et ordonné au général Vincent de les rejoindre par Orbais, les maréchaux se portèrent sur Champ-Aubert, et firent une telle diligence qu'ils y étaient le 22 au soir. Arrivés le lendemain à Bergères, ils aperçurent une colonne de cavalerie qui descendait sur Vertus par la route d'Epernay; la cavalerie d'avant-garde y accourut; la ville était livrée au pillage par un parti de cosaques du général Tettenborn. Le général Merlin les chassa, fit quelques prisonniers, et s'empara d'environ soixante voitures de bagages, de trois cents chevaux et de presque tout ce qu'ils venaient de piller.

Le 24, on continua le mouvement en se portant sur Vatry; le soir, le duc de Trévise se plaça à cheval sur les routes de Troyes à Châlons, et de Vertus à Vatry; et le duc de Raguse aux deux Soudés, sur le chemin de Fère à Vatry. Le général Vincent, qui avait été détaché vers Montmirail, avec deux mille fantastins de jeune garde, cinquante dragons et cinquante gardes d'honneur, pour observer les corps prussiens qui avaient suivi l'armée jusqu'à Château-Thierry, rencontra les coureurs des corps d'York et de Kleist, et s'engagea avec eux.

Le feld-maréchal Blucher était déjà en communication avec la grande armée, lorsqu'il eut connaissance de la détermination prise à Pougy. Il opéra sa jonction sans éprouver d'obstacle, et reçut des ordres en exécution de la décision prise par l'empereur Alexandre, dans un conseil de guerre tenu en plein air, à deux ou trois kilomètres de Sommepuis, sur un monticule à droite de la route. Cette décision portait : « que l'on marcherait sur Paris, dont les routes étaient entièrement

1814. France. l'arrêter dans sa course impétueuse, il ne fallut rien moins que toute la cavalerie bavaroise, trois divisions de cuirassiers russes, et un escadron de la garde prussienne. On bivouaqua en présence, en-deçà et au-delà de Nozay.

Les Français eurent tout l'avantage et tout l'honneur de cette journée; malgré les efforts d'un ennemi dix fois plus nombreux, ils restèrent maîtres du défilé d'Arcis, et la jonction s'effectua le lendemain avec le duc de Tarente. L'empereur avait été constamment exposé au feu le plus vif; plusieurs officiers furent blessés autour de sa personne, et son cheval fut atteint d'un boulet qui le mit hors de combat; des murmures s'étant fait entendre comme pour blâmer le monarque de s'exposer ainsi : « Ne craignez rien, dit-il à ceux qui l'entouraient, le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. »

Le 21, au point du jour, Napoléon rappela la cavalerie et l'infanterie qu'il avait laissées à Plancy et à Méry, et fit passer l'Aube à une partie de son armée; une reconnaissance qu'il poussa sur la route de Lesmont, en avant du Grand-Torcy, n'ayant rencontré que quelques pelotons de cavalerie, il revint à Arcis toujours persuadé que l'ennemi effectuait sa retraite. En conséquence, le général Sebastiani reçut l'ordre d'attaquer sur-le-champ avec la cavalerie de la garde et celle de ligne, tandis que le prince de la Moskowa le soutiendrait avec toute l'infanterie. La cavalerie française étant bientôt sur la crête du plateau, la vue de cent mille alliés n'empêcha pas le général Sebastiani d'aborder franchement sur la droite la cavalerie du comte Pahlen, qui aurait été entièrement culbutée sans l'arrivée de la seconde ligne. Toutefois, le prince de la Moskowa et le comte Sebastiani ayant fait prévenir l'empereur que l'ennemi, en bataille, s'étendait sur trois lignes, entre l'Aube et par-delà la Barbuisse, derrière une nuée de troupes légères qu'appuyait une artillerie formidable,

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Opérations militaires en Italie. Défection du roi de Naples. L'armée franco-italienne se retire sur le Mincio. Bataille du Mincio. Affaires de Borghetto, de Salo et de Gardonne. Proclamation du prince Eugène à son armée. Évacuation de la Toscane et des États romains par les Français. Le vice-roi détache le lieutenant-général Grenier sur le Pô et le Taro. Combat de Guastalla. Combat de Parme. Affaire de Sostinente. Les Napolitains occupent Reggio. Débarquement d'un corps anglo-sicilien en Toscane.—Opérations dans le sud-est de la France. Le général comte Bubna se porte de Genève sur Lyon. Le duc de Castiglione prend le commandement d'un corps d'armée sur le Rhône. Conduite timide du comte Bubna. Les Autrichiens envahissent la Savoie. Retraite du général Dessaix sur l'ancienne frontière de France. Combat des Échelles. Affaire du fort Barraux. Les Autrichient occupent Châlons et le pays compris entre l'Ain et la Saône. Le duc de Castiglione reprend l'offensive. Les Français rentrent en Savoie. Affaire d'Aix et d'Annecy; combat du pont de la Caille. Napoléon blâme le plan d'opérations du duc de Castiglione. Combat de Saint-Jullien sous Genève. Des renforts ennemis s'avancent sur la Saône; combat de Poligny, de Mâcon, et de Saint-Georges. Le duc de Castiglione se replie sur Lyon; bataille de Limonest. L'armée française évacue Lyon et se retire sur l'Isère. Les Français évacuent une seconde fois la Savoie.—Opérations sur la ligne des Pyrénées; positions des armées du duc de Dalmatie et de lord Wellington. Les alliés passent les Gaves du Béarn. Bataille d'Orthes. Retraite de l'armée française; combat d'Aire. Passage de l'Adour par les Anglais au-dessous de Bayonne. Le comité royaliste de Bordeaux propose aux Anglais de venir occuper cette ville. Le maréchal Beresford entre à Bordeaux. Le duc de Dalmatie veut manœuvrer sur la droite de l'armée alliée. L'armée française se replie sur Tarbes. Affaire de Maubourguet; combat de Vic-Bigorre et de Tarbes.—Position respective des armées française et alliée en Catalogne. Attaque du pont de Molins-d'el-Rey. Les Espagnols surprennent les places de Lerida, Mequinensa et Monzon. L'armée française se replie sur Figuières. Le roi Ferdinand est rendu aux Espagnols.

On a vu dans le volume précédent que le prince vice-roi d'Italie occupait, à la fin de décembre, la ligne de l'Adige 1814. Italie.

1814. France. retraite ; dans le même moment un combat très-meurtrier s'engageait aussi sur la rive gauche : le général Leval fut blessé, le général Maulmont eut un cheval tué sous lui, le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et, à la tête de vieux soldats du seizième léger et du vingt-huitième de ligne, repoussa les tirailleurs, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite les troupes déjà passées. Le duc de Reggio, après avoir pris toutes ses mesures pour défendre le passage et hérisser de batteries la rive gauche de l'Aube, s'établit au Chêne, à l'embranchement des trois routes, où il recueillit le lendemain, à onze heures du soir, la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont de Villette et la construction de barricades aux principales issues de la ville ; plusieurs sapeurs du génie furent tués par les tirailleurs ennemis dans cette opération ; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. Ainsi, tous les efforts de l'ennemi échouèrent devant la constance et l'intrépidité d'une poignée de Français, exposés aux attaques combinées des trois corps de Wurtemberg, de Giulay et de Rayewsky. Cette héroïque résistance sauva l'armée.

Le duc de Tarente, dont les troupes étaient fatiguées par une marche forcée à travers des chemins affreux, fit occuper Ormes par le général Molitor, et Viapre par le comte Gérard. L'empereur, avec sa garde, coucha à Sommepuis, échelonné à Mailly par les cuirassiers du général Saint-Germain.

A l'exception du comte de Wrede, qui marcha toute la nuit pour arriver à Chalette, et de la cavalerie légère de la garde russe, qui franchit l'Aube à Rameru, et porta ses avant-postes à Vinet et Luistre, toute l'armée alliée bivouaqua devant l'Aube, sur le champ de bataille. On évalua la perte de l'armée française, dans ces deux journées, à quatre mille deux cents hommes, dont huit cents prisonniers ; celle

Marche d'Ancône par les Abruzzes ; la seconde, composée des divisions Carascosa et Livron, avait suivi la Voie Romaine et cantonnait dans les environs de Rome. Le roi, toujours à Naples avec sa garde à pied, achevait l'organisation de ses troisièmes bataillons et terminait ses préparatifs de guerre. 1814. France.

La grande quantité de neige tombée en janvier retarda l'ouverture de la campagne. Pendant ce temps, lord Bentinck reçut ordre de conclure un armistice indéfini avec Joachim ; le cabinet de Londres ne pouvait faire davantage ; il lui était impossible de traiter avec Joachim, après avoir reconnu les droits du roi de Sicile à la couronne de Naples.

D'après le plan de campagne qui fut ensuite arrêté, les troupes impériales devaient opérer sur la rive gauche du Pô, les Napolitains sur la droite, et le corps anglo-sicilien, qui débarquerait à Livourne, entre la mer et les Apennins, dans la direction de Gênes.

Défection du roi de Naples. — Cependant, le roi de Naples, après s'être mis en marche, s'arrêta tout à coup, prétextant (vis-à-vis des Français) que Napoléon n'avait pas décidé lequel, du prince Eugène ou de lui, commanderait les troupes réunies de Naples et du royaume d'Italie ; et alléguant aux alliés que l'empereur d'Autriche n'avait pas ratifié le traité dans le délai convenu. Mais l'ambition lui fit bientôt abandonner une conduite si prudente, et il se déclara ouvertement. Comme il lui tardait d'être en possession des états de l'Eglise et de la Marche d'Ancône, que couvraient ses troupes, il s'empara de Rome et prescrivit l'investissement du fort Saint-Ange, de Civita Vecchia et de la citadelle d'Ancône. Dès qu'on le vit agir ainsi à l'égard du gouvernement français, dont les autorités et les troupes occupaient cette partie de l'empire, le vice-roi ne s'abusa plus sur le parti qu'il avait pris, et les alliés ne doutèrent plus de son accession pleine et entière. Fin de

1814. France. retraite ; dans le même moment un combat très-meurtrier s'engageait aussi sur la rive gauche : le général Leval fut blessé, le général Maulmont eut un cheval tué sous lui, le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et, à la tête de vieux soldats du seizième léger et du vingt-huitième de ligne, repoussa les tirailleurs, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite les troupes déjà passées. Le duc de Reggio, après avoir pris toutes ses mesures pour défendre le passage et hérisser de batteries la rive gauche de l'Aube, s'établit au Chêne, à l'embranchement des trois routes, où il recueillit le lendemain, à onze heures du soir, la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont de Villette et la construction de barricades aux principales issues de la ville ; plusieurs sapeurs du génie furent tués par les tirailleurs ennemis dans cette opération ; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. Ainsi, tous les efforts de l'ennemi échouèrent devant la constance et l'intrépidité d'une poignée de Français, exposés aux attaques combinées des trois corps de Wurtemberg, de Giulay et de Rayewsky. Cette héroïque résistance sauva l'armée.

Le duc de Tarente, dont les troupes étaient fatiguées par une marche forcée à travers des chemins affreux, fit occuper Ormes par le général Molitor, et Viapre par le comte Gérard. L'empereur, avec sa garde, coucha à Sommepuis, échelonné à Mailly par les cuirassiers du général Saint-Germain.

A l'exception du comte de Wrede, qui marcha toute la nuit pour arriver à Chalette, et de la cavalerie légère de la garde russe, qui franchit l'Aube à Rameru, et porta ses avant-postes à Vinet et Luistre, toute l'armée alliée bivouaqua devant l'Aube, sur le champ de bataille. On évalua la perte de l'armée française, dans ces deux journées, à quatre mille deux cents hommes, dont huit cents prisonniers ; celle

porter sur les hauteurs de Salionze et Cavalcasello, pour re- 1814.
bouler sur Villa-Franca le général Sommariva. La garnison de Italie.
Mantoue, aux ordres du général Zucchi, appuyée de la cavalerie du général Rambourg, devait marcher dans la direction d'Isola-della-Scala, pour couvrir le comte Grenier, et inquiéter la division Mayer sur le Tartaro.

Après s'être concerté à Bologne avec le roi de Naples, le maréchal de Bellegarde vint établir son quartier-général à Villafranca. Il n'y eut pas plus tôt reconnu le mouvement des Français qu'il les crut décidés à la retraite, et qu'il marqua le passage de son armée à Borghetto et Pozzolo.

Le 8, au point du jour, les Autrichiens passèrent sans obstacle le Mincio à Borghetto, où ils avaient jeté un pont. Le général Verdier rebroussa aussitôt chemin et forma la division Fressinet sur la droite du ruisseau d'Olsino pour couvrir ses derrières.

Bataille du Mincio. — Cependant le prince Eugène avait 8 février.
franchi les canaux de Villabona, et s'était mis, à Marengo, en communication avec le comte Grenier. Il continuait sa marche sur Querni, lorsque, des hauteurs de Mazinbona, il découvrit le mouvement de l'ennemi, et vit s'élever la fumée de la canonnade de Monzambano. Ne doutant point que le maréchal de Bellegarde ne cherchât à passer le Mincio, il marcha à lui en faisant un simple changement de front. Remontant ainsi vers Valeggio, il rencontra le général autrichien Merville, qui avait déjà jeté un pont à Pozzolo et posté la brigade Veczai sur les hauteurs de Volta; il rencontra également le maréchal de Bellegarde, qui attendait, en avant de Valeggio, sur la rive droite du Mincio, avec la majeure partie de son centre, le corps de Sommariva, qui devait le franchir après lui à Borghetto.

Alors l'action s'engagea dans la position suivante, une des plus singulières qui se soient jamais vues. La division Palom-

1814. Italie. bini, adossée à la rive gauche du Mincio, sur les hauteurs de San-Lorenzo, aux prises avec le général Wlasitsch ; le comte Verdier, sur la rive droite, derrière le ruisseau d'Olsino, avec le corps de Radiwojewitsch ; le vice-roi, entre Mazimbona et Cortazza, contre la division Merville ; le comte Grenier, repoussant, avec la division Marcognet, la droite de la division Mayer, en position derrière Roverbella ; enfin, la garnison de Mantoue refoulant la gauche, sur les routes de Leguano, d'Isola-della-Scala et de Castiglione-di-Mantova.

Le général Merville, s'apercevant du mouvement dirigé contre lui, porte une brigade de cavalerie contre celle du général Perreymond, qui est renversée et perd six pièces d'artillerie légère ; le vice-roi la rallie sous la protection de la division Quesnel, qui se forme aussitôt en carrés. Chargé à son tour, l'ennemi rétrograde en désordre sur Pozzolo, et abandonne cinq des pièces qu'il venait d'enlever.

Le général Mayer, abandonné à lui-même et pressé par la division Marcognet, se replia sur Mozzacane.

Arrivant au moment où le général Merville, renforcé de trois régimens d'infanterie, achevait de déployer la brigade Stutterheim entre Pozzolo et Remelli, le général Bonnemain se forma néanmoins en sa présence ; le trente-unième de chasseurs à cheval repoussa avec intrépidité une charge de grenadiers, et son avant-garde brava le feu terrible de l'artillerie autrichienne, qui avait, dans cette position, dix-huit pièces à opposer à quatre.

L'armée française s'avança ensuite sur deux lignes, ayant sur ses flancs les brigades de cavalerie Perreymond et Bonnemain, au centre la division Quesnel, et en seconde ligne la division Boyer, qui venait d'arriver de Roverbella. Le général Forestier enlève le village de Pozzolo au régiment de Chasteller, qui, poursuivi par le trente-cinquième léger s...

la rive droite, ne peut empêcher la destruction du pont [1]. Le général Bonnemain, attaqué deux fois par les grenadiers autrichiens, soutenus en dernier lieu par cinq escadrons des uhlans de l'archiduc Charles, les disperse, et tombant ensuite sur l'infanterie, entame ses carrés et la rejette sur Maffey et Querni. Dès ce moment, le général Merville se replie sur Valeggio; et le général Mayer, voyant sa droite dépostée de Mozzacane par une brigade de la division Marcognet, gagna en toute hâte Villa-Franca. 1814. Italie.

La cavalerie de la garde étant arrivée de Goito, où elle était restée jusqu'alors en observation [2], le vice-roi marcha sur Valeggio, mettant en première ligne les escadrons royaux et la division Rouyer, et en seconde les brigades Perreymond et Campi. Le général Forestier, laissé à Pozzolo, eut ordre de former la réserve conjointement avec la brigade Deconchi rappelée de Roverbella.

Cependant le maréchal de Bellegarde, rappelant sur la rive gauche du Mincio toutes les troupes du centre, et une partie du corps de Radiwojewitsch, envoyait des secours considérables au général Merville. Alors les lignes autrichiennes s'étant reformées en avant de Foroni et de Maffey, s'y battirent avec acharnement jusqu'à la nuit, dont elles profitèrent pour couvrir leur retraite. Vers la fin de la journée, le régiment de Chasteller, chassé de Pozzolo, revint faire une attaque infructueuse sur le pont qu'il trouva rompu. Sur d'autres points, la division Zucchi chassa deux brigades ennemies

[1] Le chef de bataillon du génie Beaufort d'Hautpoul (aujourd'hui lieutenant-colonel dans cette arme) se fit remarquer en cette occasion. Chef de l'état-major de son arme, cet officier avait été envoyé directement par le prince Eugène pour accompagner le général Forestier dans l'attaque de Pozzolo. Il s'était déjà distingué dans la campagne précédente sur la Livenza, la Piave, l'Adige, à Peré et à Ala, dont il avait forcé les barricades, à la tête des tirailleurs.

[2] Le prince Eugène l'avait rappelée peu après l'échec essuyé par la brigade Perreymond, en avant de Pozzolo, afin de couvrir son aile gauche.

1814. France. retraite ; dans le même moment un combat très-meurtrier s'engageait aussi sur la rive gauche : le général Leval fut blessé, le général Maulmont eut un cheval tué sous lui, le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et, à la tête de vieux soldats du seizième léger et du vingt-huitième de ligne, repoussa les tirailleurs, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite les troupes déjà passées. Le duc de Reggio, après avoir pris toutes ses mesures pour défendre le passage et hérisser de batteries la rive gauche de l'Aube, s'établit au Chêne, à l'embranchement des trois routes, où il recueillit le lendemain, à onze heures du soir, la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont de Villette et la construction de barricades aux principales issues de la ville ; plusieurs sapeurs du génie furent tués par les tirailleurs ennemis dans cette opération ; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. Ainsi, tous les efforts de l'ennemi échouèrent devant la constance et l'intrépidité d'une poignée de Français, exposés aux attaques combinées des trois corps de Wurtemberg, de Giulay et de Rayewsky. Cette héroïque résistance sauva l'armée.

Le duc de Tarente, dont les troupes étaient fatiguées par une marche forcée à travers des chemins affreux, fit occuper Ormes par le général Molitor, et Viapre par le comte Gérard. L'empereur, avec sa garde, coucha à Sommepuis, échelonné à Mailly par les cuirassiers du général Saint-Germain.

A l'exception du comte de Wrede, qui marcha toute la nuit pour arriver à Chalette, et de la cavalerie légère de la garde russe, qui franchit l'Aube à Rameru, et porta ses avant-postes à Vinet et Luistre, toute l'armée alliée bivouaqua devant l'Aube, sur le champ de bataille. On évalua la perte de l'armée française, dans ces deux journées, à quatre mille deux cents hommes, dont huit cents prisonniers; celle

les flancs, le rejetèrent sur Borghetto, et fermèrent l'anse du Mincio par de bons retranchemens, dont la garde fut confiée à la division Marcognet, chargée également de défendre Pozzolo. 1814. Italie.

Sur ces entrefaites, le général Stanislawlewitsch, après avoir tourné avec six bataillons le lac de Garda, et investi, le 10, le fort de Rocca d'Anfo, s'empara de Salo sans coup férir, et gagna le val Trompia, dont il chassa les avant-postes, pour venir prendre position à Gardone; mais bientôt les portes de Salo furent enfoncées à coups de canon, et les Autrichiens vivement poursuivis par les quatre bataillons de la garde royale, tombèrent, en se sauvant, sous le canon de la flottille, qui rangea la rive occidentale du lac, et les força de se jeter sans armes dans les montagnes, et de se retirer le lendemain à Toscolano.

Le 14, le général Bonfanti parvint à chasser de Gardone les trois bataillons ennemis, et à les acculer au lac d'Idro; il rentra ensuite à Brescia; l'infanterie de la garde revint à Dezenzano. De son côté, le général Stanislawlewitsch continua le blocus de Rocca d'Anfo.

Vers le même temps, le vice-roi apprit la reddition du château de Verone, point important pour reprendre la ville, et où il avait laissé une centaine d'hommes; mais il eut la satisfaction de voir le maréchal de Bellegarde transférer à Somma-Campagna son quartier-général, entre l'Adige et le Mincio, et justifier son inaction auprès des Anglo-Siciliens qu'il engageait à agir, en alléguant les maladies épidémiques qui ravageaient son armée. D'autre part, le roi de Naples, n'ayant point encore reçu de garanties suffisantes, saisissait ce prétexte pour retarder son offensive; mais bientôt le général autrichien Nugent, dont les onze bataillons et les huit escadrons avaient été mis sous ses ordres, se porta sur la Lenza, et le quartier-général napolitain fut transféré à Modène, ayant

1814. Italie. la division Carascosa à Reggio. Joachim venait de se résoudre à ne pas dissimuler plus long-temps, et il signifia sa déclaration de guerre au prince Eugène.

Dans cet état de choses, le vice-roi crut devoir adresser la proclamation suivante à son armée :

SOLDATS,

« Depuis l'ouverture de la campagne, vous avez supporté de grandes fatigues; vous avez donné à l'ennemi de grandes preuves de votre valeur, et à votre souverain de grandes preuves de fidélité. Mais combien ils sont glorieux, les prix que vous avez déjà reçus de vos généreux efforts! Vous avez conquis l'estime de l'ennemi, vous avez obtenu les récompenses de l'empereur, et vous pourrez vous enorgueillir au fond de vos ames d'avoir long-temps préservé de toute invasion ennemie la plus grande partie du territoire italien, et un grand nombre de départemens français. Cependant le jour du repos ne s'est pas encore levé pour vous; un nouvel ennemi se présente. Soldats, des espérances d'une paix solide et prochaine s'élèvent de toutes parts, je les crois fondées. Quel est cet ennemi? Quand je vous l'aurai fait connaître, vous refuserez d'ajouter foi à mes paroles, et votre incrédulité, que j'ai long-temps partagée, sera pour vous un titre de gloire. Les Napolitains nous avaient solennellement promis leur alliance; sur la foi de leurs promesses, ils ont été reçus dans le royaume comme des frères; ils ont été admis, non-seulement à occuper plusieurs de nos départemens, mais même à partager avec nous toutes nos ressources. Ils sont entrés comme frères, et ils étaient nos ennemis!..... Ils sont entrés comme frères, et c'est pourtant contre nous qu'ils avaient préparé leurs armes! Soldats, je lis dans vos ames toute votre indignation, et je sais ce qu'un sentiment d'indignation, dont la cause est si noble, peut ajouter à votre

de l'ennemi fut un peu plus forte, mais il ne lui fut pas pris un seul homme. 1814. France.

L'armée française marche sur Saint-Dizier. — Le 22, le duc de Tarente, passant d'Ormes sur les hauteurs de Dosnon, tint en échec, toute la journée, le comte Oscherowski, détaché à Métiercelin pour couper la route de Vitry, tandis que le reste de la grande armée alliée suivait l'armée française dans cette direction pour se placer entre elle et Paris, assurer son flanc droit et opérer sa jonction aux environs de Châlons-sur-Marne, avec Blucher, que les ducs de Raguse et de Trévise ne pouvaient empêcher de repasser l'Aisne. 22-23 mars.

L'empereur, après avoir traversé la Marne au gué de Frignicourt, chargea le prince de la Moskowa de sommer Vitry. Le commandant prussien ne se laissa pas effrayer par des menaces, et, comme la place renfermait une garnison de quatre mille cinq cents hommes et quarante-une bouches à feu, elle fut jugée à l'abri d'un coup de main et ne fut point attaquée. Les troupes bivouaquèrent hors de portée de son canon, à Blacy et Vitry-le-Brûlé; l'empereur, avec sa vieille garde, coucha à Faremont.

Le 23 mars, il se mit en route sur Saint-Dizier, où s'établirent l'infanterie et le quartier-impérial. La division Piré, formant tête de colonne, et soutenue par la division du général Defrance, après avoir enlevé un bel équipage de pont et fait neuf cents prisonniers dans cette ville, poussa jusqu'à Doulevant. Le duc de Tarente fut moins heureux dans son mouvement : toutes ses troupes n'étaient pas encore ralliées lorsque, dans la nuit du 23, il reçut l'ordre de quitter les environs d'Arcis; il avait envoyé des officiers d'état-major sur les chemins de Plancy à Nogent, et de Saint-Saturnin à Villenoxe, pour diriger par Sezanne sur Sommepuis celles qui n'auraient pas encore traversé les marais. Une division avait été commandée pour escorter l'artillerie; mais, par

1814. France. retraite ; dans le même moment un combat très-meurtrier s'engageait aussi sur la rive gauche : le général Leval fut blessé, le général Maulmont eut un cheval tué sous lui, le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et, à la tête de vieux soldats du seizième léger et du vingt-huitième de ligne, repoussa les tirailleurs, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite les troupes déjà passées. Le duc de Reggio, après avoir pris toutes ses mesures pour défendre le passage et hérisser de batteries la rive gauche de l'Aube, s'établit au Chêne, à l'embranchement des trois routes, où il recueillit le lendemain, à onze heures du soir, la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont de Villette et la construction de barricades aux principales issues de la ville ; plusieurs sapeurs du génie furent tués par les tirailleurs ennemis dans cette opération ; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. Ainsi, tous les efforts de l'ennemi échouèrent devant la constance et l'intrépidité d'une poignée de Français, exposés aux attaques combinées des trois corps de Wurtemberg, de Giulay et de Rayewsky. Cette héroïque résistance sauva l'armée.

Le duc de Tarente, dont les troupes étaient fatiguées par une marche forcée à travers des chemins affreux, fit occuper Ormes par le général Molitor, et Viapre par le comte Gérard. L'empereur, avec sa garde, coucha à Sommepuis, échelonné à Mailly par les cuirassiers du général Saint-Germain.

A l'exception du comte de Wrede, qui marcha toute la nuit pour arriver à Chalette, et de la cavalerie légère de la garde russe, qui franchit l'Aube à Rameru, et porta ses avant-postes à Vinet et Luistre, toute l'armée alliée bivouaqua devant l'Aube, sur le champ de bataille. On évalua la perte de l'armée française, dans ces deux journées, à quatre mille deux cents hommes, dont huit cents prisonniers ; celle

Le vice-roi détache le lieutenant-général Grenier sur le Pô et sur le Taro; combat de Guastalla. — Inquiet sur le sort de Gênes, où le général Frezia n'avait qu'une poignée de conscrits à opposer aux Anglais qui allaient débarquer; et peu rassuré par les dispositions de Milan, le vice-roi crut devoir pousser un gros détachement sur le Pô. 1814. Italie. 24 février.

Dans cet intervalle, le roi de Naples ayant fait marcher sur Guastalla les marins de sa garde avec une brigade d'infanterie, soutenus par douze cents Autrichiens, le lieutenant-colonel Metzko, à qui l'on confia cette opération, surprit, le 24 février, Casal-Maggiore, construisit un pont à Sacca, et commença des ouvrages pour le couvrir; mais, le 27, le général Bonnemain, arrivé de Borgoforte, le força à la retraite et captura presque tous les bateaux destinés à la construction du pont.

Joachim ayant commencé à se retirer, et une crue subite du Taro empêchant le général Grenier de le poursuivre, le prince Eugène, pour accélérer sa retraite, passa le Pô à Borgoforte, et parut devant Guastalla, le 1er mars au matin, avec quatre bataillons, deux cents chevaux et quatre pièces d'artillerie. Cette ville était défendue par une brigade autrichienne et plusieurs centaines de chevaux napolitains; à son approche, ceux-ci s'enfuirent en toute hâte jusqu'à Reggio; l'infanterie voulut résister, mais elle fut repoussée et perdit deux cent cinquante hommes.

Combat de Parme. — Le général Grenier, ayant enfin passé le Taro, le 2 mars, poursuivit sur trois colonnes les Napolitains dont l'arrière-garde, ramenée à Parme sur la division Nugent, ne parvint à arrêter l'impétuosité des Fran- 2 mars.

d'Otrante se fit donner, à Modène, par le roi de Naples, trois cent mille francs en lettres-de-change, à titre d'indemnité pour la cession de ses droits sur le duché d'Otrante (Koch, *Campagne de* 1814).

1814. France. l'effet d'un malentendu, elle n'arriva pas au rendez-vous; livré à lui seul, le parc fut assailli dans la plaine par la cavalerie légère du comte Oscherowski; néanmoins le commandant forma le carré, et voulut défendre le parc avec les cinq cents canonniers qui en dépendaient; mais plusieurs obus étant tombés au milieu, il craignit de voir sauter les caissons, et il prit le parti d'abandonner les voitures et de sauver les hommes et les chevaux. Le général Gerard, qui faisait l'avant-garde du duc de Tarente, était alors en colonne de marche entre le Grand-Fenu et la Custonne; il entendit la canonnade dans la direction de Sommepuis, et s'étant porté de sa personne jusqu'au-delà de Nivelet, où il apprit le danger de l'artillerie, il pressa la marche de son infanterie pour attaquer les Russes, qui se retirèrent sur Humbeauville, emmenant avec eux trois cents prisonniers et quatorze bouches à feu; celles qu'ils n'avaient pu enlever, avaient été enclouées.

Le gros du corps d'armée du duc de Tarente vint passer la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et s'établit à Villotte et Bignicourt. Le comte Sebastiani rejoignit à Saint-Dizier avec sa cavalerie. Le général Gérard passa la nuit à Blacy; le duc de Reggio, parti de Chêne, passa à Frignicourt sur le pont de chevalets qu'il brûla, et continua à former l'arrière-garde; il n'avait perdu que quelques voitures de bagages.

Le but de Napoléon en faisant cette pointe sur Saint-Dizier, au risque de découvrir Paris, était de prendre position sur les derrières de la grande armée alliée, de la séparer de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, et de la placer ainsi dans une position désespérée. Ce mouvement absolument semblable à celui dont la faiblesse seule de son armée venait d'empêcher la réussite, devait être appuyé par dix ou douze mille hommes qu'il comp-

c'était précisément l'objet des mouvemens du général français. 1814. Italie. 7 mars.

Les Napolitains occupent Reggio. — Le roi de Naples, informé qu'il avait seulement devant lui quatre bataillons et dix ou douze escadrons, renforça l'avant-garde autrichienne, et, le 6 mars, fit passer la Secchia au comte de Stahremberg avec ordre d'attaquer Rubiera. Cette ville était gardée par deux compagnies de voltigeurs et un régiment de chasseurs italiens, qui, après une glorieuse mais vaine résistance, furent culbutés et ramenés par des forces décuples jusqu'à Reggio, où le général Severoli les recueillit.

Doutant encore que l'armée ennemie eût passé la Secchia, ce général laissa la brigade Soulier à Reggio et se porta sur Rubiera, avec la brigade Rambourg et trois bataillons italiens, jusqu'auprès de San-Lorenzo, où il prit position à cheval sur la route, la cavalerie en seconde ligne. Les dix mille hommes que déploya Joachim n'empêchèrent pas le général Severoli, qui n'en avait que trois mille, d'accepter imprudemment le combat; ses troupes firent des prodiges de valeur, et il eut une jambe emportée; le général Rambourg, prenant alors le commandement, soutint encore quelques instans le combat et se replia très-sagement sur Reggio; il se maintenait avec intrépidité dans cette ville, et il eût fait payer cher une attaque de vive force, lorsque le roi de Naples lui fit la proposition d'évacuer la ville sans condition, en lui donnant tout le temps nécessaire pour cette opération. Le général Rambourg accepta, et, après avoir marché toute la nuit, il rejoignit, le lendemain matin, le général Gratien. Celui-ci, ne se voyant plus en sûreté derrière la Lenza, repassa alors le Taro, et alla s'établir à Castel-Guelo, Sanguinara et Grugno.

Le roi de Naples entra dans Reggio le 8 mars, et porta son armée sur la Lenza, en détachant sur Borgo-di-Sotto et Guastalla la brigade Gober, renforcée d'un bataillon napolitain; le 9, il poussa la brigade Stahremberg jusqu'à Parme.

1814 France. Napoléon. Il fut résolu que le généralissime, sans s'inquiéter de ce qui se passerait sur ses derrières, se porterait de suite à Châlons pour se réunir au prince Blucher, et opérer conjointement avec lui sur les derrières et sur le flanc de l'armée française.

Le prince de Schwartzenberg, dont ces dispositions contrariaient peut-être les vues, ne se hâta point de prononcer le mouvement convenu; et la grande armée alliée occupait encore une ligne demi-circulaire autour de Vitry, lorsque le lendemain matin, l'empereur de Russie, après avoir réuni en conseil privé à Sommepuis, plusieurs de ses généraux, fit part au généralissime de la résolution qu'il avait prise de marcher sur Paris avec les armées réunies. Ce monarque instruisit lui-même le roi de Prusse de cette détermination. Quant à l'empereur d'Autriche, il avait abandonné à ses deux alliés la direction des événemens qui allaient décider du sort de son gendre, et il s'était porté sur Lyon pour rejoindre l'armée du midi.

Il ne manquait plus au complément de cette grande entreprise que la jonction de l'armée de Silésie, quand on apprit qu'elle occupait Reims et Château-Thierry, qu'elle allait entrer à Châlons, et que toute sa cavalerie, sous les ordres du général Winzingerode, était entre la Somme-Soudé et la Coole.

Le feld-maréchal Blucher, craignant d'abord que Napoléon, après avoir reçu des renforts, ne reprît l'offensive sur la rive droite de l'Aisne, était resté quelques jours dans l'inaction; mais sur un avis d'un mouvement sur Saint-Dizier, il se décida à franchir cette rivière. Le duc de Raguse, qui ne pouvait en disputer le passage à une armée de cent neuf mille combattans, résolut de ne défendre Bery-au-Bac que le temps nécessaire pour assurer sa retraite sur Fismes, et il en pré-

proclamation de Ferdinand à la main, se plaignit avec amer- 1814.
ume d'avoir été trompé, et déclara qu'il ne rendrait jamais Italie.
a Toscane. Cette discussion eût infailliblement amené une
upture, si la cour de Londres n'avait ordonné à lord Ben-
tinck de désavouer la démarche du prince François-Xavier-
Joseph, fils de Ferdinand IV, et de renoncer à l'évacuation
demandée ; elle fit annoncer en même temps au roi de Naples
qu'elle approuvait dans son entier le traité d'alliance conclu
entre l'empereur d'Autriche et lui.

Toutefois ces contestations n'avaient pas empêché le géné-
ral anglais de commencer ses opérations ; instruit que l'esca-
dre portant sa deuxième division venait d'arriver dans le golfe
de la Spezzia, il voulut en faciliter le débarquement ; à cet
effet, il se porta de Pise et de Lucques, le 23 mars, sur la
Magra, et força le poste français de Sarzana à repasser cette
rivière.

Nous terminerons dans un autre chapitre le récit de cette
campagne d'Italie.

Commencement des opérations dans le sud-est de la France. Le général autrichien comte Bubna se porte de Genève sur Lyon. — Nous avons dit dans le premier cha- France. Janvier.
pitre que le général autrichien Bubna s'était rendu maître
de Genève, après une simple sommation faite au général
français qui commandait dans cette place. Glorieux de cette
conquête facile, le comte Bubna perdit un temps précieux
à s'y établir avec sa division légère, au lieu de marcher
rapidement sur Lyon par le département de l'Ain, qui lui
était ouvert. Ce ne fut que le 4 janvier qu'il poussa, sur les
deux routes de Gex et de Nantua, deux reconnaissances qui
s'emparèrent de Saint-Claude et du fort l'Ecluse. Bien qu'il
pût juger alors du peu d'obstacles qu'il rencontrerait en s'a-
vançant vers la seconde ville de l'empire français, le général
autrichien crut plus prudent de se lier d'abord à l'extrême

1814. France. sur Fismes, et leur transmettait l'ordre de se porter sans délai sur Châlons ou Epernay [1].

Pour exécuter le premier ordre de couvrir Paris, les maréchaux avaient dû se placer à Fismes, et non aller à Reims. Pour exécuter le second, il n'y avait pas de routes praticables à l'artillerie, de Fismes à Epernay; et, comme il était d'ailleurs certain que de Reims l'ennemi y serait avant eux, ils partirent dans la nuit pour Château-Thierry, d'où ils comptaient prendre la grande route de Châlons. Malheureusement ils furent forcés de prendre la petite, le général Vincent leur ayant appris l'occupation d'Epernay et de la grande route par des forces considérables.

Entré dans Châlons après le départ du prince de la Moskowa, et avant que le général Duvigneau eût eu le temps d'y mettre garnison, le comte Tettenborn avait détaché deux régimens de cosaques et deux pièces légères pour chasser le corps volant qui occupait Epernay. Le général Vincent n'avait que cinq cents hommes d'infanterie et cent vingt-cinq chevaux, sans artillerie. Toutefois, avec le concours de la garde nationale, à laquelle le maire communiquait son ardeur, il défendit, le 21, cette place pendant trois heures, espérant être bientôt soutenu par les ducs de Raguse et de Trévise, auxquels il avait fait passer l'ordre du major-général. Vers deux heures, l'avant-garde du général Winzingerode ayant franchi la Marne au gué de Damerie, toute

[1] La lettre du major-général était ainsi conçue :

« L'empereur me charge de vous mander que, l'ennemi ayant évacué Provins, Nogent et Troyes, et se dirigeant sur Bar-sur-Aube et Brienne, il voit avec peine que vous vous soyez retirés sur Fismes, au lieu de vous retirer sur Reims, et de là sur Châlons et Epernay. S M. ordonne que vous preniez sur-le-champ cette communication; sans cela, Blucher va se réunir au prince de Schwartzenberg, et tout cela tomberait sur vous. L'empereur va peut-être manœuvrer lui-même sur Vitry. »

jusqu'à Chambéry ; quant à lui, il se dirigea vers Lyon avec sa colonne, après avoir laissé des détachemens à Bourg; son avant-garde entra le 24 à Montluel. 1814. France.

Le duc de Castiglione prend le commandement d'un corps d'armée français sur le Rhône. — Ce même jour, le duc de Castiglione, parti de Paris le 11, arrivait à Lyon.

Telle était la confusion qui dès-lors commençait à s'introduire dans les rouages du gouvernement, que le ministre de la guerre, Clarke, ne connaissait pas, ou feignit de ne pas connaître la faiblesse des moyens mis à la disposition du maréchal que Napoléon venait de charger de la défense des départemens orientaux de l'empire.

Le duc de Castiglione ne fut pas médiocrement surpris quand il vit que les six mille combattans annoncés par le ministre, se réduisaient à douze cents hommes aux ordres du général Musnier, et parmi lesquels encore on comptait à peine trois cents vieux soldats. La situation présente de la ville de Lyon n'offrait aucune ressource pour remédier à cet ordre de choses [1]. La terreur s'était emparée du plus grand nombre des citoyens; les uns avaient abandonné leurs maisons, leurs fabriques, leurs comptoirs; les autres s'étaient armés moins pour s'opposer à l'invasion de l'ennemi, que pour se garantir des excès auxquels pouvait se porter la classe ouvrière en proie à la misère que devait nécessairement amener la fermeture des ateliers.

Le maréchal ne pouvant espérer de préserver Lyon de

« [1] Plus d'esprit public; l'approche de l'ennemi a glacé tous les cœurs. La plupart des riches fabricans de cette grande cité l'ont abandonnée; et si quelques citoyens, dociles à l'appel de leurs magistrats, prennent les armes, c'est moins dans la vue d'éloigner de leurs foyers le fléau de l'occupation étrangère, que pour défendre leurs propriétés contre vingt à vingt-cinq mille ouvriers, réduits, par la fermeture des ateliers, aux angoisses de la misère et du désespoir. » (Koch, *Campagne de* 1814.)

1814. France. ouvertes ; la grande armée par Vatry, Sezanne et Coulommiers ; celle de Silésie par Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre ; et que toutes deux se réuniraient à Meaux, le 28, pour arriver ensemble devant Paris ; que le général Winzingerode, avec toute sa cavalerie et son artillerie, suivrait Napoléon sur Saint-Dizier, et constamment en queue, en prenant toutes les mesures imaginables pour lui persuader que la grande armée le poursuivait. »

Une circonstance qui mérite d'être remarquée, et qui dut donner toute confiance aux troupes alliées qui, jusque-là, s'étaient méfiées du cabinet autrichien ; c'est qu'avant de se porter sur Paris, le prince de Schwartzenberg les informa de cette résolution par une proclamation, dans laquelle il leur annonçait que la nation française se détachait de la cause de Napoléon et n'attendait que l'occasion de se prononcer contre lui.

Nous allons interrompre le récit des événemens dont la Champagne est le théâtre, et dont nous nous sommes presque exclusivement occupés dans ce chapitre, pour retracer les opérations des armées d'Italie, de Lyon, des Pyrénées et de la Catalogne. Nous le ferons le plus rapidement possible, mais sans rien négliger de ce qui sera nécessaire pour l'intelligence des lecteurs, et nous tâcherons de rendre à chacun le tribut d'éloges qu'il peut avoir mérité, en retraçant avec franchise et impartialité ce qui fut tenté pour le maintien de l'indépendance nationale.

hommes envoyés de Valence, lorsque le comte Bubna, en ayant eu avis, se retira sur les hauteurs du château de la Pape. Lyon fut sauvé par cette retraite, l'esprit public se remonta, et la garde nationale se recruta d'un plus grand nombre de citoyens. Après s'être fait précéder, le 20, par deux pièces de canon, le duc de Castiglione arriva, le 22, avec une troisième et cent soixante-dix chevaux des quatrième et trente-unième chasseurs; ce jour-là, l'ennemi fut repoussé jusqu'à Montluel, où il se maintint jusqu'à la fin de janvier. 1814. France.

Les Autrichiens envahissent la Savoie. — Cependant le sénateur comte de Saint-Vallier, commissaire extraordinaire du gouvernement dans la septième division militaire, coopérait avec activité, un grand zèle, et de tous ses pouvoirs, à la défense et à la sûreté du territoire dont la surveillance lui était confiée. Un décret du 4 janvier avait appelé les comtes Marchand et Dessaix (l'un et l'autre encore souffrans des blessures qu'ils avaient reçues dans la dernière campagne) au commandement des levées en masse des départemens de l'Isère et du Mont-Blanc. Ces deux généraux s'étaient concertés pour suivre un travail uniforme, combiner leurs mouvemens et se soutenir réciproquement au besoin. Le comte de Saint-Vallier avait autorisé le général Dessaix à organiser en compagnies franches les douaniers du Simplon, du Mont-Blanc et du Leman; cette organisation, le travail préparatoire et l'instruction pour opérer la levée en masse du Mont-Blanc étaient achevés le 15 janvier. On pouvait compter par aperçu sur un effectif de dix mille hommes bientôt prêts à entrer en ligne. Janvier.

Le 16, le comte de Saint-Vallier, prenant en considération l'état maladif du général Laroche, confia le commandement de la septième division au général Marchand.

Sur ces entrefaites, le général Zeichmester reçut l'ordre du comte Bubna, qui lui prescrivait de marcher sur Chambéry et

1814. Italie. (de Castagnaro à Rivoli), avec environ trente-six mille combattans, dont deux mille huit cents de cavalerie, presque tous de nouvelles levées; son parc d'artillerie consistait en soixante-six bouches à feu. Le général Bonfanti, avec un petit corps séparé, surveillait les débouchés des Alpes Tyroliennes, dans les plaines du Brescian. Les généraux Gratien, Fresia et Rouyer organisaient à Alexandrie, Turin et Gênes des réserves de conscrits. Des faibles garnisons gardaient Ancône, Civita-Vecchia, le fort Saint-Ange à Rome, Pise, Livourne et tous les forts du littoral de la Toscane et de la rivière de Gênes. Le prince avait fait armer le château de Plaisance et construire une tête de pont à Borgo-Forte.

L'armée autrichienne, aux ordres du feld-maréchal comte de Bellegarde, forte de soixante-dix-huit bataillons et de soixante-six escadrons (formant environ cinquante-cinq mille hommes), n'était composée que de vieilles troupes; la cavalerie surtout était excellente. A la droite, le général Sommariva occupait, au nord du lac de Garda, Riva et Torbole, et poussait ses postes au delà de Toscolano. A la gauche, le général-major Stahrenberg, avec un corps volant, entre Lendinara et Badia, était prêt à se joindre, au premier ordre, à la division Nugent, qui faisait des courses dans les départemens du Reno et du Rubicon. Le gros de l'armée, cantonné entre le Bacchiglione et l'Adige, attendait le signal des hostilités. Sur les derrières, le feld-maréchal-lieutenant Marschall resserrait les blocus de Venise et de Palma-Nova, tandis qu'un corps anglo-autrichien pressait la capitulation de Cattaro et de Raguse.

Nous avons déjà dit que l'armée napolitaine, forte de vingt-huit bataillons et de vingt-un escadrons, au total d'environ vingt-trois mille hommes, s'était mise en marche sur deux colonnes, dès le commencement de décembre. La premiere, composée des divisions Ambrosio et Pignatelli, était entrée dans la

charra, où il fut suivi par la cavalerie ennemie. Une fusillade assez vive s'étant engagée à l'arrière-garde, le général Dessaix tomba brusquement au pas de charge sur ses adversaires, les mit en fuite, et s'établit au village que nous venons de nommer. 1814. France.

Quatre pièces de canon ayant été envoyées de Grenoble par le général Marchand, le général Dessaix les fit diriger sur les Chavannes, position importante qui domine le pont de Montmeillan, et dont le chef de bataillon Escard s'était emparé le 24, après avoir forcé l'ennemi à repasser l'Isère et à se jeter dans Montmeillan. Toute la petite troupe du général Dessaix fut établie aux Chavannes, après avoir détruit les bacs et ponts sur l'Isère, en remontant cette rivière jusqu'au confluant.

Rassuré sur sa droite et sur son centre que défendait le fort Barraux, le général Marchand dirigea en toute hâte sur le poste des Echelles, le peu de troupes dont il pouvait disposer, et parvint à y rassembler environ quinze cents hommes, dont le général Barral [1], en retraite depuis vingt ans, vint, malgré ses infirmités et son grand âge, prendre volontairement le commandement.

Après avoir hésité pendant quelques jours, le général Zeichmeister prit la résolution d'attaquer ce poste qui ferme la route de Chambéry à Lyon. Le général Barral, qui avait trop peu de monde pour empêcher l'ennemi de le tourner, se replia, après une courte résistance, sur Voiron et Saint-Laurent-du-Port, où le général Marchand l'établit en attendant les renforts qui lui étaient annoncés. Cette affaire eut lieu le 31 janvier.

[1] Ce respectable vieillard, maréchal-de-camp avant la révolution, appartenait à l'une des plus anciennes familles du Dauphiné.

1814. Italie. biui, adossée à la rive gauche du Mincio, sur les hauteurs de San-Lorenzo, aux prises avec le général Wlasitsch ; le comte Verdier, sur la rive droite, derrière le ruisseau d'Olsino, avec le corps de Radiwojewitsch ; le vice-roi, entre Mazinbona et Cortazza, contre la division Merville ; le comte Grenier, repoussant, avec la division Marcognet, la droite de la division Mayer, en position derrière Roverbella ; enfin, la garnison de Mantoue refoulant la gauche, sur les routes de Leguano, d'Isola-della-Scala et de Castiglione-di-Mantova.

Le général Merville, s'apercevant du mouvement dirigé contre lui, porte une brigade de cavalerie contre celle du général Perreymond, qui est renversée et perd six pièces d'artillerie légère ; le vice-roi la rallie sous la protection de la division Quesnel, qui se forme aussitôt en carrés. Chargé à son tour, l'ennemi rétrograde en désordre sur Pozzolo, et abandonne cinq des pièces qu'il venait d'enlever.

Le général Mayer, abandonné à lui-même et pressé par la division Marcognet, se replia sur Mozzacane.

Arrivant au moment où le général Merville, renforcé de trois régimens d'infanterie, achevait de déployer la brigade Stutterheim entre Pozzolo et Remelli, le général Bonnemain se forma néanmoins en sa présence ; le trente-unième de chasseurs à cheval repoussa avec intrépidité une charge de grenadiers, et son avant-garde brava le feu terrible de l'artillerie autrichienne, qui avait, dans cette position, dix-huit pièces à opposer à quatre.

L'armée française s'avança ensuite sur deux lignes, ayant sur ses flancs les brigades de cavalerie Perreymond et Bonnemain, au centre la division Quesnel, et en seconde ligne la division Boyer, qui venait d'arriver de Roverbella. Le général Forestier enlève le village de Pozzolo au régiment de Chasteller, qui, poursuivi par le trente-cinquième léger sur

garde nationale sédentaire ne put empêcher les Autrichiens de franchir, à l'aide de leur artillerie, les barricades qui couvraient le pont de cette ville, de refouler le détachement français sur Charolles, et de désarmer une partie de la population du pays compris entre l'Ain et la Saône. Le général ennemi fit occuper Villefranche, Mâcon, Tournon, Châlons. Ses troupes se trouvèrent ainsi disséminées dans les départemens de Saône-et-Loire, du Rhône, de l'Ain et du Mont-Blanc, et sur la frontière de celui de l'Isère. 1814. France.

Le duc de Castiglione reprend l'offensive. — Le duc de Castiglione mit à profit ce morcellement du corps ennemi, pour accélérer l'organisation de celui dont il avait le commandement. Les conscrits destinés à recruter les seize bataillons de ligne qui devaient former le noyau de cette petite armée, n'arrivant pas encore, le maréchal crut devoir encourager la levée d'un corps franc aux ordres de l'adjudant-commandant Damas, composé d'anciens militaires et de volontaires énergiques. 17 février.

Par l'arrivée successive de quatre bataillons, forts ensemble d'environ quatre mille hommes (provenans d'une réserve rassemblée à Nîmes), du deuxième régiment de Toulon, d'un bataillon du cent quarante-cinquième régiment, des deux divisions Pannetier et Digeon (de l'armée de Catalogne), et de l'artillerie attachée à ces différentes colonnes, le duc de Castiglione se trouva vers le milieu de février, à la tête d'une armée de près de vingt-deux mille combattans, non compris près de quatre mille gardes nationaux formant les garnisons de Lyon et de Briançon[1]. Etant ainsi en état de prendre l'offensive

[1] Voici l'état de composition et la force de cette armée :

Division Musnier : — Deux brigades commandées par les généraux Ordonneau et Gudin.

Force, 5350 hommes, troupes de ligne venant d'Espagne.

6 bouches à feu.

1814. Italie. de Castiglione-di-Mantova et de Due-Castelli, et leur fit bon nombre de prisonniers. La division Palombini avait reployé les postes du corps de blocus de Peschiera ; mais elle se retira bientôt sous le canon de la place ; elle n'était pas assez forte pour déloger le général Wlasitsch des hauteurs de San-Lorenzo. Le comte Verdier se maintint long-temps derrière le ruisseau d'Olsino ; mais enfin, débordé sur la droite, il gagna en combattant les hauteurs de Monzambano qu'il occupa le reste de la journée ; et, lorsque le général Radiwojewitsch fut rappelé par le maréchal de Bellegarde, il le poursuivit vivement et vint prendre position dans l'anse de Borghetto.

Les Autrichiens eurent, dans cette bataille remarquable par la disposition des troupes qui y furent engagées, près de cinq mille hommes hors de combat, et deux mille prisonniers ; la perte des Français n'excéda pas trois mille hommes.

Le 9, au matin, l'armée franco-italienne repassa la rivière à Goito, et s'établit, savoir : la division Fressinet à Monzambano, se liant à Volta où furent placées la garde royale, la division Marcognet et la cavalerie des généraux Perreymond et Bonnemain ; la division Quesnel à Goito ; celle de Zucchi, avec la brigade Rambourg, rentra dans Mantoue ; le général Palombini dans Peschiera ; le général Rouyer forma réserve à Gurdizzolo.

10-14 février. *Affaires de Borghetto, de Salo et de Gardone.* — Dans l'idée que le vice-roi avait beaucoup souffert, et que par son dernier mouvement il ne cherchait qu'à se retirer sur Plaisance, le maréchal de Bellegarde crut n'avoir qu'à se montrer sur la rive droite pour le décider à une retraite définitive. A cet effet, dans la nuit du 9 au 10, le général Radiwojewitsch repassa la rivière sur le pont de Borghetto, qu'il occupait depuis la veille, et fit replier tous les postes français ; mais bientôt les généraux Verdier et Grenier s'avancèrent sur

Le 17, le général Pannetier culbuta les avant-postes autrichiens à Villefranche, leur fit une centaine de prisonniers, et enleva, le lendemain, Mâcon au général Scheiter, après un engagement assez chaud. Le général Musnier délogea de Meximieux les postes du général Klopfstein, et les poursuivit jusqu'au village de l'Oye, dont ils furent chassés avec perte. Le général Pouchelon se porta de Lyon sur Nantua avec deux bataillons. Le duc de Castiglione se flattait ainsi de couper tout ce qui se trouverait entre cette ville et Bourg ; mais le général Klopfstein eut le temps d'évacuer Nantua et de se rallier à Bourg au comte Bubna, qui battit prudemment en retraite. Le 19 et le 20, les Français entrèrent dans ces deux villes sans coup férir. 1814. France.

Les Français rentrent en Savoie. — Cependant le général Marchand, invité à favoriser ce mouvement par une diversion sur tel point qu'il jugerait convenable, pensa qu'il convenait de reprendre le poste des Echelles qui menaçait Lyon, et de pousser l'ennemi jusqu'au-delà de Chambéry. Il fit part de ce projet au général Dessaix, qui, de son côté, crut le moment favorable pour forcer le passage de l'Isère au-dessus de Montmeillan, déloger les Autrichiens de cette ville, et rallier à la hauteur des marches, une colonne de huit cents hommes que le major Bois devait lui amener de Barraux, pour de là se porter sur Chambéry. 18 février.

La route ayant été coupée, le général Marchand ne pouvait enlever le poste des Echelles que par un chemin souterrain taillé dans le roc, dont l'entrée barricadée en dedans, ne donnait accès qu'à trois ou quatre hommes de front ; il confia cette tâche difficile au major Thilorié, du dix-huitième léger. Le 15, les voltigeurs du premier de ligne, le fusil en bandoulière, s'élancèrent à l'entrée de cette grotte, et parvinrent, après une fusillade très-meurtrière, à renverser les barricades et à déboucher, au bout d'une demi-heure, du

1814. France. côté de Chambéry, tandis que les grenadiers du même régiment et les carabiniers du dix-huitième léger, se portant au pas de charge sur les positions latérales, les enlevaient aux tirailleurs ennemis. Le 16, les troupes marchèrent sur Chambéry par la route de Lyon; de son côté, le général Dessaix ne fut pas moins heureux dans son mouvement; Montmélian fut évacué par l'ennemi. Les Autrichiens se sauvèrent en désordre à Chambéry, où ils furent ralliés par le général Kienmayer qui les établit sur les hauteurs en arrière, gardant la ville comme avant-poste. Le 19, au matin, le général Marchand fit marcher une colonne de six cents hommes pour les prendre à dos, pendant que le général Dessaix faisait attaquer le pont du Reclus. Repoussé de toutes parts, l'ennemi se replia sur Aix, dans une position couverte en front par des marais, et dont les flancs s'appuyaient à une montagne et au lac de Bourget.

22-23 février. *Affaire d'Aix et d'Annecy; combat du pont de la Caille.* — Le général Dessaix attaqua, le 22, cette position qui fut emportée. Le 23 il entra à Aix; mais sentant combien il était essentiel de ne pas donner un moment de repos à l'ennemi, il en partit aussitôt pour le poursuivre, et vint s'établir à la Biolle, d'où il porta trois cents hommes commandés par le chef de bataillon Escard, vers Albiens, à l'embranchement des routes d'Annecy et de Rumilly. Le lendemain il ordonna au général Serrant de marcher vivement sur Annecy, avec une colonne d'environ quinze cents hommes. Les Autrichiens, après avoir essayé de se rallier dans plusieurs positions au-delà du pont d'Alby, continuèrent leur retraite sur Annecy, dont ils occupèrent le château; ils en furent chassés à la baïonnette, et poursuivis jusqu'au pont de Brugny. La nuit mit fin à cette série d'engagemens qui coûta beaucoup de monde à l'ennemi, et qui fit honneur au général Serrant ainsi qu'aux troupes sous ses ordres.

Pendant ce temps le général Dessaix se portait sur Rumilly, en balayant tous les postes que l'ennemi avait échelonnés pour protéger sa retraite. Il occupa cette ville le 24, et plaça ses avant-postes sur la rivière de Fier. L'ennemi avait barricadé le pont de Copet, et occupait la rive droite. Le 25, le général Dessaix fit remonter le Fier par un fort détachement qui parvint à établir un pont, et se porta sur la rive droite. D'après le rapport de ses coureurs, le général Klebelsberg jugeant qu'il allait être tourné par sa gauche, ordonna la retraite, et le pont de Copet ayant été débarrassé de ses barricades, les avant-postes furent portés à Clermont, où débouche un chemin qui, partant de Seyssel, aboutit sur la grande route de Chambéry à Genève. Le 26, le général Dessaix s'empara de Frangy et occupa les belles positions de Chaumont. Il avait ordonné au général Serrant de s'emparer le même jour du pont de Brogny, et de pousser jusqu'à celui de la Caille, sur le ruisseau des Usses. L'ennemi s'était réuni sur ce dernier point, au nombre de deux mille cinq cents hommes avec quatre pièces de canon; mais malgré sa résistance il dut céder à l'impétuosité des assaillans; le pont de la Caille fut emporté, et la troupe autrichienne poursuivie jusqu'au bois de Creuseille. 1814. France.

Napoléon blâme le plan d'opérations du duc de Castiglione. — La marche et les combinaisons militaires du duc de Castiglione n'avaient point été approuvées par l'empereur, qui chargea le duc de Feltre de lui faire savoir que c'était vers Genève et dans le pays de Vaud qu'il aurait dû et qu'il devait encore porter son corps d'armée [1]; et comme le duc

[1] « Le comte de Bubna, écrivait le ministre de la guerre au maréchal, n'a pas plus de dix mille hommes à vous opposer..... La France et la Suisse ont les yeux sur vous..... Les Vaudois et les Argoviens ont seize bataillons de milices tout prêts à se ranger de votre côté; les cantons de Saint-Gall, de Soleure, et même une partie de celui de Zurich, n'attendent que votre présence pour se

1814. Italie. et de Mantoue. Réduite alors à vingt-huit mille hommes, l'armée du vice-roi resserra ses positions et rapprocha sa réserve du Pô.

D'un autre côté, le général napolitain Macdonald, forçait, après vingt-cinq jours de blocus et quarante-huit heures de bombardement, la citadelle d'Ancône à se rendre; et le général Lecchi prit possession de la Toscane au nom du roi de Naples.

Février. *Evacuation de la Toscane et des Etats romains par les Français.*. — Le 16, le général Pouchain, qui commandait à Pise, et venait d'appeler à lui, pour renforcer la défense de cette place, sept cents hommes de la garnison de Livourne, fut attaqué par la brigade napolitaine du général Minutolo (division Pignatelli-Cerchiara). Le duc d'Otrante, commissaire-général de l'empereur dans la France transalpine, obtint la suspension des hostilités, sous la condition préalable que les troupes françaises remettraient aux troupes napolitaines les places de Pise, Livourne et Lucques. Quelques jours après fut signée l'évacuation de la Toscane et des Etats romains; les garnisons du fort Saint-Ange, de Civita Vecchia, et de l'île Gorgona, ainsi que des châteaux de Volterra et de Florence, durent retourner en France par mer ce qui les faisait tout naturellement tomber entre les mains des Anglais [1].

suite, à me déclarer en état de guerre, afin de sauver mon royaume, menacé d'un débarquement par les Anglais et les Siciliens. Cela aurait immanquablement excité un soulèvement intérieur. Peut-être les événemens deviendront-ils plus favorables. Restez donc avec moi : j'ai fait votre avancement, d'autres avantages vous attendent encore. C'est me payer d'ingratitude que d'abandonner mon service, lorsque mes bonnes dispositions vous sont aussi connues. »

Murat, en tenant ce langage, avait oublié sans doute qu'il parlait à des hommes d'un caractère trop généreux, pour renoncer comme lui au noble titre de *citoyen français*.

[1] Des officiers bien informés assurent qu'à son départ pour la France le d

Le vice-roi détache le lieutenant-général Grenier sur le Pô et sur le Taro; combat de Guastalla. — Inquiet sur le sort de Gênes, où le général Frezia n'avait qu'une poignée de conscrits à opposer aux Anglais qui allaient débarquer; et peu rassuré par les dispositions de Milan, le vice-roi crut devoir pousser un gros détachement sur le Pô. 1814. Italie. 24 février.

Dans cet intervalle, le roi de Naples ayant fait marcher sur Guastalla les marins de sa garde avec une brigade d'infanterie, soutenus par douze cents Autrichiens, le lieutenant-colonel Metzko, à qui l'on confia cette opération, surprit, le 24 février, Casal-Maggiore, construisit un pont à Sacca, et commença des ouvrages pour le couvrir; mais, le 27, le général Bonnemain, arrivé de Borgoforte, le força à la retraite et captura presque tous les bateaux destinés à la construction du pont.

Joachim ayant commencé à se retirer, et une crue subite du Taro empêchant le général Grenier de le poursuivre, le prince Eugène, pour accélérer sa retraite, passa le Pô à Borgoforte, et parut devant Guastalla, le 1er mars au matin, avec quatre bataillons, deux cents chevaux et quatre pièces d'artillerie. Cette ville était défendue par une brigade autrichienne et plusieurs centaines de chevaux napolitains; à son approche, ceux-ci s'enfuirent en toute hâte jusqu'à Reggio; l'infanterie voulut résister, mais elle fut repoussée et perdit deux cent cinquante hommes.

Combat de Parme. — Le général Grenier, ayant enfin passé le Taro, le 2 mars, poursuivit sur trois colonnes les Napolitains dont l'arrière-garde, ramenée à Parme sur la division Nugent, ne parvint à arrêter l'impétuosité des Fran- 2 mars.

d'Otrante se fit donner, à Modène, par le roi de Naples, trois cent mille francs en *lettres-de-change*, à titre d'indemnité pour la cession de ses droits sur le duché d'Otrante (Koch, *Campagne de* 1814).

1814. Italie. çais qu'en jetant dans la ville le régiment de l'archiduc François-Charles; mais le général Grenier ordonna aussitôt au général Rambourg de harceler l'ennemi en tournant Parme par la gauche avec sa cavalerie, pendant qu'il conduisait lui-même l'attaque de front. La colonne de Metzko, rejetée le 27 par le général Bonnemain sur la rive droite du Pô, et prévenue à Guastalla par le vice-roi, fut découverte par le général Rambourg, qui, dans un instant, la dissipa et lui enleva cinq cents hommes, deux pièces de canon et tous ses bagages. L'attaque sur la ville fut également heureuse : six cents Autrichiens y furent tués, et dix-huit cents mirent bas les armes; dans ce nombre se trouvait une centaine de Napolitains qui furent renvoyés désarmés à Joachim.

Le 2 mars au soir, le général Grenier s'établit sur la Lenza; le lendemain, la brigade Rambourg chassa de Reggio une centaine de chevaux ennemis, et le général Severoli y arriva le 4, avec sept bataillons, se faisant précéder à Rubiera par une faible avant-garde. Les Austro-Napolitains, ainsi écartés et mis pour quelque temps hors d'état de reprendre l'offensive, le vice-roi put rappeler sans inconvénient sur le Mincio la division Rouyer et la brigade Jeannin.

Cependant le feld-maréchal de Bellegarde avait porté son quartier-général de Verone à Villafranca, et sa première ligne bordait la rive gauche du Mincio.

Affaire de Sostinente. — D'après les ordres du vice-roi, le général Villatta marcha le 5 mars au matin, avec douze cents hommes, de Governolo à Ostiglia, et emporta le poste de Sustinente, dont il détruisit les retranchemens. Ne supposant point que ce fût une fausse attaque, et croyant au contraire que le général Grenier soutenait cette tête de colonne, et que le prince Eugène voulait se porter sur Legnago pour séparer les deux armées, le général en chef ennemi craignit d'avoir compromis sa gauche et reprit ses anciennes positions;

c'était précisément l'objet des mouvemens du général français. 1814.

Les Napolitains occupent Reggio. — Le roi de Naples, Italie. informé qu'il avait seulement devant lui quatre bataillons et 7 mars. dix ou douze escadrons, renforça l'avant-garde autrichienne, et, le 6 mars, fit passer la Secchia au comte de Stahremberg avec ordre d'attaquer Rubiera. Cette ville était gardée par deux compagnies de voltigeurs et un régiment de chasseurs italiens, qui, après une glorieuse mais vaine résistance, furent culbutés et ramenés par des forces décuples jusqu'à Reggio, où le général Severoli les recueillit.

Doutant encore que l'armée ennemie eût passé la Secchia, ce général laissa la brigade Soulier à Reggio et se porta sur Rubiera, avec la brigade Rambourg et trois bataillons italiens, jusqu'auprès de San-Lorenzo, où il prit position à cheval sur la route, la cavalerie en seconde ligne. Les dix mille hommes que déploya Joachim n'empêchèrent pas le général Severoli, qui n'en avait que trois mille, d'accepter imprudemment le combat; ses troupes firent des prodiges de valeur, et il eut une jambe emportée; le général Rambourg, prenant alors le commandement, soutint encore quelques instans le combat et se replia très-sagement sur Reggio; il se maintenait avec intrépidité dans cette ville, et il eût fait payer cher une attaque de vive force, lorsque le roi de Naples lui fit la proposition d'évacuer la ville sans condition, en lui donnant tout le temps nécessaire pour cette opération. Le général Rambourg accepta, et, après avoir marché toute la nuit, il rejoignit, le lendemain matin, le général Gratien. Celui-ci, ne se voyant plus en sûreté derrière la Lenza, repassa alors le Taro, et alla s'établir à Castel-Guelo, Sanguinara et Grugno.

Le roi de Naples entra dans Reggio le 8 mars, et porta son armée sur la Lenza, en détachant sur Borgo-di-Sotto et Guastalla la brigade Gober, renforcée d'un bataillon napolitain; le 9, il poussa la brigade Stahremberg jusqu'à Parme.

1814. France. avec un bataillon du premier régiment, commandé par le chef Garin. La troupe ennemie fut culbutée et mise en déroute.

Cette colonne avait été dirigée par le général Klebelsberg sur la droite des troupes du général Dessaix, afin d'appuyer une charge à fond que la cavalerie ennemie allait faire sur l'artillerie française, qui, malgré son infériorité, inquiétait beaucoup la ligne autrichienne. En effet, six escadrons, débouchant de Saint-Jullien et passant le pont de l'Arve, ne tardèrent pas à s'avancer par la grande route. Le général Dessaix fit suspendre le feu de ses pièces, et donna l'ordre qu'on attendît les assaillans à un quart de portée de mitraille. L'ennemi continuant sa marche avec confiance, ses premiers pelotons furent accueillis, à la distance convenue, par la décharge la plus meurtrière. Toute la colonne, mise en désordre, tourna bride sur-le-champ vers Saint-Jullien, où les boulets français l'accompagnèrent.

Le général Dessaix, voulant profiter du double succès obtenu sur ses adversaires par la colonne du chef de bataillon Roberjot, et par le feu de son artillerie, avait donné l'ordre à ses troupes de marcher au pas de charge sur Saint-Jullien, en débordant ce village à droite et à gauche; mais informé par les différens chefs de corps que les soldats n'avaient plus de cartouches, il dut renoncer à cette attaque et se borner à prendre des positions que la chute du jour rendait nécessaires pour la sûreté de sa ligne. Vers dix heures, les avant-postes annoncèrent que les Autrichiens venaient d'évacuer Saint-Julien pour rentrer dans Genève. Pour expliquer cette retraite inattendue, il convient de dire que la prise du fort l'Ecluse par le général Bardet, faisant craindre au comte Bubna de voir attaquer Genève par la droite du Rhône, il avait envoyé l'ordre au général Klebelsberg de rompre les ponts de l'Arve et de se renfermer dans la place.

Tel fut le combat de Saint-Jullien, où une faible division française, composée de conscrits qui n'avaient pas deux mois de service, ayant à combattre un ennemi bien supérieur en nombre, et n'étant soutenue que par cinq pièces de canon, opposées à une artillerie formidable, s'empara des positions les plus avantageuses. La perte des Autrichiens s'élevait à plus de mille hommes hors de combat, tandis que le général Dessaix n'en avait pas à regretter plus de trois cents [1].

1814. France.

Le 3 mars, le général Dessaix entra dans Carouge et s'établit sur la rive gauche de l'Arve; le général Marchand était resté avec la brigade Bardet à Saint-Génix.

Le duc de Castiglione, satisfait de la prise des Ecluses, et estimant que les généraux Marchand et Dessaix étaient en mesure de forcer l'ennemi à abandonner Genève, rappela la division Musnier dont l'avant-garde, poursuivant ses succès, avait franchi le passage des Rousses et poussé jusqu'à Saint-Cergue sur le territoire vaudois. Son dessein, en réunissant cette division à celles des généraux Parmentier et Digeon, était d'aller livrer combat au prince de Lichtenstein, sous les murs de Besançon. Cette imprudente détermination du maréchal sauva Genève et tira d'inquiétude le comte Bubna, qui balançait s'il se laisserait renfermer dans cette place, ou s'il tenterait de se frayer un chemin difficile par Yverdun, où il venait déjà d'envoyer sa cavalerie. Rassuré par le mouvement dont nous venons de parler, et qu'il apprit presque aussitôt, le général autrichien se décida à attendre les événemens dans Genève, bien persuadé que les généraux Mar-

[1] Dans son rapport au général comte Marchand, le général Dessaix fit le plus grand éloge des généraux Serrant, Panchelon et Chabert, de l'adjudant-commandant Delamarre, des chefs de bataillon Roberjot, Escard, Garin, Savoye, Roch (ces deux derniers commandaient des détachemens de gardes nationales du Mont-Blanc), des aides-de-camp Dessaix et Nax, des capitaines Mouthon, Ricard, Sthem (de l'artillerie), et de l'inspecteur des douanes Dubois.

1814. France. chaud et Dessaix ne pouvaient pas plus enlever brusquement cette place, déjà mise en état de défense, que l'assiéger régulièrement, sans le concours des forces que le duc de Castiglione portait sur un autre point.

5 mars. *De nombreux renforts ennemis s'avancent sur la Saône et combat de Poligny.* — Cependant les troupes alliées destinées à former la nouvelle armée qui devait agir dans le sud-est de la France, s'avançaient vers la Saône sur trois colonnes; la première, commandée par le général Bianchi, marchant par Beaune et par Seurre, poussait un détachement à Châlons pour renforcer le général Scheither qui occupait toujours cette ville; la deuxième, aux ordres du général Wimpfen, arrivait à Villette et Villers Robert; enfin, la troisième, conduite par le général en chef, prince de Hesse Hombourg, s'approchait de Dôle.

De son côté, le duc de Castiglione, ne se doutant point de ce grand mouvement qui s'opérait autour de lui, allait commencer l'exécution de son nouveau plan d'opérations, lorsqu'un détachement du général Bianchi vint prendre poste à Louhans. Dans le même temps le général Gudin, attaqué à Poligny par la tête de colonne du général Wimpfen, la repoussa, lui mit trois cents hommes hors de combat, et lui fit cent prisonniers. Malgré ce petit avantage, le maréchal, apprenant que le général Bianchi manœuvrait déjà sur la rive droite de la Saône pour le couper de Lyon, et qu'une nuée de troupes légères s'étendait de Mervan à Saint-Trivier; le duc de Castiglione, disons-nous, ordonna de suite un mouvement rétrograde et vola au secours du général Remond. Une ville ouverte et grande comme Lyon, ne pouvait être défendue par trois mille six cents hommes contre les forces considérables qui la menaçaient. Le maréchal manda en outre au général Bardet de repasser le Rhône sans perdre de temps, de se rendre à Bourg, et de faire de là une démonstration contre

Mâcon. Quant à lui, il réunit, le 5, le gros de son armée à Lons-le-Saulnier, coucha à Saint-Amour, dépassa Bourg le 7, et rentra le 9 dans Lyon. Ce jour-là, le général Bardet s'établit à Bourg, le général Ponchelon à Pont-d'Ain, et le général Rémond alla observer l'ennemi à Villefranche avec deux bataillons et cinquante gendarmes. 1814. France.

Combat de Mâcon. — L'ennemi n'ayant encore qu'un faible poste à Mâcon, le duc de Castiglione voulut l'enlever, et à cet effet, il prescrivit au général Musnier de passer, le 10, par Villefranche avec sa division et le douzième hussards, d'y prendre les deux bataillons du général Rémond, et d'attaquer Mâcon le lendemain; les généraux Bardet et Ponchelon eurent ordre de faire en même temps, de Saint-Laurent, une diversion sur la tête de pont; le maréchal devait se porter à moitié chemin de Villefranche. Mais le général Bianchi s'étant établi ce jour-là même à Mâcon, l'avant-garde du général Musnier rencontra à Saint-Georges les avant-postes autrichiens, et les repoussa vivement vers les Maisons-Blanches. A peine le général Scheither avait-il réuni ses douze escadrons et ses deux bataillons sur la chaussée, que le colonel Colbert fondit sur lui avec quatre cent cinquante hussards des quatrième et douzième régimens. Blessé et renversé de cheval par le chef d'escadron Plessen [1], le général ennemi se sauva à pied dans la mêlée; mais la cavalerie autrichienne revenue d'un premier moment de terreur, allait repousser les hussards français, lorsque deux compagnies de voltigeurs, arrivant au pas de course sur les flancs de la chaussée, les forcèrent à se retirer sous un feu des plus vifs. Le colonel Colbert s'élança alors à la poursuite de la colonne sur la grande route, et fit prisonnier un bataillon d'infanterie légère. Le général Musnier, voulant profiter de cet avantage, 11 mars.

[1] Officier westphalien passé au service de France.

1814. France. l'occupation prochaine des troupes alliées, ne dut songer qu'aux moyens qui pouvaient empêcher celles-ci de s'y maintenir. Il s'empressa donc de se rendre à Valence, au-devant des troupes que le duc d'Albufera avait détachées de son armée par ordre de l'empereur, pendant que le sénateur comte Chaptal, commissaire extraordinaire du gouvernement, se rendait à Clermont pour accélérer la levée et le départ des gardes nationales du Puy-de-Dôme et du Cantal. Il chargea le général Musnier de couvrir Lyon et de résister le plus long-temps possible.

Plus ferme à son poste que bien d'autres fonctionnaires, le comte de Bondy, préfet du département, resta à Lyon pour pourvoir aux besoins de la troupe, maintenir la tranquillité et saisir la première occasion de relever le courage des habitans.

Conduite timide du comte Bubna. — Le général Musnier, dont les dépôts stationnés à Lyon portaient les forces à dix-sept cents hommes, était à peine établi en tête du faubourg de la Croix-Rousse, lorsque ses avant-postes furent engagés, le 16, avec les coureurs autrichiens, sur les routes de Dombes et d'Ambérieux; mais l'inondation du pays ayant empêché le comte Bubna de déboucher avec le gros de ses troupes directement par Meximieux, ce ne fut que le lendemain que le général Musnier se vit contraint de repasser la Saône et de venir s'établir à l'embranchement des chaussées de Châlons, de Moulins et de Clermont.

Après avoir poussé des reconnaissances et envoyé des parlementaires pendant toute la journée du 18, l'ennemi prit poste, le 19, sur la hauteur de la Croix-Rousse. Tant de lenteur fit penser au général Musnier qu'il n'avait devant lui que des troupes légères, hors d'état de tenter un coup de main sur Lyon; et il allait les déloger par une attaque de nuit, immédiatement après l'arrivée d'un renfort de sept cents

Combat de Saint Georges. — Parti de Mâcon le 17, le prince de Hesse Hombourg ordonna, le 18, aux généraux Bianchi et Wimpfen d'attaquer la droite de la ligne française, et au prince de Wied-Runckel, d'en tourner la gauche avec sa division par la route de Beaujeu, pendant qu'un petit détachement ferait une fausse attaque sur la rive droite de la Saône. Le général Pannetier, assailli par des masses formidables, eut d'abord son poste enlevé et fut vivement poursuivi par la tête de colonne du général Bianchi; mais bientôt soutenu par la réserve, il rentre dans Lage-Longsart; la brigade Gall, forte de quatre bataillons et de quatre escadrons, est taillée en pièces par le quatrième hussards. Mais les Français sont arrêtés dans leurs progrès par l'arrivée du général Wimpfen, et le combat se prolonge le reste du jour sur le même terrain. Enfin, Lage-Longsart est enlevé une seconde fois par l'ennemi. Voyant toutefois la gauche de sa ligne pressée par la division Wied-Runckel, le duc de Castiglione ordonna la retraite sur Limonest. Dès que le général Bianchi s'aperçut de ce mouvement, il lança sa cavalerie à la poursuite; mais le général Ordonneau fit bonne contenance avec l'arrière-garde, et les grenadiers du soixante septième tinrent constamment les cavaliers ennemis à distance respectueuse. 1814. France. 18 mars.

Le duc de Castiglione se replie sur Lyon; bataille de Limonest. — Le soir, le maréchal se plaça à cheval sur la route en avant du village de Limonest, et se mit en devoir d'arrêter l'ennemi le plus long-temps possible dans cette position, afin d'y attendre l'arrivée de la deuxième division de Catalogne. Le lendemain, après avoir eu connaissance des dispositions que faisait le prince de Hesse-Hombourg pour tourner son flanc gauche et gagner la route de Moulins, il prit l'ordre de bataille suivant : la division Musnier fut établie à Limonest, sur les hauteurs entre la Saône et la route de Châlons; la brigade Estève, de la division Pannetier, sur 20 mars.

1814. France. d'expulser les Français du département du Mont-Blanc. Il se mit en mouvement le 18, à la tête de deux mille hommes d'infanterie et cinq cents chevaux, avec huit pièces d'artillerie, et vint attaquer le village de Rumilly, occupé par deux cent vingt-cinq hommes des huitième léger et soixantième de ligne, cent soixante-quatre préposés aux douanes, et seize chasseurs du quatrième régiment. Le chef de bataillon Adine, inspecteur des douanes, officier aussi brave qu'intelligent, défendit ce poste pendant deux heures, malgré l'infériorité du nombre et le manque d'artillerie. Obligé de céder, il exécuta sa retraite avec le plus grand ordre; et se voyant poursuivi un peu trop vivement sur la route de Chambéry par la cavalerie ennemie, il se jeta dans les montagnes de droite, repoussa les tirailleurs qui harcelaient son arrière-garde, et continua sa marche jusqu'à Aix sans être inquiété. Officiers et soldats de ligne et volontaires donnèrent en cette occasion des preuves éclatantes de valeur et d'intrépidité.

L'ennemi poursuivant sa marche sur la grande route, entra le 20 à Chambéry. Le général Dessaix avait évacué cette ville avec tout ce qu'il avait pu réunir de troupes, pendant la nuit du 19 au 20; et après en avoir dirigé une partie sur le fort Barraux, il se rendit à Montmeillan avec environ six cents hommes.

La marche rapide du général Zeichmester et l'occupation du chef-lieu du département du Mont-Blanc paralysèrent ainsi toutes les mesures de défense et surtout la levée en masse dont l'organisation était déjà commencée.

31 janvier. *Retraite du général Dessaix sur l'ancienne frontière de France; combat des Echelles.* — Le général autrichien ne tarda pas à paraître devant Montmeillan. Dépourvu d'artillerie et avec une poignée d'hommes, le général français ne pouvait entreprendre de s'y défendre; c'est pourquoi il crut devoir se retirer derrière l'Isère, dans la direction de Pont-

général Digeon se battit bravement, et tint en échec, jusqu'à cinq heures, la division ennemie. 1814. France.

Vers trois heures, les généraux Musnier et Pannetier étaient aux portes de Lyon, et les tirailleurs de la brigade Mumb attaquaient le faubourg de Vaize, lorsque le duc de Castiglione, qui était retourné en ville à une heure, pour se concerter avec les autorités civiles, se mit à la tête des troupes et se porta au pas de charge sur les hauteurs de la Duchère et de Rochecardon, où les Autrichiens étaient en force ; il engagea sur ce point une attaque qui se soutint jusqu'à la nuit avec des chances variées.

En sortant de Lyon, le maréchal avait envoyé au soutien du général Digeon, le treizième cuirassiers et une demi-batterie d'artillerie légère, sous les ordres du général Guillemet ; mais en même temps les troupes du général Wimpfen, entrant en ligne, la division Wied-Runckel attaqua le mamelon à droite de la route de Moulins, que l'adjudant-commandant Ricard eut de la peine à conserver ; déjà l'infanterie légère du prince tiraillait en tête du faubourg Saint-Just. Le général Digeon qui manquait d'ailleurs de munitions pour son infanterie et son artillerie, prit alors le parti de faire charger sa cavalerie en deux colonnes : l'une, de deux escadrons du treizième cuirassiers, tombe à droite sur une batterie de six pièces, sabre les canonniers et ramène les avant-trains ; l'autre, de trois compagnies du douzième hussards, taille en pièces les deux bataillons du régiment de Hiller sur la route de Clermont, enlève le colonel et fait trois cent soixante prisonniers. Les colonnes ennemies furent ainsi arrêtées sur ce point comme sur tous les autres ; le feu cessa à la nuit, et les deux partis établirent leurs bivouacs en présence.

Le général Bardet, de son côté, dignement secondé par le colonel Gay, commandant à Calvire les deux bataillons du soixante-dix-neuvième de ligne, n'avait pas perdu un pouce de terrain.

1814. France. 6 février.

Affaire du fort Barraux. — Quelques jours après (6 février), l'ennemi se présenta au nombre de sept à huit cents hommes, sur un plateau vis-à-vis des Chavannes ; mais il crut devoir se borner à cette simple démonstration sur ce point, tandis que deux autres colonnes plus nombreuses se portaient sur Chapareillan et Bellecombe au pied de la montagne qui est en face du fort Barraux. Le major Bois, du huitième léger, officier de distinction, qui commandait ces postes, opposa, avec quelques centaines d'hommes, la plus vigoureuse résistance. Contraint de céder à des forces supérieures, il se replia dans le plus grand ordre sous les redoutes du fort, dont l'ennemi n'osa approcher. Le pont de Bellecombe fut emporté malgré les efforts des braves qui le défendaient, mais il coûta à l'ennemi une cinquantaine d'hommes tués, dont deux officiers.

Le major Bois et sa troupe s'étaient rendus dignes des plus grands éloges par leur conduite distinguée.

Dans le rapport que cet officier adressa au général Dessaix, il lui faisait connaître l'empressement que les habitans de Barraux et des villages voisins, avaient mis à secourir les blessés, et à apporter à la troupe des vivres et des munitions; des enfans de l'âge de dix à douze ans avaient porté des paquets de cartouches aux tirailleurs, sous le feu même de l'ennemi. La brave et bonne population de l'Isère montrait alors la plus grande énergie et un dévouement sans bornes à la cause nationale.

L'ennemi s'empare de Châlons et du pays compris entre l'Ain et la Saône. — Pendant que ceci se passait sur la frontière de l'ancienne Savoie, le général Bubna, qui n'avait pas eu la hardiesse de s'emparer de Lyon, tourna ses armes contre le général Legrand, qui occupait Châlons-sur-Saône depuis plusieurs jours, avec un faible détachement de deux cents hommes. La valeur de cette poignée de soldats et de la

garde nationale sédentaire ne put empêcher les Autrichiens de franchir, à l'aide de leur artillerie, les barricades qui couvraient le pont de cette ville, de refouler le détachement français sur Charolles, et de désarmer une partie de la population du pays compris entre l'Ain et la Saône. Le général ennemi fit occuper Villefranche, Mâcon, Tournon, Châlons. Ses troupes se trouvèrent ainsi disséminées dans les départemens de Saône-et-Loire, du Rhône, de l'Ain et du Mont-Blanc, et sur la frontière de celui de l'Isère. 1814. France.

Le duc de Castiglione reprend l'offensive. — Le duc de Castiglione mit à profit ce morcellement du corps ennemi, pour accélérer l'organisation de celui dont il avait le commandement. Les conscrits destinés à recruter les seize bataillons de ligne qui devaient former le noyau de cette petite armée, n'arrivant pas encore, le maréchal crut devoir encourager la levée d'un corps franc aux ordres de l'adjudant-commandant Damas, composé d'anciens militaires et de volontaires énergiques. 17 février.

Par l'arrivée successive de quatre bataillons, forts ensemble d'environ quatre mille hommes (provenans d'une réserve rassemblée à Nîmes), du deuxième régiment de Toulon, d'un bataillon du cent quarante-cinquième régiment, des deux divisions Pannetier et Digeon (de l'armée de Catalogne), et de l'artillerie attachée à ces différentes colonnes, le duc de Castiglione se trouva vers le milieu de février, à la tête d'une armée de près de vingt-deux mille combattans, non compris près de quatre mille gardes nationaux formant les garnisons de Lyon et de Briançon[1]. Etant ainsi en état de prendre l'offensive

[1] Voici l'état de composition et la force de cette armée :

Division Musnier : — Deux brigades commandées par les généraux Ordonneau et Gudin.

Force, 5350 hommes, troupes de ligne venant d'Espagne.

6 bouches à feu.

1814. France.

contre un adversaire dont les forces ne s'élevaient pas à plus de douze mille hommes, le maréchal résolut de le contraindre à évacuer les départemens qu'il avait envahis. En conséquence, le général Pannetier reçut ordre de se porter, par Villefranche, sur Mâcon; en même temps que le général Musnier se porterait, par Montluel, sur Meximieux, et de là sur Pont-d'Ain et Bourg, où ces deux généraux devaient se mettre en communication. Les partisans de Damas furent chargés de défendre le col de Tarare.

Division commandée provisoirement par le général Pannetier: — Deux brigades, dont une de troupes venant d'Espagne, et l'autre formée de conscrits jetés dans les cadres de bataillons de ligne.

Force, 4,100 hommes.

2 bouches à feu.

Brigade Bardet, formée de cinq bataillons de ligne, recrutés par la conscription de 1814, et organisée à Nîmes par le général Menard.

Force, 4,242 hommes.

4 bouches à feu, servies par des canonniers de marine.

Brigade Remond, composée de bataillons de gardes nationales, formant en grande partie les garnisons de Lyon et de Briançon; elle n'avait en ligne que le seul régiment de gardes nationales de Toulon, dont la force était de 870 hommes.

2 bouches à feu, servies par des canonniers de marine.

Division Digeon (cavalerie), formée de trois régimens venus d'Espagne et des cadres de trois autres.

Force, 2,168 chevaux.

6 bouches à feu d'artillerie légère.

Corps détaché dans le département du Mont-Blanc.

Division Dessaix, composée de onze bataillons de ligne recrutés par la conscription de 1814, de deux compagnies franches, d'une compagnie de douaniers; deux cadres des quatrième et trente-unième de chasseurs à cheval.

Force, 5,176 hommes.

103 chevaux.

4 bouches à feu, servies par des canonniers volontaires.

Total général.... { 18,827 hommes. 2,271 chevaux. 30 bouches à feu.

majeure partie de sa cavalerie cantonnait, faute de fourrages, sur l'Ebre. 1814. France.

Le duc de Dalmatie, dont l'armée était encore (à cette époque) forte de soixante mille hommes, voyait avec plaisir que la rigueur de la saison forçât son adversaire à l'inaction, et lui laissât le temps d'achever l'instruction des nombreuses recrues qu'il avait reçues. Sa droite, sous les ordres du comte Reille, occupait le camp retranché de Bayonne; le centre, commandé par le comte d'Erlon, cantonnait sur la rive droite de l'Adour, entre Bayonne et Port-de-Lanne; enfin, la gauche, sous le général Clausel, bordait la rive droite de la Bidouze, depuis son confluent jusqu'à Saint-Palais; deux divisions de cavalerie en couvraient la gauche. Le général Harispe, rappelé de l'armée d'Aragon pour organiser la levée des Basques, au milieu desquels il est né, était avec une petite division à Saint-Jean-Pied-de-Port.

Il n'y avait plus d'autres barrières à opposer aux alliés sur la route directe de l'Espagne à Bordeaux que Bayonne; aussi cette place située avantageusement au confluent de la Nive et de l'Adour, avait-elle été mise en bon état de défense; non-seulement par les réparations faites au corps de place, mais encore par l'extension que l'on avait donnée aux ouvrages extérieurs, ce qui en rendait la contrevallation très-difficile sur la rive gauche de l'Adour.

On avait en outre retranché Hastingues, sur la rive droite du Gave de Pau, et construit des têtes de pont sur la Bidouze à Guiche, à Bidache et à Came. Un grand nombre de redoutes battaient la rive gauche de l'Adour; on avait relevé les fortifications de Saint-Jean-Pied-de-Port, amélioré celles de Navarreins, et mis la ville de Dax, devenue l'entrepôt des approvisionnemens de l'armée, à l'abri d'un coup de main.

Pour assurer une prompte communication entre toutes les parties de la ligne, des ponts de bateaux avaient été jetés sur

1815. France. côté de Chambéry, tandis que les grenadiers du même régiment et les carabiniers du dix-huitième léger, se portant au pas de charge sur les positions latérales, les enlevaient aux tirailleurs ennemis. Le 16, les troupes marchèrent sur Chambéry par la route de Lyon; de son côté, le général Dessaix ne fut pas moins heureux dans son mouvement; Montmeillan fut évacué par l'ennemi. Les Autrichiens se sauvèrent en désordre à Chambéry, où ils furent ralliés par le général Klebelsberg qui les établit sur les hauteurs en arrière, gardant la ville comme avant-poste. Le 19, au matin, le général Marchand fit marcher une colonne de six cents hommes pour les prendre à dos, pendant que le général Dessaix faisait attaquer le pont du Reclus. Repoussé de toutes parts, l'ennemi se replia sur Aix, dans une position couverte en front par des marais, et dont les flancs s'appuyaient à une montagne et au lac de Bourget.

22-23 février. *Affaire d'Aix et d'Annecy; combat du pont de la Caille.* — Le général Dessaix attaqua, le 22, cette position qui fut emportée. Le 23 il entra à Aix; mais sentant combien il était essentiel de ne pas donner un moment de repos à l'ennemi, il en partit aussitôt pour le poursuivre, et vint s'établir à la Biolle, d'où il porta trois cents hommes commandés par le chef de bataillon Escard, vers Albiens, à l'embranchement des routes d'Annecy et de Rumilly. Le lendemain il ordonna au général Serrant de marcher vivement sur Annecy, avec une colonne d'environ quinze cents hommes. Les Autrichiens, après avoir essayé de se rallier dans plusieurs positions au-delà du pont d'Alby, continuèrent leur retraite sur Annecy, dont ils occupèrent le château; ils en furent chassés à la baïonnette, et poursuivis jusqu'au pont de Brugny. La nuit mit fin à cette série d'engagemens qui coûta beaucoup de monde à l'ennemi, et qui fit honneur au général Serrant ainsi qu'aux troupes sous ses ordres.

nombreux partisans de la maison de Bourbon dans le midi. Cette attente ne fut point trompée, la proclamation que le prince adressa aux Français en arrivant à Saint-Jean-de-Luz, se répandit avec rapidité. Le parti royaliste sortit de son engourdissement ; à Bordeaux et à Toulouse se formèrent des associations secrètes, dont les machinations et les sourdes menées réussirent à augmenter le mécontemens du peuple, et à entraver les mesures des agens de l'autorité impériale. 1814. France.

Les alliés passent les Gaves [1]. — Une forte gelée ayant rendu les communications praticables vers le milieu de février, lord Wellington résolut de prendre l'offensive et de passer l'Adour. L'entreprise était difficile, car il fallait absolument contraindre le duc de Dalmatie à abandonner la rive gauche de l'Adour et surtout le camp retranché, et il n'y avait pour cela d'autre moyen que de porter les premiers coups à la gauche de l'armée française ; en conséquence, le duc Wellington ordonna au général Hill, qui commandait sa droite, de marcher, le 14, sur Hellette, et au général Mina de se porter de la vallée de Bastan sur Baigorry et Bidarray. 14 février.

Le général Harispe, après avoir livré Saint-Jean-Pied-de-Port à ses propres forces, campait à Hellette avec environ quatre mille conscrits, à l'arrivée du général Hill, et, comme il était trop faible pour lui résister, il se retira aussitôt par Saint Martin d'Arberoue sur Garris ; mais la division Morillo, du corps de Mina, menaçant de se porter sur ses derrières par Saint-Palais, le général Pâris se mit en marche pour le devancer et assurer le passage de la Bidouze et du Soison.

Dès-lors, le général Harispe, resté avec sa seule division et le vingt-unième de chasseurs à cheval, sans artillerie, fut obligé, après un combat très-vif contre le corps du général Hill, de repasser la Bidouze, dont il détruisit les ponts, et

[1] Les Béarnais appellent ainsi quelques-unes des rivières qui traversent leur territoire. Il y a le Gave d'Oleron, le Gave de Pau, le Gave d'Oseau, etc.

1814. France. d'aller rejoindre la brigade Pâris à Arrivercitte, sur la rive droite du Gave de Mauléon.

Cependant le centre de l'armée alliée, moins les divisions Clinton et Alten, restées entre la Nive et l'Adour, s'était porté sur les bords de la Joyeuse. Le général Clausel, qui avait reçu l'ordre du duc de Dalmatie d'éviter tout engagement, repassa cette rivière, puis successivement la Bidouze, le Soison et le Gave de Mauléon, derrière lequel il prit position, tenant ses avant-postes sur la ligne du Soison, au pont d'Arrivercitte, et aux bacs d'Hauteville et d'Osserin. L'aile gauche de l'armée française était ainsi disposée derrière le Gave de Mauléon : la division Villatte à Sauveterre, se liant à gauche à la division Harispe, et à droite avec la division Taupin, qui se rattachait à la division Foy, de la lieutenance du comte d'Erlon, établi sur la rive gauche de l'Adour. Enfin, pour mieux déjouer toute tentative de passage au-dessus de Bayonne, deux divisions du camp retranché avaient remonté le fleuve.

Le général Hill se présenta, le 16, devant le pont d'Arrivercitte, qu'un bataillon lui disputa vivement; mais le général Pâris, menacé d'être tourné par le quatre-vingt-douzième régiment anglais qui avait trouvé un gué, fit sauter le pont et se reploya sur la division Harispe, qui se dirigea alors sur Sauveterre.

La droite des alliés, qui parut, dès le 18, devant cette position, resta pendant quelques jours sans rien entreprendre. Cette inaction provenait des préparatifs que faisait lord Wellington pour exécuter le passage de l'Adour au-dessous de Bayonne; entreprise qui lui paraissait praticable, maintenant que le départ de trois divisions pour la grande armée avait forcé le duc de Dalmatie de porter la majeure partie de ses forces sur le Gave de Pau, et de ne laisser pour garder la place et le camp retranché que douze mille hommes,

lont trois cinquièmes étaient des conscrits. L'intention du général en chef ennemi était de profiter de la faiblesse de son adversaire sur ce point, pour s'ouvrir la grande route de Bordeaux, et manœuvrer sur la droite de l'armée française; mais les vents contraires ayant empêché la flottille de l'amiral Penose de protéger la construction d'un pont de bateaux à l'embouchure de l'Adour, il fut contraint d'en revenir à son premier projet, et il fit tous ses efforts pour obtenir un avantage décisif sur la gauche de l'armée française. Toutefois, jugeant que la position de Sauveterre serait difficile à enlever s'il ne réussissait pas à partager l'attention du duc de Dalmatie, il ordonna un mouvement général sur toute la ligne; en conséquence, les divisions qui formaient le blocus de Bayonne eurent ordre de se tenir prêtes à passer l'Adour au-dessous de cette place, si la flottille arrivait, ou d'exécuter tout autre mouvement au-dessus de la place; le maréchal Béresford fut chargé d'attaquer les postes d Hastingues et d'Oeyer-Gave, afin de rejeter les Français sur Peyrehorade; la division Picton, de la droite, dut faire une fausse attaque de front sur Sauveterre, tandis que le général Hill passerait le Gave de Mauléon à Villenave et tournerait la position. 1814. France.

Ces opérations furent couronnées d'un heureux succès. Le maréchal Béresford poussa, le 23 février, les postes français jusque dans la tête de pont de Peyrehorade; et, le 24, le général Hill ayant passé le Gave à Villenave, le général Clausel qui avait reçu l'ordre de ne point s'engager, fit sauter le pont de Sauveterre et se retira.

Le duc de Dalmatie ne pouvant espérer, vu l'infériorité de ses forces, de se maintenir sur le Gave d'Oleron, s'échelonna, dès le 25, sur Orthez, où l'armée prit position le 26.

Les alliés se dirigèrent sur Orthez le 26 février; le maréchal Beresford, avec le centre, devenu la gauche des corps agissans, passa les Gaves d'Oleron et de Pau à leur confluent

1814. France. au-dessus de Peyrehorade, et marcha, sur la grande route vers Orthez; le général Stappleton Cotton franchit, avec sa cavalerie, le Gave de Pau aux gués de Cauneille et de Hontan, et la tête de colonne du général Hill, suivant la route qu'avait tenue le général Clausel, vint prendre poste sur les hauteurs de Magret et de Départ, canonner Orthez, et engager une vive fusillade au pont.

Rien n'était plus vicieux que cette division des forces alliées en trois colonnes; aussi le duc de Dalmatie, qui l'avait prévue, en aurait-il profité pour tomber, le 26, avec toutes ses troupes réunies sur celles qui avaient passé le Gave de Pau, si le colonel du quinzième de chasseurs qui était chargé d'en garder le passage, l'en avait prévenu à temps; mais cet officier, qui s'absenta sans motifs, n'avertit le duc de Dalmatie de la présence de l'ennemi sur le Gave, qu'au moment où, déjà formé sur le plateau de Baigts, il n'était plus temps de s'opposer à ses progrès [1].

27 février. *Bataille d'Orthez.* — Le duc de Dalmatie, se voyant donc forcé de renoncer à l'offensive, disposa ses troupes dans la nuit du 26 au 27, de la manière suivante: à l'aile droite, la première brigade de la division Taupin au village de Saint-Boés, échelonnée par la deuxième, formant potence avec la division Maransin, qui s'étendait parallèlement à la route de Dax, ayant pour réserve la brigade Pâris; au centre, les divisions Foy et Darmagnac avaient été placées à cheval sur la route de Bayonne, à la naissance des collines qui s'élèvent en avant d'Orthez; enfin, à l'aile gauche, la division Harispe, chargée de défendre cette ville, s'échelonnait à la division Darricau, aux Trinitaires, vers les hauteurs de Rontun, où le général Villatte et la cavalerie du général Soult formaient la réserve; le général Berton, avec deux régimens de cavalerie,

[1] Le maréchal suspendit de ses fonctions le colonel du quinzième, baron Farerot, et fit examiner sa conduite par un conseil d'enquête; dont le rapport ne fut point favorable à cet officier.

1814. France.

in d'infanterie légère et deux pièces de canon, fut détaché Lacq sur la route de Pau, pour garder le Gave jusqu'au ont de Lescar, avec l'instruction de ne se retirer par Arthes ur Sault-de-Navailles, que lorsqu'il y serait forcé par des nasses. Le général Darricau tenait Dax avec quelques centaines d'hommes détachés de sa division.

Ces dispositions étaient sans doute excellentes; mais elles ne remédiaient qu'imparfaitement aux graves inconvéniens de a position d'Orthez. Cette position n'avait pour toute retraite que la route d'Orthez à Saint-Sever, percée dans un errain montueux, difficile et coupé de marais; la droite à Saint-Boés, était en l'air et pouvait être facilement abordée par l'ennemi qui se fût trouvé, s'il l'eût culbutée, aussi près du seul point de retraite que le général Harispe à Orthez; dans ce dernier cas, en s'emparant par un mouvement rapide du pont sur le Luy-de-Bearn, à Sault-de-Navailles, les alliés auraient mis l'armée française dans une situation désespérée.

Lord Wellington reconnut, le 27 au matin, la position de son adversaire, et résolut de l'attaquer sur toute son étendue, en se déployant assez pour en déborder les ailes; le maréchal Béresford eut ordre d'aborder la droite de front et de la faire tourner par deux de ses divisions; le général Picton d'attaquer le centre et la gauche avec sa division et celle du général Clinton, appuyée de la brigade de cavalerie légère de lord Sommerset, pendant que le général Hill passerait le Gave au-dessous d'Orthez, et prendrait la gauche à revers; la division légère du général Alten formait réserve sur la rive droite.

L'action commença à neuf heures par l'attaque du village de Saint-Boés, et devint bientôt générale; le maréchal Beresford parvint à s'emparer de ce village après de grands efforts; mais il ne put en déboucher, le peu de terrain battu

1814 France. par l'artillerie française, ne lui permettant pas de déployer ses masses. Dès que lord Wellington fut informé de cette circonstance, il comprit qu'il fallait changer de plan, et laissant le lieutenant-général Stappleton-Cotton, avec la cavalerie de lord Sommerset, devant la division Darmagnac, il porta la division Alten contre le général Maransin; celle des généraux Picton et Clinton contre le général Foy, et en même temps qu'une brigade du général Cole, soutenue du corps du maréchal Beresford, attaquait la division Taupin.

Les Français opposèrent à cette double attaque la plus vive résistance; le général Béchaud perdit la vie à Saint-Boés, que resta aux Anglais; au centre, le général Foy ayant été blessé, sa division commença à plier, et détermina le même mouvement dans les divisions Taupin et Maransin, qui, toutefois, ne tardèrent pas à se rallier sous la protection de la brigade Pâris, laquelle formée en carré, arrêta quelque temps l'ennemi; enfin, à la gauche, le général Hill força le gué de Biron, défendu seulement par deux faibles bataillons de la brigade Baurot; le général Villate n'ayant pas songé à retarder sa marche pour laisser le temps au général Berton d'amener ses détachemens et de tomber sur le flanc de cette colonne. le duc de Dalmatie, accouru de la droite, où il venait de rétablir le combat, vit qu'il était trop tard pour s'opposer à ses progrès, et n'hésita pas à ordonner la retraite. Les généraux d'Erlon et Reille reçurent l'ordre de se replier promptement sur Sault-de-Navailles, le général Harispe de se porter sur Rontun, et le général Berton de marcher sur Arthes, parallèlement à l'armée, jusqu'à hauteur d'Hagetmau, afin d'arriver sur le flanc de l'ennemi, si le canon se faisait entendre dans cette direction.

La retraite s'effectua avec ordre et le plus grand sang-froid; les divisions passèrent successivement le défilé, sans confusion et sans autre perte que celle d'un escadron du vingt-

nième chasseurs, et de trois cents hommes environ d'infanterie, qui furent coupés de l'armée et pris par la cavalerie anglaise [1]. 1814. France.

La perte des deux armées fut à peu-près balancée; car les Français eurent deux mille cinq cents hommes tués, blessés ou prisonniers, et les alliés deux mille trois cents hors de combat; mais ils prirent deux pièces de canon, et en recueillirent deux autres et un obusier, que, faute de chevaux, on ne put emmener.

Retraite de l'armée française; combat d'Aire. — Après s'être réunie et reposée quelques heures à Sault-de-Navailles, l'armée française continua, pendant la nuit, sa retraite sur Hagetmau, où le général Berton rejoignit; et de là, en deux marches, elle atteignit successivement Saint-Sever et Aire, sur l'Adour, après avoir rallié le général Darricau, qui avait reçu ordre d'évacuer Dax. 1er mars.

Le duc de Dalmatie n'avait pas l'intention de tenir à Aire, dont la position n'était pas avantageuse; mais ne voulant pas perdre les magasins de riz et de farine qui s'y trouvaient, ainsi qu'à Barcelonne, il prit dans les environs de ces deux villes une position de passage pour en favoriser l'évacuation. Le comte d'Erlon, renforcé de la brigade de cavalerie légère du général Berton, formait l'arrière-garde à Cazères; le général Reille occupait Barcelonne; et le général Clausel la ville d'Aire, avec les divisions Villate et Harispe, cette dernière couvrant la route de Pau.

[1] Les chasseurs du vingt-unième, commandés par le chef d'escadron Leclair, après avoir chargé une colonne portugaise et fait mettre bas les armes à quatre cents hommes, furent enveloppés par des forces tellement supérieures, que sept d'entre eux parvinrent seuls à s'échapper. Les trois cents fantassins faisaient partie de l'arrière-garde du général Harispe. Ayant mis trop de ténacité à entraver la marche du général Hill, ils furent coupés près de Sallespisse par la brigade de lord Sommerset. Ce sont ces deux événemens que les rapports anglais et espagnols présentent comme une déroute complète.

1814. France. chand et Dessaix ne pouvaient pas plus enlever brusquement cette place, déjà mise en état de défense, que l'assiéger régulièrement, sans le concours des forces que le duc de Castiglione portait sur un autre point.

5 mars. *De nombreux renforts ennemis s'avancent sur la Saône; combat de Poligny.* — Cependant les troupes alliées destinées à former la nouvelle armée qui devait agir dans le sud-est de la France, s'avançaient vers la Saône sur trois colonnes; la première, commandée par le général Bianchi, marchant par Beaune et par Seurre, poussait un détachement à Châlons pour renforcer le général Scheither qui occupait toujours cette ville; la deuxième, aux ordres du général Wimpfen, arrivait à Villette et Villers Robert; enfin, la troisième, conduite par le général en chef, prince de Hesse Hombourg, s'approchait de Dôle.

De son côté, le duc de Castiglione, ne se doutant point de ce grand mouvement qui s'opérait autour de lui, allait commencer l'exécution de son nouveau plan d'opérations, lorsqu'un détachement du général Bianchi vint prendre poste à Louhans. Dans le même temps le général Gudin, attaqué à Poligny par la tête de colonne du général Wimpfen, la repoussa, lui mit trois cents hommes hors de combat, et lui fit cent prisonniers. Malgré ce petit avantage, le maréchal, apprenant que le général Bianchi manœuvrait déjà sur la rive droite de la Saône pour le couper de Lyon, et qu'une nuée de troupes légères s'étendait de Mervan à Saint-Trivier; le duc de Castiglione, disons-nous, ordonna de suite un mouvement rétrograde et vola au secours du général Rémond. Une ville ouverte et grande comme Lyon, ne pouvait être défendue par trois mille six cents hommes contre les forces considérables qui la menaçaient. Le maréchal manda en outre au général Bardet de repasser le Rhône sans perdre de temps, de se rendre à Bourg, et de faire de là une démonstration contre

Mâcon. Quant à lui, il réunit, le 5, le gros de son armée à Lons-le-Saulnier, coucha à Saint-Amour, dépassa Bourg le 7, et rentra le 9 dans Lyon. Ce jour-là, le général Bardet s'établit à Bourg, le général Ponchelon à Pont-d'Ain, et le général Rémond alla observer l'ennemi à Villefranche avec deux bataillons et cinquante gendarmes. 1814. France.

Combat de Mâcon. — L'ennemi n'ayant encore qu'un faible poste à Mâcon, le duc de Castiglione voulut l'enlever, et à cet effet, il prescrivit au général Musnier de passer, le 10, par Villefranche avec sa division et le douzième hussards, d'y prendre les deux bataillons du général Rémond, et d'attaquer Mâcon le lendemain; les généraux Bardet et Ponchelon eurent ordre de faire en même temps, de Saint-Laurent, une diversion sur la tête de pont; le maréchal devait se porter à moitié chemin de Villefranche Mais le général Bianchi s'étant établi ce jour-là même à Mâcon, l'avant-garde du général Musnier rencontra à Saint-Georges les avant-postes autrichiens, et les repoussa vivement vers les Maisons-Blanches. A peine le général Scheither avait-il réuni ses douze escadrons et ses deux bataillons sur la chaussée, que le colonel Colbert fondit sur lui avec quatre cent cinquante hussards des quatrième et douzième régimens. Blessé et renversé de cheval par le chef d'escadron Plessen[1], le général ennemi se sauva à pied dans la mêlée; mais la cavalerie autrichienne revenue d'un premier moment de terreur, allait repousser les hussards français, lorsque deux compagnies de voltigeurs, arrivant au pas de course sur les flancs de la chaussée, les forcèrent à se retirer sous un feu des plus vifs. Le colonel Colbert s'élança alors à la poursuite de la colonne sur la grande route, et fit prisonnier un bataillon d'infanterie légère. Le général Musnier, voulant profiter de cet avantage, 11 mars.

[1] Officier westphalien passé au service de France.

1815. France. fit avancer la brigade du général Estève, qui flanqua la route à droite avec le vingtième de ligne, et à gauche avec le soixante-septième, et le général Ordonneau reçut ordre de gagner l'extrémité de la hauteur de Chintré, à laquelle Mâcon est adossé, avec les quatre bataillons du trente-deuxième de ligne et le régiment de gardes nationales de Toulon. Le général Musnier marcha dans cet ordre jusqu'à portée de canon de la ligne autrichienne, dont la droite était appuyée à Vinzelles, et la gauche à la Saône; il s'attendait à une résistance médiocre; mais arrêté par une batterie de trente pièces de canon et toute la division Bianchi, il lutta plus d'une heure contre les charges de la cavalerie et les feux de l'artillerie, comptant toujours sur le mouvement du général Ordonneau, que deux brigades ennemies arrêtèrent à Léger et à Vinzelles; enfin il se retira devant un ennemi trop nombreux sans être inquiété, et après avoir éprouvé une perte de quatre-vingt-treize hommes tués, deux cent trente blessés, trois cent soixante prisonniers, et de deux pièces démontées qui restèrent sur le champ de bataille, faute de chevaux.

Dès que le prince de Hesse-Hombourg fut informé de ce combat, il laissa le prince de Cobourg en observation sur la rive gauche de la Saône, chargea le comte Hardegg de poursuivre sur Bourg les généraux Bardet et Ponchelon, qui n'avaient pu faire la diversion ordonnée sur la tête de pont de Mâcon, et réunit son armée près de cette ville sur la droite de la Saône.

Sur ces entrefaites, le duc de Castiglione avait placé la division Pannetier avec le quatrième hussards en avant de Saint-Georges, occupant fortement le village de Lage-Longsart; la brigade Ordonneau et le douzième hussards furent postés en arrière de Beaujeu; et le général Musnier, avec la brigade Gudin et le treizième de cuirassiers, forma réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

avait détruit son commerce ; et, parmi les autorités supérieures, le maire, qui seul avait de l'influence sur l'opinion, et qui disposait de presque toutes les ressources, était à la tête du parti royaliste. 1814. France.

Jusque-là les principaux meneurs, qui formaient le comité de ce même parti, dont l'existence datait déjà de plusieurs mois, n'avaient encore rien tenté qui pût éveiller les soupçons de la police impériale ; ils perdaient leur temps à discuter des projets, sans préparer les moyens qui pouvaient en assurer l'exécution. Tour à tour téméraires et pusillanimes, suivant les circonstances, un rien les faisait trembler, et le moindre succès obtenu par les Anglais les remplissait d'une audace qui ne se manifestait, toutefois, que par des paroles prononcées secrètement dans le comité. Enfin, l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier-général de lord Wellington, et la nouvelle de la victoire d'Orthez, leur firent prendre la résolution d'envoyer le marquis de Laroche-Jacquelein à Saint-Jean-de-Luz, « supplier le général anglais, au nom des Bordelais, de disposer, pour le soutien de leur cause, d'environ trois mille hommes, dont mille seulement feraient leur entrée à Bordeaux [1]. »

Lord Wellington était trop prudent pour accéder alors à une proposition qui décelait, au surplus, le peu d'expérience et les conceptions étroites des hommes qui avaient osé la faire. Mais les événemens l'ayant depuis favorisé, et les ins-

[1] Alphonse Beauchamps, *Histoire des campagnes de* 1814 et 1815. Cet écrivain entre dans de très-grands détails sur une confédération royaliste, formée dès le mois de mars 1813, et qui étendit ses ramifications par les soins des ducs de la Trémouille, de Fitz-James et de Duras, de MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency, Guilhème de la Rochefoucauld, Sémallé, Barente, Charles d'Autichamp, et d'autres zélés partisans de la dynastie légitime. MM. Taffard de Saint Germain, de Gombault, le marquis de Laroche-Jacquelein, Alexandre de Saluces, principaux agens de cette société à Bordeaux, y formèrent le noyau du comité secret dont nous venons de parler.

1814. France. le plateau qui s'étend de Limonest à Dardilly, avec le quatrième hussards et le treizième cuirassiers ; le général Digeon se porta, avec le douzième hussards et la brigade Beurmann, qui venait d'arriver du midi, en avant de Grange-Blanche, liant sa droite au général Musnier par l'infanterie du général Pannetier ; un bataillon et cent chevaux furent détachés à la tour de Salvagny, où le général Saint-Sulpice reçut ordre d'envoyer de Lyon tous les gardes d'honneur disponibles du quatrième régiment qu'il commandait ; entre la Saône et le Rhône, le général Bardet dut observer, à Miribel, le comte Hardegg (débouchant alors par la route de Bourg), et porter à Calvire deux bataillons pour tenir en échec le prince de Cobourg qui cotoyait la rive gauche de la Saône.

Le 20, au point du jour, les colonnes autrichiennes s'ébranlèrent et attaquèrent sur tous les points ; à midi la brigade Mumb chassa les postes qui tenaient les hauteurs de Salagon, de Couzon et de Saint-Routain, et le général Musnier pris à dos, se vit forcé de battre en retraite sur Lyon ; ce mouvement rétrograde fut aussitôt suivi par le général Pannetier, qui se sentit trop faible pour arrêter, au passage du ravin qui couvrait son front, les masses du général Bianchi marchant sur le plateau de Dardilly. Cependant le général Digeon avait porté une brigade sur Salvagny, qu'il ignorait être tombé dès le matin au pouvoir de l'ennemi ; le général Beurmann, chargé de cette expédition, sut bientôt à quoi s'en tenir ; attaqué à hauteur de Dardilly par la division du prince Wied-Runckel, et voyant un nombreux détachement forcer de marche pour gagner la route de Clermont, il se retira sur Grange-Blanche avec autant de sang-froid que d'habileté. Plaçant alors deux bataillons sur un monticule à droite de la route de Moulins, et deux autres sur la hauteur à gauche, qui commande l'embranchement de celle de Clermont, et gardant le douzième hussards en réserve prêt à charger, le

effets d'une proclamation du duc d'Angoulême, répandue avec profusion à ses avant-postes, il en publia une autre qui ranima l'ardeur des vétérans de l'armée, et leur fit demander à grands cris d'être conduits à l'ennemi [1]. 1814. France.

Le duc de Dalmatie veut manœuvrer sur la droite de l'armée alliée. — Les bonnes dispositions des troupes du maréchal le déterminèrent à manœuvrer sur la droite de l'armée ennemie, afin de rester, s'il était possible, à Aire, et forcer lord Wellington à rappeler le maréchal Beresford, qu'il croyait encore dans les Landes. Une reconnaissance qu'il fit faire sur Pau, lui apprit que cette ville n'était occupée que par une brigade d'infanterie et une de cavalerie; rassuré de ce côté, il allait mettre l'armée en mouvement le 9 mars; mais le manque de vivres le forçant à attendre qu'on en eût rassemblé dans les cantonnemens, il ne put se mettre en marche que le 12, laissant le comte d'Erlon dans la vallée de Bigorre, pour garder la communication de Tarbes.

Le général Berton, à la tête de l'avant-garde, ayant culbuté les avant-postes ennemis sur le plateau de Viella, le général Hill, menacé par ce mouvement, se concentra entre Aire et Garlin, derrière le gros Lées, où il fut renforcé par les deux divisions que le général Hope avait cru pouvoir renvoyer sans inconvénient au lord Wellington, après son passage de l'Adour au-dessous de Bayonne.

L'armée française se replie sur Tarbes. — L'armée française devait continuer son mouvement, le 14, sur Aire; mais apprenant que le général Hill avait été renforcé, supposant que ce ne pouvait être que par les troupes destinées à se porter sur Bordeaux, et craignant d'ailleurs d'être coupé de Tarbes 16 mars.

[1] L'histoire, à une époque plus reculée, conservera les principaux traits de cette proclamation énergique. Nous nous bornerons à en citer la dernière phrase: « Soyons Français, et mourons les armes à la main plutôt que de survivre à notre déshonneur. »

1814. France. La perte des alliés fut d'environ trois mille hommes, tant tués que blessés et prisonniers, dans les journées du 18 et du 20 mars; celle des Français ne s'éleva qu'à neuf cent quarante-six, dont cinq cent cinquante le 18, et quatre cent seize le 20.

21 mars. *L'armée française évacue Lyon et se retire sur l'Isère.* — A l'entrée de la nuit, le commissaire extraordinaire du gouvernement, le préfet, le commissaire-général de police, et le conseil municipal s'assemblèrent sous la présidence du duc de Castiglione; et comme on reconnut que Lyon ne pouvait être plus long-temps défendu, sans être exposé à tous les désastres d'une ville prise d'assaut, la retraite fut décidée. Avant le jour, l'armée commença son mouvement en traversant le pont de la Guillotière, et prit la direction de Vienne pour venir occuper la ligne de l'Isère. Le général Bardet, qui rejoignit par le pont Morand, et la cavalerie du général Digeon, formèrent l'arrière-garde, sans être inquiétés jusqu'à Valence, où le gros des troupes arriva le 23. La nouvelle position que prenait le maréchal était également favorable pour rallier le corps du général Marchand, et pour s'opposer à la jonction du prince de Hesse-Hombourg avec lord Wellington.

Fin de mars. *Les Français abandonnent une seconde fois la Savoie.* — Sur ces entrefaites, il ne s'était passé du côté de Genève, d'autres événemens qu'une attaque contre l'Ecluse. Le général Klebelsberg, informé que ce fort n'avait que cent hommes de garnison, voulut tenter un coup de main pour s'en emparer; mais, à son approche, le tocsin appela tous les citoyens sur les hauteurs qui dominent le fort. Obligé d'établir ses batteries sur des points peu favorables, l'ennemi se retirait après avoir épuisé ses munitions, lorsqu'il fut assailli par trois mille paysans, qui lui tuèrent une centaine d'hommes et le poussèrent jusqu'au-delà de Péron.

Vic-Bigorre par la cavalerie anglaise qui abandonna la poursuite du général Berton ; et la division Picton s'étant mise de la partie, il se vit contraint de rétrograder, après un combat très-chaud, jusqu'au village de Pujo, en arrière de Vic-Bigorre sur la route de Tarbes. 1814. France.

Le 20, l'armée anglaise poursuivit son mouvement sur Tarbes en deux colonnes ; le général Clinton, avec celle de gauche devait tourner la droite des Français par la route de Rabastens ; tandis que le général Hill, avec celle de droite, devait s'avancer par la route de Vic-Bigorre, et les chasser de Tarbes.

Combat de Tarbes. — L'habileté du duc de Dalmatie empêcha lord Wellington de tirer de cette combinaison tout l'avantage qu'il en espérait. A la vérité, le général Hill réussit à s'emparer de Tarbes, dont le général Reille défendit pendant quelque temps les approches ; mais après avoir traversé cette ville en toute hâte, imaginant poursuivre une armée en pleine retraite, il se trouva en présence des troupes du général Clausel qui l'attendait dans une position avantageuse. Lord Wellington voulut alors presser la marche du général Clinton ; mais ce fut inutilement : cette colonne arriva trop tard. 20 mars.

L'armée française, continuant sa retraite, fut prendre position dans la soirée, le général Clausel à Clarac, les comtes Reille et d'Erlon à Tournay, cinq régimens de cavalerie à Trie ; le lendemain elle suivit la route de Tarbes à Toulouse par Monrejean et Saint-Gaudens, sans que la nombreuse cavalerie ennemie osât l'inquiéter sérieusement. De Saint-Gaudens, l'armée française continua sa marche sur Toulouse, où le duc de Dalmatie était décidé à tenter encore une fois le sort des armes.

Les derniers événemens de cette campagne de l'armée des Pyrénées, appartiennent à un autre chapitre. L'ordre des dates nous amène à rendre compte de ce qui se passait en

1814. France. l'opposition qu'il mit à l'organisation des corps francs, qu'il regardait comme indisciplinés et peu sûrs. Les habitans de ces contrées belliqueuses, qui firent tant de mal à l'ennemi et notamment à la division du comte Bubna, en auraient peut-être interdit l'entrée aux troupes du prince de Hesse-Hombourg, si la défense des principaux points sur les montagnes et dans les vallées, avait été confiée à des partisans commandés par des anciens officiers retirés qui le sollicitaient, et auxquels, dans l'occasion, les paysans se seraient infailliblement réunis. Le corps de l'adjudant-commandant Damas fut le seul organisé dans le département du Rhône, et prouva par ses services l'utilité d'un pareil secours [1].

Janv.-Févr. *Opérations militaires sur la ligne des Pyrénées; position des armées du duc de Dalmatie et de lord Wellington.* — Lord Wellington occupait depuis la mi-décembre une ligne dont la gauche appuyée à Bidart, sur la route de Saint-Jean-de-Luz à Bayonne, allait, passant par Villefranque, se terminer à Urcuray, sur celle de Saint-Jean-Pied-de-Port. Il avait son quartier-général à Saint-Jean-de-Luz, mais la

[1] Il est certain qu'Augereau, duc de Castiglione, ne se montra plus, dans cette campagne, le même qu'aux beaux jours de l'armée d'Italie, où son dévouement et la fermeté de son caractère fixèrent la victoire indécise sous les drapeaux républicains *. Si l'on doit s'en rapporter à des bruits, encore aujourd'hui accrédités, il aurait prêté l'oreille, dès cette époque, à des insinuations étrangères. Cette influence se manifesta d'abord, au [illegible] de plusieurs officiers de l'armée, dans la détermination que le maréchal prit de marcher sur le prince de Lichstenstein, au lieu d'appuyer le général Marchand devant Genève, et d'exécuter les instructions de Napoléon, en se portant dans le pays de Vaud et de Argovie. Plus tard, la destruction intempestive des ponts de l'Isère, la proclamation qu'Augereau adressa à son armée, et dans laquelle il accusait le souverain déchu *de n'avoir pas su mourir en soldat*, enfin sa conversation avec Napoléon, lorsqu'il le rencontra à Valence, le 24 avril : tous ces faits semblent appuyer une assertion, que l'historien ne peut toutefois admettre légèrement.

* Voyez le récit de la bataille de Castiglione, tome VI, pages 237 et suivantes.

les généraux ennemis, qui, la veille, dans une entrevue à Villafranca, avaient concerté un plan d'attaque, essayèrent de le mettre à exécution : les généraux Clinton et Sarsfield durent se porter sur le pont de Molins-d'el-Rey, tandis que le général Copons, par une marche forcée sur Papiol, chercherait à prendre l'armée française en flanc, et qu'un détachement ferait des démonstrations sur la Garriga. 1814. Espagne.

Cette attaque, contre laquelle le duc d'Albufera, prévenu d'avance par ses émissaires, avait pris ses mesures, fut aussi faiblement exécutée qu'elle avait été mal combinée ; les alliés se replièrent dans leurs positions après une canonnade de sept heures.

Immédiatement après cette tentative de l'ennemi, le duc d'Albufera, ayant reçu l'ordre du ministre de la guerre de diriger en poste une division de dix mille hommes sur Lyon, sentit la nécessité de se rapprocher des Pyrénées ; mais, avant de repasser la Fluvia, il écrivit au ministre pour lui représenter que quelle que fût l'issue de la mission du duc de San-Carlos près de la régence, on s'affaiblirait en pure perte en laissant six à huit mille hommes en garnison à Barcelonne, à Hostalrich et Rose ; que le parti le plus prudent serait de renvoyer au plus tôt le roi Ferdinand en Espagne, et de s'en rapporter à sa loyauté pour l'exécution de l'article 7 du traité. « Alors, ajoutait le maréchal, je pourrais céder Barcelonne sans danger apparent, tenir Figuières avec deux mille hommes jusqu'à la rentrée des garnisons des autres places, partir et amener, à marches forcées, vingt-cinq mille vieux soldats à l'empereur. L'armée du général Copons arrêterait la marche du corps anglo-sicilien qui me serre de plus près, et le besoin qu'a le peuple espagnol de la paix, l'emporterait, du moins pour quelque temps, sur les intrigues des Anglais. »

1814. Espagne. Février.

Les Espagnols surprennent les places de Lerida, Mequinenza et Monzon. — Quoiqu'il soit permis de douter que l'espoir du duc d'Albufera se fût alors complétement réalisé, toujours est-il certain que Napoléon eût bien fait de suivre alors son avis; mais il ne l'accueillit que lorsqu'il n'en était plus temps et quand le duc d'Albufera, qui avait attendu quinze jours sans recevoir de réponse, se vit forcé de se replier sous Gironne derrière le Ter, après avoir laissé six mille huit cents hommes dans cette place et trois cents dans Hostalrich. Pour comble de malheur, les places de Lerida, de Mesquinenza et de Monzon, tombèrent, à cette époque, avec leurs garnisons, au pouvoir de l'ennemi, qui s'en empara par un honteux stratagême, au moyen d'ordres supposés du duc d'Albufera, dont un transfuge avait surpris le chiffre [1].

Le même piége avait été tendu au gouverneur de Tortose. Le général Robert, feignant d'y tomber, proposa au général espagnol, Sans, de venir prendre possession de la place avec deux bataillons; mais celui-ci n'osa pas tenter l'aventure, et prouva, ainsi que le dit le général Robert dans son rapport au duc d'Albufera, « que des hommes pervers peuvent bien concevoir des projets criminels, mais qu'ils manquent presque toujours de courage au moment de l'exécution. »

L'armée française se replie sur Figuières. — Dans les premiers jours de mars le duc d'Albufera, ayant reçu l'ordre du ministre de la guerre de détacher une seconde colonne de dix mille hommes sur Lyon, tenta, avant de la mettre en mouvement, de délivrer la garnison de Lerida, que l'ennemi

[1] Le duc d'Albufera réclama auprès du général Copons pour l'exécution des conventions particulières signées par ses officiers. Ce général répondit qu'il en référerait à son gouvernement, faisant ainsi participer la nation à un acte de déloyauté qui n'appartenait qu'à quelques individus.

avait déposée à Igualada, fit sauter les forts d'Olot, de Palamos et de Bascara; et sur convention verbale, rendit Gironne aux Espagnols, après en avoir détruit les fronts qui regardent la France; puis il vint se concentrer derrière Figuières, entre Llers et Castillon. 1814. Espagne.

Le roi Ferdinand est rendu aux Espagnols. — Napoléon, qui reconnaissait de plus en plus la nécessité de vieilles troupes, tenta un nouvel effort auprès de la régence espagnole pour l'amener à un arrangement; en même temps il fit annoncer au duc d'Albufera, par le ministre de la guerre, que les princes espagnols arriveraient incessamment sur la frontière, et que son intention était qu'on fît immédiatement remise de toutes les places à Ferdinand, en prenant, toutefois, les précautions nécessaires pour assurer la rentrée de leurs garnisons. 24 mars.

Ces instructions exigeaient sans doute de nouvelles explications; mais avant que le duc d'Albufera eût pu les recevoir, Ferdinand, sous le nom de comte de Barcelonne, avec son frère don Carlos, et son oncle don Antonio, arriva, le 20, à Perpignan.

Le duc d'Albufera, qui s'y était rendu depuis plusieurs jours, reçut le souverain légitime des Espagnes, avec tous les égards dus à son rang et à ses malheurs. Désirant toutefois concilier l'esprit des instructions qu'il avait reçues, avec la juste impatience du prince, il ne consentit à lui laisser continuer son voyage, qu'autant que son frère resterait en ôtage jusqu'à nouvel ordre.

Quelque dure que lui parut cette condition, Ferdinand s'y soumit. Parti, le 22, de Perpignan, il séjourna, le 23, à Figuières, et fut reçu, le 24, sur les bords de la Fluvia, par le général Copons, en présence des armées des deux nations; une suspension d'armes avait été conclue verbalement

1814. Espagne. pour cette cérémonie. Le prince, satisfait de la réception et de la conduite franche du duc d'Albufera, lui dit, en le quittant, que cette journée valait pour lui une victoire; lui faisant entendre par là qu'il ne tarderait pas à lui renvoyer les garnisons des places. Toutefois, l'accomplissement de cette promesse éprouva encore des retards qui privèrent l'armée, jusqu'au dernier moment, de quinze mille vieux soldats, qui eussent été bien utiles. Ici, il convient d'observer que Napoléon avait commis la même faute dans la campagne précédente, en s'obstinant à laisser plus de soixante-dix mille hommes dans des places d'Allemagne, qu'il ne pouvait pas espérer de conserver, sans compter les trente mille hommes avec lesquels le prince d'Eckmuhl gardait Hambourg.

CHAPITRE V.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Rupture du congrès de Châtillon. Napoléon rend la liberté au pape. Projet formé par l'Angleterre de remettre la famille des Bourbons sur le trône de France. Situation intérieure de la France. Les alliés s'avancent sur Paris; double combat de Fère Champenoise. Combats de Sesanne, de Chailly, de la Ferté-Gaucher, de Moutis, de Trilport, de Meaux et de Montmirail. Passage de la Marne par la grande armée alliée. Topographie du champ de bataille sous les murs de Paris; situation de cette capitale au 29 mars; mesures arrêtées pour sa défense. Dispositions d'attaque de la part des alliés. Bataille de Paris; le roi Joseph quitte le champ de bataille et la capitale; derniers momens de la bataille. Le duc de Raguse demande une suspension d'armes pour traiter d'une capitulation; arrivée d'un aide-de-camp de Napoléon auprès du duc de Trévise. Suspension d'armes et conventions verbales entre les deux partis.

La rapidité des événemens militaires nous a empêchés jusqu'ici de fixer l'attention des lecteurs sur les opérations diplomatiques qui suivaient alors le cours de celles des armées. Nous ne pouvons plus différer maintenant d'entrer dans des détails qui se rattachent aussi essentiellement à l'objet de notre récit. 1814. France.

Rupture du congrès de Châtillon. — On a vu plus haut qu'un congrès avait été ouvert à Châtillon, le 4 février. Avant sa réunion, les ministres et les ambassadeurs de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, avaient décidé (dans une conférence tenue à Langres chez le comte Stadion, l'un d'entre eux) que les plénipotentiaires de ces hautes puissances ne se présenteraient pas à Châtillon, comme uniquement envoyés par leurs cours respectives, mais encore comme ayant mission de traiter de la paix avec Napoléon, au nom de l'Europe ne 19 mars.

1814 France. par l'artillerie française, ne lui permettant pas de déployer ses masses. Dès que lord Wellington fut informé de cette circonstance, il comprit qu'il fallait changer de plan, et laissant le lieutenant-général Stappleton-Cotton, avec la cavalerie de lord Sommerset, devant la division Darmagnac, il porta la division Alten contre le général Maransin; celles des généraux Picton et Clinton contre le général Foy, en même temps qu'une brigade du général Cole, soutenue du corps du maréchal Beresford, attaquait la division Taupin.

Les Français opposèrent à cette double attaque la plus vive résistance; le général Béchaud perdit la vie à Saint-Boés, qui resta aux Anglais; au centre, le général Foy ayant été blessé, sa division commença à plier, et détermina le même mouvement dans les divisions Taupin et Maransin, qui, toutefois, ne tardèrent pas à se rallier sous la protection de la brigade Pâris, laquelle formée en carré, arrêta quelque temps l'ennemi; enfin, à la gauche, le général Hill força le gué de Biron, défendu seulement par deux faibles bataillons de la brigade Baurot; le général Villate n'ayant pas songé à retarder sa marche pour laisser le temps au général Berton d'amener ses détachemens et de tomber sur le flanc de cette colonne, le duc de Dalmatie, accouru de la droite, où il venait de rétablir le combat, vit qu'il était trop tard pour s'opposer à ses progrès, et n'hésita pas à ordonner la retraite. Les généraux d'Erlon et Reille reçurent l'ordre de se replier promptement sur Sault-de-Navailles, le général Harispe de se porter sur Rontun, et le général Berton de marcher sur Arthes, parallèlement à l'armée, jusqu'à hauteur d'Hagetmau, afin d'arriver sur le flanc de l'ennemi, si le canon se faisait entendre dans cette direction.

La retraite s'effectua avec ordre et le plus grand sang-froid; les divisions passèrent successivement le défilé, sans confusion et sans autre perte que celle d'un escadron du vingt-

La teneur de cette proposition excita de vifs débats, à la suite desquels le duc de Vicence demanda la suspension de la séance pendant quelques heures, pour donner, le soir, sa réponse. Dans la note qu'il remit à huit heures, le plénipotentiaire français formait la demande expresse que ceux des cours alliés voulussent bien s'expliquer positivement sur plusieurs points obscurs de leur proposition. « Il ne peut être indifférent, disait-il, à celui à qui on demande des sacrifices, de savoir au profit de qui il les fait, et quel emploi on veut en faire; enfin, si en les faisant, on peut mettre de suite un terme aux malheurs de la guerre. Un projet qui développerait les vues des alliés sur tout leur ensemble, remplirait ce but. » 1814. France.

Les négociateurs alliés ne prirent cette note que *ad referendum*, et elle leur servit bientôt de prétexte pour suspendre les conférences. Cependant, d'après la demande confidentielle d'un armistice, que le duc de Vicence crut devoir adresser au prince de Metternich, et que celui-ci communiqua au conseil des souverains, il y fut décidé qu'un traité de paix préliminaire, qui réaliserait pour la France l'effet de l'armistice, remplirait mieux leur objet. Un projet en neuf articles fut en conséquence rédigé immédiatement et envoyé

considérant la situation dans laquelle l'Europe se trouve placée à l'égard de la France, à la suite des succès obtenus par leurs armes, les plénipotentiaires des cours alliées ont ordre de demander que la France rentre dans les limites qu'elle avait avant la révolution, sauf des arrangemens d'une convenance réciproque sur des portions de territoire au-delà des limites de par et d'autre, sauf des restitutions que l'Angleterre est prête à faire pour l'intérêt général de l'Europe, contre les rétrocessions ci-dessus demandées à la France, lesquelles restitutions seront prises sur les conquêtes que l'Angleterre a faites pendant la guerre; qu'en conséquence la France abandonne toute influence directe hors de ses limites futures, et que la renonciation à tous les titres qui ressortent des rapports de la souveraineté ou du protectorat sur l'Italie, l'Allemagne ou la Suisse, soit une suite immédiate de cet engagement. »

1814. France. aux plénipotentiaires, avec autorisation de le conclure, sauf quelques variantes désignées.

Le 17, une quatrième séance du congrès eut lieu, et les articles du traité projeté y furent discutés longuement[1]; le duc de Vicence finit par demander qu'on lui laissât quelques jours pour examiner le projet, ce qui lui fut accordé.

Mais, à cette époque, les affaires militaires avaient pris une autre tournure. Napoléon, vainqueur de Blucher à Champ-Aubert et à Montmirail, venait de refouler l'armée de Schwartzenberg sur la rive gauche de la Seine. Il fut d'autant plus révolté des conditions qu'on lui imposait, qu'il croyait déci-

1 En voici les dispositions principales :

L'article 1er était relatif au rétablissement de la paix. Par le second, Napoléon renonçait, pour lui et ses successeurs, aux acquisitions faites par la France depuis 1792, à toute influence directe ou indirecte hors du nouveau territoire, par conséquent au titre de roi d'Italie, de protecteur de la confédération du Rhin, et de médiateur de la confédération suisse. Les puissances contractantes reconnaissaient solennellement, par l'article 3, le principe de la souveraineté, liberté et indépendance absolue de tous les Etats de l'Europe. Par l'article 4, l'empereur des Français reconnaissait la réorganisation nouvelle des pays limitrophes de la France, savoir : l'Allemagne, composée d'Etats indépendans, unis par un lien fédératif; l'Italie, divisée en Etats indépendans; la Hollande, sous la souveraineté du prince d'Orange, avec agrandissement de territoire; la Suisse, Etat libre et indépendant, sous la garantie de toutes les anciennes puissances, la France y comprise; l'Espagne, dans ses anciennes limites, sous la domination de Ferdinand VII. Article 5, restitution par l'Angleterre des conquêtes faites sur la France pendant la guerre, à l'exception des îles de Tabago, des Saintes, dans les Indes Occidentales; et des îles de France, Bourbon et leurs dépendances, dans les Indes Orientales : l'île de Malte restait à l'Angleterre en toute propriété. Article 6. Remise, par Napoléon, après la ratification du traité, des forteresses des pays cédés, et de celles encore occupées par ses troupes en Allemagne, en l'état où elles se trouvaient, avec leur artillerie, munitions, etc.; les places de Besançon, Béfort et Huningue, remises à titre de dépôt, jusqu'à ratification de paix définitive. Les articles 7, 8 et 9 contenaient les dispositions relatives à la cessation des hostilités, à la ligne de démarcation à établir entre les armées, à la ratification du traité préliminaire, et à la signature du traité définitif.

der bientôt, en une seule bataille, la question de l'intégrité de l'empire dans ses limites naturelles; et il dit en présence de l'agent diplomatique qui lui avait apporté le traité : « les alliés oublient sans doute que je suis plus près de Munich qu'eux de Paris. » 1814. France.

En même temps qu'il rejetait avec tant de superbe les conditions des alliés, sans donner au duc de Vicence de nouvelles instructions pour continuer de négocier sur d'autres bases, Napoléon écrivait à l'empereur d'Autriche, son beau-père, une lettre remplie de récriminations et de propositions captieuses; mais cette démarche, loin d'avoir le résultat qu'il s'en promettait, resserra les liens de la coalition. « L'intérêt du présent, la crainte de l'avenir, agissant sur les quatre cours avec la même force, elles conclurent un nouveau traité d'alliance offensive et défensive contre la France [1]. »

Cependant les négociateurs alliés, dans une cinquième conférence tenue le 28 février, se plaignirent au duc de Vicence du retard apporté dans la réponse aux propositions qu'ils avaient faites, et déclarèrent que, si, à l'expiration d'un terme convenu, elle n'était pas arrivée, la négociation étant regardée comme terminée, ils retourneraient au quartier-général de leurs souverains. Ainsi pressé de fixer un terme pour produire sa réponse ou le contre-projet, le ministre français fut forcé de promettre qu'il donnerait, le 10 mars, l'une ou l'autre.

[1] Koch, *Campagne de* 1814.

Par ce traité, chacune des puissances contractantes s'engage à poursuivre la guerre contre Napoléon avec tous ses moyens, et à ne point faire de paix séparée. L'Angleterre devait payer un subside de cinq millions sterlings, à répartir également et par douzième entre les trois autres puissances. Dans le cas où l'une des parties contractantes serait menacée d'une attaque de la part de la France, les autres devaient lui fournir un corps auxiliaire de soixante mille hommes; l'Angleterre se réservant toutefois de fournir le contingent en troupes étrangères à sa solde, ou de payer un subside, à raison de vingt livres sterlings par fantassin, et trente par cavalier.

1814. France. l'Adour au-dessous de Bayonne. Le général Thouvenot, gouverneur de cette place, n'ayant plus, depuis l'arrivée de la flottille de l'amiral Penrose à l'embouchure du fleuve, de moyens maritimes suffisans pour s'opposer à cette entreprise, ne put empêcher le général Hope de débarquer, le 23 février, sur la plage du côté du Boucault, un bataillon de six cents hommes, qui, s'étant maintenu contre une sortie de la garnison, fut suivi pendant la nuit par toute la division Howard, et par un train d'artillerie considérable. Après avoir fait construire, en quarante-huit heures, un pont de bateaux sous la protection de ses forces et de la flottille, le général anglais se porta, secondé par le corps d'armée du général espagnol Freyre, sur Saint-Etienne, en chassa les Français, acheva l'investissement de la place, et renvoya à l'armée les deux divisions qui l'avaient jusqu'alors observée, entre la Nive et l'Adour.

Un comité royaliste formé à Bordeaux propose aux Anglais de marcher sur cette ville. — Nous avons dit précédemment que la retraite des Français sur le haut Adour avait laissé la route de Bordeaux ouverte à l'armée alliée. Quoique pressé par les sollicitations du duc d'Angoulême et d'un grand nombre de partisans de la dynastie légitime, qui lui peignaient la conquête de cette ville comme très-facile, lord Wellington paraissait hésiter à y porter des forces. Il ne pouvait croire que les royalistes disposassent d'autant de moyens qu'ils le prétendaient, et que les habitans, en livrant leur ville à ses troupes, voulussent s'exposer aux terribles effets du ressentiment de Napoléon. D'ailleurs, l'exemple de Toulon en 1793, dont l'occupation avait été si fatale aux Anglais, devait nécessairement lui inspirer des craintes sur l'issue de cette entreprise, et l'engager à user de prudence. Toutefois, ses appréhensions étaient peu fondées : la population, toute commerçante, haïssait le système impérial qui

Saint-Aignan[1]. Il proposait la cession du Brabant hollandais, de Wesel, de Cassel, de Kehl et du thalweg du Rhin, et quelques changemens aux bases de Francfort pour ce qui regardait l'Italie. Il ne voulait pas rendre Mayence, mais il consentait à ce que cette place fût démolie, pourvu que Cassel le fût aussi; enfin il n'attachait aucune importance aux colonies, et la perte des îles de France et de Bourbon n'aurait point été un obstacle à la paix. 1814. France.

Cependant l'époque prescrite par les plénipotentiaires alliés, arriva avant que le duc de Vicence n'eût reçu ces nouvelles instructions, et il se vit dans l'obligation de remettre au congrès une note dont le fonds était tiré de celle qu'il avait reçue en réponse à sa première lettre.

Cette communication éleva une vive discussion dans la sixième conférence qui eut lieu le même jour (10 mars). Le ministre français ajouta de son chef des explications qui ne satisfirent point les négociateurs alliés.

Une nouvelle conférence tenue le 13, s'ouvrit par la consignation au protocole d'une déclaration des plénipotentiaires des cours alliées, où ils invitaient le duc de Vicence à prononcer s'il acceptait ou s'il rejetait le projet présenté par eux, et dans ce dernier cas, à remettre un contre-projet. La séance qui fut très-orageuse, n'aboutit qu'à donner au ministre de Napoléon un delai de trente-six heures pour présenter le contre-projet demandé.

Sur ces entrefaites, l'échec essuyé par l'armée française devant Laon, les 9 et 10 mars, détermina les souverains alliés à donner de nouvelles instructions communes à leurs plénipotentiaires, dans le but de mettre très-promptement fin aux négociations.

Le 15, le duc de Vicence donna lecture de son contre-

[1] Voyez page 5 de ce volume.

1814. France. tances d'un nouveau député, expédié de Bordeaux par le comité royaliste, étant venues se joindre à celles du marquis de Laroche-Jacquelein, il donna enfin l'ordre au maréchal Béresford de se porter sur cette ville, non pas avec trois mille hommes, mais avec deux divisions anglo-portugaises et une brigade de cavalerie légère. Il semblerait que l'approche de la colonne du maréchal Beresford eût dû combler les vœux des membres du comité royaliste; cependant lorsque le marquis de Laroche-Jacquelein, qui la précédait de deux jours, chargé des instructions du duc d'Angoulême, vint leur annoncer son arrivée et les inviter à se déclarer publiquement en faveur de la cause royale, bon nombre d'entre eux, tremblant sur les suites d'une pareille démarche, cherchèrent à la différer, alléguant que le peuple n'était pas encore suffisamment disposé à la révolution; et ce ne fut qu'après une longue délibération qu'un exprès fut dépêché, à Langon, au maréchal Beresford, pour l'engager à poursuivre sa marche.

12 mars. *Le maréchal Beresford entre à Bordeaux.* — Les autorités impériales, qui se jugeaient impuissantes pour faire tête à l'orage, ayant, ainsi que la faible garnison, quitté la ville, le maréchal Beresford y fit son entrée, le 12 mars, au milieu d'un peuple ivre de joie, qui ne vit alors dans les plus implacables ennemis de la France que des libérateurs.

Le duc de Dalmatie, dans l'ignorance de ces événemens, profita du loisir que lui laissait l'inaction de lord Wellington[1] pour donner une nouvelle organisation à son armée, affaiblie par les derniers combats et par la désertion, à l'intérieur, des nouvelles levées. Il chercha à la renforcer en autorisant la formation de plusieurs corps de partisans; afin de remonter en même temps le moral de la troupe, et contrebalancer les

[1] Cette inaction provenait de ce que lord Wellington attendait, pour pousser ses opérations avec plus de vigueur, que les deux divisions qu'il avait laissées en observation entre la Nive et l'Adour l'eussent rejoint.

qu'elles regardaient les justes dimensions de cet empire, comme une des premières conditions d'un état d'équilibre politique ; mais qu'elles ne poseraient pas les armes avant que leurs principes n'eussent été reconnus et admis par son gouvernement. » 1814. France.

Dans la prompte réponse que le duc de Vicence fut obligé de faire le lendemain à une déclaration que le conseil des alliés avait minutée à loisir, ce ministre essaya de combattre par le raisonnement, les allégations des plénipotentiaires, et de rassurer les puissances sur les intentions de son souverain ; il se résumait en déclarant qu'il était toujours prêt à continuer la négociation ou à la reprendre de la manière et sous la forme qui pourrait amener le plus promptement possible la cessation de la guerre ; qu'il regrettait que la conduite des plénipotentiaires, en refusant constamment, malgré ses instances réitérées, d'entrer en discussion avec lui, tant sur leur propre projet que sur le sien, eût été jusqu'à ce moment même si complétement en opposition avec la déclaration qu'ils relataient. « En suspendant sans cause avouée la négociation, ajoutait-il, et rejetant, avec la condition qui y était mise, sa proposition, les puissances alliées ont prouvé que dans cette circonstance, comme dans tout ce qui a précédé, elles ont constamment placé leurs vues sous l'influence illimitée des événemens, loin de tendre, comme elles le disent, avec justice et modération, au rétablissement du véritable équilibre de l'Europe. »

Ainsi fut rompu, après l'échange des notes qu'on vient de lire, le congrès de Châtillon, ouvert seulement pour la forme, et où il n'y avait pas possibilité de s'entendre jamais, puisqu'on y arrivait de part et d'autre avec des prétentions si opposées et la volonté prononcée de les maintenir.

Le pape Pie VII rendu à la liberté. — Ces négociations duraient encore, lorsque Napoléon résolut de rendre le sou-

1814. France. s'il poussait plus avant, le duc de Dalmatie crut devoir se retirer par Simacourbe et Lambège sur Vic-Bigorre.

Aussitôt que ce mouvement de retraite fut prononcé, l'armée anglaise s'ébranla en trois colonnes, la droite se dirigeant sur Conchez, le centre vers Castelnau, et la gauche sur Plaisance [1].

Le maréchal, supposant que lord Wellington le poursuivait avec toutes ses forces, s'établissait, le 19, sur le plateau de Lamayon, dans l'intention d'accepter le combat, lorsqu'il fut informé que la gauche des alliés avait suivi la route de Plaisance à Maubourguet, et paraissait déjà sur le plateau de Sauveterre. Il renonça à son projet et se hâta de gagner Tarbes, ordonnant à la cavalerie légère de contrarier la marche de l'ennemi jusqu'à ce que le comte d'Erlon eût pris position à Vic-Bigorre.

19 mars. *Affaire de Maubourguet; combat de Vic-Bigorre.* — Le général Berton exécuta cet ordre avec succès; échelonné derrière Maubourguet, il attendit que la cavalerie ennemie en débouchât pour la charger avec impétuosité [2]; et la culbutant jusque dans la ville, il fit ensuite sa retraite en bon ordre sur Rabastens.

Le comte d'Erlon, auquel cet engagement avait donné le temps de se mettre en mesure, fut attaqué à son tour près

[1] Un détachement du treizième régiment de chasseurs, attaqué au village de Saint-Germé, par une partie de la cavalerie du général lord Somerset, opposa la résistance la plus opiniâtre, et tua bon nombre d'Anglais; mais il fut forcé de céder au nombre, et se retira en bon ordre. Dans cette retraite, le capitaine de Saint-Amand, qui commandait le détachement, blessé grièvement, tomba de cheval, et fut fait prisonnier. Cet officier (aujourd'hui major des lanciers de la garde royale) s'était signalé en plusieurs circonstances, notamment au combat de Pfaffenhofen, en 1809; à Fuente-Sauco et à Salvatierra, en 1811; à Puente-Celada, en 1812.

[2] Le colonel du vingt-unième de chasseurs, Duchâtel, tua de sa propre main, dans cette charge, un lieutenant-colonel des dragons hanovriens.

enir ce que ses armes n'avaient pu gagner en quinze cam- 1814.
pagnes [1]. France.

Les souverains alliés étant tous à peu près d'accord sur ce point, le ministre anglais se hâta d'en prévenir le comte d'Artois qui, n'ayant pu jusqu'alors dépasser Vesoul, vint s'établir à Nancy, afin d'y attendre plus tranquillement l'issue des événemens militaires, et d'être à portée de réunir auprès de lui les partisans de sa cause.

Situation intérieure de la France. — Cependant la situation intérieure de la France favorisait et les armes et les desseins des alliés. A la vérité, les places fortes du nord et de l'est étaient encore intactes; mais les garnisons qu'elles renfermaient, insuffisantes pour les garantir même d'un coup de main, se composaient en grande partie de gardes nationales ou de conscrits presque nus et de vétérans éclopés. D'un autre côté, l'occupation de Bordeaux par les Anglais allait priver le corps du Rhône de six mille hommes qui lui étaient destinés [2], et enlever à la grande armée le peu de ressources qu'elle eût pu tirer des départemens du midi. Le désordre commençait à faire des progrès dans les départemens de l'ouest. Des partis de mécontens se montraient déjà dans la Vendée et sur la Loire. Les hommes connus par leur attachement à la révolution, les fonctionnaires publics et les acquéreurs de biens nationaux étaient menacés et insultés. Plus de finances, plus de crédit public, la rentrée des contributions ne s'opérant que par les voies de contrainte; les biens communaux, les plus belles forêts domaniales, en vente sans trouver d'acheteurs; les campagnes désolées par les réquisitions de grains, de fourrages, de bestiaux; le laboureur abandonnant sa charrue à défaut de bras auxiliaires et de

[1] Koch, *Campagne de* 1814.

[2] Ils devaient former le noyau d'un nouveau corps créé par l'empereur pour agir sur la Gironde, et dont le général Decaen avait le commandement en chef.

1814. Catalogne entre l'armée du duc d'Albufera et les troupes al-
France. liées qui lui étaient opposées.

Espagne. *Position respective des armées française et alliée, en Catalogne.* — Depuis la réunion du corps de Catalogne à l'armée d'Aragon, le duc d'Albufera, avec dix-huit mille fantassins et deux mille cent chevaux, s'échelonnait entre Barcelonne et Gironne, gardant, avec deux divisions, à San-Boy et San-Feliu, le Llobregat inférieur.

Il avait en outre, dans différentes places bloquées par l'ennemi, plus de huit mille vieux soldats; et la brigade employée en Cerdagne, ainsi que les places de Barcelonne, Olot, Hostalrich, Gironne et Figuières, dans l'intérieur de sa ligne, le privaient encore de plus de quatorze mille hommes.

Le corps anglo-sicilien, fort de douze mille hommes, sous les ordres de lord Bentinck, et une division de neuf mille Espagnols, commandée par le général Sarsfield, bordaient la rive droite du Llobregat, depuis son embouchure jusqu'à Manreza, et se liaient par Collent au corps du général Elio, qui, de Vique, observait Gironne sur les deux rives du Ter, avec dix-sept mille combattans. Le général Copons, dont le corps d'armée s'élevait à dix-huit mille hommes, faisait le siége de Peniscola, et bloquait les places gardées par des garnisons françaises au-delà du Llobregat.

Le duc d'Albufera n'aurait pas osé garder sa position aventurée contre des forces aussi considérables, si elles eussent été réunies sous le commandement d'un chef habile, mais connaissant la mésintelligence qui régnait entre ses adversaires, il espéra pouvoir s'y maintenir jusqu'à ce que l'exécution du traité de Valençay lui permît de repasser les Pyrénées avec toutes ses garnisons.

15 janvier. *Attaque du pont de Molins-d'el-Rey.* — En effet, les alliés restèrent dans l'inaction la plus complète, depuis le mois de décembre jusqu'au 15 janvier; mais à cette époque,

roisième ordre, et d'une grande quantité de femmes de toutes es conditions. 1814. France.

La présomption nobiliaire de quelques coryphées du parti purement royaliste, leur faisait croire qu'ils menaient l'ensemble des mécontens, tandis qu'ils n'étaient que les jouets du duc de Rovigo, d'un côté, et de l'autre les dupes du prince de Bénévent. Celui-ci avait chargé le baron de Vitrolles, homme spirituel, adroit, insinuant, connaissant les hommes et les choses, de se rendre au quartier-général des alliés pour obtenir leur appui; l'habile agent n'avait pas peu contribué à les décider à rompre les conférences de Châtillon [1].

Cependant au milieu des menées des deux partis, un certain nombre d'habitans de la capitale gardaient une attitude capable d'imposer aux alliés et à ceux qui réclamaient leur appui. Ces citoyens, bien que fatigués de la domination impériale, ne pensaient pas qu'il fût opportun de commencer une nouvelle révolution en présence des armées étrangères qui occupaient une partie du territoire de la patrie; et, dans la crainte d'aider au triomphe complet des alliés, ils préféraient soutenir la cause de Napoléon. Ils ne désespéraient point encore du salut de la France, et souhaitaient que l'armée dans laquelle combattaient leurs fils, leurs frères, replacée dans le chemin de la victoire, leur donnât les moyens

[1] De son côté, le parti royaliste députa le comte Gain de Montagnac à Laon, pour *informer le prince royal de Suède* (Bernadotte) *des mesures que le comité avait prises pour faire proclamer Louis XVIII à Paris, et l'inviter à engager les souverains alliés à couper Napoléon de Paris, pour faciliter l'exécution de ses projets* (Voyez *Journal d'un Français*, par le comte Gain de Montagnac.)

Mais cet envoyé, dupe d'une mystification de la police impériale, perdit huit jours en courses inutiles, et revint rapporter à ses commettans que le prince Charles-Jean n'était rien moins que l'ame de la coalition, et que, d'après les conseils du général Bulow, il fallait s'adresser à l'empereur Alexandre.

1814. Espagne. Février.

Les Espagnols surprennent les places de Lerida, Mequinenza et Monzon. — Quoiqu'il soit permis de douter que l'espoir du duc d'Albufera se fût alors complétement réalisé, toujours est-il certain que Napoléon eût bien fait de suivre alors son avis; mais il ne l'accueillit que lorsqu'il n'en était plus temps et quand le duc d'Albufera, qui avait attendu quinze jours sans recevoir de réponse, se vit forcé de se replier sous Gironne derrière le Ter, après avoir laissé six mille huit cents hommes dans cette place et trois cents dans Hostalrich. Pour comble de malheur, les places de Lerida, de Mesquinenza et de Monzon, tombèrent, à cette époque, avec leurs garnisons, au pouvoir de l'ennemi, qui s'en empara par un honteux stratagême, au moyen d'ordres supposés du duc d'Albufera, dont un transfuge avait surpris le chiffre [1].

Le même piége avait été tendu au gouverneur de Tortose. Le général Robert, feignant d'y tomber, proposa au général espagnol, Sans, de venir prendre possession de la place avec deux bataillons; mais celui-ci n'osa pas tenter l'aventure, et prouva, ainsi que le dit le général Robert dans son rapport au duc d'Albufera, « que des hommes pervers peuvent bien concevoir des projets criminels, mais qu'ils manquent presque toujours de courage au moment de l'exécution. »

L'armée française se replie sur Figuières. — Dans les premiers jours de mars le duc d'Albufera, ayant reçu l'ordre du ministre de la guerre de détacher une seconde colonne de dix mille hommes sur Lyon, tenta, avant de la mettre en mouvement, de délivrer la garnison de Lerida, que l'ennemi

[1] Le duc d'Albufera réclama auprès du général Copons pour l'exécution des conventions particulières signées par ses officiers. Ce général répondit qu'il en référerait à son gouvernement, faisant ainsi participer la nation à un acte de déloyauté qui n'appartenait qu'à quelques individus.

dans leur camp, et les disposa en plaine, sous le canon de l'ennemi et en vue de sa cavalerie. 1814. France.

Celle-ci, sous les ordres des généraux comte Pahlen et prince Adam de Wurtemberg, attaquant simultanément et par les deux flancs la position française, le maréchal se vit forcé à un mouvement de retraite sur Sommesous; la cavalerie du général Bordesoulle, qui voulut arrêter l'ennemi, fut vivement repoussée par une des brigades de la cavalerie russe. Dans le même temps, la queue de la colonne du duc de Trévise, attaquée près de l'Estrée, par une nuée de cavalerie légère, perdit un certain nombre de prisonniers. Toutefois, les deux corps parvinrent à se réunir et à se former en arrière à droite et à gauche de Sommesous. Une canonnade eut lieu et dura deux heures à l'avantage des Français, malgré la position peu favorable de leur cavalerie; mais à midi, le général Nostitz et le grand duc Constantin s'étant avancés à la tête de deux colonnes de cavalerie autrichienne et russe, il fallut continuer le mouvement rétrograde, par échiquier, pour gagner Lenhare; deux charges tentées par le comte Pahlen furent repoussées; une troisième enfonça les cuirassiers du général Bordesoulle, malgré les efforts du général Roussel; mais le général Latour-Foissac, à la tête du huitième de chasseurs, exécuta une charge qui rompit un moment l'impétuosité de la cavalerie ennemie.

Après sept heures d'engagement, les maréchaux espéraient gagner les hauteurs de Fère-Champenoise, quand une forte giboulée, qui fouettait le front de la ligne française et favorisait la cavalerie de la garde russe, accrut prodigieusement les embarras du mouvement rétrograde. Les cuirassiers, à peine reformés, furent culbutés de nouveau et rejetés sur l'infanterie de la jeune garde, qui n'eut que le temps de se former en carrés; deux de la brigade Jamin furent pris ainsi

1814. Espagne. pour cette cérémonie. Le prince, satisfait de la réception et de la conduite franche du duc d'Albufera, lui dit, en le quittant, que cette journée valait pour lui une victoire; lui faisant entendre par là qu'il ne tarderait pas à lui renvoyer les garnisons des places. Toutefois, l'accomplissement de cette promesse éprouva encore des retards qui privèrent l'armée, jusqu'au dernier moment, de quinze mille vieux soldats, qui eussent été bien utiles. Ici, il convient d'observer que Napoléon avait commis la même faute dans la campagne précédente, en s'obstinant à laisser plus de soixante-dix mille hommes dans des places d'Allemagne, qu'il ne pouvait pas espérer de conserver, sans compter les trente mille hommes avec lesquels le prince d'Eckmuhl gardait Hambourg.

premiers en avant ; mais ils sont forcés de se replier après avoir perdu plusieurs pièces. 1814. France.

Le prince Schwartzenberg, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, arrivés à Fère-Champenoise, surpris de l'imposante attitude que reprend l'armée française, rappellent la majeure partie des troupes alliées lancées à sa poursuite, pour s'opposer à cette même colonne dont nous venons de parler, et qu'ils voient déboucher tout à coup devant eux ; profitant de cette circonstance, les maréchaux précipitent leur retraite sur Allement.

Cette colonne, dont l'apparition inopinée étonnait et inquiétait tant l'ennemi, était composée des divisions Pacthod et Amey [1], présentant un effectif d'environ cinq mille baïonnettes.

Pressée de se réunir aux ducs de Trévise et de Raguse, elle avait quitté Bergères dans la nuit du 24 au 25, et s'était mise en marche sur Vatry. Le général Pacthod, qui commandait comme le plus ancien, se voyant attaqué à Villeseneux par la cavalerie du général Korf, qui suivait la route de Châlons à Etoges, forma aussitôt ses troupes, le convoi massé en arrière ; mais, au lieu de se retirer sur Fère-Champenoise, il s'attacha à repousser de pied ferme, pendant une heure et demie, les attaques des escadrons ennemis ; ceux-ci ayant été successivement renforcés, les deux divisions françaises durent gagner Fère-Champenoise à travers champs, et, par suite, abandonner le convoi qui gênait trop la marche, après en avoir pris, toutefois, les chevaux pour doubler les attelages de l'artillerie.

Le général Pacthod, opérant son mouvement en échiquier,

[1] On a vu cette dernière division se porter malheureusement de Saint-Saturnin sur Suzanne, et ne pouvoir rejoindre le duc de Tarente. Le général Amey se réunit alors à la division Pacthod ; celle-ci avait quitté, par ordre, la garde des trois ponts de la Seine, et escortait un convoi considérable de vivres.

1814. France. formant qu'un seul tout. Les quatre souverains répondant de l'accession de leurs alliés aux arrangemens dont on serait convenu à l'époque de la paix même, ils devaient déclarer qu'ils étaient tenus à ne point admettre d'autre forme de négociations que celles de séances préliminaires avec protocole [1]. Il fut également convenu qu'on ne discuterait aucune question relative au Code maritime; qu'on demanderait que la France rentrât dans ses limites de 1792, sauf des arrangemens d'une convenance réciproque sur des portions de territoire au-delà de ces limites *de part et d'autre*; que Napoléon n'aurait aucun droit à intervenir dans le partage des provinces détachées de son empire; enfin, qu'il renoncerait à tous les titres nés de ses rapports de souveraineté ou de protectorat avec l'Italie, l'Allemagne et la Suisse [2].

La première conférence du congrès eut lieu le 5 février. Le duc de Vicence, plénipotentiaire de Napoléon, n'opposa rien à la première déclaration, remise en conformité de ce qui avait été décidé dans les conférences de Langres; et il se borna, pour le second objet, à répondre en termes généraux « que l'intention de la France n'avait jamais été de demander rien de dérogatoire aux règles du droit des gens. »

Dans la seconde conférence, les plénipotentiaires alliés consignèrent la demande qui formait la base fondamentale de leurs instructions, c'est-à-dire la rentrée de la France dans ses limites de 1792, et la renonciation de Napoléon à tous les titres qui ressortaient de ses rapports de souveraineté ou de protectorat avec l'Italie, l'Allemagne et la Suisse [3].

[1] Registre où l'on inscrit les notes, déclarations, et autres objets de délibération diplomatique.

[2] Koch, *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814.

[3] Cette demande fut insérée au protocole de la conférence; en ces termes :

« Les puissances alliées unissant le point de vue de la sûreté et de l'indépendance future de l'Europe, avec leur désir de voir la France dans un état de possession analogue au rang qu'elle a toujours occupé dans le système politique, e

Telle fut l'issue de la mémorable journée de Fère-Champenoise; dans ce double combat des maréchaux avec la cavalerie de la grande armée alliée, et du général Pacthod avec la cavalerie de l'armée de Silésie et une partie des réserves russes, les Français perdirent neuf mille hommes, dont cinq mille hors de combat; c'était presque la moitié des hommes présens. Les généraux de division Pacthod et Amey, les généraux de brigade Jamin, Delort, Bonté et Thevenet, qui se trouvaient au nombre des prisonniers, furent présentés à l'empereur Alexandre, qui les accueillit avec la bienveillance qu'un monarque généreux ne peut refuser à de vaillans guerriers trahis par la fortune. Les alliés avaient eu quatre mille hommes tués ou blessés. Soixante bouches à feu et plus de trois cent cinquante caissons étaient entre leurs mains [1]. 1814. France.

Ce succès brillant ouvrait le chemin de la capitale aux alliés. Leurs troupes passèrent la nuit dans la plaine de Fère-Champenoise, où fut établi le quartier-général du prince de Schwartzenberg et des monarques.

Le 26, les trois corps russes de l'armée de Silésie poussèrent jusqu'à Etoges; le gros des deux corps prussiens resta à Montmirail, un de leurs partis poursuivit celui du général Vincent sur Verdelot et Rebais; le général York ayant en-

à près de vingt mille sabres; mais comme la liste en serait trop longue, nous nous bornerons à rappeler ceux de Druot, colonel du cent quarante-neuvième régiment; Bergnon, major-commandant deux bataillons de la Sarthe; Durevoir, major-commandant un autre régiment de gardes nationales; Anger, chef d'un bataillon d'Indre et Loire (ce dernier avait eu la cuisse emportée); Favart, lieutenant au cent quarante-neuvième: ce dernier s'était emparé, au milieu d'une des charges, d'une pièce d'artillerie légère.

[1] Une particularité bien remarquable, et qui, dans une guerre d'invasion, rappelle les déplorables scènes des troubles civils, c'est que le chef d'escadron Rapatel, ancien aide-de-camp du général Moreau, et alors officier d'ordonnance de l'empereur de Russie, fut tué en sommant un carré, dans lequel se trouvait l'un de ses frères, capitaine d'artillerie.

1814. France. tendu à midi une forte canonnade, envoya le général Ziethen en reconnaissance sur Sezanne.

La veille, au soir (25), les maréchaux, quelques momens après leur arrivée à Allement, avaient tenu conseil et résolu de se retirer par cette même ville de Sezanne, le lendemain de bonne heure, et d'inviter le général Compans à tenir dans cette ville jusqu'à l'arrivée des deux corps d'armée. Cette invitation lui fut sur-le-champ transmise; mais le général, instruit de la position des corps d'York et de Kleist, ayant en vue la cavalerie du général Ziethen, répondit qu'avec un matériel considérable à couvrir, il était obligé de se mettre en mouvement avant minuit; que tout ce qu'il pouvait faire était de laisser à Sezanne une arrière-garde jusqu'à deux heures du matin, pour faciliter la jonction. Les maréchaux quittèrent Allement, le 26, à cette même heure (deux heures du matin), dans l'ordre suivant: les dragons du général Roussel, les régimens de marche commandés par les colonels Ghigny, Christophe et Leclerc; le premier corps de cavalerie, l'artillerie, l'infanterie marchant par le flanc, et une division d'infanterie du duc de Raguse formant l'arrière-garde, avec laquelle marchaient les maréchaux.

Bientôt on apprit que Sezanne était désert, et au même moment des vedettes ennemies vinrent reconnaître l'avant-garde. Le général Ziethen étant entré dans la ville aussitôt après le départ de l'arrière-garde du général Compans, avait établi son bivouac en dehors sur la droite.

26 mars. *Combats de Sezanne et de Chailly.* — Le jour commençait à poindre; les Prussiens se défendirent vigoureusement contre l'attaque des dragons qui marchaient en tête de la colonne française; mais la cavalerie ennemie, canonnée d'abord en front et chargée ensuite sur la gauche, fut enfin repoussée et obligée de se retirer sur la route de la Ferté, à droite du Morin, pendant que le général Christiani traversait hardi-

ment Sezanne au pas redoublé, et allait s'établir sur la hauteur qui domine le vallon de Belle-Croix, à l'embranchement des routes de la Ferté-Gaucher et de Coulommiers. Le combat cessa vers neuf heures du matin. La cavalerie, après avoir tourné Sezanne de la droite à la gauche, rejoignit la grande route vis-à-vis la tuilerie, et forma l'arrière-garde avec une batterie légère. L'ennemi perdit dans cet engagement environ deux cents hommes, dont soixante prisonniers. 1814. France.

L'armée, pressée sur ses derrières par l'avant-garde de la grande armée des alliés, aux ordres du prince royal de Wurtemberg, suivit la route de Coulommiers jusqu'à Esternay; ensuite, prenant la traverse à droite, elle se porta, par Réveillon sur la Ferté-Gaucher. La cavalerie prussienne avait pris le chemin de la Ferté, qui longe le Grand-Morin, sans inquiéter l'arrière-garde française.

Les maréchaux s'étaient ainsi dirigés sur la Ferté dans la vue de suivre les traces du général Compans, pour lequel ils avaient de vives inquiétudes; mais ce général, échappé à tous les dangers, s'était retiré en arrière de Réveillon, d'où, le 26, au point du jour, il s'était également avancé dans la direction de la Ferté.

Sa division fut attaquée par l'avant-garde du général York, et contrainte de se replier dans la direction de Coulommiers.

Au lieu de continuer à la poursuivre, les Prussiens, jugeant que le gros de l'armée française ne pouvait être encore passé, s'établirent solidement à la Ferté-Gaucher, sur les deux rives du Grand-Morin, et se contentèrent de faire suivre le général Compans par quelques escadrons et une brigade d'infanterie.

Le général Compans s'étant arrêté à Chailly, fut attaqué par la brigade prussienne, qui lui prit trois cents hommes et le rejeta en désordre sur Coulommiers; mais à l'aide d'un renfort d'un millier de fuyards de toutes armes qu'il trouva à

1814. France.

Napoléon reçut, à la Ferté-sous-Jouarre, l'instante dépêche de son plénipotentiaire, au moment même où il croyait porter le dernier coup à l'armée de Silésie. Il répondit en envoyant une note dans laquelle il décelait les espérances qu'il avait conçues et paraissait chercher encore à gagner du temps. Le duc de Vicence, persuadé qu'une telle communication déciderait la rupture du congrès, ne crut pas devoir la faire aux négociateurs alliés, avant d'avoir tenté un dernier effort pour fléchir l'aveugle obstination de son souverain. Après avoir ajouté de nouvelles considérations à celles déjà présentées dans sa première lettre, il lui disait dans une seconde missive : « Je supplie V. M. de réfléchir à l'effet que fera en France la rupture des négociations, d'en peser les conséquences. Elle me rendra assez de justice pour penser que pour lui écrire comme je le fais, il faut porter au plus haut degré la conviction que ce moment va décider des plus chers intérêts de V. M. et de ceux de mon pays. » Il informait également Napoléon d'une visite qu'il avait reçue d'un agent diplomatique de l'Autriche, chargé par le prince Metternich de lui faire des reproches de la lettre adressée à l'empereur François par son gendre, et de l'engager à démontrer à son maître la nécessité de conclure la paix au plus vite, en lui déclarant que l'auguste père de Marie-Louise avait tout tenté jusqu'alors pour éviter que les choses en vinssent à cette extrémité, mais qu'il ne répondait plus de rien, et qu'il lui faisait tenir cet avis uniquement pour n'avoir pas à se reprocher de l'avoir laissé dans l'incertitude [1].

Napoléon persista dans ses prétentions ; il fit écrire par le duc de Bassano au duc de Vicence, que les matériaux du contre-projet à présenter aux négociateurs alliés, devaient se prendre dans la communication faite à Francfort au baron de

[1] Koch, *Campagne de* 1814.

aint-Aignan [1]. Il proposait la cession du Brabant hollandais, 1814.
e Wesel, de Cassel, de Kehl et du thalweg du Rhin, et France.
uelques changemens aux bases de Francfort pour ce qui re-
ardait l'Italie. Il ne voulait pas rendre Mayence, mais il
onsentait à ce que cette place fût démolie, pourvu que Cassel
e fût aussi; enfin il n'attachait aucune importance aux co-
onies, et la perte des îles de France et de Bourbon n'aurait
point été un obstacle à la paix.

Cependant l'époque prescrite par les plénipotentiaires al-
liés, arriva avant que le duc de Vicence n'eût reçu ces nou-
velles instructions, et il se vit dans l'obligation de remettre
au congrès une note dont le fonds était tiré de celle qu'il avait
reçue en réponse à sa première lettre.

Cette communication éleva une vive discussion dans la
sixième conférence qui eut lieu le même jour (10 mars). Le
ministre français ajouta de son chef des explications qui ne
satisfirent point les négociateurs alliés.

Une nouvelle conférence tenue le 13, s'ouvrit par la con-
signation au protocole d'une déclaration des plénipotentiaires
des cours alliées, où ils invitaient le duc de Vicence à pro-
noncer s'il acceptait ou s'il rejetait le projet présenté par eux,
et dans ce dernier cas, à remettre un contre-projet. La séance
qui fut très-orageuse, n'aboutit qu'à donner au ministre de
Napoléon un délai de trente-six heures pour présenter le
contre-projet demandé.

Sur ces entrefaites, l'échec essuyé par l'armée française de-
vant Laon, les 9 et 10 mars, détermina les souverains alliés à
donner de nouvelles instructions communes à leurs plénipo-
tentiaires, dans le but de mettre très-promptement fin aux
négociations.

Le 15, le duc de Vicence donna lecture de son contre-

[1] Voyez page 5 de ce volume.

1814. France. d'avis de l'y laisser, croyant qu'elle couvrirait le mouvement rétrograde de l'armée.

Sur ces entrefaites, le général Compans avait continué sa retraite sur Meaux, où il avait trouvé quinze cents hommes d'infanterie et six cents chevaux, sous les ordres du général Ledru des Essarts. Avec ce renfort, le comte Compans résolut de défendre la Marne, au moins pour la journée. Il donna le commandement de la cavalerie au général Vincent, avec ordre de se porter en avant de Trilport.

27 mars. *Combats de Trilport et de Meaux.* — L'armée de Silésie se dirigeait sur Meaux, les Prussiens par Coulommiers, et les Russes par la route de la Ferté-sous-Jouarre. Le général Vincent disputait à l'avant-garde du comte de Langeron, commandée par le général Emmanuel, le plateau de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, quand l'avant-garde du corps d'York, venant au secours des Russes, le força à se retirer et à repasser la Marne à Trilport.

L'ennemi jeta des ponts sur cette rivière. Deux colonnes de cavalerie et une d'infanterie ayant débouché presque aussitôt, repoussèrent, après un combat assez vif, les troupes du général Ledru jusque sous Meaux; et même une partie de l'infanterie des alliés fusilla dans le faubourg de Cornillon, avec celle du général Compans.

La nuit du 27 au 28 se passa assez tranquillement à la grande armée alliée et aux corps des maréchaux; mais, sur les bords de la Marne, il y eut une fusillade continuelle et des coups de canon échangés entre l'armée de Silésie et le corps du général Compans.

Le 28, au point du jour, l'avant-garde des Prussiens marcha sur Meaux; la grande armée prit la même direction en deux colonnes. Pensant que son principal soin devait être de gagner Paris, pour couvrir ce point si important, le général Compans quitta Meaux à six heures du matin.

Combat de Montsaigle près Ville-Parisis. — Renforcé, à Claye, de trois bataillons de la jeune garde aux ordres du général Guye, d'environ quatre cents cuirassiers et d'autant de lanciers polonais venus en toute hâte de Paris, mais vivement poursuivi par les avant-gardes prussiennes, le général Compans se retira d'abord sur Ville-Parisis, et de là sur Montsaigle. Auprès de ce dernier village, l'infanterie prussienne fut culbutée par le général Vincent, qui chargea avec les cuirassiers du colonel Dujon et les éclaireurs polonais, et fit environ deux cent cinquante prisonniers. La division française continua sa retraite jusqu'à Bondi; sa perte avait été peu considérable. 1814. France. 28 mars.

Ce jour-là les maréchaux arrivèrent à Nangis, où ils se séparèrent, le duc de Trévise tint la grande route de Paris, et alla camper à Guignes; le duc de Raguse se rendit à Melun par la traverse.

Passage de la Marne par la grande armée alliée. — Le 29, le prince Schwartzenberg ordonna au feld-maréchal Blucher de laisser un corps d'armée à Meaux, sur la rive droite de la Marne, et de gagner, avec le reste de ses troupes, la route de Soissons, tandis que la grande armée passerait la rivière à Meaux et à Trilport, pour venir prendre sa gauche. 29 mars.

Les alliés ayant effectivement passé la Marne, se mirent en marche vers Paris, le 29, de très-grand matin, en trois colonnes, celle de droite, principalement composée de l'armée de Silésie; celle du centre, consistant dans les gardes, les réserves et le corps de Rayewski; celle de gauche, formée des Wurtembergeois, du corps de Giulay et des grenadiers autrichiens. La première se dirigea par la route de Charny, Mory et Aunay; la seconde par Claye; la dernière par Charmentré et Chelles.

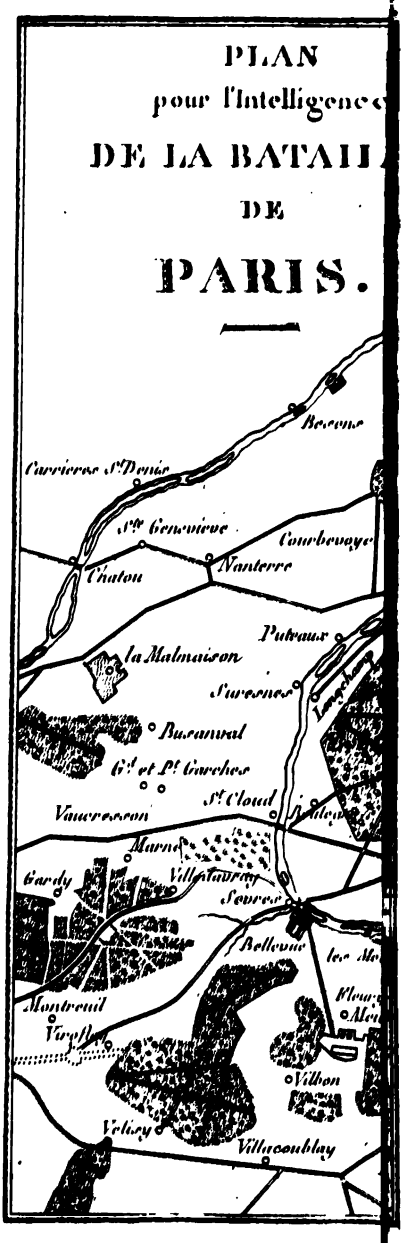
Déjà l'avant-garde prussienne escarmouchait avec celle du général Vincent, lorsque celui-ci reçut deux officiers supérieurs

1814. France. des alliés, venus en parlementaires, et qui demandaient à se rendre auprès du gouvernement à Paris. Le général Compans ordonna de les renvoyer après qu'ils auraient remis leurs dépêches. Elles étaient adressées au duc de Feltre, ministre de la guerre, auquel on les fit parvenir. Sur ces entrefaites, le général York fit demander une suspension d'armes de quelques heures; elle fut accordée et convenue de vive-voix, mais les coureurs du général Vincent ayant rapporté que l'armée de Silésie en profitait pour se porter à sa droite sur les routes des Petits-Ponts et de Senlis, le général Compans continua son mouvement rétrograde sur Paris.

A la nouvelle du mouvement rétrograde qu'opéraient les deux corps des ducs de Trévise et de Raguse, ainsi que le corps détaché sous les ordres du comte Compans, le général Ornano était sorti de Paris pour éclairer la plaine en avant de Pantin; prévenu que le dernier corps que nous venons de nommer se repliait de son côté, il porta les réserves de la garde entre la Chapelle et les prés Saint-Gervais, présumant que le général Compans occuperait Pantin; mais par un malentendu, celui-ci passa le canal de l'Ourcq et prit position sur la butte Beauregard, qui touche Belleville et domine une grande partie des prés Saint-Gervais, laissant aux troupes du duc de Raguse, Bagnolet et Romainville; le général Vincent plaça ses bivouacs en tête de la Chapelle.

L'armée de Silésie s'établit à Grand-Drancy, Aunay, le Bourget et Villepinte; les corps du prince royal de Wurtemberg à Anet; le quartier-général des souverains alliés à Bondi; le corps de Rayewski et la cavalerie de Pahlen à Romainville et Pantin.

Pendant ce temps les ducs de Raguse et de Trévise, ayant opéré leur jonction à Brie-Comte-Robert, occupèrent: le premier, Saint-Mandé, Vincennes, Charonne et Montreuil; le second, Charenton, Conflans, Bercy et Picpus.


PLAN
pour l'Intelligence
DE LA BATAIL
DE
PARIS.
Besons
Carrieres St Denis
Ste Genevieve
Courbevoye
Chatou
Nanterre
Puteaux
la Malmaison
Suresnes
Busanval
Gd et Pt Garches
St Cloud
Vaucresson
Marne
Gardy
Sevres
Bellevue
Montreuil
Vilbon
Velisy
Villacoublay

1814. France.

Topographie du champ de bataille sous les murs de Paris ; situation de cette capitale au 29 mars. — Mais avant de poursuivre le récit des événemens militaires, et afin de rendre intelligible la relation de la bataille du 30 mars, il convient d'exposer en peu de mots la situation des esprits et des choses à Paris, ainsi que les projets conçus et les travaux exécutés pour la défense de cette capitale depuis le départ de l'empereur. Un autre préliminaire, qui ne nous paraît pas moins indispensable, c'est une esquisse topographique du champ de bataille. Nous commencerons par celle-ci, afin de mettre les lecteurs militaires à même d'apprécier ce qu'on a fait et ce qu'on aurait pu faire dans cette mémorable journée [1].

Dans la ligne du pendant des eaux, le plateau qui règne de Rosny à la butte de Saint-Chaumont, et les hauteurs de Montmartre, méritent seuls l'attention des militaires.

Le plateau de Rosny projette, entre ce village et Montreuil, un grand contrefort, qui, se dirigeant par Fontenay-sous-Bois à Nogent-sur-Marne, présente une première position contre un ennemi débouchant des routes de Lagny et de Montfermeil, pour se porter sur les barrières du Trône et de Montreuil ; toutefois, comme elle laisse à sa gauche la plaine qui s'étend de Rosny et de Bondi aux villages de Merlan et de Noisy-le-Sec, et ne couvre pas la route d'Allemagne, elle est peu digne d'examen.

Le plateau principal se resserre entre les gorges de Montreuil et de Merlan, et n'a plus qu'une largeur d'environ trois cents mètres ; mais après cet étranglement, il s'élargit et projette deux contreforts, dont l'un s'étend au nord entre la gorge de Merlan et les carrières de Pantin, et se divise en plusieurs groupes qui séparent les petites gorges de Noisy

[1] Nous avons puisé ces détails dans l'ouvrage de M. le chef de bataillon Koch, qui nous a déjà été d'un si grand secours. Il eût été difficile d'offrir à la curiosité du lecteur quelque chose de plus satisfaisant.

1814. France. de demander compte au chef du gouvernement des immense sacrifices qui avaient été faits pour le maintenir sur un trôn prêt à s'écrouler sous lui.

Telle était, au 24 mars, la situation intérieure de l France.

25 mars. Reprenons maintenant le fil des événemens militaires.

Les alliés marchent sur Paris ; double combat de Fère Champenoise. — On a vu à la fin du chapitre troisième qu la grande armée alliée campait, le 24 mars, sur la riv droite de la Cosle, et celle de Silésie sur les bords de l Marne, entre Châlons et Château-Thierry; la première éta établie sur le front, la seconde sur le flanc gauche des duc de Trévise et de Raguse, placés tous deux près de la gauch de la Somme-Soude, entre Vatry et Soudé. Le but des m réchaux français était de joindre Napoléon, celui des généraux alliés d'atteindre Paris.

Le 25, de grand matin, l'avant-garde du duc de Trévis remonta la rive gauche de la Somme-Soude, et le gros de s troupes (les trois divisions de jeune garde Christiani, Curi et Charpentier) s'avança dans la direction de Soudé-Notre Dame.

De son côté, la grande armée alliée marcha sur Fère-Cham penoise, les gardes et réserves dans la direction de Monte preux; le corps du général Rayewski et les Wurtembergeo dans celle de Vitry, précédés de leur cavalerie et suivis d Bavarois et du corps autrichien de Giulay. Le comte Pahle formant l'avant-garde de la colonne du centre, envoya au sitôt ses cosaques sur la Somme-Soude.

A huit heures du matin, et pendant que le génér Belliard arrivait à Dommartin-l'Estrée avec la divisi Roussel, l'ennemi se montra sur le rideau, de l'autre côté la Somme-Soude, et engagea une forte canonnade. Le d de Raguse rassembla sur-le-champ ses troupes encore épars

ır les terrasses qui partagent les croupes sur lesquelles une irtie de ce village est assis. 1814. France.

La position n'est d'un accès un peu facile que par l'étranement derrière lequel elle se trouve. Pour maîtriser à gauhe la route d'Allemagne, il suffit d'occuper Pantin, et de éfendre en avant l'intervalle de cinq mètres entre les carières et le canal de l'Ourcq; on reste maître à droite de la oute de Vincennes, en occupant la tête de la chaussée, lont les flancs sont revêtus jusque-là par des murs de terasse.

Lorsqu'on a dépassé cette position, les petits vallons des rés Saint-Gervais et de Charonne, forment un troisième trranglement qui n'a guère que cinq à six cents mètres d'ouverture. Ce dernier est occupé par le parc de Saint-Fargeau ui serre au nord le chemin de Romainville à Belleville, et occupe au midi la naissance des pentes dont les eaux descendent à Charonne. Il est surtout remarquable par les buttes des tourelles et du télégraphe dans le parc de Saint-Fargeau, lesquelles procurent à la fois des moyens de protéger la première position et de disputer la seconde.

Celle-ci, considérée dans sa plus grande étendue, est aussi déterminée par deux contreforts; le premier s'élève entre les buttes du télégraphe et de Saint-Chaumont, se prolonge au-delà de Belleville, et va former la butte Beauregard entre la gorge du pré Saint-Gervais et celle qui descend de Belleville au hameau des Maisonnettes; l'autre prend naissance à la butte du télégraphe, et va former au-delà de Ménil-Montant, bâti en partie sur sa croupe, l'arête du Mont-Louis, qui sépare la gorge de Charonne des boulevards extérieurs.

Les points d'appui de cette position sont : au centre, la butte du télégraphe et les têtes des villages de Belleville et Ménil-Montant; à la droite, le cimetière de Mont-Louis, le monticule de Fontarabie, et comme postes avancés, le village

1814. France. que le général; ceux de la brigade Lecapitaine perdirent leur artillerie, mais ne furent point entamés. L'orage grossissait, il grêlait avec force, on ne se distinguait plus à trois pas, et dans ce désordre extrême et inévitable, vingt-quatre pièces d'artillerie, plus de soixante caissons de munitions et un bataillon du train des équipages furent abandonnés. Enfin, le temps s'éclaircit, les divisions Ricard et Christiani firent bonne contenance et donnèrent le temps à la cavalerie de passer le ravin de Connantray. Le prince de Schwartzenberg se contenta alors de faire poursuivre les corps des maréchaux par l'artillerie légère, la cavalerie de Pahlen, et celle du prince Adam de Wurtemberg, qui, laissant Connantray sur leur gauche, s'étendirent dans la plaine de Fère-Champenoise.

L'armée française était à peine ralliée derrière Connantray lorsque quelques coureurs ennemis furent aperçus débouchant du ravin; une terreur panique saisit les troupes, elles s'enfuirent pêle-mêle vers Fère-Champenoise. Cette déroute aurait eu peut-être les résultats les plus décisifs pour les alliés, si un régiment de marche de grosse cavalerie, commandé par le colonel Leclerc, et arrivé la veille à Sezanne, ne fût accouru au secours des maréchaux. Débouchant de Fère-Champenoise au moment même où le désordre était à son comble, le brave Leclerc ne se laisse point rompre par les fuyards, et continuant à se porter en avant, il impose aux escadrons ennemis par sa contenance ferme, et donne aux maréchaux le temps de rallier leurs troupes sur les hauteurs de Lintehs.

Pendant qu'ils s'occupaient de ce soin, on vit s'avancer sur la gauche une colonne soutenant un combat très-vif. Le bruit se répand dans les rangs encore confus, que Napoléon arrive : les cris de *vive l'empereur* retentissent de toutes parts, les cuirassiers du général Bordesoulle se portent les

premiers en avant ; mais ils sont forcés de se replier après avoir perdu plusieurs pièces. 1814. France.

Le prince Schwartzenberg, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, arrivés à Fère-Champenoise, surpris de l'imposante attitude que reprend l'armée française, rappellent la majeure partie des troupes alliées lancées à sa poursuite, pour s'opposer à cette même colonne dont nous venons de parler, et qu'ils voient déboucher tout à coup devant eux ; profitant de cette circonstance, les maréchaux précipitent leur retraite sur Allement.

Cette colonne, dont l'apparition inopinée étonnait et inquiétait tant l'ennemi, était composée des divisions Pacthod et Amey [1], présentant un effectif d'environ cinq mille baïonnettes.

Pressée de se réunir aux ducs de Trévise et de Raguse, elle avait quitté Bergères dans la nuit du 24 au 25, et s'était mise en marche sur Vatry. Le général Pacthod, qui commandait comme le plus ancien, se voyant attaqué à Villeseneux par la cavalerie du général Korf, qui suivait la route de Châlons à Etoges, forma aussitôt ses troupes, le convoi massé en arrière ; mais, au lieu de se retirer sur Fère-Champenoise, il s'attacha à repousser de pied ferme, pendant une heure et demie, les attaques des escadrons ennemis ; ceux-ci ayant été successivement renforcés, les deux divisions françaises durent gagner Fère-Champenoise à travers champs, et, par suite, abandonner le convoi qui gênait trop la marche, après en avoir pris, toutefois, les chevaux pour doubler les attelages de l'artillerie.

Le général Pacthod, opérant son mouvement en échiquier,

[1] On a vu cette dernière division se porter malheureusement de Saint-Saturnin sur Sezanne, et ne pouvoir rejoindre le duc de Tarente. Le général Amey se réunit alors à la division Pacthod ; celle-ci avait quitté, par ordre, la garde des trois ponts de la Seine, et escortait un convoi considérable de vivres.

1814. France. pèce de courtine d'environ six cents mètres. Un chemin qui part du faubourg des Batignolles, passe en-deçà des Trois-Moulins, se divise en deux branches, dont une se dirige par la Hutte des gardes et traverse Clignancourt, et l'autre va gagner le chemin transversal tracé à mi-côte, entre la crête de Montmartre et les boulevards. Ce chemin et ces boulevards unissent la gauche au centre et à la droite, et sous ce point de vue établissent l'unité de défense, autant que le permettent les pentes et les escarpemens du terrain. On voit par tout ce qui précède, quelles ressources peut offrir la défense bien combinée de Montmartre.

Telle est l'esquisse topographique des dehors de la capitale. Voyons quelle était, au 29 mars, sa situation intérieure.

Le conseil de régence manifestait, par toutes ses mesures, la crainte d'un danger imminent. Il avait décidé d'abord que l'impératrice et le roi de Rome ne quitteraient point Paris [1]; mais, revenant sur cette délibération, Cambacérès, sur l'avis de Talleyrand, fit adopter le départ de cette princesse et de son fils pour Tours. Les membres du conseil, les grands dignitaires, les ministres, allaient les suivre; le roi Joseph, le ministre de la guerre et le ministre directeur restaient seuls. Les attributions du premier, en qualité de lieutenant-général de l'empereur dans la première division militaire, embrassaient les forces disponibles, les travaux matériels et le mouvement des armées.

[1] S'il faut en croire le rapport de quelques serviteurs de Marie-Louise, cette infortunée princesse, prenant une résolution digne de son illustre aïeule, Marie-Thérèse, et de son rang d'impératrice, voulait se présenter à la tête du corps municipal, pour obtenir des souverains alliés les conditions les plus favorables à la cause de son époux et de son fils, déjà ceint d'une couronne; mais elle en fut empêchée par les démarches de ceux qui, s'étant déjà abouchés avec les alliés (comme on l'a vu plus haut), avaient le plus grand intérêt à ce qu'elle s'éloignât, ainsi que le conseil de régence, afin de mettre leur projet à exécution

Les forces disponibles étaient de trois espèces : la garde 1814.
ıtionale, commandée par le maréchal duc de Conégliano ; France.
ıelques troupes des dépôts de la ligne, sous les ordres du gé-
éral Hullin, commandant de la division et de la place ; et les
ıserves de la garde impériale, sous ceux du général Ornano.

Mesures de défense arrêtées. — Quant aux moyens ıatériels de défense, il avait été arrêté que Paris ne serait ɔuvert que par des ouvrages en bois, capables seulement e résister aux attaques de la cavalerie. Pour flanquer ou rotéger les parties de tambours qui ne se défendraient pas lles-mêmes, on crénela les bâtimens élevés aux diverses arrières et quelques parties adjacentes au mur d'enveloppe; ın ferma en maçonnerie ou en fortes palissades les lacunes le l'enceinte, et l'on acheva le chemin de ronde intérieur, ıfin de circuler librement tout autour.

L'artillerie affectée à la défense de l'enceinte, ne consistait qu'en quarante pièces de 4 et vingt de 8, indépendamment de douze pièces de 4 et quatre de 8, formant une réserve sur chacune des rives de la Seine.

Les cinquante-six barrières de l'enceinte étaient divisées, comme elles le sont encore, en grandes et petites ; parmi les premières, on classa celles de Fontainebleau, d'Orléans, du Maine, de Passy, de Neuilly, du Roule, de Saint-Denis, de Pantin, du Trône et de Charenton. L'artillerie fut concentrée aux grandes barrières, où aboutissent les grandes routes, et que le service public et celui des armées, obligeant de tenir ouvertes jour et nuit, mettaient dans la nécessité d'occuper en force, comme plus exposées à l'insulte des partis. Une des réserves fut placée à la barrière du Trône, l'autre à celle de Fontainebleau.

Au dehors on avait construit des tambours en charpente aux ponts de Saint-Maur, de Charenton et de Neuilly ; mais les hauteurs de Paris et ses faubourgs extérieurs étaient en-

1814. France. tendu à midi une forte canonnade, envoya le général Ziethen en reconnaissance sur Sezanne.

La veille, au soir (25), les maréchaux, quelques momens après leur arrivée à Allement, avaient tenu conseil et résolu de se retirer par cette même ville de Sezanne, le lendemain de bonne heure, et d'inviter le général Compans à tenir dans cette ville jusqu'à l'arrivée des deux corps d'armée. Cette invitation lui fut sur-le-champ transmise; mais le général, instruit de la position des corps d'York et de Kleist, ayant en vue la cavalerie du général Ziethen, répondit qu'avec un matériel considérable à couvrir, il était obligé de se mettre en mouvement avant minuit; que tout ce qu'il pouvait faire était de laisser à Sezanne une arrière-garde jusqu'à deux heures du matin, pour faciliter la jonction. Les maréchaux quittèrent Allement, le 26, à cette même heure (deux heures du matin), dans l'ordre suivant: les dragons du général Roussel, les régimens de marche commandés par les colonels Ghigny, Christophe et Leclerc; le premier corps de cavalerie, l'artillerie, l'infanterie marchant par le flanc, et une division d'infanterie du duc de Raguse formant l'arrière-garde, avec laquelle marchaient les maréchaux.

Bientôt on apprit que Sezanne était désert, et au même moment des vedettes ennemies vinrent reconnaître l'avant-garde. Le général Ziethen étant entré dans la ville aussitôt après le départ de l'arrière-garde du général Compans, avait établi son bivouac en dehors sur la droite.

26 mars. *Combats de Sezanne et de Chailly.* — Le jour commençait à poindre; les Prussiens se défendirent vigoureusement contre l'attaque des dragons qui marchaient en tête de la colonne française; mais la cavalerie ennemie, canonnée d'abord en front et chargée ensuite sur la gauche, fut enfin repoussée et obligée de se retirer sur la route de la Ferté, à droite du Morin, pendant que le général Christiani traversait hardi-

Les troupes de ligne formant la garnison de Paris, étaient très-peu considérables, et le gouverneur n'eut à sa disposition, soustraction faite des troupes nécessaires à la garde des prisons et des hôpitaux, qu'un nombre insuffisant pour le service qui lui avait été assigné par l'ordre du roi Joseph, du 20 mars. A peine put il jeter garnison dans Saint-Denis et Vincennes, et faire occuper par des détachemens les ponts de Saint-Maur, Charenton et Neuilly. Le général Préval avait formé, au dépôt général de remontes de Versailles, un nouveau régiment de marche de mille hommes, qui accompagna l'impératrice jusqu'à Rambouillet. 1814. France.

Quant aux réserves de la garde impériale, comme quinze cents fantassins et sept cents chevaux étaient allés, sous les ordres du général Guye, se réunir, à Claye, au corps du général Compans; comme, en outre, quinze cents fantassins et trois cents chevaux partirent, dans la journée du 29, pour escorter l'impératrice et le roi de Rome, il ne restait de disponible que six cents hommes de pied et trois cents de cavalerie pour renforcer l'armée. Toutefois, le comte Ornano crut devoir faire entrer en ligne quatre mille conscrits non encore organisés, qui formèrent une division dont le général Michel (de la garde) prit le commandement.

Après avoir fait, en personne, une reconnaissance des environs de Paris, le roi Joseph arrêta les dispositions suivantes [1]:

Le lendemain 30, à la pointe du jour, le duc de Raguse devait occuper la position de Romainville, et les généraux Compans et Ornano défendre les prés Saint-Gervais et Pantin,

[1] « Joseph, mieux instruit des projets de son frère que des desseins de l'ennemi, croyait n'avoir à repousser qu'un de ses corps d'armée, et ne désespérait pas d'en venir à bout avec la réunion de troupes qui allait s'opérer sous les murs de la capitale. » (Koch.)

1814. France. Coulommiers, et que le général Vincent avait ralliés, il put aller prendre position sur les hauteurs de Montanglaust, après avoir détruit tous les ponts du Grand-Morin.

De leur côté, les maréchaux, ignorant toujours le sort de cette division, se remirent en marche, à une heure, sur la Ferté-Gaucher; et lorsque le duc de Trévise descendit, vers quatre heures, de Moutis sur la Ferté, il trouva la brigade du prince Guillaume de Prusse établie sur les hauteurs de la rive gauche du Petit-Morin en avant de la ville.

26 mars. *Combats de la Ferté-Gaucher et de Moutis.* — Après quelques coups de canon échangés de part et d'autre, le prince Guillaume, qui attendait le corps du général Kleist et les réserves d'artillerie, laissa un rideau de tirailleurs en avant de la ville, pour tenir en échec la gauche de son adversaire, jeta trois bataillons dans la Ferté, et se mit en bataille en arrière avec le reste de sa division.

Cependant l'infanterie de la garde descendit par la chaussée jusqu'à la Maison-Dieu, par où elle voulait s'emparer de la Ferté-Gaucher, et par suite de la seule route praticable qui, de là jusqu'à Coulommier, conduisît vers Paris.

Dès que les Prussiens aperçurent la tête de la colonne française, ils firent jouer sur elle leur artillerie, et comme on n'avait pas assez de pièces pour lui répondre, il fallut s'arrêter. Le duc de Trévise ordonna une attaque de vive force sur la chaussée, pendant qu'une division tenterait d'entrer dans la ville en suivant la rivière; on fut ramené des deux côtés. Enfin les approches de la nuit faisant craindre au duc de Trévise de ne pouvoir sortir de jour de cette fausse position, il se décida à se retirer sur le plateau de Chartronge.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, le corps du duc de Raguse fut attaqué par la cavalerie de Pahlen, renforcée de l'avant-garde du corps de Kleist, séparée le matin du gé-

ajouter aux embarras de sa position l'événement probable d'une révolution politique. 1814. France.

On détermina que l'attaque aurait pour objet l'occupation des hauteurs de Montmartre et Belleville.

La direction des attaques sur Montmartre fut confiée au feld-maréchal Blucher, et son armée, débouchant par le Bourget, dut d'abord occuper ou masquer Saint-Denis; du reste, on le laissa maître de faire, en arrivant sur le terrain, les dispositions qu'il jugerait convenables.

Le général en chef Barklay de Tolly, débouchant sur la route d'Allemagne avec le sixième corps et les réserves, fut chargé d'attaquer les hauteurs de Belleville. Les gardes russes et prussiennes eurent ordre de garder Pantin, d'agir sur la route d'Allemagne, et de soutenir celles des attaques principales qui auraient besoin d'appui. Le général Rajewski, avec son corps et la cavalerie du comte Pahlen, eut pour instruction de menacer le village des prés Saint Gervais, d'attaquer le plateau de Belleville, d'occuper Montreuil et Bagnolet, et de porter un corps de cavalerie au pied des hauteurs de Vincennes, pour observer ce poste et se mettre en rapport avec le prince royal de Wurtemberg. Le corps de ce prince, soutenu de celui du général Giulay, reçut l'ordre d'arriver par la route de Lagny sur les hauteurs de Neuilly-sur-Marne et de Rosny, de s'emparer des ponts de Saint-Maur et Charenton, de nettoyer les bois de Vincennes, et d'en investir le château, protégeant dans la plaine à gauche, les attaques des hauteurs de Belleville. La destination principale de ces deux derniers corps, comme celle des corps de Sacken et de Wrede, laissés à Meaux et à Coulommiers, était de couvrir l'opération décisive des alliés sur Paris, d'arrêter les troupes que l'empereur aurait pu diriger sur les ponts de la Marne, et de les contraindre à se jeter par ceux de la Seine sur la route de Fontainebleau. Ce plan, qui avait

1814. France. d'avis de l'y laisser, croyant qu'elle couvrirait le mouvement rétrograde de l'armée.

Sur ces entrefaites, le général Compans avait continué sa retraite sur Meaux, où il avait trouvé quinze cents hommes d'infanterie et six cents chevaux, sous les ordres du général Ledru des Essarts. Avec ce renfort, le comte Compans résolut de défendre la Marne, au moins pour la journée. Il donna le commandement de la cavalerie au général Vincent, avec ordre de se porter en avant de Trilport.

27 mars. *Combats de Trilport et de Meaux.* — L'armée de Silésie se dirigeait sur Meaux, les Prussiens par Coulommiers, et les Russes par la route de la Ferté-sous-Jouarre. Le général Vincent disputait à l'avant-garde du comte de Langeron, commandée par le général Emmanuel, le plateau de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, quand l'avant-garde du corps d'York, venant au secours des Russes, le força à se retirer et à repasser la Marne à Trilport.

L'ennemi jeta des ponts sur cette rivière. Deux colonnes de cavalerie et une d'infanterie ayant débouché presque aussitôt, repoussèrent, après un combat assez vif, les troupes du général Ledru jusque sous Meaux; et même une partie de l'infanterie des alliés fusilla dans le faubourg de Cornillon, avec celle du général Compans.

La nuit du 27 au 28 se passa assez tranquillement à la grande armée alliée et aux corps des maréchaux; mais, sur les bords de la Marne, il y eut une fusillade continuelle et des coups de canon échangés entre l'armée de Silésie et le corps du général Compans.

Le 28, au point du jour, l'avant-garde des Prussiens marcha sur Meaux; la grande armée prit la même direction en deux colonnes. Pensant que son principal soin devait être de gagner Paris, pour couvrir ce point si important, le général Compans quitta Meaux à six heures du matin.

tion de Romainville et de Pantin. Il restait peu de chemin faire aux troupes cantonnées à Saint Mandé, et celles qui e trouvaient à Charonne, n'avaient que les pentes à gravir our arriver sur la position. A la gauche du maréchal, le énéral Compans, dont le corps avait bivouaqué sur la butte e Beauregard, pouvait en peu d'instans couronner le plaeau entre Romainville et les prés Saint-Gervais. 1814. France.

Il n'en était pas de même du duc de Trévise, dont la maeure partie des troupes cantonnées à Charenton, Conflans et lans les faubourg de Marengo, Bercy et Picpus, ne pouvaient parvenir sur la ligne qui leur était assignée, entre Montmartre et le canal de l'Ourcq, qu'en développant le grand arc de cercle des boulevards extérieurs, et les lignes allongées des faubourgs de la Villette et de la Chapelle. Les réserves de la garde impériale se trouvaient derrière Pantin, en avant de la Villette et en face de l'ennemi.

Heureusement, l'armée de Silésie, qui devait, sous les ordres de Blucher, marcher contre Montmartre, la Chapelle et la Villette, n'avait point occupé Aubervilliers.

A la gauche de la grande armée alliée, les corps du prince royal de Wurtemberg et du comte de Giulay, obligés de défiler le long de la Marne, ne pouvaient arriver en ligne que vers le milieu du jour. Le reste de la grande armée, sous les ordres immédiats du comte Barklay de Tolly, s'étendait depuis Livry jusqu'à Romainville et Pantin.

L'action s'engagea au centre vers six heures du matin. Tandis que le comte Barklay de Tolly faisait avancer au soutien des attaques une partie des gardes et réserves, une division du corps de Rajewsky, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg, et les cuirassiers commandés par le général Kretow, débouchaient de Pantin.

Une division de la jeune garde aux ordres du général Boyer de Rebeval, venait de se former; mais trop faible pour at-

1814. France. tendre le choc de l'ennemi, elle se retira sur la droite de la division Michel, qui se formait à gauche de la grande route d'Allemagne. Dans ce moment, les deux divisions Boyer et Michel canonnèrent avec vigueur les colonnes russes.

Sur ces entrefaites, les tirailleurs du général Rajewski s'emparaient de la butte au-dessus de Romainville, le général Compans couronnait les hauteurs des Prés Saint-Gervais, le général Vincent se portait, avec sa cavalerie, de la Chapelle à Belleville, et le duc de Raguse faisait gravir le plateau à ses troupes du côté de Bagnolet.

On aperçut l'ennemi débouchant à la naissance des gorges qui descendent sur Pantin et Romainville. A l'instant, et par l'effet d'un mouvement combiné, la droite du duc de Raguse, aux ordres du duc de Padoue, menaça le flanc gauche de l'ennemi, tandis que la gauche, sous le général Compans, se refusait un peu et laissait le centre au point le plus près des colonnes ennemies. Les Russes ayant prévenu le maréchal à Romainville, il fit reconnaître la position en arrière, celle du télégraphe, et en même temps il prit l'offensive avec le général Compans, pour débusquer les Russes du bois et se rapprocher, s'il était possible, de Romainville.

Le combat s'engagea avec vivacité sur le plateau et dans les bois.

Le maréchal, secondé par les tirailleurs du général Boyer, réussit à repousser l'ennemi. Tandis qu'il le chassait du bois de Romainville et le forçait à se replier sur ce village, les tirailleurs rejetèrent sur Pantin les cuirassiers du général Krutow.

Durant ces premières attaques, le duc de Trévise avait pris dans la plaine Saint-Denis son ordre de bataille : la division Charpentier resta massée au pied de la butte Saint-Chaumont ; celle du général Curial fut destinée à soutenir la brigade du colonel Secretant (de la garde), chargé de l'attaque

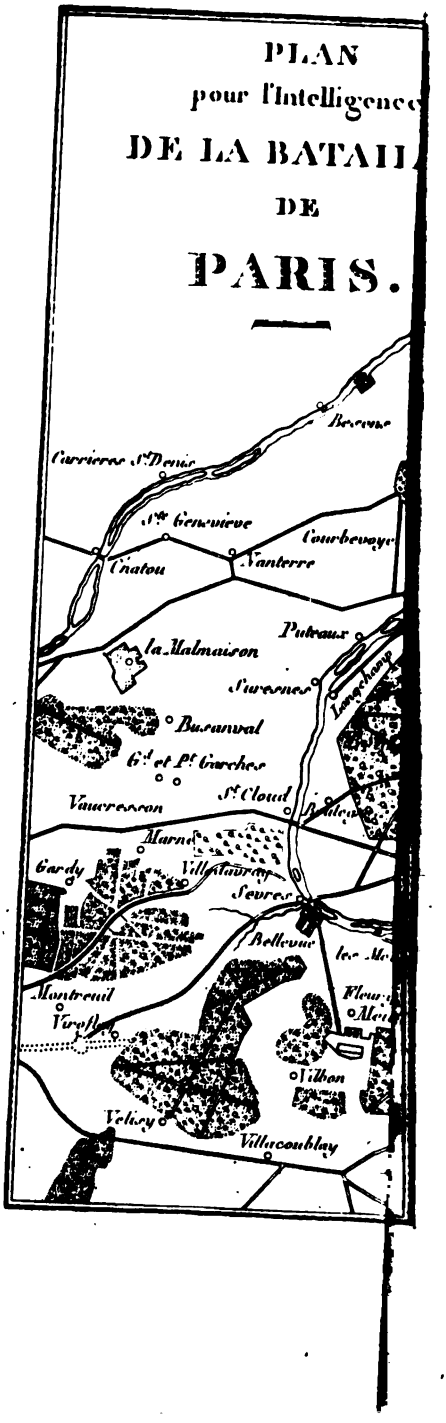
e Pantin ; le général Christiani, avec la sienne, vint prenre position à l'extrémité de la Villette et de la Chapelle, rêt à renforcer la brigade Robert ; à l'extrême gauche, la avalerie du comte Belliard, augmentée des trois cents cheaux du général Dautencourt, s'établit en première ligne ntre la Chapelle et Saint-Ouen. 1814. France.

Mais dans le même temps le comte Langeron portait ses roupes du Bourget devant la Villette, et détachait son avantgarde contre le village d'Aubervilliers qu'occupaient les tirailleurs de la brigade Robert.

Ces renforts procurant de part et d'autre les moyens de soutenir l'attaque et la défense de Pantin, n'auraient fait que balancer les chances de combat, si le général Barklay de Tolly ne se fût déterminé à faire donner une partie des gardes et réserves.

D'après ses ordres, la deuxième division de grenadiers russes va soutenir sur les hauteurs entre Montreuil et Romainville, le flanc gauche du général Rajewski, tandis qu'une brigade de la première division se porte au soutien du centre, et que l'autre marche vers la droite dans les bois de Romainville. Dans la plaine, les gardes prussiennes et de Bade vont renforcer les troupes qui disputent Pantin ; ces nouveaux moyens permettent au général Rajewski de reprendre l'offensive.

Sur les hauteurs, tandis qu'une des divisions de grenadiers russes menacent de front la gauche et le centre du duc de Raguse, une colonne, soutenue par toute la cavalerie du général Pahlen, chasse les Français de Montreuil, pousse des reconnaissances sur Vincennes, contient la cavalerie du général Bordesoulle, et s'apprête à débusquer le duc de Padoue du plateau de Malassis, pour le rejeter au-delà du vallon de Bagnolet. En même temps une autre forte colonne russe du corps de Wittgenstein, commandée par le prince Eugène de


PLAN
pour l'Intelligence
DE LA BATAIL
DE
PARIS.
Besons
Carrieres St Denis
Ste Genevieve
Courbevoye
Chatou
Nanterre
Puteaux
la Malmaison
Suresnes
Longchamp
Busanval
Gd et Pt Garches
St Cloud
Vaucresson
Marne
Gardy
Villedavray
Sevres
Bellevue
Montreuil
Vilbon
Velisy
Villacoublay

Ainsi toutes les attaques avaient été déconcertées; à la droite même, le duc de Padoue n'avait cédé que le village de Montreuil. 1814. France.

Le général Barklay de Tolly, rebuté de tant de résistance, donne un instant de relâche à ses troupes, en attendant que l'armée de Silésie puisse agir et le seconder, et croit devoir provisoirement se borner à se maintenir dans les postes de Romainville, Romainville et Montreuil. Le duc de Raguse, de son côté, profite de ces dispositions pour rétablir l'ordre dans sa ligne; le duc de Trévise rectifie à sa droite la position du colonel Secretant, et la fait soutenir par le général Curial, tandis que sur son front il disputait Aubervilliers aux troupes du comte de Langeron, et qu'au loin le maréchal Blucher mettait en mouvement les corps d'York, Kleist et Woronzow. Telle était, vers onze heures, la situation des affaires.

Le roi Joseph quitte le champ de bataille et la capitale. — Le frère de Napoléon, malgré tous les rapports, répugnait à croire que les maréchaux fussent attaqués ou près de l'être par toutes les forces des alliés; mais le colonel Allent, chef d'état-major de la garde parisienne, qui, la carte des chasses à la main, avait suivi tous les mouvemens de l'ennemi, ne lui cacha pas que l'armée française, pressée par des forces infiniment supérieures, n'avait d'autre espoir que de disputer le terrain pied à pied; bientôt après le général Hullin lui amena le capitaine-ingénieur des sapeurs-pompiers, Peyre, qui était tombé la veille dans les avant-postes des alliés, et que ceux-ci renvoyaient après lui avoir remis la fameuse proclamation du prince de Schwartzenberg; cette pièce prouvait assez que Paris était réellement attaqué par les deux grandes armées de la coalition.

Le lieutenant de l'empereur français crut devoir délibérer avec les ministres et les généraux sur les mesures à prendre

1814. France. pour assurer la retraite de l'armée et la conservation de la capitale. Pendant cette délibération on vint annoncer que l'armée de Silésie entrait en ligne, sous le commandement du feld-maréchal Blucher, entre Pantin et la Chapelle. Le corps sous du comte Woronzow, qui venait de Villepinte, était en arrière; ceux de Kleist et d'York arrivaient à la hauteur de Pantin.

Le feld-maréchal avait prescrit à l'avant-garde, sous les ordres du général Katzler, de passer le pont du canal de l'Ourcq, sur lequel la route des Petits-Ponts vient rejoindre celle d'Allemagne, et de se porter entre Pantin et le canal pour lier la droite de la grande armée à la gauche de celle de Silésie, et seconder sur ce point la défense ou les mouvemens offensifs. Le prince Guillaume de Prusse était chargé de garder, avec six bataillons, l'intervalle entre le canal et la route de Senlis; le reste des corps d'York et de Kleist reçut l'ordre de se porter sur cette route pour menacer la Villette, occuper le front du duc de Trévise, et laisser au comte de Langeron les moyens de s'étendre sur la droite; ce dernier devait, après avoir chassé d'Aubervilliers les tirailleurs du colonel Robert, franchir les excavations commencées du canal, détacher le général Kapzewitsch pour combiner l'attaque de vive force de Saint-Denis, avec le général Karnielow, lequel, maître de ce poste, se réunirait au reste du corps de Langeron pour attaquer Montmartre, tandis que le premier se porterait par le chemin de la Révolte sous le bois de Boulogne, et qu'un détachement, prenant poste sur la route de Saint-Ouen à Paris, observerait, à droite de Montmartre, le faubourg des Batignolles. Tel était le plan dont nous allons voir l'exécution.

Ce fut alors que le roi Joseph se détermina à quitter le champ de bataille et à se retirer, avec les ministres, près de l'impératrice. Le général Hullin fut chargé de faire parvenir

ux ducs de Trévise et de Raguse l'autorisation de capituler, 1815.
de prendre lui même des mesures pour évacuer Paris avec France.
s troupes de la garnison.

Derniers momens de la bataille. — Tandis que l'armée le Silésie se développait dans la plaine Saint-Denis, les orps aux ordres du prince royal de Wurtemberg se portaient la hauteur de Fontenay-sur-Bois, et s'y divisaient en deux olonnes. La première détacha un bataillon sur le pont de Saint-Maur, tandis que le gros continua sa route sur Charenton; la seconde se dirigea par la route de Neuilly-sur Marne et le bois de Vincennes, et s'avança au soutien du bataillon qui attaquait le pont de Saint-Maur. Ce point que défendaient seulement quatre cents conscrits et huit bouches à feu, fut enlevé après un vif engagement; et le prince royal alla soutenir les attaques du pont de Charenton.

Entouré, sur la rive gauche, d'un simple tambour, ce pont laissait la rive droite sans défense, et n'était gardé que par une compagnie de vétérans, un bataillon des élèves de l'école vétérinaire d'Alfort, et quelques canonniers-pointeurs. Les colonnes austro-wurtembergeoises les forcèrent à repasser la Marne et à se jeter sur les routes de Provins et de Melun, où quelques troupes légères les poursuivirent.

Au moment où ses colonnes prenaient ainsi le revers du pont de Charenton, le prince de Wurtemberg dirigeait sur la route de ce village à Paris un corps de cavalerie légère pour assurer son flanc droit et observer les troupes qui pourraient déboucher de Paris. Ce corps atteignit presque les barrières de Charenton et de Bercy, qui n'etaient gardées que par la neuvième légion, et força quelques patrouilles à se replier.

Le comte Pahlen, en voyant le prince royal de Wurtemberg descendre de Fontenay et de Nogent pour entrer en ligne, avait porté en avant quelques troupes pour masquer de son côté le château de Vincennes. Sur la ligne française, la bri-

1814. France. et le clos de Charonne; à gauche, la butte Beaurepaire, et comme postes avancés, le village et le clos de pré Saint-Gervais.

L'ennemi ne peut tourner cette position par la droite qu'en s'emparant de Charonne et du monticule de Fontarabie, et se glissant par les pentes et les habitations situées entre les boulevards et le cimetière de Mont-Louis, dans les vieilles carrières des Amandiers, entre Mont-Louis et Ménil-Montant. Les difficultés sont moindres par la gauche. L'intervalle entre les escarpemens de la butte Beauregard et le canal de l'Ourcq offre une plaine d'un kilomètre, peu aisée à défendre quand l'ennemi est maître de Pantin et du contrefort entre les villages de Romainville et des prés Saint-Gervais.

La butte Saint-Chaumont, isolée entre la plaine de la Villette et la gorge qui descend de Belleville à Paris, étant séparée des boulevards extérieurs par un terrain qu'a bouleversé l'exploitation d'anciennes carrières, n'est point une position d'armée, mais peut fort bien être celle d'une réserve destinée à soutenir la butte Beauregard, et à protéger la retraite des troupes dans Paris.

Ainsi le plateau de Rosny et la butte Saint-Chaumont offrent deux positions défensives susceptibles d'être vivement et successivement disputées.

Montmartre offre une position qui, considérée dans son ensemble, s'étend depuis le faubourg extérieur de la Chapelle jusqu'à celui de Batignolles, sur un développement, qui, mesuré par les crêtes, a près de deux kilomètres et demi; mais dans cette position générale, le centre, la gauche et la droite forment, en quelque sorte, trois autres positions distinctes.

Celle de droite, appelée butte des Cinq-Moulins, s'étend sur un développement de plus de huit cents mètres de la Chapelle à Clignancourt, comme une courtine élevée dont

sant entre le canal de l'Ourcq et Montmartre la majeure partie des forces du duc de Trévise, ne laissât plus devant Pantin que les réserves de la garde. Ces conditions étaient remplies ; le maréchal Blucher détachait même au soutien de ce poste la cavalerie du corps prussien sous le général Katzler : en conséquence, le général en chef russe recommença l'attaque avec une nouvelle vigueur. 1814. France.

Sur les hauteurs, le général Rajewsky dirige la division Mezenzow contre le duc de Padoue, qui occupait encore le plateau de Malassis. Dans cette position, les troupes françaises, ayant à dos des escarpemens ou des pentes, se replient, et le duc de Padoue, qui occupait comme postes avancés les villages de Charonne et de Bagnolet, prend sa ligne sur la berge gauche du vallon, refusant sa droite, protégée par la profondeur croissante de ce dernier, et l'obliquité des berges qui se replient vers le parc de Saint-Fargeau, et laissent, entre elles et le Mont-Louis, la gorge de Charonne.

Le général Mezenzow attaque le village de Bagnolet, tandis qu'une autre brigade russe essaie d'enlever celui de Charonne. On se fusille ; mais bientôt les progrès des Russes sur le centre du duc de Raguse, obligent ce maréchal à marquer la retraite du duc de Padoue dans le parc Saint Fargeau, et celle de la cavalerie des généraux Bordesoulle et Chastel dans la gorge de Charonne. L'ennemi s'empare de Bagnolet et de Charonne.

La bonne contenance des détachemens des septième, huitième et neuvième légions de la garde parisienne empêcha les Russes de s'avancer jusqu'aux barrières de la ville.

Tandis que ces choses se passaient à la droite du duc de Raguse, le centre et la gauche de sa position étaient aussi attaqués, ou plutôt accablés par des forces supérieures. La division Pitschnitzki, jalouse de réparer l'échec qui l'avait

1814. France. pèce de courtine d'environ six cents mètres. Un chemin qui part du faubourg des Batignolles, passe en-deçà des Trois-Moulins, se divise en deux branches, dont une se dirige par la Hutte des gardes et traverse Clignancourt, et l'autre va gagner le chemin transversal tracé à mi-côte, entre la crête de Montmartre et les boulevards. Ce chemin et ces boulevards unissent la gauche au centre et à la droite, et sous ce point de vue établissent l'unité de défense, autant que le permettent les pentes et les escarpemens du terrain. On voit par tout ce qui précède, quelles ressources peut offrir la défense bien combinée de Montmartre.

Telle est l'esquisse topographique des dehors de la capitale. Voyons quelle était, au 29 mars, sa situation intérieure.

Le conseil de régence manifestait, par toutes ses mesures, la crainte d'un danger imminent. Il avait décidé d'abord que l'impératrice et le roi de Rome ne quitteraient point Paris [1]; mais, revenant sur cette délibération, Cambacérès, sur l'avis de Talleyrand, fit adopter le départ de cette princesse et de son fils pour Tours. Les membres du conseil, les grands dignitaires, les ministres, allaient les suivre; le roi Joseph, le ministre de la guerre et le ministre directeur restaient seuls. Les attributions du premier, en qualité de lieutenant-général de l'empereur dans la première division militaire, embrassaient les forces disponibles, les travaux matériels et le mouvement des armées.

[1] S'il faut en croire le rapport de quelques serviteurs de Marie-Louise, cette infortunée princesse, prenant une résolution digne de son illustre aïeule, Marie-Thérèse, et de son rang d'impératrice, voulait se présenter à la tête du corps municipal, pour obtenir des souverains alliés les conditions les plus favorables à la cause de son époux et de son fils, déjà ceint d'une couronne; mais elle en fut empêchée par les démarches de ceux qui, s'étant déjà abouchés avec les alliés (comme on l'a vu plus haut), avaient le plus grand intérêt à ce qu'elle s'éloignât, ainsi que le conseil de régence, afin de mettre leur projet à exécution.

t se lient à la division du général Boyer de Rebeval, qui, 1814.
enait encore les Prés Saint-Gervais et les berges du plateau France.
e Beauregard, au-dessus de ce village. Cette dernière se lie
galement à la brigade d'infanterie légère de la garde, qui,
ous les ordres du général Michel, couvrait toujours le hameau
les Maisonnettes, et gardait les ponts du canal de l'Ourcq.
A l'extrême droite, la cavalerie des généraux Bordesoulle et
Chastel, désormais plus embarrassante qu'utile, est amoncelée
ur le flanc droit de Ménil-Montant, en butte à l'artillerie
nnemie, sans qu'on songe à la faire filer dans la plaine de
Saint-Denis, où l'on allait en sentir si vivement le besoin.
De son côté, le comte Barklay-de-Tolly, maître enfin du
parc des Bruyères, de Charonne et de Bagnolet, s'apprête à
chasser le duc de Raguse de sa seconde et dernière position.

Exposons maintenant ce qui s'était passé, depuis onze heures, entre les hauteurs et le canal de l'Ourcq.

Le général Michel avait été grièvement blessé, et sa brigade de droite se trouvait renforcée par la division Curial, quand le général Kataler essaya d'exécuter le mouvement qui lui était prescrit, pour soutenir à Pantin la gauche du général Barklay-de-Tolly. Le général prussien passa en effet sans obstacle le pont du canal, au-delà de la ferme de Rouvroy, et s'avança entre le canal et Pantin, tandis que les grenadiers russes débouchent du village; mais une batterie de position de douze pièces, foudroyant ces colonnes, les força de chercher un abri derrière les maisons, et la cavalerie prussienne se couvre elle-même des clôtures de la ferme de Rouvroy. Cependant le duc de Trévise, pressé à la gauche du canal, y rappelait le général Curial, en sorte que le colonel Secretant restait seul pour couvrir le hameau des Maisonnettes et le flanc de Belleville. La butte Saint-Chaumont n'était gardée que par de faibles détachemens de garde natio-

1814. France. core sans défense quand la première approche du feld-maréchal Blucher convainquit le roi Joseph que ces frêles ouvrages ne seraient d'aucune utilité. Il avait fait dresser un plan de fortifications tel à peu près que celui rejeté en janvier par Napoléon, et l'avait soumis à ce dernier. La réponse n'était pas encore arrivée le 29; les troupes alliées avançaient vers Paris, et l'ex-roi n'osait prendre des mesures que n'autorisait pas l'ordre de son frère, de sorte que les tambours des barrières, à peine terminés, étaient encore les seuls ouvrages qui protégeassent Paris.

La garde nationale parisienne était composée : 1°. de douze légions divisées en quatre bataillons chacune, et qui, si elles eussent été au complet, auraient offert une masse de trente mille hommes; 2°. d'une troupe d'artillerie consistant en trois cents élèves de l'Ecole polytechnique, et quatre cent quatre-vingts canonniers ou servans pris à l'hôtel des Invalides; 3° d'un corps du génie.

L'effectif de la garde nationale parisienne n'excédait pas douze mille hommes, dont six à sept mille seulement armés de fusils de munition. Quant aux gardes rurales, à l'exception de celles de Bercy, Saint-Denis et Belleville, elles n'existèrent jamais qu'en projet.

Sur la rive droite de la Seine, les première et quatrième légions gardaient la gauche de l'enceinte; les deuxième, troisième, cinquième, sixième et septième gardaient le centre; les huitième et neuvième la droite.

Sur la rive gauche, la onzième légion fut chargée de couvrir le centre, la douzième la gauche, et la dixième la droite.

Douze grand'gardes affectées à chaque légion, chacune de cent hommes, furent chargées de fournir des postes à chaque barrière, et devaient, en cas d'alerte, se porter aux points menacés.

ses colonnes s'empara de la butte Saint-Chaumont, qui n'avait pour défense qu'une poignée de soldats et de canonniers et quelques gardes nationaux de bonne volonté ; une autre colonne, secondée par le prince Eugène de Wurtemberg, s'empara des Prés Saint-Gervais; le général Boyer, qui les défendait, se retira sur Belleville avec des peines infinies ; et bientôt même Belleville fut en partie envahi par les tirailleurs du prince de Wurtemberg et du général Yermolow. 1814. France.

Le duc de Raguse demande une suspension d'armes pour traiter d'une capitulation. — Le duc de Raguse, qui défendait vaillamment le terrain pied à pied sur ce point et sur la position du télégraphe, s'aperçut que l'ennemi, de Charonne et de Ménil-Montant, lançait déjà des obus sur Paris, et que la cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle allait être acculée aux barrières par celle du comte Pahlen. Dans cette extrémité, où il ne restait qu'à disputer les rues mêmes de Paris, le maréchal crut devoir faire usage de l'autorisation du roi Joseph. L'officier qui portait la même autorisation au duc de Trévise, s'étant égaré, elle n'était pas encore parvenue à ce maréchal. Le duc de Raguse envoya un de ses aides-de-camp au généralissime ; on convint d'une suspension d'armes de deux heures, sous condition que le duc, achevant de céder les hauteurs, se bornerait à couvrir et défendre l'enceinte de Paris, et se concerterait avec son collègue pour traiter d'une convention stipulant en principe son évacuation.

Avant d'exposer la situation où se trouvait alors le duc de Trévise, reprenons le récit des attaques qu'il eut à soutenir à la droite du canal de l'Ourcq.

Tandis que l'armée alliée attaquait et tournait les hauteurs, le corps du comte Langeron, dans son mouvement offensif, chassait d'Aubervilliers sur la Chapelle, les tirailleurs du co-

1814. France. ainsi que le terrain entre les hauteurs et le canal de l'Ourcq. Le corps du duc de Trévise avait l'ordre d'entrer en ligne entre le canal et Montmartre, et d'occuper les longs faubourgs de la Villette et de la Chapelle. Il fut convenu que le quartier-général du roi serait placé à Montmartre, où le général Hullin mettrait un poste, et que le reste de ses troupes ferait, avec la garde nationale, le service intérieur, garderait les barrières et défendrait les parties de l'enceinte que l'armée ne couvrirait pas.

Les deux réserves d'artillerie, ainsi que toutes les pièces inutiles sur la rive gauche de la Seine, attelées de chevaux de poste et de rivière, furent réunies au nombre de vingt-huit à la barrière du Trône. Le major Evain, de l'artillerie de la ligne, en prit le commandement, et on y attacha, comme pointeurs, des canonniers vétérans de la garde impériale.

Le duc de Conégliano prescrivit aux chefs de légions de la garde nationale, de faire prendre les armes dès qu'ils entendraient battre la générale; et, en leur recommandant d'assurer la tranquillité intérieure, il les engagea à faire occuper, au-dehors de l'enceinte, quelques avant-postes par ceux des citoyens qui s'offriraient *volontairement* pour ce service.

Par l'arrivée des différens corps sous Paris, six chefs, parmi lesquels trois maréchaux, avaient six commandemens divers, sous la direction du roi Joseph.

Dispositions d'attaque des alliés. — Cependant l'empereur de Russie et le roi de Prusse réunissaient, à Bondi, en conseil de guerre, le généralissime prince de Schwartzenberg, le feld-maréchal Blucher, le général en chef Barklay de Tolly, et le ministre comte de Nesselrode. L'attaque fut décidée pour le lendemain. Un jour de plus suffisait pour que Napoléon pût arriver. Il fallait tenter de lui enlever sa capitale, et d'a-

l'artillerie ennemie, celle-ci ripostait ; le maréchal ordonna au colonel Christophe de charger la cavalerie des alliés ; mais les dragons français furent pris en flanc par les hussards de Brandebourg et culbutés. Le prince Guillaume de Prusse ordonna à un régiment de milice d'entrer de vive force dans la Villette, que le comte de Woronzow attaquait un peu plus sur la gauche. La division Curial ne pouvant résister à ces efforts combinés, fut forcée d'abandonner les batteries qui défendaient la tête de ce village. Cependant le colonel Secretant, quoique grièvement blessé, conservait encore à cette époque la position en avant des Maisonnettes, et cent soixante à cent quatre-vingts chasseurs vétérans défendaient à outrance le premier pont du canal, à droite du village. 1814. France.

Le général Christiani essaya vainement de reprendre la Villette ; on se battit dans les rues avec le plus grand acharnement ; l'engagement fut long ; enfin, la garde prussienne, après avoir forcé le pont du canal, se présenta sur les derrières de la troupe française, et décida l'affaire. La retraite s'opéra en bon ordre ; il en fut de même à la Chapelle, où la division Charpentier défendit également le terrain pied à pied, et combattit avec une égale vigueur. Les troupes stationnées entre la Villette et la Chapelle firent leur mouvement rétrograde par échiquier, sous la protection de l'artillerie. Entre ce dernier village et Montmartre, la brigade du colonel Robert profita, pour couvrir sa retraite, des accidens favorables qu'offre la butte des Cinq-Moulins ; celle du général Lecapitaine exécuta la sienne sous le feu de l'ennemi, avec une précision admirable en des soldats si peu exercés.

Cependant les colonnes du comte de Langeron continuaient leur mouvement vers Montmartre, les Batignolles et le bois de Boulogne ; la cavalerie du général Rudzewisch commençait à dépasser, sur le chemin de la Révolte, le village de

1814. France. pour but évident d'occuper la ligne des sommités qui dominent Paris au nord, fut déterminé par une coïncidence qu'explique la configuration des lieux, d'après les mêmes principes que le plan de défense proposé en janvier, rejeté, puis repris, puis ajourné. Montmartre, qui, dans ce plan de l'ennemi, devait être un des points d'attaque, n'entrait pas dans la ligne de défense de l'armée française; enfin, on restait de part et d'autre dans l'ignorance des forces et des positions respectives. Tel était l'état des choses le 30 mars, à la pointe du jour.

30 mars. *Bataille de Paris.* — Déjà le tambour avait appelé aux armes la garde parisienne, les troupes de la garnison se formaient dans leurs casernes, les ducs de Raguse et de Trévise et les généraux sous leurs ordres, se rendaient à leurs corps; et l'aurore paraissait à peine.

Le roi Joseph quitte le Luxembourg avec son état-major, et va se placer à Montmartre, sur la route de Clignancourt, et au point où elle coupe la butte des Cinq-Moulins. Le général Hullin, après avoir porté sur les hauteurs les faibles détachemens que la garde et la police de Paris laissaient à sa disposition, arrive au quartier-général du roi avec les directeurs de l'artillerie et du génie. Le ministre de la guerre, le ministre directeur, les officiers-généraux qui se trouvent à Paris sans destination, se rendent successivement sur le même point.

Le duc de Conégliano inspecte les légions, fait renforcer les barrières menacées, harangue les bataillons et les détermine à envoyer des détachemens sur les hauteurs, et des tirailleurs sur la ligne ou sur les ailes de l'armée.

On se porte au champ de bataille.

Sur la ligne assignée au duc de Raguse, la cavalerie et le reste des troupes stationnées à Montreuil, Malassis et Bagnolet, tenaient déjà la droite et les postes avancés de la po-

encore où et comment effectuer sa retraite, devant et malgré l'ennemi. 1814. France.

Mais, dans cet intervalle, le duc de Raguse avait conclu sa suspension d'armes. Le duc de Trévise en reçut l'avis, et, adhérant à la trève, se réunit à son collègue pour traiter d'une convention. Ils se rendirent, en conséquence, à la Villette, où ils trouvèrent, de la part des alliés, le comte de Nesselrode, ministre de l'empereur Alexandre, l'aide-de-camp de ce prince, comte Orlow; le comte de Paer, aide-de-camp du généralissime; et le capitaine Péterson, délégué du commissaire. Un aide-de-camp de l'empereur de Russie fut envoyé au comte Langeron pour l'informer que les hauteurs de Montmartre devaient être remises aux alliés comme une conséquence des clauses de la suspension d'armes; mais soit que cet officier-général fût jaloux de remplir, avant la fin de la journée, la tâche qui lui avait été assignée dans le plan d'attaque, soit que l'éloignement n'eût pas permis de lui donner assez tôt connaissance de la trève, les hostilités continuèrent quelque temps encore à Montmartre, aux Batignolles et à la barrière de Neuilly. Rappelons en peu de mots les faibles ressources qu'offrait sur ce point la défense de Paris.

Montmartre avait reçu le matin quelques détachemens de la garde parisienne; mais vers onze heures et demie, c'est-à-dire à l'instant où les mouvemens du comte Langeron, vers Saint-Ouen, déterminèrent le roi Joseph à quitter le champ de bataille, des officiers-généraux vinrent donner à ces détachemens l'ordre de descendre aux Batignolles et dans la plaine de Clichy. Il ne resta sur Montmartre qu'un faible détachement de vétérans et de conscrits tirés de la garnison de Paris. Ce ne fut qu'un peu plus tard qu'on dirigea sur ce point, à défaut d'autre infanterie, le bataillon de sapeurs-

1814. France. pompiers de la ville, affaibli par les postes qu'il avait été obligé de laisser aux Tuileries et à sa caserne, rue de Clichy. L'artillerie, placée sur le haut de la butte consistait, en deux batteries, l'une de sept bouches à feu au Moulin de la Lancette, et l'autre de deux pièces au Moulin-Neuf; bonnes pour battre au loin la plaine, elles n'opposaient l'une et l'autre, de près, que deux fichans peu dangereux aux masses arrivées au pied de la montagne. Il n'y avait, à la hauteur de Clignancourt, que la cavalerie du général Belliard et son artillerie légère en état d'arrêter les progrès des attaques directes du comte de Langeron. Rien ne l'empêchait de les combiner avec les attaques de flanc, et particulièrement sur le faubourg des Batignolles, où convergent les routes de Saint-Ouen et de Clichy à Paris. Déjà la cavalerie du général Emmanuel arrivait par cette dernière à hauteur de Villiers, où ses tirailleurs étaient aux prises dans la plaine avec ceux de la garde parisienne, et pouvaient, en peu de minutes, insulter les faubourgs des Batignolles et de Monceaux. D'un autre côté, une colonne d'infanterie s'avançant avec une batterie par le chemin de Saint-Ouen, prit bientôt après position au point où ce chemin coupe la croupe qui descend de la Hutte des Gardes vers Clichy. Enfin, ces attaques de front et de flanc pouvaient être favorisées par une diversion sur les barrières de l'ouest, notamment sur celle de Neuilly, puisque la colonne qui suivait le chemin de la Révolte, parvenue à la porte Maillot, avait moins d'un kilomètre à parcourir pour insulter cette barrière.

Depuis la barrière de Clichy jusqu'à celle de Neuilly, l'enceinte et les faubourgs extérieurs n'étaient défendus que par la garde parisienne; et comme l'extrême gauche de l'armée ne s'étendait que jusqu'à Montmartre, cette ligne se trouvait abandonnée au duc de Conegliano.

1814. France.

Dès que ce maréchal aperçut le mouvement des corps du comte Langeron sur les chemins de la Révolte et de Saint-Ouen, il se porta à la barrière de Clichy. Le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, chef de la deuxième légion, était parti pour Blois en vertu des ordres du roi Joseph ; le maréchal confère au chef de bataillon Odiot, le commandement provisoire de la légion et des détachemens qui occupaient la barrière Clichy et la chaussée de Saint-Ouen. Les détachemens qui, vers midi, étaient descendus de Montmartre dans la plaine, se replièrent vers les Batignolles. Le maréchal visita les autres barrières, dont les commandans mirent en bataille leurs postes sur les crêtes qui dominent les Thermes et la plaine du bois de Boulogne, y portèrent des patrouilles et des tirailleurs; et on conduisit de l'artillerie en avant de l'arc de triomphe, où on la couvrit d'abattis. Ces dispositions et celles prises aux Batignolles attirèrent l'attention de l'ennemi. La colonne qui suivait le chemin de Saint-Ouen s'arrêta; celle qui marchait par le chemin de la Révolte, déclina au loin sur la gauche et tâcha de rejeter les tirailleurs sur les barrières. Lorsque sa tête parvint à la porte Maillot, le général Emmanuel n'osa l'engager de suite et toute entière dans le bois de Boulogne. Un détachement de troupes légères avec quelques pièces et de nombreux artilleurs, marcha contre la barrière de l'Etoile.

Une attaque plus sérieuse menaçait la butte Montmartre. Tandis que le détachement et l'artillerie destinés à contenir le faubourg des Batignolles, s'avançaient par le chemin de Saint-Ouen sur la croupe de la Hutte des Gardes, le reste du corps de Rudzewitsch, fort de vingt bataillons, se dirigea entre la Hutte et la gauche de Clignancourt ; celui du général Kapzewitsch marcha contre le centre et la droite de ce village.

Ces deux colonnes, précédées d'une artillerie formidable,

1814 France. arrivent à petite portée de fusil de la cavalerie du comte Belliard. En vain, pour les arrêter, le général Dautancourt charge à la tête des chasseurs que commandait le chef d'escadron Lafitte, il est ramené par leur feu; le général Sparre avec les cinquième et douzième de dragons, n'est pas plus heureux, et bientôt toute la ligne est obligée de se replier au pied de Montmartre. Débordé de part et d'autre, le comte Belliard n'est plus libre de chercher un meilleur terrain dans les plaines latérales. Le comte Langeron fait battre à mitraille cette cavalerie, que protégeaient à peine quelques pièces légères, et qui se retire par les rues qui conduisent au sommet de Montmartre. Les régimens de marche des colonels Christophe, Ghigny et Leclerc; les dragons du général Roussel et la brigade Dautancourt remontent au galop ses pentes escarpées. Les deux colonnes d'infanterie des généraux Kapzewitsch et Rudzewitsch renversent un bataillon de sapeurs-pompiers de la ville, placé dans un enclos à mi-côte, gravissent la butte et couronnent Montmartre en peu d'instans.

La gauche du maréchal duc de Conégliano, qui tenait encore la tête du faubourg des Batignolles, accablée par le nombre, fut obligée alors de se replier sur la barrière Monceaux; et bientôt ce faubourg lui-même, déjà menacé par les routes de Saint-Ouen et de Clichy, presque enveloppé de toutes parts, fut abandonné par les gardes nationaux qui le défendaient. Ils se précipitèrent sur la barrière de Clichy. Le maréchal faisait des dispositions pour la défendre et prévenir le désordre; déjà un feu vif et nourri s'était engagé entre les troupes françaises postées à la barrière, et l'ennemi qui venait d'occuper les Batignolles, quand le son de la trompette annonça le parlementaire qui venait proclamer l'armistice. Le feu s'éteignit, et le parlementaire continua sa route jusqu'à la barrière de Neuilly, où son arrivée mit fin au

mbat qui venait de s'engager entre la première légion et le néral Emmanuel. 1814. France.

Suspension d'armes et conventions verbales entre les ux partis. — Durant ces incidens, se discutaient, à la illette, les clauses de la capitulation. Après d'assez vifs dé- ats, on convint que l'armée se retirerait avec son matériel aurait la nuit entière pour cette évacuation; que les trou- es alliées entreraient à Paris à six heures du matin, et ne ourraient recommencer les hostilités qu'après neuf heures. es conventions furent verbales, et le duc de Raguse se hargea de les rédiger et signer au nom de son collègue, avec es comtes Orlow et Paer. L'armée remit alors à la garde pa- isienne les barrières qu'elle avait défendues contre l'ennemi. Le général Hullin, de son côté, fit relever tous les autres postes intérieurs occupés par la garnison. Le général en chef Barklay de Tolly, que l'empereur Alexandre venait de nom- mer feld-maréchal, prit ses quartiers à Romainville, son armée bivouaqua en avant de Pantin et à Belleville, Ménil- Montant et Mont-Louis; celle de Silésie, à Montmartre et aux environs; les corps du prince royal de Wurtemberg et du comte Giulay, à Saint-Maur et à Charenton; et les trou- pes du général Emmanuel, aux Thermes, à la porte Maillot, à Auteuil et à Boulogne.

Pendant la retraite de l'armée française, et jusqu'à l'en- trée de l'armée coalisée, il fallait pourvoir à la sûreté de la capitale avec la garde nationale et les deux faibles corps des sapeurs-pompiers et de la gendarmerie municipale. Le duc de Conegliano, qu'un ordre impératif obligeait à suivre l'armée, remit au duc de Montmorency le commandement de la garde nationale; le chevalier Allent continua les fonctions de chef d'état-major, et le maréchal quitta Paris avec le duc de Trévise. Toutes les mesures prises par lui ou par le chef

1814. Franco. pour assurer la retraite de l'armée et la conservation de la capitale. Pendant cette délibération on vint annoncer que l'armée de Silésie entrait en ligne, sous le commandement du feld-maréchal Blucher, entre Pantin et la Chapelle. Le corps seul du comte Woronzow, qui venait de Villepinte, était en arrière; ceux de Kleist et d'York arrivaient à la hauteur de Pantin.

Le feld-maréchal avait prescrit à l'avant-garde, sous les ordres du général Katzler, de passer le pont du canal de l'Ourcq, sur lequel la route des Petits-Ponts vient rejoindre celle d'Allemagne, et de se porter entre Pantin et le canal pour lier la droite de la grande armée à la gauche de celle de Silésie, et secouder sur ce point la défense ou les mouvemens offensifs. Le prince Guillaume de Prusse était chargé de garder, avec six bataillons, l'intervalle entre le canal et la route de Senlis; le reste des corps d'York et de Kleist reçut l'ordre de se porter sur cette route pour menacer la Villette, occuper le front du duc de Trévise, et laisser au comte de Langeron les moyens de s'étendre sur la droite; ce dernier devait, après avoir chassé d'Aubervilliers les tirailleurs du colonel Robert, franchir les excavations commencées du canal, détacher le général Kapzewitsch pour combiner l'attaque de vive force de Saint-Denis, avec le général Karniellow, lequel, maître de ce poste, se réunirait au reste du corps de Langeron pour attaquer Montmartre, tandis que le premier se porterait par le chemin de la Révolte sous le bois de Boulogne, et qu'un détachement, prenant poste sur la route de Saint-Ouen à Paris, observerait, à droite de Montmartre, le faubourg des Batignolles. Tel était le plan dont nous allons voir l'exécution.

Ce fut alors que le roi Joseph se détermina à quitter le champ de bataille et à se retirer, avec les ministres, près de l'impératrice. Le général Hullin fut chargé de faire parvenir

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Capitulation de Paris. Députation du préfet et du corps municipal aux souverains alliés. Agitation des partis dans Paris. Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France; nomination d'un gouvernement provisoire. Le sénat prononce la déchéance de Napoléon. — Dernières opérations de la grande armée française; combats d'Horicourt et de Saint-Dizier. L'armée revient sur Fontainebleau; Napoléon part en poste pour Paris. L'armée prend position sur la rivière d'Essonne. Pourparlers entre le duc de Raguse et le prince de Schwartzenberg. Abdication conditionnelle de Napoléon. Marche du corps d'armée du duc de Raguse sur Versailles. Négociations des maréchaux chargés de porter aux souverains alliés l'abdication de Napoléon. Constitution délibérée par le sénat. Armistice; insurrection des troupes du duc de Raguse. Abdication définitive de Napoléon; le comte d'Artois fait son entrée à Paris. — Dernières opérations sur la frontière du nord; combat de Courtray. — Dernières opérations du corps d'armée du duc de Castiglione; combats de Voiron, de Voreppe et d'Aiguebelle. — Derniers événemens militaires en Italie. Fin des opérations de l'armée des Pyrénées; bataille de Toulouse; rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français; soumission des deux armées au gouvernement provisoire. — Convention militaire du 23 avril; arrivée de Louis XVIII en France, et son entrée à Paris. Traité de paix entre la France et les quatre grandes puissances alliées.

La capitulation de l'armée française sous Paris fut signée dans cette capitale, le 31 mars à deux heures du matin, par les colonels Fabvier et Denis, au nom des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, et par les comtes Orlow et Paer, au nom des alliés. 1814. France.

Elle portait en substance que les troupes des deux maréchaux évacueraient Paris, le 31 mars à sept heures du matin, emmenant avec elles l'attirail de leurs corps d'armée;

1814. France. gade Vincent, placée entre Montreuil et Charonne, et celle du général Laville, à l'extrême droite du comte Bordesoulle, observaient ce mouvement. Il ne restait à la barrière du Trône qu'une réserve assez faible de la huitième légion. En ce moment le major Evain crut devoir faire agir les réserves d'artillerie de la garde parisienne, servie par les élèves de l'Ecole polytechnique, dans l'espoir de former une utile diversion à l'extrême droite du duc de Raguse, ou d'empêcher au moins les troupes légères des alliés de le déborder. Arrivé au point où l'avenue est coupée par le chemin de Charonne à Saint-Mandé, cet officier fit mettre les premières pièces en batterie sur la chaussée, et à sa gauche dans la route de Charonne. Bientôt une colonne de cavalerie légère, se portant sur ces pièces par derrière les maisons et les granges du Petit-Vincennes, allait les enlever toutes, après avoir fait replier quelques gendarmes qui les soutenaient, et sabré les intrépides élèves qui les servaient, quand le colonel Ordener tombe avec le trentième de dragons sur le flanc de l'ennemi, et le force à lâcher prise. Le major Evain profite de ce mouvement pour rallier quelques canons, les mettre en batterie et seconder, par un feu de mitraille, la charge des dragons. La cavalerie ennemie se retire alors emmenant plusieurs pièces et quelques prisonniers, parmi lesquels six élèves de l'Ecole polytechnique, quinze autres avaient été blessés. Cet engagement n'eut d'autre résultat que d'assurer les mouvemens de l'ennemi sur les hauteurs, sans menacer encore la droite du duc de Raguse. Ce ne fut que vers la fin de la journée que le comte Pahlen, suivant les progrès des siens sur le plateau, vint serrer de plus près la cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle.

Nous avons laissé le général Barklay-de-Tolly, attendant, pour reprendre l'offensive, que le prince royal de Wurtemberg assurât sa droite, et que l'armée de Silésie, occu-

pant entre le canal de l'Ourcq et Montmartre la majeure partie des forces du duc de Trévise, ne laissât plus devant Pantin que les réserves de la garde. Ces conditions étaient remplies ; le maréchal Blucher détachait même au soutien de ce poste la cavalerie du corps prussien sous le général Katzler : en conséquence, le général en chef russe recommença l'attaque avec une nouvelle vigueur. 1814. France.

Sur les hauteurs, le général Rajewsky dirige la division Mezenzow contre le duc de Padoue, qui occupait encore le plateau de Malassis. Dans cette position, les troupes françaises, ayant à dos des escarpemens ou des pentes, se replient, et le duc de Padoue, qui occupait comme postes avancés les villages de Charonne et de Bagnolet, prend sa ligne sur la berge gauche du vallon, refusant sa droite, protégée par la profondeur croissante de ce dernier, et l'obliquité des berges qui se replient vers le parc de Saint-Fargeau, et laissent, entre elles et le Mont-Louis, la gorge de Charonne.

Le général Mezenzow attaque le village de Bagnolet ; tandis qu'une autre brigade russe essaie d'enlever celui de Charonne. On se fusille ; mais bientôt les progrès des Russes sur le centre du duc de Raguse, obligent ce maréchal à marquer la retraite du duc de Padoue dans le parc Saint Fargeau, et celle de la cavalerie des généraux Bordesoulle et Chastel dans la gorge de Charonne. L'ennemi s'empare de Bagnolet et de Charonne.

La bonne contenance des détachemens des septième, huitième et neuvième légions de la garde parisienne empêcha les Russes de s'avancer jusqu'aux barrières de la ville.

Tandis que ces choses se passaient à la droite du duc de Raguse, le centre et la gauche de sa position étaient aussi attaqués, ou plutôt accablés par des forces supérieures. La division Pitschnitzki, jalouse de réparer l'échec qui l'avait

1814. France. décidée. La paix avec Napoléon, la régence, le retour des Bourbons furent successivement agités; on conclut qu'il fallait rappeler les Bourbons avec une constitution qui consacrât les résultats de la révolution française; et on rédigea une déclaration, qui fut imprimée et publiée à l'instant, par laquelle les souverains s'engageaient à ne plus traiter avec Napoléon, ni *avec aucun de sa famille*. Le duc de Vicence arriva peu de temps après, chargé de nouvelles propositions de Napoléon pour l'empereur Alexandre; mais il était trop tard.

Le lendemain premier avril, tandis que le prince de Bénévent, en sa qualité de vice-grand-électeur de l'empire, convoquait le sénat, et que le préfet de la Seine réunissait le conseil municipal, celui de police recevait à la fois l'invitation de faire rouvrir les théâtres, l'avis que les souverains iraient à l'opéra, et l'ordre de licenciement de la gendarmerie municipale, présentée au généralissime comme dangereuse, à cause de son attachement à Napoléon.

Le chef d'état-major de la garde parisienne, les adjudans-commandans Tourton et Alexandre Delaborde, se rendirent chez le prince de Schwartzenberg, insistèrent sur la conservation de ce corps, et en démontrèrent la nécessité, pour assurer la police des spectacles et autre lieux publics, et pour seconder, en beaucoup de cas, la garde nationale qui n'avait point de cavalerie. Ils ne dissimulèrent pas que parmi les gendarmes, beaucoup d'anciens militaires pouvaient tenir à Napoléon; mais ils affirmèrent que ce sentiment ne les empêcherait pas de se conduire conformément à l'intérêt de la capitale qui les soldait, et de leurs familles, que la perte de leur état jetterait dans la misère.

L'ordre fut révoqué, à condition néanmoins que le commandement de la gendarmerie municipale serait réuni à celui de la garde nationale [1].

[1] Tous ces détails et les suivans ont été puisés dans l'ouvrage de M. Koch.

Les rapports de service des troupes de ligne alliées et de la garde nationale furent également réglés ; dans tous les points de contact, la garde nationale conserva le rang que lui assuraient la loi et les réglemens à l'égard des troupes de ligne. On adopta l'heureuse idée des patrouilles mixtes, où un officier de la garde nationale commandait un sous-officier et quelques grenadiers ou chasseurs de la garde nationale, un sous-officier et plusieurs soldats de troupes alliées. Les postes auxquels chaque legion fournissait tour à tour, furent partagés et confiés chacun à celle sur le territoire de laquelle il se trouvait. Par ce moyen, les citoyens se déplacèrent peu de leurs arrondissemens, et restèrent à portée de protéger leurs maisons et leurs familles. Ces dispositions et plusieurs autres, toutes aussi sages, maintinrent l'ordre public, empêchèrent toute rixe sérieuse entre les habitans de Paris et les militaires étrangers, et diminuèrent autant que possible les maux de l'occupation. 1814. France.

Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France; nomination d'un gouvernement provisoire. — Pendant qu'on prenait ces mesures conservatrices, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présens, signait une déclaration en faveur du rappel *sans réserve* des Bourbons ; et un sénatus-consulte instituait un gouvernement provisoire de cinq membres (le prince de Bénévent, le duc de Dalberg, les comtes de Jaucourt et Beurnonville, l'abbé de Montesquiou), chargés de *pourvoir aux besoins de l'administration*, et de présenter au sénat un *projet de constitution qui puisse convenir au peuple français.* 1er avril.

Le 2 avril, le comte de Nesselrode ayant invité l'état-major de la garde nationale à faire prendre la cocarde blanche aux citoyens qui la composaient, le chef d'état-major et le général Dessoles, nommé au commandement de cette garde

1814. France. nale et une batterie de quatre pièces servies par des élèves de l'Ecole polytechnique. La gorge entre les buttes de Saint-Chaumont et de Beauregard était faiblement occupée, et le chemin qui s'élève des Maisonnettes à Belleville, offrait à l'ennemi le moyen de tourner la gauche du duc de Raguse.

Le comte Barklay de Tolly résolut de prendre à revers les Prés Saint-Gervais, en même temps que le prince Eugène de Wurtemberg l'attaquerait de front.

Il commença par rejeter sur les Maisonnettes la brigade Secretant, qui était encore maîtresse des ponts de l'Ourcq; puis le lieutenant-général Yermolow, avec sa division de grenadiers russes, les grenadiers gardes-du-corps, et le régiment de Pawlosk, reçut l'ordre d'enlever ce hameau et de se porter par la route entre les buttes de Beauregard et de Saint-Chaumont, pour prendre en flanc Belleville, et à revers la position des Prés Saint-Gervais. Le prince Eugène de Wurtemberg se tint prêt, avec le reste des troupes, à faire un effort simultané sur ce village. Le général Tschoglikow fut chargé en même temps d'aborder la tête de celui de Belleville, tandis que le général Paschiewitsch attaquerait celle de Ménil-Montant, et que le général Mezensow, soutenu à sa gauche par la cavalerie du comte Pahlen, se porterait sur le flanc de ce village et les hauteurs qui le séparent du cimetière de Mont-Louis.

Sur tous les points on résista avec un rare courage; sur tous, il fallut céder à l'immense supériorité du nombre. La cavalerie du comte Pahlen força les tirailleurs et les détachemens qui disputaient les faubourgs de Montreuil et de Fontarabie à se replier sur les barrières; le duc de Padoue, menacé sur ses derrières et vivement attaqué de front par les colonnes de Paschiewitsch, céda aussi et se vit rejeté de Ménil-Montant sur Belleville; le général Yermolow occupa presque en même temps le hameau des Maisonnettes; une de

1814. France. 25 mars.

Dernières opérations de la grande armée française ; affaire d'Hoiricourt. — Nous avons laissé l'empereur en marche, le 24 mars, sur Joinville, avec sa garde et les cinquième et sixième corps de cavalerie, tandis que le duc de Tarente, avec les septième et onzième corps d'infanterie, le suivait à Saint-Dizier, et que les comtes Gérard et Saint-Germain formaient son arrière-garde à Perthes et Longchamps. Le général Winzingerode, qui avait ordre de le suivre avec ses dix mille chevaux, ne dépassa pas Maisons le 24 ; et son avant-garde, sous le général Tettenborn, n'ayant pu aller au-delà de Thieblemont, cette marche ne fut nullement inquiétée. Napoléon, persuadé que le succès de son entreprise dépendait de la rapidité de ses mouvemens et de l'inquiétude qu'ils causeraient au généralissime, se remit en marche le 25 mars, de grand matin. La cavalerie légère des généraux Piré et Jacquinot fut poussée sur les routes de Bar-sur-Aube et de Chaumont ; la première entra dans cette ville ; les troupes de la garde occupèrent Brienne et Doulevent ; le onzième corps vint prendre position à Vassy, couvert en arrière du défilé d'Humbecourt par le septième, qui garda les débouchés de la forêt. Dans ce mouvement, l'arrière-garde fut mitraillée vis-à-vis de Hoiricourt, par une batterie légère que le général Tettenborn amena sur la rive droite de la Marne ; et la colonne qui suivait la route de Saint-Dizier à Vassy, resserrée en cet endroit, entre la rivière et sa berge, en fut ébranlée. Heureusement, le général Treilhard mit ses dragons à couvert derrière le village de Valcourt, et dégageant le chemin, permit à l'infanterie du général Gérard de gagner la colline. On plaça à la hâte deux batteries sur le plateau, qui éteignirent bientôt le feu de l'ennemi, et une centaine de tirailleurs ayant passé la Marne, au gué, continuèrent les siens. Le général Gérard ayant ainsi arrêté les suites d'une surprise qui allait causer un désordre honteux, continua son chemin en

1814. France. bon ordre, observé jusqu'à Humbecourt par le général Tettenborn, lequel, après avoir laissé quelques cosaques devant ce village, fut s'établir à Eclaron. Le gros de la cavalerie alliée s'avança jusqu'à Saint-Dizier, et la brigade Czernischew se porta de Vitry à Montiérender; le rapport qui parvint à l'empereur, de cette affaire d'arrière-garde, prolongea son erreur, il crut que la grande armée était sur ses traces et se félicita du parti qu'il avait pris.

Cependant, au premier avis de la marche de l'armée française sur Chaumont, le parc général et les gros bagages des alliés qui se trouvaient à Bar-sur-Aube, furent évacués sur Béfort; cette circonstance semblait promettre un résultat heureux, lorsque quelques prisonniers ramenés au quartier impérial, annoncèrent la jonction des deux armées ennemies, et leur marche sur Paris. L'empereur n'en tint aucun compte.

Toutefois, dans la matinée du 26, informé par le duc de Tarente que l'arrière-garde n'avait vu absolument que de la cavalerie légère, et cette circonstance confirmant les déclarations des prisonniers, Napoléon se détermina à pousser lui-même une forte reconnaissance sur ses derrières. Les cosaques laissés devant Humbecourt furent rejetés sur Valcourt, où le général Tettenborn fut culbuté et obligé de repasser la Marne. L'empereur, parvenu sur le plateau de Valcourt, distingua l'ennemi en bataille sur la rive opposée. Il occupait, avec deux bataillons de chasseurs, la ville de Saint-Dizier, à laquelle sa gauche était appuyée; sa droite s'étendait dans la direction de Vitry, protégée par quelque infanterie dans le bois de Perthes; et des essaims de tirailleurs à pied et à cheval bordaient la Marne. Sa première ligne était en avant de la route, face à la rivière; sa seconde, en arrière; l'artillerie, entremêlée de quelques escadrons, placée sur la chaussée même qui en domine le cours.

1814. France. 26 mars.

Combat de Saint-Dizier. — Croyant toujours apercevoir l'avant-garde de l'armée du prince de Schwartzenberg, Napoléon rappela les corps d'infanterie qui étaient près de Vassy, et ordonna aussitôt à la colonne de franchir la Marne au gué d'Hallignicourt. Le comte Sebastiani la passa en colonne par pelotons, et se déploya à droite et à gauche du gué, soutenu par les corps des comtes de Saint-Germain, Milhaud et Valmy, qui se portèrent sur ses flancs. L'infanterie de la garde, celle du comte Gérard et du duc de Tarente suivirent la cavalerie; mais le duc de Reggio se dirigea sur Saint-Dizier par la route de Joinville. Dès que l'armée française fut formée, la cavalerie en première ligne, l'infanterie en seconde, entre Hallignicourt et Hoiricourt, l'action s'engagea à gauche par échelons, le centre et la droite marchant en ligne. Le général Winzingerode, se voyant toute l'armée française sur les bras, chercha à éviter le combat; mais craignant de perdre l'infanterie qui gardait Saint-Dizier, il ordonna au général Tettenborn de couvrir la route de Vitry, pendant qu'avec le gros de ses forces, il gagnerait, par cette ville, la route de Bar-sur-Ornain. En conséquence de cette instruction, le général Tettenborn essaya plusieurs charges qui furent repoussées; le baron Winzingerode s'étant ébranlé, de son côté, pour se rapprocher de Saint-Dizier, fut enfoncé par la cavalerie de la garde, qui poursuivit les fuyards jusqu'au bois de Trois-Fontaines. Pendant que ceci se passait à la gauche, le duc de Reggio entrait au pas de charge dans Saint-Dizier, dont la garnison effrayée se repliait sur Bar. L'ennemi étant alors rompu et sans appui, la cavalerie française redouble d'audace et d'activité; les généraux Milhaud et Letort, le comte de Valmy enfoncent et mettent en déroute les colonnes alliées [1]; et l'infanterie, suivant au pas

[1] La brigade de dragons du général Lamotte chargea la première et se distingua particulièrement.

1814. France. Clichy; et le maréchal ne pouvait leur opposer que sa cavalerie, car il avait plus que jamais besoin du reste de ses troupes pour contenir en avant des barrières les corps victorieux de Kleist, d'York et de Woronzow. Cette situation de la gauche coïncidait avec celle de la droite.

Arrivée d'un aide-de-camp de Napoléon auprès du duc de Trévise. — Ce fut alors que le duc de Trévise reçut la première communication de son collègue; mais il n'avait point encore l'autorisation de capituler, qui ne lui parvint que vers cinq heures. Le maréchal, par sa contenance, imposait à l'ennemi, qui hésitait encore à aborder Montmartre. Sur ces entrefaites, survint le général Dejean, aide-de-camp de l'empereur, qui l'avait expédié de Dolancourt, avec des instructions verbales pour les maréchaux. Ainsi Napoléon, s'il en eût pris dès-lors la résolution, eût pu arriver lui-même et disputer Paris.

Il prescrivait au duc de Trévise, par l'organe de son aide-de-camp, de chercher à garantir Paris d'une occupation étrangère, en donnant avis au prince de Schwartzenberg des ouvertures qu'il faisait à l'empereur d'Autriche, et qui devaient, disait-il, assurer la paix. Le duc de Trévise expédia de suite au prince de Schwartzenberg le général Lapointe, son chef d'état-major, en qualité de parlementaire; le prince répondit, ainsi que le maréchal l'avait prévu, que son souverain tenait à la coalition par des liens sacrés, indissolubles, qui ne lui permettaient pas de traiter séparément de la paix.

Peu d'instans après, le comte Orlow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, vint, au nom de son souverain, sommer le maréchal de mettre bas les armes; celui-ci, choqué justement d'une telle injonction, répondit que Paris n'était pas encore pris, et que, le fût-il, l'armée française saurait

toute hâte, et la retraite sur Troyes s'opéra dans l'ordre suivant : une première colonne, composée de l'artillerie légère, des cinquième et sixième corps de cavalerie, fut rappelée des environs de Chaumont sur Troyes; la deuxième formée de toutes les troupes à cheval de la garde, se dirigea sur Brienne; la troisième, consistant dans l'infanterie de la garde qui se trouvait aux environs de Saint-Dizier, vint, le 28, sous les ordres du prince de la Moskowa, coucher à Monthiérender, où fut établi le quartier impérial; enfin, la quatrième, composée des six corps (infanterie et cavalerie) précédemment commandés par le duc de Tarente, poussa le même jour jusqu'à Vassy. Le comte Gerard, qui tenait Vulcourt, ne s'ébranla qu'au moment où le duc de Reggio déboucha de Saint-Dizier sur la route de Joinville, et s'échelonna le soir depuis Humbecourt jusqu'à Vassy; cette marche se fit par un temps affreux et dans des chemins de traverse. Dès que le général Winzingerode s'aperçut qu'il n'était plus poursuivi, il revint à Saint-Dizier, où il rappela les généraux Tettenborn et Czernischew. 1814. France.

Le 29, l'empereur, à la tête de la cavalerie de sa garde, était en route sur Vandeuvres, lorsqu'un courrier expédié de Paris lui remit une dépêche du roi Joseph qui lui annonçait l'arrivée à Meaux des armées combinées. Il envoya, comme on l'a déjà dit, le général Dejean aux maréchaux pour leur recommander d'éviter l'occupation de la capitale, et pour annoncer en même temps au prince de Schwartzenberg les propositions qu'il faisait à l'empereur d'Autriche, et qui, selon lui, étaient de nature à amener la paix. Un agent diplomatique partit en même temps pour Dijon, avec une lettre autographe adressée à ce souverain.

Napoléon, arrivé à Troyes le même jour, 29, traça l'itinéraire de l'armée, de manière à ce qu'elle arrivât le 2 avril sous la capitale. Quant à lui, il la devança le 30, suivi seu-

1814. France. pompiers de la ville, affaibli par les postes qu'il avait été obligé de laisser aux Tuileries et à sa caserne, rue de Clichy. L'artillerie, placée sur le haut de la butte consistait, en deux batteries, l'une de sept bouches à feu au Moulin de la Lancette, et l'autre de deux pièces au Moulin-Neuf; bonnes pour battre au loin la plaine, elles n'opposaient l'une et l'autre, de près, que deux fichans peu dangereux aux masses arrivées au pied de la montagne. Il n'y avait, à la hauteur de Clignancourt, que la cavalerie du général Belliard et son artillerie légère en état d'arrêter les progrès des attaques directes du comte de Langeron. Rien ne l'empêchait de les combiner avec les attaques de flanc, et particulièrement sur le faubourg des Batignolles, où convergent les routes de Saint-Ouen et de Clichy à Paris. Déjà la cavalerie du général Emmanuel arrivait par cette dernière à hauteur de Villiers, où ses tirailleurs étaient aux prises dans la plaine avec ceux de la garde parisienne, et pouvaient, en peu de minutes, insulter les faubourgs des Batignolles et de Mouceaux. D'un autre côté, une colonne d'infanterie s'avançant avec une batterie par le chemin de Saint-Ouen, prit bientôt après position au point où ce chemin coupe la croupe qui descend de la Hutte des Gardes vers Clichy. Enfin, ces attaques de front et de flanc pouvaient être favorisées par une diversion sur les barrières de l'ouest, notamment sur celle de Neuilly, puisque la colonne qui suivait le chemin de la Révolte, parvenue à la porte Maillot, avait moins d'un kilomètre à parcourir pour insulter cette barrière.

Depuis la barrière de Clichy jusqu'à celle de Neuilly, l'enceinte et les faubourgs extérieurs n'étaient défendus que par la garde parisienne; et comme l'extrême gauche de l'armée ne s'étendait que jusqu'à Montmartre, cette ligne se trouvait abandonnée au duc de Conegliano.

cette ligne n'excédait pas trente-six mille hommes. De leur côté les alliés, malgré la révolution qui venait de s'opérer dans Paris, avaient jugé nécessaire de se porter en avant, il ne restait dans la capitale que les gardes et les réserves. 1814. France.

Pourparlers entre le duc de Raguse et le prince de Schwartzenberg. — La nouvelle s'étant répandue que Napoléon se disposait à marcher contre Paris avec environ cinquante mille hommes, les souverains effrayés des suites que pourrait avoir une bataille acceptée sous les murs de cette ville, résolurent de l'évacuer par prudence et de prendre position à Meaux. L'ordre de ce mouvement rétrograde allait être expédié au comte Barclay de Tolly, lorsque le généralissime en fit suspendre l'envoi en rendant compte des pourparlers qu'il venait d'entamer avec le duc de Raguse.

Ce maréchal, mu par des motifs que nous n'entreprendrons point de discuter, mais que l'histoire appréciera sans doute un jour, comme elle a jugé ceux qui déterminèrent la conduite du général Monck et du duc de Marlborough aux époques de la restauration et de la seconde expulsion des Stuarts; le duc de Raguse, disons-nous, conclut un traité en vertu duquel les troupes qu'il commandait devaient quitter la position d'Essonne et se retirer par Versailles sur un point en-deçà du théâtre des hostilités, entre les armées de Napoléon et les alliés. Le duc de Raguse agissait de concert avec le comte Souham, l'un des plus anciens généraux divisionnaires de l'armée. A l'exception des généraux Chastel, Ledru Desessarts et Lucotte, dont les dispositions n'avaient pas paru favorables, tous les autres furent mis successivement dans le secret de cette négociation.

Une démarche d'un autre genre, mais qui tendait également à faire cesser la guerre étrangère et à prévenir la guerre civile, eut lieu en même temps. 3 avril.

Abdication conditionnelle de Napoléon. — Les maré-

1814 France.

arrivent à petite portée de fusil de la cavalerie du comte Belliard. En vain, pour les arrêter, le général Dautancourt les charge à la tête des chasseurs que commandait le chef d'escadron Lafitte, il est ramené par leur feu; le général Sparre, avec les cinquième et douzième de dragons, n'est pas plus heureux, et bientôt toute la ligne est obligée de se réfugier au pied de Montmartre. Débordé de part et d'autre, le comte Belliard n'est plus libre de chercher un meilleur terrain dans les plaines latérales. Le comte Langeron fait battre à mitraille cette cavalerie, que protégeaient à peine quelques pièces légères, et qui se retire par les rues qui conduisent au sommet de Montmartre. Les régimens de marche des colonels Christophe, Ghigny et Leclerc; les dragons du général Roussel et la brigade Dautancourt remontent au galop ses pentes escarpées. Les deux colonnes d'infanterie des généraux Kapzewitsch et Rudzewitsch renversent un bataillon de sapeurs-pompiers de la ville, placé dans un enclos à mi-côte, gravissent la butte et couronnent Montmartre en peu d'instans.

La gauche du maréchal duc de Conégliano, qui tenait encore la tête du faubourg des Batignolles, accablée par le nombre, fut obligée alors de se replier sur la barrière Mouceaux; et bientôt ce faubourg lui-même, déjà menacé par les routes de Saint-Ouen et de Clichy, presque enveloppé de toutes parts, fut abandonné par les gardes nationaux qui le défendaient. Ils se précipitèrent sur la barrière de Clichy. Le maréchal faisait des dispositions pour la défendre et prévenir le désordre; déjà un feu vif et nourri s'était engagé entre les troupes françaises postées à la barrière, et l'ennemi qui venait d'occuper les Batignolles, quand le son de la trompette annonça le parlementaire qui venait proclamer l'armistice. Le feu s'éteignit, et le parlementaire continua sa route jusqu'à la barrière de Neuilly, où son arrivée mit fin au

pas perdu la confiance des soldats, envoyés par le maréchal, les désabusèrent, les calmèrent, rétablirent les cadres, les conduisirent à Mantes, d'où ils furent distribués dans leurs cantonnemens [1]. 1814. France.

Abdication définitive de Napoléon ; le comte d'Artois fait son entrée dans Paris. — Le traité qui réglait la condition future de Napoléon et de sa famille, ayant été signé, le 11 avril, l'ex-empereur dicta au duc de Bassano son abdication définitive pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie.

Déjà, par ordre du gouvernement provisoire, la garde parisienne avait arboré la cocarde blanche. Monsieur, comte d'Artois, fit son entrée à Paris, le 12, au milieu d'un immense concours d'habitans, empressés de saluer par leurs acclamations, un des rejetons de la noble famille de Louis IX et d'Henri IV [2]. Complimenté par le prince de Benevent, président du gouvernement provisoire, S. A. R. le remercia ainsi que ses collègues de ce qu'ils avaient fait pour la France : « Plus de divisions, ajouta-t-elle, la paix et la France ! Je la revois, et rien n'est changé, excepté qu'il y a un Français de plus. »

Le frère du roi fut déclaré, le 14, par décret du sénat, lieutenant-général du royaume, « en attendant que Louis-Stanislas-Xavier de France, rappelé au trône des Français, *eût* accepté la Charte constitutionnelle [3]. »

[1] Mémoires de Koch.

[2] Les étrangers ne parurent point à cette cérémonie ; la garde nationale seule bordait la haie et formait le cortége.

[3] Le sénat en corps présenta ce décret au prince, qui répondit n'avoir pas reçu du roi son frère le pouvoir d'accepter la constitution ; mais il ajouta qu'il ne craignait pas d'être désavoué, en assurant, en son nom, qu'il en admettait les bases, dont il fit ensuite l'énumération. Elles comprenaient effectivement, suivant ses propres expressions, « toutes celles qui étaient essentielles et nécessaires pour consacrer tous les devoirs, assurer toutes les existences et garantir notre avenir. » (Koch.)

1814. France. Il nous reste à parler des dernières opérations et de la soumission des armées secondaires; nous terminerons ce dernier chapitre du volume, par le récit des événemens qui suivirent l'installation du gouvernement royal, jusqu'au traité de paix conclu avec toutes les puissances alliées.

Fin de mars.-Avril.

Dernières opérations militaires sur la frontière du nord. combat de Courtray. — Nous avons laissé le comte Maison attendant, après avoir concentré sa petite armée sous les murs de Lille, l'occasion d'opérer à Gand sa jonction avec la division du général Roguet. La tentative que le duc de Weymar venait de faire sur Maubeuge avec la majeure partie de ses forces, favorisant le dessein du général en chef français, celui-ci annonça hautement qu'il allait faire lever le blocus de cette place; mais plein de confiance dans le colonel Schouller qui en était le commandant, et dans le patriotisme des habitans, il disposa tout pour l'autre expédition. Les troupes furent pourvues de munitions, et l'on acheva la construction d'un équipage de pont, indispensable pour exécuter en face d'un ennemi supérieur en nombre une marche de flanc sur la Lys, où l'on n'avait aucun passage.

Le 25 mars, à quatre heures du matin, les divisions Barrois et Solignac, fortes ensemble de six mille hommes, mille chevaux, formant la division du général Castex, et un train d'artillerie de vingt bouches à feu, commencèrent leur mouvement. Le général Maison, avec cette masse, n'eut pas de peine à culbuter les partisans du major Hellwig, qui occupaient Menin, et il entra ensuite dans Courtray. De là, pour mieux abuser l'ennemi, en lui persuadant qu'il se proposait de marcher sur l'Escaut, il le fit poursuivre pendant quelques heures sur la route d'Audenarde; et, après avoir laissé prendre haleine à ses troupes, il détacha une partie de sa cavalerie, la brigade d'infanterie du général Penne, avec l'artillerie légère, à Peteghem.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Capitulation de Paris. Députation du préfet et du corps municipal aux souverains alliés. Agitation des partis dans Paris. Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France; nomination d'un gouvernement provisoire. Le sénat prononce la déchéance de Napoléon. — Dernières opérations de la grande armée française; combats d'Horicourt et de Saint-Dizier. L'armée revient sur Fontainebleau; Napoléon part en poste pour Paris. L'armée prend position sur la rivière d'Essonne. Pourparlers entre le duc de Raguse et le prince de Schwartzenberg. Abdication conditionnelle de Napoléon. Marche du corps d'armée du duc de Raguse sur Versailles. Négociations des maréchaux chargés de porter aux souverains alliés l'abdication de Napoléon. Constitution délibérée par le sénat. Armistice; insurrection des troupes du duc de Raguse. Abdication définitive de Napoléon; le comte d'Artois fait son entrée à Paris. — Dernières opérations sur la frontière du nord; combat de Courtray. — Dernières opérations du corps d'armée du duc de Castiglione; combats de Voiron, de Voreppe et d'Aiguebelle. — Derniers événemens militaires en Italie. Fin des opérations de l'armée des Pyrénées; bataille de Toulouse; rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français; soumission des deux armées au gouvernement provisoire. — Convention militaire du 23 avril; arrivée de Louis XVIII en France, et son entrée à Paris. Traité de paix entre la France et les quatre grandes puissances alliées.

La capitulation de l'armée française sous Paris fut signée dans cette capitale, le 31 mars à deux heures du matin, par les colonels Fabvier et Denis, au nom des maréchaux ducs de Trévise et de Raguse, et par les comtes Orlow et Paer, au nom des alliés. 1814. France.

Elle portait en substance que les troupes des deux maréchaux évacueraient Paris, le 31 mars à sept heures du matin, emmenant avec elles l'attirail de leurs corps d'armée;

1814. France. Il nous reste à parler des dernières opérations et de la soumission des armées secondaires; nous terminerons ce dernier chapitre du volume, par le récit des événemens qui suivirent l'installation du gouvernement royal, jusqu'au traité de paix conclu avec toutes les puissances alliées.

Fin de mars.-Avril.

Dernières opérations militaires sur la frontière du nord; combat de Courtray. — Nous avons laissé le comte Maison attendant, après avoir concentré sa petite armée sous les murs de Lille, l'occasion d'opérer à Gand sa jonction avec la division du général Roguet. La tentative que le duc de Weymar venait de faire sur Maubeuge avec la majeure partie de ses forces, favorisant le dessein du général en chef français, celui-ci annonça hautement qu'il allait faire lever le blocus de cette place; mais plein de confiance dans le colonel Schouller qui en était le commandant, et dans le patriotisme des habitans, il disposa tout pour l'autre expédition. Les troupes furent pourvues de munitions, et l'on acheva la construction d'un équipage de pont, indispensable pour exécuter en face d'un ennemi supérieur en nombre une marche de flanc sur la Lys, où l'on n'avait aucun passage.

Le 25 mars, à quatre heures du matin, les divisions Barrois et Solignac, fortes ensemble de six mille hommes, mille chevaux, formant la division du général Castex, et un train d'artillerie de vingt bouches à feu, commencèrent leur mouvement. Le général Maison, avec cette masse, n'eut pas de peine à culbuter les partisans du major Hellwig, qui occupaient Menin, et il entra ensuite dans Courtray. De là, pour mieux abuser l'ennemi, en lui persuadant qu'il se proposait de marcher sur l'Escaut, il le fit poursuivre pendant quelques heures sur la route d'Audenarde; et, après avoir laissé prendre haleine à ses troupes, il détacha une partie de sa cavalerie, la brigade d'infanterie du général Penne, avec l'artillerie légère, à Peteghem.

voyant sur le point d'être enveloppé par l'effet des manœuvres habiles du général en chef français, il veut battre en retraite; il n'est plus temps. Au centre, la division Roguet l'enfonce et le disperse; le général Daudenaerde, à la tête des chasseurs à cheval, prend en flanc les cuirassiers qui s'efforçaient d'arrêter l'infanterie, les rompt et en sabre un grand nombre. Avant deux heures du soir, l'affaire était décidée, et les Saxons fuyaient de tout côté; le général Dariule les suivit quelque temps avec un bataillon et plusieurs pièces d'artillerie. L'ennemi perdit trois canons et eut huit à neuf cents hommes tués ou prisonniers. 1814. France.

Après avoir pris quelques heures de repos, et laissé à Avelghem, la division Barrois, pour observer le général Thielman, l'armée française s'avança sur Tournay. Le général Maison croyait pouvoir tenter un coup de main sur cette ville; mais, instruit que la garnison, déjà forte de quatre bataillons, avait été renforcée pendant la nuit par une brigade d'infanterie prussienne, il jugea à propos d'opérer sa retraite sur Lille, où la division Barrois était déjà rentrée.

Cependant les Suédois ayant relevé la brigade prussienne du général Gablentz au blocus d'Anvers, le prince de Saxe-Weymar, renforcé par l'entrée en ligne de cette brigade, d'une brigade de milice saxonne, de la division hanovrienne de Wulmoden et d'autres détachemens, manifesta l'intention d'empêcher le comte Maison de faire de nouvelles courses en Belgique, et de le harceler même s'il cherchait à rejoindre Napoléon; le général français, peu intimidé par cette détermination, se préparait à rentrer en Belgique, où un grand nombre de citoyens l'appelaient à grands cris, mais avant de commencer une nouvelle expédition, il voulut ravitailler Maubeuge et prit, dans cette vue, le chemin de Valenciennes. Arrivé sous cette place, il apprit les changemens survenus dans le gouvernement, et revint à Lille.

1814. France. ennemi, un homme qu'il avait admiré *et long-temps aimé*, qui, dévoré d'ambition et plein de mauvaise foi, était venu l'attaquer au milieu de ses Etats, et l'avait obligé à chercher le gage de sa sûreté ultérieure dans la libération de l'Europe.» Il ajouta « que les souverains alliés ne voulaient ni conquérir, ni dominer la France; mais *apprendre et appuyer ce qu'elle-même jugerait le plus utile à son bonheur*, et qu'ils n'attendaient, pour s'en occuper, que de connaître dans le vœu de Paris le vœu probable de toute la France [1]. » Les préfets remercièrent l'empereur de Russie, en termes généraux, de la bienveillance qu'il témoignait à la nation, et leurs demandes se renfermèrent dans ce qui intéressait Paris. Le monarque promit la conservation des musées, des monumens, des établissemens publics, de toutes les institutions civiles; et comme les magistrats réclamaient surtout la conservation de la garde nationale, Alexandre, se retournant vers le chef d'état-major, demanda s'il pouvait compter sur cette troupe civique. Ce dernier répondit qu'on devait compter sur elle dans tout ce que pouvaient faire des gens d'honneur; le souverain russe, après avoir répliqué qu'il ne désirait rien de plus, et ne voulait aucune autre garantie, renvoya pour tout le reste au général Sacken, qu'il venait de nommer gouverneur de Paris.

Agitation des partis dans Paris. — Cependant l'agitation des divers partis politiques commençait à se manifester dans Paris. Celui de la régence se trouvait sans appui, par l'effet du départ de l'impératrice et de son fils, et par la translation du gouvernement à Blois; celui de la restauration, favorisé par le prince de Bénévent, acquérait en lui un chef, qui conservait d'anciennes relations près des souverains, et pouvant, comme grand-dignitaire, agir sur le sénat et sur les restes du corps législatif. Mais, dans ce parti, les uns vou-

[1] Koch, *Campagne de* 1814.

top en l'air, lui donna l'ordre de se replier sur Voreppe, village situé à l'embranchement des deux routes qui conduisent de Grenoble à Lyon. 1814. France.

Dans le même temps, le duc de Castiglione faisait sauter le pont de Romans, et brûlait celui de la route de Marseille à Lyon.

Le 3 avril, le général autrichen Wimpffen attaqua le poste de Voreppe, d'où, après un combat de trois heures, le colonel Cubières se retira pour occuper, à trois kilomètres de Grenoble, un défilé formé sur la grande route de Lyon par l'Isère et un rocher escarpé. Le général Marchand avait fait fortifier ce point, et ordonné la construction d'une batterie de vingt-quatre pièces sur la rive gauche de la rivière.

D'un autre côté, le général Bubna réunit sa division pour s'emparer du poste de la Chavanne. A cette nouvelle, le général Dessaix, quoique malade, se rendit de suite à Aiguebelle, où il fit faire à la hâte quelques retranchemens, derrière lesquels sa troupe attendit l'ennemi, qui ne tarda pas à se présenter le 8 avril Son attaque, très-vive, fut repoussée avec intrépidité et succès par deux bataillons du trente-cinquième régiment commandés par le colonel d'état-major Favre.

Le général Dessaix ayant reçu, sur ces entrefaites, l'invitation du prince Eugène de couvrir la Maurienne et de défendre cette province jusqu'à la dernière extrémité, crut devoir s'y retirer avec les deux bataillons dont nous venons de parler; il avait envoyé le général Serrant prendre poste, avec le reste de ses troupes, à Pont-Charra, en face du fort Barraux.

Le général Marchand se préparait à recevoir une seconde attaque de l'ennemi, lorsque le prince Emile de Darmstadt[1]

[1] Le prince Emile avait servi sous les ordres du général Marchand dans la campagne de 1813, où ce dernier commandait la division hessoise faisant partie du septième corps de la grande armée française.

1814. France. décidée. La paix avec Napoléon, la régence, le retour des Bourbons furent successivement agités; on conclut qu'il fallait rappeler les Bourbons avec une constitution qui consacrât les résultats de la révolution française; et on rédigea une déclaration, qui fut imprimée et publiée à l'instant, par laquelle les souverains s'engageaient à ne plus traiter avec Napoléon, ni *avec aucun de sa famille*. Le duc de Vicence arriva peu de temps après, chargé de nouvelles propositions de Napoléon pour l'empereur Alexandre; mais il était trop tard.

Le lendemain premier avril, tandis que le prince de Bénévent, en sa qualité de vice-grand-électeur de l'empire, convoquait le sénat, et que le préfet de la Seine réunissait le conseil municipal, celui de police recevait à la fois l'invitation de faire rouvrir les théâtres, l'avis que les souverains iraient à l'opéra, et l'ordre de licenciement de la gendarmerie municipale, présentée au généralissime comme dangereuse, à cause de son attachement à Napoléon.

Le chef d'état-major de la garde parisienne, les adjudans-commandans Tourton et Alexandre Delaborde, se rendirent chez le prince de Schwartzenberg, insistèrent sur la conservation de ce corps, et en démontrèrent la nécessité, pour assurer la police des spectacles et autre lieux publics, et pour seconder, en beaucoup de cas, la garde nationale qui n'avait point de cavalerie. Ils ne dissimulèrent pas que parmi les gendarmes, beaucoup d'anciens militaires pouvaient tenir à Napoléon; mais ils affirmèrent que ce sentiment ne les empêcherait pas de se conduire conformément à l'intérêt de la capitale qui les soldait, et de leurs familles, que la perte de leur état jetterait dans la misère.

L'ordre fut révoqué, à condition néanmoins que le commandement de la gendarmerie municipale serait réuni à celui de la garde nationale [1].

[1] Tous ces détails et les suivans ont été puisés dans l'ouvrage de M. Koch.

politains en échec. A cet effet, il confia le commandement 1814.
corps de droite, fort de onze bataillons et neuf escadrons, France.
général Maucune, récemment arrivé à l'armée; celui-ci
ça la brigade Soulier à Grugno et Sanguinara, avec des
stes à Sorugna et Pluisance; celle du général Vandeden à
astel Guelfo, gardant Nocetto et Borgo-San-Donino avec
ne réserve de trois bataillons. Une partie de la cavalerie du
énéral Rambourg fut détachée en cordon le long du Taro;
autre demeura dans ce dernier bourg.

Le roi de Naples s'avança, le 13, sur le Taro, et passa cette rivière malgré la vive résistance qu'il éprouva de la part les généraux Vandeden et Rambourg. Le général Maucune e replia en bon ordre sur Fiorenzola et ensuite derrière la Nura. La perte des Austro-Napolitains[1], dans cette journée, s'éleva à plus de neuf cents hommes hors de combat; les Français en avaient eu trois cent cinquante environ tués, blessés ou pris. Le lendemain, Joachim fit forcer le passage de la Nura par son avant-garde. Après plusieurs autres engagemens très-vifs, dans lesquels le général Maucune déploya autant d'habileté que ses troupes montrèrent de fermeté, le prince Eugène ayant appris l'abdication de son père et la suspension d'armes conclue à Paris, nomma des commissaires pour traiter, avec ceux du maréchal de Bellegarde, de l'évacuation de l'Italie. Les places de Palma-Nova, Osopo, Venise et Legnago, furent d'abord remises aux Autrichiens. Dans les premiers jours de mai, les troupes françaises repassèrent les Alpes, sous la conduite du lieutenant-général Grenier; non pas toutefois sans jeter, du sommet de ces montagnes, un dernier et triste regard « sur cette terre dont l'indépen-

[1] Le roi de Naples avait avec lui dans cette expédition le corps autrichien du général Nugent, fort de quatre brigades, la division Carascosa, infanterie, une autre de cavalerie, et sa garde.

1814. France. par le gouvernement provisoire, furent d'avis qu'il fallait continuer à laisser chacun parfaitement libre à cet égard, s'occuper avant tout de la tranquillité de la ville, et plus tard, lorsque les esprits seraient moins dissidens, lorsqu'ils seraient et plus généralement et mieux préparés à la révolution qu'on voulait opérer, de faire arborer la nouvelle cocarde, mais sur un ordre de l'autorité civile, afin d'écarter toute idée d'intervention d'une force armée dans les actes politiques.

Le gouvernement provisoire avait aussi conféré au général Dessoles le commandement militaire du département de la Seine. La réunion des fonctions les plus importantes et les plus difficiles convenait à ce général et n'était nullement au-dessus de ses forces. Très-avantageusement connu de l'armée, expert dans la science administrative, ennemi du despotisme de Napoléon, il possédait tous les titres à la confiance de ses frères d'armes et à l'estime de ses concitoyens.

3 avril. *Le sénat prononce la déchéance de Napoléon.* — Ce fut le 3 avril que le gouvernement provisoire acheva de s'organiser, en désignant des commissaires pour tenir jusqu'à confirmation ou nomination des titulaires, les portefeuilles des divers départemens ministériels; et, dans l'après-midi, il adopta l'acte du sénat qui déclarait Napoléon *déchu* du trône, *le droit d'hérédité* aboli dans sa famille, *le peuple français et l'armée déliés*, envers lui, *du serment de fidélité*. Cet acte fut appuyé le même jour de l'adhésion du corps législatif.

Le 4 avril, fut proclamé un arrêté qui *libérait ou licenciait les conscrits non appelés ou non incorporés, les bataillons de nouvelle levée, et toutes les levées en masse.*

Nous avons dû glisser rapidement sur les circonstances purement politiques, afin de reprendre le plus tôt possible le récit des évenemens militaires. Nous suivrons la même méthode dans l'historique du reste de cette campagne.

incessamment de Catalogne, où elle n'était plus nécessaire, crut pouvoir attaquer, le 7, les Français, en avant de Chiavari. Le combat fut opiniâtre, et les conscrits de la réserve se conduisirent comme de vieux soldats ; mais le général français, inquiété par les embarcations ennemies sur la côte, et par des insurrections sur ses derrières, dans la vallée de Fontana-Buona, se retira en arrière de Rapalo, où il fut relevé par le général Pégot, que le vice-roi avait précédemment envoyé à Gênes. Cet officier, se voyant menacé d'un débarquement vers Recco et Sori, fit sa retraite pendant la nuit du 10 au 11 sur le Montefaccio ; il s'y maintint durant toute la journée du 12, contre les attaques d'une brigade anglo-sicilienne ; mais il dut encore profiter de la nuit pour continuer son mouvement rétrograde et prendre poste derrière la Sturla, sur les hauteurs d'Albaro, sa gauche couverte par le fort de Richelieu. 1814. France.

Cependant l'amiral Pelew étant venu mouiller près de Nervi, le trouble et la consternation se répandirent dans Gênes, où des émissaires anglais soufflaient depuis trois mois le feu de l'insurrection. Le général Fresia, presque sans moyens matériels de défense, prit les mesures de sûreté qu'il lui fut pos[illegible] employer. Les troupes qui n'étaient pas indispensablement nécessaires à la garde de la seconde enceinte et des batteries de la côte, entrèrent en ligne derrière la Sturla : le général Callier eut ordre de venir, avec la garnison de Savone, prendre position à Sestri-di-Ponente. Cette dernière troupe fut remplacée dans son poste par quelques compagnies d'un régiment de gardes nationales de Toulon, que l'on tira de Port-Maurice et d'Alassio.

Les journées du 13, du 14 et du 15, se passèrent en tentatives inutiles de la part des Anglais pour rejeter les Français dans Gênes ; mais malheureusement le général Pégot fut mis hors de combat.

1814. France. bon ordre, observé jusqu'à Humbecourt par le général Tettenborn, lequel, après avoir laissé quelques cosaques devant ce village, fut s'établir à Eclaron. Le gros de la cavalerie alliée s'avança jusqu'à Saint-Dizier, et la brigade Czernischew se porta de Vitry à Montiérender; le rapport qui parvint à l'empereur, de cette affaire d'arrière-garde, prolongea son erreur, il crut que la grande armée était sur ses traces et se félicita du parti qu'il avait pris.

Cependant, au premier avis de la marche de l'armée française sur Chaumont, le parc général et les gros bagages des alliés qui se trouvaient à Bar-sur-Aube, furent évacués sur Béfort; cette circonstance semblait promettre un résultat heureux, lorsque quelques prisonniers ramenés au quartier impérial, annoncèrent la jonction des deux armées ennemies, et leur marche sur Paris. L'empereur n'en tint aucun compte.

Toutefois, dans la matinée du 26, informé par le duc de Tarente que l'arrière-garde n'avait vu absolument que de la cavalerie légère, et cette circonstance confirmant les déclarations des prisonniers, Napoléon se détermina à pousser lui-même une forte reconnaissance sur ses derrières. Les cosaques laissés devant Humbecourt furent rejetés sur Valcourt, où le général Tettenborn fut culbuté et obligé de repasser la Marne. L'empereur, parvenu sur le plateau de Valcourt, distingua l'ennemi en bataille sur la rive opposée. Il occupait, avec deux bataillons de chasseurs, la ville de Saint-Dizier, à laquelle sa gauche était appuyée; sa droite s'étendait dans la direction de Vitry, protégée par quelque infanterie dans le bois de Perthes; et des essaims de tirailleurs à pied et à cheval bordaient la Marne. Sa première ligne était en avant de la route, face à la rivière; sa seconde, en arrière, l'artillerie, entremêlée de quelques escadrons, placée sur la chaussée même qui en domine le cours.

Combat de Saint-Dizier. — Croyant toujours apercevoir l'avant-garde de l'armée du prince de Schwartzenberg, Napoléon rappela les corps d'infanterie qui étaient près de Vassy, et ordonna aussitôt à la colonne de franchir la Marne au gué d'Hallignicourt. Le comte Sebastiani la passa en colonne par pelotons, et se déploya à droite et à gauche du gué, soutenu par les corps des comtes de Saint-Germain, Milhaud et Valmy, qui se portèrent sur ses flancs. L'infanterie de la garde, celle du comte Gérard et du duc de Tarente suivirent la cavalerie; mais le duc de Reggio se dirigea sur Saint-Dizier par la route de Joinville. Dès que l'armée française fut formée, la cavalerie en première ligne, l'infanterie en seconde, entre Hallignicourt et Hoiricourt, l'action s'engagea à gauche par échelons, le centre et la droite marchant en ligne. Le général Winzingerode, se voyant toute l'armée française sur les bras, chercha à éviter le combat; mais craignant de perdre l'infanterie qui gardait Saint-Dizier, il ordonna au général Tettenborn de couvrir la route de Vitry, pendant qu'avec le gros de ses forces, il gagnerait, par cette ville, la route de Bar-sur-Ornain. En conséquence de cette instruction, le général Tettenborn essaya plusieurs charges qui furent repoussées; le baron Winzingerode s'étant ébranlé, de son côté, pour se rapprocher de Saint-Dizier, fut enfoncé par la cavalerie de la garde, qui poursuivit les fuyards jusqu'au bois de Trois-Fontaines. Pendant que ceci se passait à la gauche, le duc de Reggio entrait au pas de charge dans Saint-Dizier, dont la garnison effrayée se repliait sur Bar. L'ennemi étant alors rompu et sans appui, la cavalerie française redouble d'audace et d'activité; les généraux Milhaud et Letort, le comte de Valmy enfoncent et mettent en déroute les colonnes alliées [1]; et l'infanterie, suivant au pas

1814. France. 26 mars.

[1] La brigade de dragons du général Lamotte chargea la première et se distingua particulièrement.

1814. France. de course les cuirassiers et les dragons, les seconde avec gloire, et complette le succès. Le duc de Reggio, à la tête de la cavalerie du comte de Valmy, conduit battant le gros des Russes à cinq kilomètres au-delà de Saudrupt, où la nuit le force de prendre position. Le duc de Tarente donne la chasse au général Tettenborn jusqu'à Perthes, et la fusillade ne cesse qu'à la nuit. Le quartier impérial resta à Saint-Dizier, où la garde s'établit.

Les Russes venaient de perdre, dans cette journée, quinze à dix huit cents hommes, dont environ cinq cents prisonniers; la perte des Français n'excédait pas six cents hommes hors de combat.

Cette victoire, la dernière que dut remporter Napoléon, ne servit qu'à lui dessiller les yeux et à le convaincre enfin que les alliés étaient en pleine marche sur Paris. Il eut d'abord l'intention de manœuvrer sur leurs derrières, par l'une des routes qui y conduisent de Châlons; mais il fallait préalablement enlever Vitry; l'armée s'étant portée vers cette place, une reconnaissance exacte des lieux démontra à l'empereur que ce coup de main était trop hasardeux. On tint conseil devant Vitry, et d'après l'avis du major-général et du prince de la Moskowa, Napoléon, qui avait songé un moment à se jeter avec toute l'armée dans les Vosges, résolut de ne pas quitter la trace des alliés, et de se mettre en marche sur Paris par Troyes.

L'armée française revient sur Fontainebleau; Napoléon part en poste pour Paris. — Pendant que l'armée commençait à exécuter ce mouvement, le duc de Reggio entrait à Bar et jetait des partis sur la Meuse, pour avoir des nouvelles de la division sortie de Metz avec le général Durutte; mais on n'en put rien apprendre, quoique depuis deux jours elle se trouvât entre Longwy et Verdun.

Le duc de Reggio reçut l'ordre de rejoindre l'armée en

PLAN
DE LA BATAILLE
de
TOULOUSE.

cette ligne n'excédait pas trente-six mille hommes. De leur côté les alliés, malgré la révolution qui venait de s'opérer dans Paris, avaient jugé nécessaire de se porter en avant, il ne restait dans la capitale que les gardes et les réserves. 1814. France.

Pourparlers entre le duc de Raguse et le prince de Schwartzenberg. — La nouvelle s'étant répandue que Napoléon se disposait à marcher contre Paris avec environ cinquante mille hommes, les souverains effrayés des suites que pourrait avoir une bataille acceptée sous les murs de cette ville, résolurent de l'évacuer par prudence et de prendre position à Meaux. L'ordre de ce mouvement rétrograde allait être expédié au comte Barclay de Tolly, lorsque le généralissime en fit suspendre l'envoi en rendant compte des pourparlers qu'il venait d'entamer avec le duc de Raguse.

Ce maréchal, mu par des motifs que nous n'entreprendrons point de discuter, mais que l'histoire appréciera sans doute un jour, comme elle a jugé ceux qui déterminèrent la conduite du général Monck et du duc de Marlborough aux époques de la restauration et de la seconde expulsion des Stuarts; le duc de Raguse, disons-nous, conclut un traité en vertu duquel les troupes qu'il commandait devaient quitter la position d'Essonne et se retirer par Versailles sur un point en-deçà du théâtre des hostilités, entre les armées de Napoléon et les alliés. Le duc de Raguse agissait de concert avec le comte Souham, l'un des plus anciens généraux divisionnaires de l'armée. A l'exception des généraux Chastel, Ledru Desessarts et Lucotte, dont les dispositions n'avaient pas paru favorables, tous les autres furent mis successivement dans le secret de cette négociation.

Une démarche d'un autre genre, mais qui tendait également à faire cesser la guerre étrangère et à prévenir la guerre civile, eut lieu en même temps. 3 avril.

Abdication conditionnelle de Napoléon. — Les maré-

1814. France. chaux qui se trouvaient à Fontainebleau, instruits par leurs correspondances particulières des événemens de Paris, se rendirent le 3, à midi, chez l'empereur, accompagnés du grand-maréchal du palais et du duc de Vicence, pour le résoudre à un grand sacrifice. Là, le prince de la Moskowa portant la parole, ils l'engagèrent à renoncer au trône en faveur de son fils, sous la régence de l'impératrice. Il signa en effet cette promesse d'abdication dans la soirée, et chargea le prince de la Moskowa, les ducs de Tarente, de Vicence, qui devaient s'adjoindre (en passant à Essonne) le duc de Raguse, d'aller la porter aux souverains.

Ces députés partirent aussitôt; mais lorsque, arrivés à Essonne, ils eurent communiqué au duc de Raguse l'objet de leur mission, ce maréchal fut très-embarrassé d'une telle marque de confiance de Napoléon dans une pareille circonstance. Toutefois, laissant le commandement des troupes au général Souham, il accompagna ses collègues, auxquels il ne parla de sa convention qu'en termes vagues, et en les assurant, à plusieurs reprises, que rien n'était conclu.

Marche du corps d'armée du duc de Raguse sur Versailles. — Il avait ordonné au général Souham de ne faire aucun mouvement jusqu'à son prochain retour; mais peu d'heures après le départ du duc de Raguse, l'empereur précipita, sans le savoir, l'exécution de la convention, en faisant appeler le général Souham, sans doute pour lui expliquer lui-même les motifs qui l'obligeaient à révoquer les ordres relatifs à la marche sur Paris. La lettre qui mandait ce général n'indiquant point d'objet, et plusieurs circonstances donnant lieu au général Souham de penser que Napoléon était instruit du traité particulier du duc de Raguse, il assembla les officiers généraux dépositaires du secret, et ils résolurent à l'unanimité, d'exécuter sur-le-champ le traité, et de se rendre à Versailles sans attendre d'instructions ultérieures du

de lord Sommerset et du général Ahrenschild, sous les ordres de sir Stappleton-Cotton, attaquerait ceux du Calvinet. 1814. France.

Le duc de Dalmatie fit, de son côté, les dispositions ci-après :

Le comte Reille, avec la division Maransin, devait garder le faubourg Saint-Cyprien; la division Darricau, de la lieutenance du comte d'Erlon, défendait, sur la rive droite de la Garonne, le canal depuis son embouchure jusqu'à la route d'Alby; le général Clausel avait la brigade Lamornadière, de la division Villatte, en avant-garde, et celle du général Saint-Pol en réserve dans les retranchemens de la Pujade; à droite de celle-ci, le général Soult avec la brigade de cavalerie du général Vial, s'etendait jusqu'aux redoutes du Calvinet, gardées par la division Harispe; vers l'extrême droite, la brigade Lesueur, de la division Darmagnac, détachée du corps du comte d'Erlon, gardait les hauteurs de Montaudran, ayant devant elle, en potence sur le chemin des Bordes, la cavalerie du général Berton qui, après avoir repassé l'Ers au pont de Saint-Martin, observait la plaine entre le pied des hauteurs et cette rivière. Enfin, la division Taupin, détachée du corps du comte Reille, formait réserve au château de Guery, sur la route de Puy-Laurens. La réserve de conscrits, sous le général Travot, gardait les ouvrages du pont des Demoiselles. La garde nationale de Toulouse faisait le service dans l'intérieur de la ville et à ses portes.

Le 10, vers six heures du matin, l'armée ennemie s'ébranla sur tous les points. Sur la rive gauche de la Garonne, le général Hill, avec ses trois divisions, s'avança contre l'enceinte extérieure de Saint-Cyprien, défendue seulement par quelques batteries. Sur la rive droite, le général Picton se forma près de l'embouchure du canal, attaqua les Français vers sept heures, et les repoussa jusqu'à la tête du Pont-Jumeau, à la jonction du nouveau canal avec l'ancien, où

1814. France. tous ses efforts furent contenus par deux bataillons de la brigade Berlier.

Cependant, le général Freyre, après avoir longé la rive gauche de l'Ers, jusqu'à la hauteur de Croix-d'Aurade, se forma sur deux lignes, établit son artillerie sur une hauteur en avant et à gauche de celle de la Pujade, pendant que le maréchal Beresford, qui venait de passer l'Ers au pont de Croix-d'Aurade avec les divisions Cole, Picton et Cotton, remontait cette rivière sur trois colonnes pour gagner la droite des Français.

Aussitôt que le général Freyre le vit à hauteur de Saint-Martin, il s'avança en bon ordre contre la brigade Lamorandière, et la repoussa sous les retranchemens qu'il comptait enlever de vive force. La brigade Saint-Pol accueillit les Espagnols avec un feu terrible de mitraille et de mousqueterie qui leur fit essuyer une perte considérable, sans pouvoir toutefois les arrêter; au contraire, la première ligne espérant trouver un abri contre ce feu meurtrier dans un chemin creux, au pied des ouvrages, s'y porta à la course, mais n'y arriva qu'entièrement rompue. La réserve, qui voulut prévenir les suites de cette faute, ne put arriver assez tôt au soutien des troupes qui la commettaient; dans ce même moment, le général Harispe lance de la hauteur du Calvinet, une de ses brigades contre les Espagnols, tandis que le général Darmagnac en fait autant par le revers de la position, sur leur flanc droit, et que le général Darricau, saisissant l'à-propos, jette du pont Matabiau un bataillon sur la route d'Alby. Ces efforts simultanés culbutent l'attaque du général Freyre et la ramènent à plus d'un kilomètre; les Français se seraient emparés du pont de Croix-d'Aurade, si le général Alten n'eût arrêté la poursuite en arrivant sur le flanc gauche avec une de ses brigades et quelques escadrons de la légion allemande.

Malgré cet échec éprouvé sur sa gauche, où les Espagnols

perdirent plus de mille hommes, Wellington ne changea rien à son plan d'attaque, et ordonna de redoubler d'efforts. Le général Hill, avec ses trois divisions, finit, après beaucoup de tâtonnemens, par chasser de la première enceinte du faubourg Saint-Cyprien, les postes d'avertissement que le comte Reille y avait laissés en se retirant sur la seconde. 1814. France.

Sur la droite de la Garonne, le général Picton attaqua de nouveau le pont Jumeau, et fut repoussé avec une perte énorme. Les Anglais voulurent brusquer l'attaque et se jeter dans les retranchemens, mais la hauteur du profil rendit l'escalade impraticable, et le général Berlier les fit écraser à coups de pierres dans le fossé; le général Alten, plus circonspect dans l'attaque qu'il dirigea avec une brigade sur le pont d'Arnauld-Bernard, fut arrêté par le trente-unième léger devant le couvent des Minimes, et ne put même réussir à le débusquer de cet avant-poste. Enfin, D. Manuel Freyre eut beaucoup de peine à rallier ses troupes et à les porter sous la protection de la cavalerie de lord Posomby, et une des brigades du général Alten devant le plateau de la Pujade pour y continuer la canonnade. Ainsi, vers midi, l'action ne laissait que peu d'espérance de succès à l'armée alliée.

Le duc de Dalmatie, jugeant que les hauteurs de Montaudran allaient devenir le point important du champ de bataille, donna l'ordre de retirer du faubourg Saint-Cyprien la brigade Rouget, de la division Maransin, pour la porter sur ce point; mais cette troupe ne put y arriver à temps.

L'échec éprouvé par le général Freyre et le manque d'artillerie avaient suspendu la marche du maréchal Beresford; voyant que ses pièces n'arrivaient pas, au lieu d'attaquer les retranchemens du Calvinet, comme il en avait l'ordre, il calcula qu'il lui serait peut-être plus facile de les tourner, en continuant de se diriger sur Montaudran. Ce mouvement, laissant un grand vide au milieu de la ligne de bataille, of-

1814. France. frait au duc de Dalmatie l'occasion de couper le corps du marechal Béresford, en faisant descendre une ou deux divisions entre le plateau et l'Ers. Outre ce grave inconvenient, le terrain présentait de grandes difficultés; les troupes ennemies ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils ne leur fut plus possible de passer outre. Lord Béresford forma alors la division Cole en arrière de la droite française, sur un terrain étroit, au pied de la colline de Mantaudran. Le général Clinton rangea la sienne en même temps, et l'artillerie du corps d'armée fut dirigée contre les redoutes du Calvinet, sous la protection de la cavalerie de sir Stappleton-Cotton.

Le duc de Dalmatie, loin de mettre obstacle à ces dispositions, se félicitait que l'ennemi les eût prises, attendu qu'elles lui évitaient une partie des difficultés qu'il eût rencontrées dans ses propres mesures décisives. Toutefois, lorsqu'il le vit près de prendre l'initiative, il voulut le prévenir, et prescrivit à la division Taupin de marcher, soutenue par la brigade Leseur, à la rencontre du général Cole, tandis que le vingt-unième de chasseurs, guidé par le lieutenant-général Clausel, chercherait a lui couper ses communications, en se portant en avant, et que le général Berton chargerait le flanc gauche.

Le général Taupin se mit en marche, en colonne serrée, sur la route de Caraman; il n'était plus qu'a cent pas des Anglais, quand un officier d'état-major lui transmit l'ordre de se jeter à gauche de la chaussée, afin de donner passage au treizieme de chasseurs qui allait entamer une charge. Cette manœuvre, executee si pres et en face de l'ennemi, causa un instant de flottement, dont le général Cole, soutenu en arrière, à droite, par la division Clinton, profite pour prevenir le choc et prendre lui-même l'initiative Le douzième léger est enfonce, et entraîne dans sa deroute les régimens qui le suivaient; la brigade Leseur, qui s'etait formee en potence sur le flanc droit de l'ennemi, s'avançant contre les colonnes

assaillantes, est écrasée à son tour et mise en fuite. Dans ce moment, le général Taupin cherchant à rallier les fuyards, est frappé mortellement. Le général Dauture était chargé de défendre la redoute élevée sur la croupe de la colline de Montaudran; mais n'ayant qu'une poignée d'hommes pour repousser l'escalade dont il est menacé, dans un ouvrage incomplet, par la division Picton, enhardie par le succès du général Cole, il abandonne le poste. Le maréchal Béresford s'emparant alors de cette redoute, réunit ses deux divisions sur le plateau, y amène de l'artillerie, et attaque en flanc les redoutes de Calvinet. 1814. France.

Dans cette extrémité, le maréchal français, de concert avec le général Clausel, changea de front, et prit une nouvelle ligne appuyée aux retranchemens du pont des Demoiselles et aux redoutes du Calvinet, sur laquelle vinrent se ranger, successivement, la brigade Rouget, qui débouchait du pont de Montaudran, et les troupes des deux divisions mises en désordre. On combattit avec une nouvelle fureur; les redoutes furent défendues avec la plus grande opiniâtreté; les généraux Harispe et Baurot y furent grièvement blessés, et ce ne fut qu'à cinq heures du soir, seulement, que le quarante-cinquième évacua la dernière.

Les redoutes du Calvinet emportées, sir Béresford marcha sur celles de la Pujade, qui n'opposèrent pas moins de résistance. La brigade Lamorandière y fit des prodiges de valeur et eut son général hors de combat; enfin, vers sept heures, elles furent également enlevées. Les vainqueurs s'arrêtèrent après ce dernier effort, et n'osèrent refouler l'armée française sur le canal. Dans cette position, maître encore du faubourg Saint-Etienne, le duc de Dalmatie avait sa retraite assurée, et se trouvait en mesure d'accepter un nouveau combat.

Le général en chef ennemi, redevable de ce succès à la témérité du maréchal Béresford, qui, comme nous l'avons déjà dit, avait pris sur lui de se porter vers les retranchemens de

1814. France. Montaudran, au lieu de chercher à enlever ceux du Calvinet ; lord Wellington, disons-nous, douta long-temps de sa bonne fortune, et loin de songer à enlever Toulouse le lendemain, il ne s'occupa, dans la journée du 11, que des moyens de se maintenir sur la chaîne de collines qui domine cette ville. De son côté, le duc de Dalmatie, tout en paraissant faire des préparatifs de défense, ordonna, pour la nuit suivante, la retraite sur Castelnaudary ; et, le 12, au matin, il ne resta dans Toulouse que quinze cents blessés ou malades qu'on n'aurait pu transporter sans danger. La perte des Français, à la bataille de Toulouse, d'après les calculs les plus exacts, s'était élevée à trois mille deux cent trente-un hommes hors de combat. Les alliés en comptèrent quatre mille quatre cent cinquante huit, dont deux mille cent vingt-quatre Anglais, dix sept cent vingt-sept Espagnols, et six cent sept Portugais.

Lord Wellington entra dans Toulouse, le 12 avril, à dix heures du matin. Il fut accueilli avec les honneurs du triomphe par le parti royaliste, qui, déjà, avait arboré la cocarde blanche. Mais, sentant le besoin de donner quelque repos à ses troupes, il ne poussa que le 14 son avant-garde sur Avignonnet, où elle fut arrêtée par le canon du général Berton qui formait l'arrière garde française.

Rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français. —Tandis que ces événemens se passaient sur les bords de la Garonne, le duc d'Albufera, désespérant d'amener à bien les négociations entamées successivement, depuis la fin de 1813, avec les généraux espagnols, la Régence et le roi Ferdinand, pour la rentrée des garnisons françaises, se décida à laisser partir l'infant don Carlos, et à s'en rapporter à la parole du monarque pour l'exécution de cette clause du traité. Prévoyant qu'il serait bientôt forcé de repasser les Pyrénées, il donnait tous ses soins à l'approvisionnement, à l'armement et à la mise en état de toutes les places fortes de cette frontière, lorsqu'une dépêche du duc de Dalmatie lui annonça

que les alliés se disposaient à lui livrer bataille sous les murs de Toulouse. Il se hâta de repasser les Pyrénées pour se diriger en trois colonnes sur Narbonne. 1814. France.

Soumission des deux armées au gouvernement provisoire. 14-19 avril. — D'après les avis successifs du gouvernement provisoire et du prince major-général, les deux maréchaux adressèrent, le duc d'Albufera, le 14, et le duc de Dalmatie, le 19, leur soumission, ainsi que l'adhésion de leur armée au rappel du roi Louis XVIII, et conclurent un armistice commun avec lord Wellington. Le comte Decaen, général en chef du corps de la Gironde, avait conclu le sien, le 12, avec lord Dalhousie, commandant les forces alliées à Bordeaux et sur la Gironde.

Vers les derniers jours du mois, le duc d'Angoulême, quittant le quartier-général anglais, vint passer en revue l'armée des Pyrénées, qui prit pour cette cérémonie la cocarde blanche.

Aucun corps d'armée, aucune garnison ne refusa de reconnaître le gouvernement provisoire et de se soumettre au vœu de la nation. L'adhésion des armées françaises aux actes de ce même gouvernement mit fin de toutes parts aux hostilités; mais il importait de faire cesser le plus tôt possible le fléau de l'occupation étrangère. Malgré les revers des deux dernières campagnes, la France tenait encore dans les pays étrangers un grand nombre de places, dont la remise pouvait servir de compensation dans les arrangemens de la paix future.

Convention militaire du 23 avril. — Une convention militaire fut conclue le 23 avril, portant entr'autres choses, que les puissances alliées feraient évacuer le territoire français, tel qu'il se trouvait en 1792, à mesure que les places occupées hors de ces limites par les troupes françaises seraient évacuées et remises aux alliés; que leurs garnisons sortiraient avec armes, bagages, propriétés particulières, et trois pièces de campagne par chaque millier d'hommes, blessés et malades compris.

1814. France. En vertu de cette convention, la France remit aux alliés cinquante-trois places fortes, douze mille bouches à feu et un matériel considérable [1]; d'après l'état actuel des affaires on estima que cette cession contre laquelle un grand nombre de voix françaises devaient s'élever, équivalait à la délivrance de quarante départemens écrasés par les contributions en argent et en nature.

Le prince de Schwartzenberg ayant déposé le titre de généralissime, les grandes armées alliées furent dissoutes, et chaque nation se disposa à quitter la France. Néanmoins, Paris et beaucoup d'autres points restèrent occupés, et le territoire ne fut entièrement délivré qu'à la fin de juin.

3 mai. *Arrivée du roi Louis* XVIII *en France, et son entrée à Paris.* — Cependant Louis XVIII avait quitté sa retraite d'Hartwel, et s'était embarqué le 24 à Douvres pour prendre terre le même jour à Calais. Le général Maison, qui l'attendait sur le rivage avec une députation de l'armée du nord, lui remit une adresse contenant de nouvelles protestations d'obéissance et de fidélité. Après avoir séjourné un jour à Calais, le roi arriva le 29 à Compiègne; il reçut, dans cette résidence, les félicitations de la plupart des maréchaux ayant le prince de Neuchâtel à leur tête : celui-ci chargé de porter la parole, s'exprima ainsi : « Vos armées, Sire, dont les maréchaux sont aujourd'hui l'organe, s'estiment heureuses d'être appelées, par leur dévouement et leur fidélité, à seconder vos vues pour la gloire et la prospérité de la France. »

Le 3 mai, le roi, qui avait couché la veille au château de Saint-Ouen, près Saint-Denis, fit son entrée solennelle dans la capitale. La plus grande partie de la population de cette ville s'était portée hors des barrières à sa rencontre; l'autre garnissait les fenêtres et les balcons des maisons, ainsi que les rues par où passa le cortége. Après avoir rendu grâces à Dieu dans

[1] Nous donnerons dans le volume suivant des détails sur la défense antérieure de quelques-unes de ces places.

l'église de Notre-Dame, le monarque descendit aux Tuileries, au milieu des acclamations de la multitude. 1814. France.

Deux jours après, le sénat ayant été admis à l'audience de S. M., le prince Talleyrand prononça le discours suivant :

« Sire, le retour de Votre Majesté rend à la France son gouvernement naturel, et toutes les garanties nécessaires à son repos et au repos de l'Europe. Tous les cœurs sentent que ce bienfait ne pouvait être dû qu'à vous-même; aussi tous les cœurs se précipitent sur votre passage. Il est des joies qu'on ne peut feindre; celle dont vous entendez les transports est vraiment nationale. Le sénat, profondément ému de ce touchant spectacle, heureux de confondre ses sentimens avec ceux du peuple, vient, comme lui, déposer au pied du trône les témoignages de son respect et de son amour. Sire, des fléaux sans nombre ont désolé le royaume de vos pères. Notre gloire s'est réfugiée dans les camps; *les armées ont sauvé l'honneur français.* En remontant sur le trône, vous succédez *à vingt années de ruines et de malheurs.* Cet héritage pourrait effrayer une vertu commune. La réparation d'un si grand désordre veut le devouement d'un grand courage. Il faut des prodiges pour guérir les blessures de la patrie; mais nous sommes vos enfans, et les prodiges sont réservés à vos soins paternels. Plus les circonstances sont difficiles, plus l'autorité doit être puissante et révérée; en parlant à l'imagination par tout l'éclat des anciens souvenirs, elle saura se concilier tous les vœux de la raison moderne, en lui empruntant les plus sages théories politiques. Une charte constitutionnelle réunira tous les intérêts a celui du trône, et fortifiera la volonté première du concours de toutes les volontés. Oui, Sire, la nation, et le sénat, plein de confiance dans les hautes lumières et dans les sentimens magnanimes de V. M., desire avec elle *que la France soit libre, pour que le roi soit puissant.* »

1814. France. Une convention réglementaire de la marche et des subsistances des troupes alliées, du service des hôpitaux, du transport des prisonniers, fut signée le 28 mai. Par l'article 9, la France racheta, vingt cinq millions de francs, ce que les alliés avaient capturé et tenaient encore dans les magasins français, tels que sels, tabacs, effets militaires, etc.

30 mai. *Traité de paix avec les quatre grandes puissances alliées.* — Enfin, le 30 du même mois, la paix fut signée à son tour. La France se vit définitivement restreinte dans les limites de 1792, sauf de légères rectifications de démarcations à son avantage. L'île de Malte fut accordée en toute propriété à l'Angleterre. Celle-ci restitua les colonies ou établissemens que les Français possédaient au 1er janvier 1792, à l'exception de *Tabago*, *Sainte-Lucie*, *l'Ile-de-France*, et de la partie de Saint-Domingue appartenant autrefois à l'Espagne, et qu'on s'engagea à rétrocéder à cette dernière. L'Angleterre *permit* à la France, par l'article 12, la formation d'établissemens commerciaux aux Indes, sous condition *de n'y envoyer que les troupes nécessaires pour y maintenir la police*; et, par l'article 13, elle lui *rendit* le droit de pêche sur le banc de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent, etc.

Ainsi affaiblie, la France pouvait toutefois espérer de reparer promptement ses pertes et de redevenir riche et puissante à l'ombre d'un gouvernement sage et constitutionnel. Mais des événemens, dont nous essayerons de développer les causes avec franchise et impartialité, devaient la replonger bientôt dans des maux plus grands que ceux auxquels elle venait d'échapper. Ces douloureux récits feront la matière du volume suivant, dernière pierre du monument historique que nous avons entrepris d'élever au patriotisme, à la gloire nationale et au courage malheureux.

FIN DU VINGT-TROISIÈME VOLUME.

Extrait du Constitutionnel, du 5 décembre 1820.

Il y a des circonstances où la publication d'un livre est un acte de courage, et peut, en quelque sorte, compter au nombre des services rendus à la patrie En 1816, les bataillons de l'étranger couvraient encore nos provinces. L'apparition de l'ouvrage intitulé : *Victoires et Conquêtes*, vint un peu troubler la joie de ces vainqueurs d'un moment. C'était la plus honorable protestation du courage contre l'inconstance de la fortune, après trente années de triomphes. Chaque volume des *Victoires et Conquêtes* fut attendu avec impatience et lu avec avidité; car chacun d'eux présentait de nouveaux modèles à la valeur, consacrait de nouveaux faits d'armes à la mémoire; et c'est ainsi que de volume en volume, de contrées en contrées, le lecteur, avec nos guerriers triomphans dans les marais du Batave et sur les rochers de la Suisse, a suivi tour-à-tour leurs drapeaux victorieux du Danube à la Sprée, et des bords du Nil aux rives du Tage.

Des droits méconnus, des traités violés, la défense du territoire, ou la fidélité due à des alliés malheureux, telles étaient jusqu'alors les causes qui nous avaient mis les armes à la main. Rien de semblable n'autorisait les guerres contre l'Espagne et le Portugal. Nos guerriers, qu'enchaînait la discipline et que séduisait la gloire, craignaient de s'avouer à eux-mêmes qu'ils allaient servir l'ambition. La cause d'un peuple qui défend son indépendance leur paraissait généreuse et sacrée; c'était elle qui, quinze ans plus tôt, les avait appelés sous les drapeaux de la patrie; ils voyaient dans les Espagnols et les Portugais des imitateurs, des émules plutôt que des adversaires. Pour la première fois ils se sentirent moins ardens au combat, moins sensibles à la victoire. Ils auraient voulu ne rencontrer dans les champs dévastés du Portugal que des rivaux qui venaient y défendre plutôt les intérêts de leur commerce que l'indépendance de leurs alliés. Mais ces rivaux, qui avaient la population entière pour auxiliaire, quand nous n'y trouvions pas un ami; qui nageaient dans l'abondance quand la famine éclaircissait nos rangs, se tenaient *toujours retranchés sur la cime de monts inaccessibles*, et le moindre avantage remporté par nos armes les trouvait prêts à demander un asile aux flots de l'Océan.

Le volume des *Victoires et Conquêtes* dont nous annonçons la publication, contient un récit quelquefois douloureux, très-souvent intéressant et toujours honorable, des combats livrés par nos généraux dans la Péninsule. On y rencontre malheureusement plusieurs de ces scènes horribles qu'excite de part et d'autre la soif de la vengeance; ces scènes où la cruauté souille la victoire, où la pitié voudrait se jeter entre les vaincus et les vainqueurs. Mais de plus nobles tableaux arrêtent les regards; et les remparts de Tarragone et de Valence emportés, Sagonte devenue le témoin d'une victoire dont se fût honorée la valeur romaine; la Catalogne pacifiée par la modération, après avoir été conquise par la vaillance; tout rappelle, dans le cours de cette campagne, les exploits d'un capitaine et les talens d'un administrateur : honorer ainsi le nom français, n'est-ce pas donner à la cause de la patrie, des gages qui ne sauraient être trompeurs?

Ce volume est le vingt-unième de ce grand ouvrage qui doit s'arrêter à vingt-quatre. Les éditeurs ont plus donné qu'ils n'avaient promis; mais qui pourrait leur faire un reproche de n'avoir pu se résoudre à sacrifier des documens très-précieux pour l'histoire; des mémoires instructifs pour l'art militaire, des actions dignes d'être transmises à la postérité? Les derniers volumes sont sous presse; les éditeurs touchent à la fin de cette entreprise commencée avec courage, et poursuivie avec autant de constance et d'activité que de talent. Il faut les féliciter d'avoir achevé en l'honneur de la gloire nationale, un monument qui désormais ne périra pas plus que le souvenir des victoires qu'il retrace, que les noms des guerriers dont il célèbre les exploits.

En même temps que le volume dont nous annonçons la publication, l'éditeur fait paraître une médaille en bronze du grand diamètre; son exécution fait beaucoup d'honneur à M. Barre. D'un côté, la Victoire debout, sur un char traîné par quatre coursiers, jette des couronnes sur tous les états conquis par les Français; de l'autre côté, on lit : *Les souscripteurs associés pour transmettre à la postérité les victoires et conquêtes des Français de* 1792 *à* 1815. Le nom du souscripteur sera inscrit sur la tranche de la médaille avec ses titres et ses qualités [1].

[1] Prix, 9 fr. avec la boîte et le nom inscrit, et un fr. 80 c. en sus, franc de port. A Paris, chez l'éditeur C. L. F. Panckoucke, rue des Poitevins, n° 14; le prix est de TRENTE fr. en argent.

JUL 14 1931